

## Crise dénouée à Pretoria

La crise politique qui, depuis le début du mois, secoue l'appareil de l'Etat sud-africain paraît pratiquement résolue. La « guerre des chefs » entre le président Pieter Botha et le nouveau leader du Parti national, Frederik De Klerk, semble terminée, même si le compromis qu'il ont trouvé n'a pas été officiellement annoncé, et ne sera pas avant la reprise de la session parlementaire, au début du mois d'avril.

Aux termes de cet accord, M. Botha restera à la tête de l'Etat jusqu'aux élections qui auront lieu pour les trois Chambres (blanche, indienne et métisse) vraisemblablement en septembre ou en octobre prochains. Il laissera ensuite la place à son rival, à qui, auparavant, reviendra la charge de conduire le Parti national à la bataille électorale en tant que candidat officiel de la présidence. On ignore si — on attendait — M. Botha déléguera certaines de ses fonctions à M. De Klerk, ou si les décisions importantes seront prises en commun. On devrait en savoir plus le 6 avril, lorsque le chef de l'Etat s'adressera au groupe parlementaire de la majorité.

M. Botha s'est donc finalement incliné, sans doute la mort dans l'âme, devant son parti, qui l'avait, il est vrai, publiquement désavoué. Il a accepté que des élections générales aient lieu cette année, contrairement à ce qu'il avait annoncé. Surtout, il s'est déclaré prêt à céder la place après onze ans de règne sans avoir, comme il l'avait souhaité, terminé sa tâche. C'est une fin peu glorieuse pour cet homme frappé par la maladie, soudain apparu comme un personnage du passé, s'accrochant pathétiquement à son siège. Il a, qu'on le veuille ou non, été chassé du pouvoir, alors qu'il est considéré comme le dirigeant ayant le plus fait pour réformer son pays et la préparer à un démantèlement de l'apartheid.

Nul doute que le Parti national ramportera, une fois encore, les élections. Tout en s'affirmant le fidèle continuiste de l'œuvre accomplie par son prédécesseur, M. De Klerk s'est clairement prononcé pour « la fin de la domination blanche » et « pour un pays libre du racisme, de la haine raciale et de la discrimination ». Il a cependant tempéré ce projet en précisant : « Une prétendue société non raciale est une pure absurdité dans un pays multiracial, la domination par une majorité est aussi inacceptable que par une minorité. »

Toujours est-il que M. De Klerk bénéficie d'un climat favorable. Profitant des négociations sur l'indépendance de la Namibie, l'Afrique du Sud est parvenue à vaincre son isolement international. Les troupes de Pretoria se sont retirées d'Angola et auront quitté la Namibie d'ici au 1<sup>er</sup> juillet. Les contacts ont été renoués avec plusieurs pays d'Afrique noire. Les liens avec l'Europe ont été renforcés. Des rencontres de plus en plus fréquentes ont lieu avec des officiels soviétiques.

S'agit-il d'une nouvelle ère, comme on se plaît à le répéter dans les cercles gouvernementaux ? C'est en tout cas une approche différente dont on attend qu'elle se concrétise à l'intérieur, par exemple, par la libération de Nelson Mandela, récemment réclamée par Mme Thatcher. Ce serait peut-être le meilleur moyen d'amener l'ANC (Congrès national africain) à renoncer à la violence, comme le souhaite Moscou, et à entamer des négociations avec Pretoria.

M 0147 - 0325 0 - 4,50 F

3790147004500 03250

## Les élections au Congrès des députés du peuple

### Les Soviétiques ont fait, pendant la campagne, l'apprentissage du débat politique

Les Soviétiques se rendent aux urnes, dimanche 26 mars, pour élire le nouveau Congrès des députés du peuple, né des réformes politiques proposées par M. Mikhaïl Gorbatchev. Les résultats ne seront pas connus avant plusieurs jours. Plus des quatre cinquièmes des candidats étant membres du parti unique, le scrutin ne risque pas de bouleverser l'échiquier politique. Mais la campagne, animée, a permis aux Soviétiques de faire un premier apprentissage de débat politique.

MOSCOU  
de notre correspondant

Dimanche 26 mars, à 20 heures, quand auront fermé les bureaux de vote, il se sera passé un événement capital, comme ne s'en souvenaient en URSS que de vraies très très vieilles personnes — assez vieilles pour avoir vécu à l'automne 1917 l'élection de cette Assemblée constituante que les bolcheviks (170 sièges sur 707) n'avaient laissé siéger qu'un jour.

Ces élections avaient été les plus libres de toute l'histoire de la Russie, et il aura

fallu aux Soviétiques attendre jusqu'à aujourd'hui pour en retrouver le goût lointain, fragile, imperceptible dans bien des régions, mais envain dans d'autres, et partout aussi délicieux que l'espoir. Il n'y aura néanmoins pas de fourchette au journal télévisé de 20 heures, car, contrairement aux élections de 1917, celles de 1989 n'auront pas opposé plusieurs partis.

Non seulement il n'y en a toujours qu'un en URSS, mais pas moins de 85,4 % des candidats en sont membres.

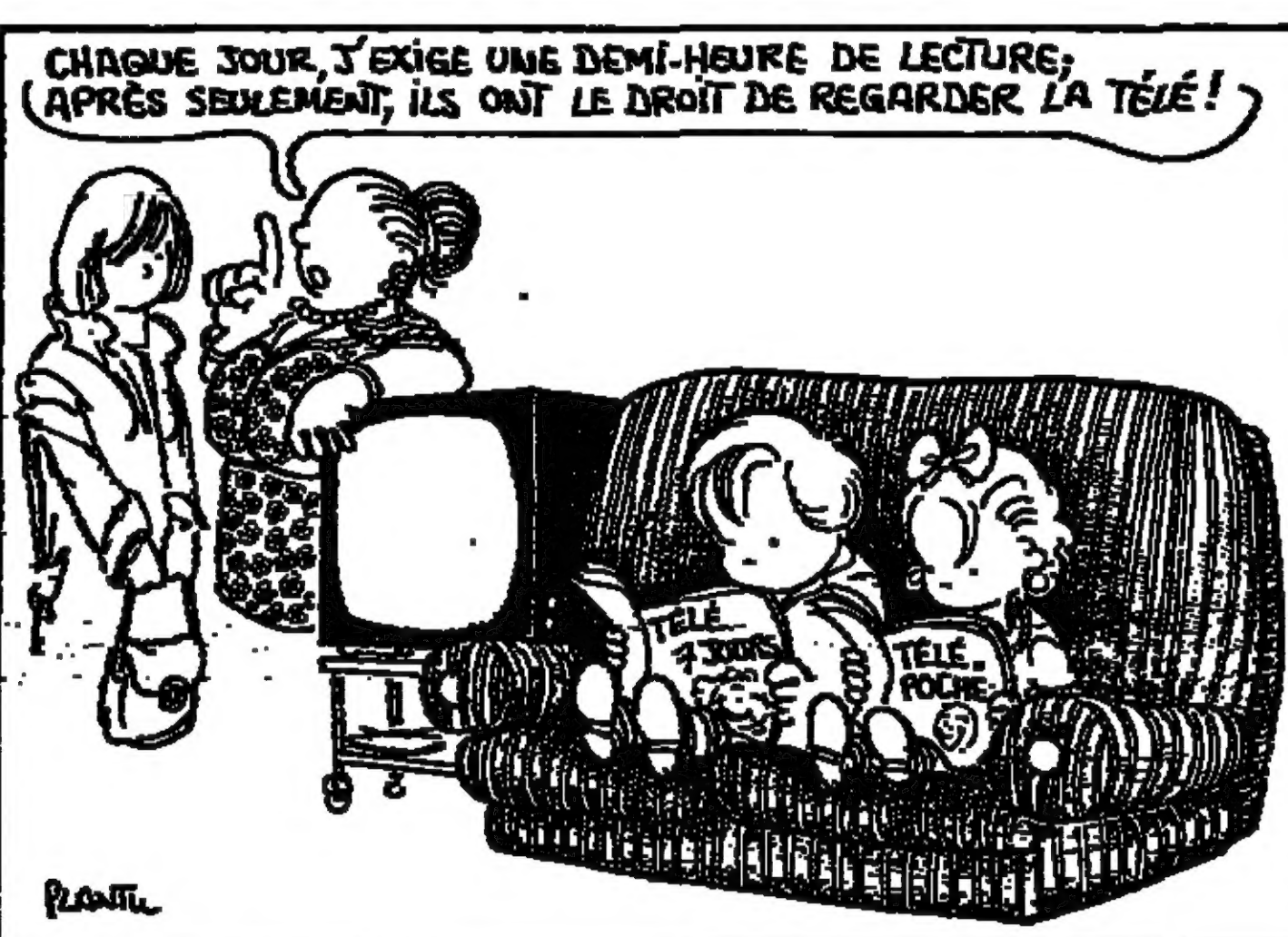
BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

## Le rapport Migeon

### Apprendre à mieux lire

Lire page 11  
l'article de  
J.-J. BOZONNET



## Amorce de dialogue entre le gouvernement et les syndicats

### Négociations corses en cabine téléphonique

En milieu de journée, vendredi 24 mars, les pouvoirs publics négociaient toujours avec les syndicalistes représentant les fonctionnaires de Corse, pour tenter de les faire venir à Paris afin d'entamer, comme le premier ministre l'avait demandé, des négociations avec le directeur général de la fonction publique. Le gouvernement propose de négocier « notamment sur l'examen des mesures compensatoires au handicap de transport ».

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

Les discussions sur les négociations devant aboutir à la concertation qui réglerait une fois pour toutes le problème corse ont pris du retard dès leur première journée. A l'aube de vendredi, tout indiquait que les syndicalistes ne se rendraient pas à Paris. Rien ne permettait cependant de démentir qu'ils ne se décideraient pas quand l'avion serait parti.

Seule une girouette aurait pu suivre l'évolution de la situation dans les deux départements, les six ports et les trois cent soixante communes de Corse, jeudi 23 mars. Aux radios qui donnaient des nouvelles rassurantes, répondaient les télévisions qui montraient des images dramatiques. Les syndicalistes réclamaient « des bases claires » et des « contenus précis ».

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 7.)

## Déficit limité à 500 millions de francs

### Le commerce extérieur de la France s'est nettement rééquilibré en février

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est nettement réduit en février, revenant — après correction des variations saisonnières — à 500 millions de francs, contre 2,5 milliards en janvier. Ce bon résultat s'explique par la poursuite d'une forte croissance des exportations, qui ont atteint 93,1 milliards, progressant de presque 24 % en un an. Les échanges industriels se sont un peu redressés, tandis que l'agroalimentaire continue de dégager des excédents considérables (5,1 milliards).

Les résultats du commerce extérieur, point sensible et fragile de l'économie française, ont été étonnamment bons en février. Les exportations ont, en effet, presque équilibré — à 500 millions de francs près — les achats à l'étranger.

Ce résultat a trois causes, dont deux peuvent paraître fragiles. La première est le redressement des échanges de produits industriels, dont le déficit revient de

5,5 milliards de francs, en janvier, à 3,6 milliards de francs en février. En revanche, les excédents agroalimentaires (5,1 milliards de francs) paraissent un peu trop élevés pour être durables. Enfin, il semble difficile de compter sur une stabilisation du déficit énergétique (- 5,7 milliards), alors que les prix du brut ont sensiblement monté. La douceur de l'hiver a donné un répit.

Les engagements pris rendent impossible la réduction du déficit du budget en 1990, par ALAIN VERNHOLES, p. 24

## Entretiens franco-syriens

Le président Assad invité à Paris  
PAGE 4

## L'ouverture au Laos

Premier scrutin législatif depuis 1975  
PAGE 3

## La préparation des européennes

M<sup>me</sup> Simone Veil est prête à conduire une liste centriste  
PAGES 8 et 9

## Les objectifs d'EDF

Désendettement et réduction des tarifs  
PAGE 24

## Le Plan au futur

Un point de vue de Pierre-Yves Cossé, commissaire au Plan  
PAGE 26

## Le Monde

### SANS VISA

■ Djakarta aux pieds d'argile  
■ Gastronomie ■ Jeux  
PAGES 15 à 17

En raison des fêtes de Pâques, « Le Monde Affaires » ne paraît pas aujourd'hui. Le prochain numéro sera publié le vendredi 31 mars (daté 1<sup>er</sup> avril).

Le sommaire complet se trouve en page 30

## Munich 1937 au Goethe Institut

### « L'art allemand » et « L'art dégénéré »

Des documents originaux, des photos et quelques tableaux présentent au Goethe Institut, à Paris, ce qui était en jeu dans la politique artistique du national-socialisme. Cela à travers l'évocation des deux expositions antithétiques qui avaient été organisées à Munich en 1937.

Munich, 18 juillet 1937 : Hitler inaugure la Grande Exposition de l'art allemand, sommet, avec le cortège 2000 ans de culture allemande, de trois journées de festivités à la gloire d'une culture d'essence germanique. Dans un discours de plus de deux heures, le Führer y développe sa conception de la beauté, d'un art éternel, reflet de la nature profonde du peuple allemand, sa vision d'un grand art clair, sain (beauté = santé), qui peut être compris d'instinct par le peuple, et qu'il oppose systématiquement

à « la pourriture », aux « pires barbouillages », aux « imbécillités », aux « fadaises d'incultes » encouragés par la « juiverie internationale » et le bolchevisme, qui « empoisonnent notre saine vision de la culture ».

La pourriture en question, c'est l'art moderne qui s'est épanoui sous la République de Weimar, et qui a fait l'objet d'une autre exposition à deux pas de la première, sous le titre « L'art dégénéré ». Adolf Ziegler, peintre de nus, élevé au rang de directeur de la chambre artistique du Reich, se fait « un triste devoir » de l'inaugurer le 19 juillet, et de présenter, en forçant encore sur les termes employés par Hitler, la « camelote » des « pores », des « lascars », « achetés avec les impôts versés par le peuple allemand et exposés comme de l'art » dans les musées. Après quoi il pourra terminer son discours sur « Peuple

allemand, viens et juge toi-même ! »

Ce type d'exposition, aussi bien celle de « L'art allemand » que celle de « L'art dégénéré », n'était pas nouveau dans l'Allemagne hitlérienne. Il y en avait eu dès 1933, qui soulignaient le gaspillage des fonds publics par l'achat de « saletés », qui dénonçaient l'art « dégénéré », présentaient les « effets de la décadence » (Dresde), quand, parallèlement, étaient organisées les premières expositions purement allemandes témoignant d'une « nouvelle conscience artistique ». Mais, cette fois, les nazis frappaient très fort. Par une grande mise en scène des expositions antithétiques, ils mettaient définitivement au ban l'art moderne, tout en entretenant l'utopie d'un grand art de pure essence germanique.

GENEVIEVE BREERETTE.  
(Lire la suite page 19.)

Parhaide Cartier

LA MONTRE ABSOLUE

7, PLACE VENDÔME, PARIS  
42.61.55.55

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Martinique, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.







Eglise

JAPON

La coproduction de l'avion de combat FSX nouveau sujet de friction avec les Etats-Unis

TOKYO de notre correspondant

Un accord qui semblait devoir consacrer le renforcement de l'alliance militaire nippo-américaine et de la coopération technologique est en train de devenir un autre sujet de friction entre Tokyo et Washington : le développement en commun d'une nouvelle génération de chasseurs, baptisés FSX, objet d'un accord signé en novembre dernier, suscite des réactions de « technonationalisme ».

La question du FSX est devenue un des syndromes de l'ambivalence des relations nippo-américaines, faites certes d'intérêts convergents mais aussi d'antagonismes de plus en plus prononcés. La coproduction de l'avion dépasse le problème de l'alliance militaire : elle a pour arrière-plan une rivalité technologique que de plus en plus, et concrètement, l'ambition des Japonais de se constituer une industrie aéronautique que les Américains voient, à terme, comme une menace pour leur suprématie.

Les Japonais ont dépêché, jeudi 23 mars, à Washington, le directeur adjoint de l'agence de défense, M. Nishihara, afin de trouver un compromis qui permettrait de sauver l'accord. Celui-ci est vivement attaqué par des membres du Congrès américain qui estiment qu'il s'agit d'un marché de dupes, les Japonais obtenant des technologies avancées dont ils pourront se servir pour mettre sur pied leur propre industrie aéronautique et ne fournissant, en échange, que des procédés d'application dérivés de technologies américaines. Soumis à ces pressions, le président Bush a déclaré au début de cette semaine qu'il ne donnerait son « feu vert » qu'à condition que les Japonais fournissent des « éclaircissements » sur certains points, en d'autres termes des garanties supplémentaires.

L'arrogance américaine

L'accord comporte deux volets : le premier est intergouvernemental, le second concerne Mitsubishi et General Dynamics, maîtres d'œuvre du projet. Sa mise en application « échappe » sur l'autorisation de Washington aux transferts de technologie que stipule la convention passée entre les deux entreprises. Les Américains exigent, en outre, une plus grande part de la production (fixée initialement entre 35% et 40%), d'un coût total de quelque 7 milliards de dollars.

Les Japonais se sont rendus à Washington avec l'intention de demander aux Américains de respecter leur engagement : « Un accord n'est pas quelque chose susceptible d'être remis en cause à tout moment, et nous entendons obtenir l'assurance qu'il ne le sera pas », a

déclaré le directeur de l'agence de défense, M. Tazawa.

Derrière cette fermeté, il y a un choix délicat pour les Américains comme les Japonais. Les premiers nourrissent des sentiments mitigés à l'égard des progrès technologiques nippons : ils souhaitent avoir accès à ces innovations mais veulent en même temps éviter de contribuer à accélérer ces progrès par des transferts de technologie.

Les Américains ont tout lieu d'être inquiets. Après avoir conquis

saient se lancer seuls dans l'opération. Ce n'est que sous de fortes pressions américaines qu'ils ont opté pour une coopération (le FSX devant être développé sur la base du F-16 américain).

Tandis qu'à Washington les adversaires de l'accord font valoir, outre les risques en matière de concurrence technologique, des questions de sécurité (des industriels nippons ayant violé des règlements du COCOM, le Japon est présenté comme un partenaire en qui on



le marché des automobiles et de la petite électronique, les Japonais visent logiquement un terrain sur lequel ils n'ont pas encore véritablement pris pied : l'aéronautique. Aussi entend-on à Washington obtenir l'assurance que les transferts de technologie opérés pour le FSX ne serviront pas à la fabrication d'autres appareils. Par ailleurs, l'accord n'est pas aussi déséquilibré que le clament certains membres du Congrès. Au contraire, il a été présenté comme symptomatique d'une inversion des transferts permettant aux Américains d'avoir accès à des procédés japonais (notamment dans le domaine de la détection radar, des nouveaux matériaux et de la conception de la voiture). Se retirer du projet FSX, laborieusement négocié depuis deux ans, signifierait pour Washington non seulement se priver de ces transferts, mais surtout d'une possibilité de contrôle sur ses concurrents japonais.

Dans l'état actuel de leur industrie aéronautique, ces derniers ont certes besoin de s'associer à un partenaire plus avancé; mais ils peuvent aussi s'en passer. Le leur faudra plus de temps, mais ils y gagneront une indépendance qu'à Tokyo beaucoup souhaitent... et qu'à Washington on craint, car elle ne rendra la concurrence nipponne que plus dure. Les Japonais se disent d'autant plus surpris de l'attitude de Washington qu'au départ ils pen-

ne peut avoir confiance et qui serait animé de motivations uniquement commerciales), à Tokyo se font jour des réactions nationalistes. L'aile droite du Parti libéral-démocrate et les industriels de l'armement dénoncent l'« arrogance » américaine et demandent que le Japon revienne à sa position initiale. Après tout, font-ils valoir, le Japon a bien construit pendant la dernière guerre l'un des meilleurs chasseurs (le fameux « Zéro ») et peut aujourd'hui fabriquer son propre modèle en achetant les moteurs en Europe.

PHILIPPE PONS.

L'ouverture au Laos

Premières élections générales depuis 1975

Les premières élections législatives depuis 1975 ont lieu au Laos, dimanche 26 mars. Depuis la prise du pouvoir par le Pathet-Lao, il y a plus de treize ans, les Laotiens n'ont été appelés à voter que deux fois : en juin 1980, pour élire des assemblées de district, et en novembre de la même année, lors d'élections provinciales. L'Assemblée suprême du peuple, qui sera élue dimanche, aura notamment pour tâche de doter la République démocratique et populaire de la Constitution dont elle a été privée jusqu'ici.

Des trois Etats indochinois, le Laos est celui qui s'ouvre le plus vite sur le monde extérieur et entreprend le plus sérieusement de réformer son économie. Il tire ainsi les leçons de dix années de stagnation. Le véritable coup d'envoi de ces réformes, à l'étude depuis 1979, a été donné à la fin de 1986 lorsque le quatrième congrès du Parti révolutionnaire du peuple (PRP) s'est prononcé pour une « nouvelle façon de penser ». L'équivalent laotien de la perestroïka. Pour M. Kaysona Phommavhan, secrétaire général du PRP depuis sa fondation en 1955 et premier ministre depuis 1975, il s'agit de restaurer le capitalisme d'Etat dans le cadre de la phase transitoire vers le socialisme.

La libre circulation des marchandises a été rétablie à l'intérieur des frontières. En l'espace de deux ans, l'autonomie financière a été instaurée dans la majorité des entreprises d'Etat. Des mesures financières ont permis, l'an dernier, de supprimer pratiquement le marché noir et de stabiliser les prix. Une décollectivisation sérieuse de l'agriculture - dont vivent encore 80 % de près de quatre millions de Laotiens - a été amorcée et le commerce privé restauré. Les quelque quatre mille coopératives agricoles n'ont plus qu'un rôle sociopolitique et les fermes d'Etat, désormais autonomes, seront gérées sur la base du profit.

En outre, avec la promulgation d'un code libéral des investissements étrangers en juillet 1988, les entreprises étrangères ont de nouveau été autorisées. Une centaine d'entreprises - pour la plupart thaïlandaises - opèrent déjà au Laos. Enfin, les Français ont été sollicités pour contribuer à la remise en ordre des statistiques et du système fiscal.

Cet ensemble de mesures porte déjà des fruits. Des entreprises d'Etat ont vu leurs profits augmenter de 50 %. Les exportations ont repris. Le service de la dette est retombé, dès 1987, à 13 % - son niveau de 1982 - alors qu'il avait atteint le taux de 22 % deux ans plus tôt. Mais la balance commerciale demeure largement déficitaire (150 millions de dollars en 1987), l'épargne interne n'a pas progressé et les ventes d'électricité à la Thaïlande ont chuté de moitié en 1986 à la suite de la renégociation du contrat avec le royaume voisin.

Déficit de riz

Surtout, le Laos ne parvient toujours pas à nourrir sa population. La vague de sécheresse de 1987-1988 y est pour quelque chose. Mais, de toute façon, le gouvernement estime aujourd'hui le déficit annuel en riz à 250 000 tonnes environ, soit près du quart de ce dont le pays a besoin.

D'autre part, maintenant que le commerce a nettement repris entre les deux rives du Mékong (seuls vingt-neuf « produits stratégiques » sur quelque deux cent cinquante sont encore interdits d'exportation au Laos par Bangkok), la nécessité d'importer des biens de consommation, dont les Laotiens ont été si longtemps privés, laisse penser que, à court terme, il sera très difficile de corriger le déficit du commerce extérieur, même si les Laotiens acceptent - ce qui n'est pas sûr - de vendre de grandes quantités de bois, l'une des principales richesses du pays.

Sur le plan politique, la situation s'est quelque peu dédramatisée. Si tout

les camps de « rééducation » n'ont pas fermé leurs portes - il en resterait près d'une dizaine - de nombreux prisonniers politiques ont cependant été libérés. Tout en continuant de contrôler de très près la vie politique, le parti a accepté la multiplicité des candidatures lors des deux scrutins de l'an dernier. Des non-communistes siègent dans les assemblées provinciales, et il est probable que certains seront élus dimanche. En outre, ce vote pourrait être l'occasion - mais rien ne le garantit encore - d'une perte supplémentaire d'influence des éléments les plus conservateurs du PC.

Sur le plan diplomatique, les relations avec la Thaïlande, par laquelle transite l'essentiel du commerce extérieur de ce pays enclavé, n'ont jamais été si bonnes depuis 1975. Elles ont donné lieu à de nombreux accords et à des échanges de visites de premiers ministres. Les relations avec Pékin s'améliorent également, comme le souligne un accord commercial passé en décembre. Même Washington envisage aujourd'hui de faire bénéficier le Laos du statut de nation la plus favorisée.

Les communistes laotiens conservent cependant de bonnes relations avec l'URSS et, surtout, avec le Vietnam, qui maintiendrait encore quelques troupes dans le nord du pays et, bien entendu, dans le sud, sur la frontière cambodgienne. La situation s'étant dégelée dans l'ensemble de la région, le Laos tente, en fait, de tirer son épingle du jeu. Ses dirigeants s'organisent.

Le pays a perdu une bonne partie de son élite avec l'accession des communistes au pouvoir, puisque 300 000 Laotiens - soit près du dixième de la population - se sont enfuis et se sont réinstallés à l'étranger, et ce, à court terme. Il sera très difficile de corriger le déficit du commerce extérieur, même si les Laotiens acceptent - ce qui n'est pas sûr - de vendre de grandes quantités de bois, l'une des principales richesses du pays.

Sur le plan politique, la situation s'est quelque peu dédramatisée. Si tout

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CORÉE DU SUD : pour faire face aux manifestants

La police a été dotée d'armes automatiques

TOKYO de notre correspondant

Dans le cadre des mesures prises à la suite de l'ordre du président Roh Tae Woo de mettre fin aux violences de rue, la police sud-coréenne a été dotée, jeudi 23 mars, de fusils automatiques M-16 pour faire face aux étudiants contestataires et aux manifestants. Selon le porte-parole du président, « il ne doit plus y avoir de sanctuaire de la contestation ». L'agence de presse officielle Yonhap rapporte que le gouvernement a autorisé les policiers à « utiliser leurs armes s'ils s'estiment en état de légitime défense ».

Les partis d'opposition ont vivement critiqué cette décision, déclarant qu'elle ne pourrait qu'aggraver la confrontation entre manifestants et forces de l'ordre, qu'elle « équivaut à une déclaration de guerre à la population ».

M. Roh a ordonné de mettre fin aux manifestations de rue deux jours après sa déclaration sur l'ajournement sine die du référendum (le Monde du 22 mars). Bien que les étudiants contestataires soient relativement isolés et ne bénéficient guère du soutien d'une population en majorité lasse des troubles, ils se sont lancés depuis

plusieurs mois dans des actions de plus en plus violentes, soutenant notamment des mouvements de grève.

Ils ne constituent pas pour autant une menace pour « la stabilité gouvernementale », comme le font valoir ceux qui sont favorables à la répression. Mais M. Roh, qui semble s'être engagé à l'égard de l'opposition à poursuivre le processus de démocratisation et à faire la lumière sur les aspects cachés du régime de son prédécesseur, est aujourd'hui contraint à faire des concessions à l'aile dure de son parti.

La police a très vraisemblablement reçu des consignes strictes quant à l'usage des armes dont elle a été dotée, surtout par mesure de dissuasion, estimant des observateurs à Séoul. Mais un risque de « bavure » est toujours possible et ne pourrait qu'entraîner une escalade dans la violence.

En principe, la police anti-émeute combat les manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes, tandis que les escouades d'intervention, en fait des hommes de main casqués et armés de matraques qui épaulent les forces de l'ordre sans en faire partie, poursuivent les manifestants et procèdent aux arrestations.

Ph. P.

Points VIRGULE





## Proche-Orient

## ISRAËL

Faux journalistes  
mais vrais policiersJÉRUSALEM  
de notre correspondant

Une nouvelle fois, l'Association de la presse étrangère en Israël a protesté contre la pratique de certains policiers qui se font passer pour des journalistes afin d'arrêter des manifestants palestiniens.

L'association a entrepris cette démarche après qu'une équipe de la chaîne de télévision britannique Visions ait filmé deux policiers en civil descendant d'une voiture louée et placardée de signes « Presse », puis interpellant une jeune fille à Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville. La presse israélienne a rapporté, vendredi 24 mars, que le film de Visions avait été diffusé la veille par la télévision jordanienne, dont le journal est particulièrement suivi dans les territoires occupés. Le film montre les policiers avec pistolet et menottes dépassant de leurs blousons.

Suspicion  
sur la presse

Ces méthodes, a souligné l'Association de la presse étrangère, mettent en danger les journalistes travaillant dans les territoires (avec, il est vrai, fort peu de restrictions). Elles jettent un soupçon général sur la presse et incitent les Palestiniens à s'en méfier. Elles ont déjà été dénoncées, notamment en juillet dernier lorsque des agents des services de sécurité, se faisant passer pour une équipe de la chaîne de télévision américaine ABC, étaient allés dans un village arrêter un Palestinien.

Selon plusieurs témoins de l'interpellation de jeudi, la jeune fille âgée de quinze ans — et soupçonnée d'avoir lancé des pierres — a ensuite été allongée par terre et tabassée à coups de matraque par les policiers. C'est une pratique qui n'est pas rare et qu'on peut observer de très nombreux résidents de Jérusalem-Est. Les autorités ont annoncé l'ouverture d'une enquête et assuré que les deux policiers « n'avaient pas agi sur ordre mais de leur propre initiative ».

La situation est restée tendue en de nombreux secteurs des territoires. En Cisjordanie, dans le village d'Usarin, au sud de Naplouse, un Palestinien de quatorze ans, atteint d'une balle

à la poitrine, est décédé jeudi de ses blessures. L'armée a indiqué qu'il n'y avait pas de soldats dans le secteur au moment de l'incident, et elle enquête pour savoir si le jeune homme a pu être blessé lors du raid de représailles contre ce village mené en début de semaine par des colons israéliens d'une implantation voisine.

Le « plan de paix »  
de M. Pères

Par ailleurs, M. Shimon Pères, le chef du Parti travailliste, a démenti être partisan de la création d'un Etat palestinien indépendant « délimité » dans les territoires occupés. Cette intention lui avait été prêtée par le très sérieux quotidien Haaretz, qui a publié jeudi ce qu'il appelle le « plan de paix » de M. Pères : arrêt de toute violence durant un an — y compris l'intifada — puis négociation avec une délégation de Palestiniens élus des territoires, ou avec une délégation jordanienne-palestinienne. Les pourparlers auraient lieu à Genève, sous l'égide des Etats-Unis et de l'URSS, lors d'une conférence convoquée par le secrétaire général de l'ONU (comme lors de la conférence de 1973, au lendemain de la guerre d'octobre).

Il aurait pour objet d'établir une entité palestinienne autonome en Cisjordanie et à Gaza, dotée d'un peu près toutes les prérogatives d'un gouvernement, hormis les affaires étrangères et la défense. M. Pères avait lui-même exposé au début de la semaine les grandes lignes de cette proposition devant la conférence de la Diaspora réunie à Jérusalem.

Il avait souligné que ce n'était pas à Israël de désigner les représentants des Palestiniens, ce qui avait fait dire à certains que le chef travailliste évoluait vers l'acceptation du principe d'un dialogue avec l'O.L.P. Il avait encore indiqué que l'entité palestinienne ainsi établie devrait décider de se fédérer soit avec la Jordanie soit avec Israël (voire avec les deux). Un tel choix ne pouvant être celui d'un véritable gouvernement, certains en ont conclu que M. Pères était partisan d'un Etat palestinien indépendant — ce qu'il a démenti.

ALAIN FRACHON.

Le dialogue OLP-Etats-Unis  
est « positif et empreint de sérieux »  
se félicite M. ArafatTUNIS  
de notre correspondant

M. Yasser Arafat, le chef du mouvement de libération de la Palestine, se félicite de la présence à Tunis, jeudi 23 mars, d'une cinquantaine de journalistes venus couvrir, la veille, le second round des entretiens américano-palestiniens. Il a souligné que ces entretiens, tout en étant empreints de sérieux, ont permis de constater que le dialogue avec l'O.L.P. en dépit des tentatives israéliennes de sabotage. Ces résultats, a-t-il indiqué, ont permis de constater que le dialogue avec l'O.L.P. en dépit des tentatives israéliennes de sabotage.

En affirmant que les Américains sont « favorables au principe d'une conférence internationale » devant être préparée par des « rencontres » palestino-américaines, le président de l'O.L.P. s'est, semble-t-il, quelque peu avancé. En effet, après ses entretiens avec les représentants palestiniens, l'ambassadeur américain, M. Robert Pelletreau, a soigneusement évité de se référer à une telle conférence, mais, en revanche, insisté sur la nécessité de « négociations directes » entre Palestiniens et Israéliens.

Pour M. Arafat, la conférence internationale doit être préparée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité au niveau ministériel ou de leurs délégués. Nations unies, à moins qu'ils ne préfèrent désigner l'un d'entre eux pour assister M. Perez de Cuellar sur cette question.

A propos des tentatives d'infiltrations palestiniennes en Israël, qui sensibilisent particulièrement les Américains, M. Arafat a évité de se prononcer clairement. Ne voulant pas reconnaître explicitement que certains mouvements échappent à son contrôle, il préfère renvoyer la balle dans le camp des questionnaires en demandant : « Est-ce que l'armée israélienne est prête à arrêter ses agressions ? »

Le président de l'O.L.P. a déclaré, en outre, que les Etats-Unis n'avaient pas demandé un arrêt de l'intifada « car on ne demande pas à un peuple de stopper sa résistance à l'occupation », et a affirmé que Jérusalem préparait « un scénario de scénario de guerre » depuis le sud du Liban contre « un autre pays », en l'occurrence la Syrie, qu'il s'est toutefois abstenu de nommer. Le projet qu'il prétend depuis quelques semaines à Israël préoccupe les Palestiniens. S'il se réalisait, estimait-il, il risquerait de reléguer au second plan les efforts de paix actuels et d'écarter l'O.L.P. de la scène.

M. D.

Les entretiens du ministre syrien  
des affaires étrangères à Paris

## Le président Assad invité en France

Si ce ne fut pas un dialogue de sourds, cela lui ressemblait fort. Les entretiens que le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charr, a eus, mardi 21 et mercredi 22 mars à Paris, ont surtout donné lieu à une série de longs monologues sur la crise libanaise, principal — sinon unique — sujet abordé par le chef de la diplomatie de Damas avec MM. François Mitterrand et Roland Dumas tout au long de sa visite de quarante-huit heures.

M. Charr et ses interlocuteurs ont tout de même trouvé des points de convergence. Le ministre syrien a affirmé que la France était « officiellement » et « officieusement » et souligné en privé qu'il ne voyait guère où pourrait se trouver cette convergence. Paris met l'accent sur la nécessité que se tiennent, « le plus vite possible », l'élection d'un président de la République — attendue depuis septembre — alors que Damas insistait jusque-là sur la priorité à donner à des réformes constitutionnelles « radicales », assorties, surtout, d'une « décentralisation » du système politique libanais.

Les Syriens évoquent maintenant une possible « simultanéité » de l'élection présidentielle et de réformes sou-

haitées. Tenant une conférence de presse, jeudi 23 mars, quelques heures avant de repartir pour son pays, M. Charr s'est réjoui d'avoir trouvé à un « point de convergence » avec ses interlocuteurs. Or, si son admet, côté français, une « évolution du langage » des Syriens, on reste sceptique, et même méfiant, quant à la portée réelle d'un tel changement.

Mais c'est à propos de la présence des troupes syriennes au Liban (35 000 hommes) que M. Charr a déployé les efforts les plus méritoires pour escamoter les divergences avec la France. Accueilli à Paris par une déclaration de la CEE dans laquelle les Douze affirmaient « leur attachement à l'unité nationale, à l'intégrité, à la pleine souveraineté et à l'indépendance du Liban, hors de la présence de toute force non libanaise » — ces derniers mots (clair référence aux troupes de Damas) étant inscrits à la demande de la France, — le ministre a finalement jugé que son pays n'était pas visé puisque, a-t-il dit, les forces syriennes au Liban « ne sont pas des forces étrangères ». En fait, les Syriens ont été loin d'apprécier la déclaration des Douze.

Ceux-ci auront toutefois eu au moins un sujet de satisfaction : M. Mitterrand a transmis au président Hafez El Assad, une invitation à se rendre en France. Une satisfaction que d'aucuns doutent pas trop assombrir la bruyante dénonciation d'une quinzaine de militants juifs sous les fenêtres du centre culturel syrien — où M. Charr donnait sa conférence de presse — en faveur de l'extradition du criminel de guerre nazi Alois Brunner, réclamée par la France. A ce propos, le ministre syrien a répété qu'Alois Brunner ne se trouvait pas dans son pays et qu'il s'agissait d'une « histoire inventée de toutes pièces pour nuire à l'image de la Syrie ».

YVES HELLER.

## LIBAN

Soixante-neuf tués  
en dix jours  
de bombardements

Beyrouth (AFP). — Sept habitants du secteur chrétien de Beyrouth et un soldat syrien tués dans le secteur à majorité musulmane de la capitale libanaise ont été tués dans les duels d'artillerie qui avaient repris avec intensité jeudi 23 mars en soirée entre les deux régions. Onze civils ont, en outre, été blessés dans le secteur chrétien par la chute d'obus tirés à partir des zones sous contrôle de l'armée syrienne et de ses alliés. Le bombardement a visé des quartiers éloignés de la ligne de démarcation entre les deux secteurs de la capitale et, pour la première fois, le cœur de Beyrouth-Est, la colline d'Achrafieh, a été atteint.

A Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), où sont stationnés dix mille soldats syriens, un soldat a été tué et quatre autres blessés, ainsi que dix civils, dans le bombardement depuis l'enclave chrétienne de quartiers proches de la ligne de démarcation entre les deux secteurs de la capitale. Mercredi, un soldat syrien au moins avait été tué par la chute d'un obus sur la plaine orientale de la Bekaa. Ce bilan porte à soixante-neuf et deux cent cinquante blessés le nombre de victimes des bombardements entre les camps pro-syrien et antisyrrien depuis le 14 mars.

## Afrique

## TUNISIE : pour la première fois

La mouvance islamique  
sera présente aux élections du 2 avrilTUNIS  
de notre correspondant

Jamais consultation n'a suscité une telle affluence de candidatures que le scrutin législatif du 2 avril : 489 candidats, représentant un large éventail des principales sensibilités politiques, se disputent les 141 sièges à pourvoir dans la future Chambre.

C'est, paradoxalement, la participation des islamistes, dont le Parti de la renaissance n'est pas encore légalisé, qui retient le plus l'attention. Ne pouvant se présenter sous leur propre étiquette et leurs principes dirigeants encore privés de leurs droits civiques n'ayant pas encore la possibilité de faire acte de candidature, ils ont constitué ou soutiennent des listes « indépendantes » formées de militants et de sympathisants dans quelque dix-sept des vingt-cinq circonscriptions. Quels que soient les résultats du scrutin, les islamistes en sont, d'ores et déjà, largement bénéficiaires.

C'est la première fois, en effet, que la mouvance islamiste est présente à visage découvert dans une consultation nationale et qu'il lui est donné, dans le cadre de la campagne électorale qui s'est ouverte lundi 21 mars, de faire entendre sa voix lors de meetings, à la radio et à la télévision. Ainsi aura-t-elle la possibilité de tester l'effet de son discours qui se veut modéré, libéral, légaliste et « benaliste » et de juger de son audience. Celle-ci est, à l'évidence, non négligeable si l'on en juge par la facilité qu'ont eue les candidats « indépendants » à réunir les parrainages exigés par le code électoral (1), alors que cette même disposition a souvent représenté un obstacle difficile à franchir pour la plupart des autres partis de l'opposition.

Le RCD « ne fera  
de cadeau à personne »

Présent dans toutes les circonscriptions, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) au pouvoir (ex-Parti socialiste destitué) qui, depuis l'indépendance, monopolise la totalité des sièges au Parlement et bénéficie d'une implantation et d'une influence sans égales dans le pays, affirme qu'il « ne fera de cadeau à personne ». Pour ces élections, dont le président Ben Ali a garanti la régularité, le RCD s'est donné une nouvelle image en rajoutant la moyenne d'âge de ses candidats et en ne retenant que vingt députés sortants.

Il a constitué des listes qui se veulent « en harmonie avec le changement démocratique », représentatives des différentes régions et catégories socioprofessionnelles.

Mais à l'heure où le pouvoir se réclame de plus en plus de son attachement aux valeurs islamiques et face aux concurrents « indépendants », le RCD a voulu aussi que quelques personnalités jouissant d'une aura religieuse. C'est ainsi que le principal imam de la grande mosquée de Kairouan — qui fut le premier, il y a quelques mois, à prêcher l'anathème contre les communistes

— est sa tête de liste dans cette même ville.

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), la plus importante formation de l'opposition, qui a fait échouer le projet de coalition nationale un moment envisagé (le Monde du 9 mars) est représenté dans vingt et une circonscriptions. Vainqueur moral des élections de 1981, dont les résultats avaient été falsifiés de façon criante, le parti de M. Ahmed Mestiri aura, cette fois, la partie plus difficile du fait de l'entrée en lice des islamistes dont, jusqu'ici l'électorat, faute de mieux, se tournait volontiers vers lui.

« L'important pour nous, aujourd'hui, c'est qu'il y ait dans la prochaine Assemblée des députés de l'opposition réellement élus par les citoyens, quel que soit leur nombre », nous a déclaré M. Mestiri qui, pendant plus de dix ans, a demandé une démocratisation de la vie politique, aujourd'hui en cours.

Faute de moyens mais aussi de troupes, quatre autres partis, pour la plupart nouvellement légalisés, participeront, plus ou moins symboliquement, à la consultation avec quelques listes — de trois à six — ainsi que des « indépendants » progressistes dans trois circonscriptions.

Le grand absent sera le Parti communiste qui, tout au long de ces dernières années, en dépit des difficultés de tous ordres, avait été présent aux rendez-vous électoraux. Pour les communistes, ces élections « arrivent trop tôt » et le code électoral en vigueur est contraire aux exigences du pluralisme.

En outre, a expliqué leur secrétaire général, M. Mohamed Harmel, à l'hebdomadaire Maghreb, ils ne pouvaient contrecarrer seuls « les tendances négatives qui se développent dans la société » (allusion principalement aux islamistes) et se hâtaient de constituer « un pôle progressiste ». Mais le Rassemblement socialiste progressiste (RSP), récemment reconnu et soucieux d'affirmer sa propre identité ainsi que des personnalités de gauche sollicitées ont décliné cette proposition de « pôle ».

Le PC ne présentera finalement que trois candidats dans deux circonscriptions sur des listes indépendantes « démocratiques et progressistes ». Une façon pour lui de se démarquer des formations qui se sont vu refuser leur légalisation, dont le mouvement de l'ancien ministre Ben Salah, et qui ont opté pour le boycottage pur et simple.

Les choses seront plus simples pour l'élection présidentielle qui aura lieu le même jour. Seul candidat et bénéficiaire du soutien de tous les partis officiellement reconnus qui s'affrontent dans le scrutin législatif ainsi que des islamistes qui lui doivent leur quasi-légitimité, M. Ben Ali est assuré d'être réélu. Il n'en a pas moins décidé de mener sa propre campagne sous le signe du changement démocratique, du consensus national et, comme il se doit aujourd'hui dans le pays, en « garant de la religion ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Le code électoral prévoit que chaque candidat doit être parrainé par 75 électeurs.

## ALGÉRIE

D'anciens propriétaires réclament  
la restitution de leurs terres

Alger. — Les anciens propriétaires terriens dont les propriétés ont été nationalisées lors de la mise en œuvre de la révolution agraire en 1971 ont organisé, mercredi 22 mars, une manifestation devant le siège de l'Assemblée populaire nationale pour revendiquer leur restitution. Ils brandissaient des pancartes sur lesquelles étaient inscrites leurs revendications, portant essentiellement sur la récupération de leurs biens, ainsi que des slogans tels que « l'islam, religion d'Etat, reconnaît le droit à la propriété privée » et « l'Etat garantit et protège la propriété privée ».

« Aucun lien  
avec l'agriculture »

Cette réaction des anciens propriétaires était prévisible, estimait-on à Alger, après la mise en œuvre, depuis 1987, d'une nouvelle politique agricole libérale ayant abouti à la redistribution des terres. Certains bénéficiaires n'ont « aucun lien avec l'agriculture », selon les propriétaires, qui les accusent même de leur louer ces terres « à des prix exorbitants ».

Une délégation des manifestants a été reçue par M. Rabah Bitat, prési-

dent de l'Assemblée nationale, qui a promis de « transmettre les revendications aux parties concernées ». M. Bitat a en outre déclaré que ces commissions ont été constituées afin d'enquêter sur la question de « la distribution des terres à des personnes n'ayant aucun lien avec l'agriculture ». Il a invité ses interlocuteurs à se mettre en rapport avec leurs députés et à faire preuve de patience.

En outre, une Union générale libre des étudiants (UGLE) a été créée, jeudi à Alger, par une assemblée représentant les différentes universités et instituts supérieurs du pays, à l'exception de l'université de Tizi-Ouzou. Cette union, qui proclame son indépendance vis-à-vis des organisations, partis et associations, se propose d'« unifier les points de vue et positions des étudiants sur les questions qui les concernent », tout « en faisant de la liberté une méthode de travail ».

Jusqu'alors, seule l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA), affiliée au Front de libération nationale) était autorisée officiellement à parler au nom des étudiants. — (AFP).

QUATRIÈME VOLUME  
DE LA COLLECTION  
MANIÈRE DE VOIRDÉSARMEMENT  
DÉVELOPPEMENT  
ET SURVIE  
DE L'HUMANITÉ

La course aux armements est la seule qui ne comporte pas de ligne d'arrivée. Elle ne comporte pas de fin qui éliminerait les armes. Les dépenses militaires, n'ont pas d'issue. Elles sont toujours plus lourdes, se sont toujours plus multipliées, se sont toujours plus accrues. Elles sont toujours plus complexes, toujours plus dangereuses, toujours plus destructrices. Elles sont toujours plus coûteuses, toujours plus insupportables, toujours plus injustes. Elles sont toujours plus absurdes, toujours plus inutiles, toujours plus néfastes. Elles sont toujours plus terribles, toujours plus effrayantes, toujours plus horribles. Elles sont toujours plus atroces, toujours plus cruelles, toujours plus odieuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus diaboliques, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus diaboliques, toujours plus infernales, toujours plus monstrueuses. Elles sont toujours plus monstrueuses, toujours plus infernales, toujours plus diaboliques. Elles sont toujours plus infernales, toujours plus



# Europe

## POLOGNE

### Les travaux de la table ronde traînent en longueur

Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur polonais, devraient se rencontrer de nouveau le 29 ou le 30 mars pour tenter de résoudre les dernières difficultés qui font traîner en longueur les travaux de la table ronde. Ces négociations entre le pouvoir polonais et l'opposition, entamées le 6 février, devaient théoriquement s'achever le 22 mars, pour permettre aux participants d'élaborer l'accord final, qui aurait été signé lors d'une séance solennelle de clôture, le 3 avril.

Mais les pourparlers se poursuivent et la date du 3 avril paraît désormais très optimiste. Les principales divergences qui subsistent portent sur les compétences du Sénat, celles du futur président de la République, la réhabilitation des gens sanctionnés pendant l'état de guerre et la nomination des chefs d'entreprise par le parti.

De passage à Genève, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a appelé les pays occidentaux à soutenir les réformes en Pologne par une aide économique.

Par ailleurs, deux nouveaux ministres ont été nommés jeudi 23 mars à Varsovie. M. Jacek Olszowy, ministre chargé des relations avec les syndicats, et M. Michał Czarnecki, ministre du travail et des affaires sociales. — (AFP, UPI, Reuters.)

### Le marché polonais de Berlin-Ouest

BONN  
de notre correspondant

On l'avait presque oublié, mais la frontière polonaise n'est ébranlée que de quelques dizaines de kilomètres de Berlin-Ouest, avant-poste de la société de consommation et réservoir de devises fortes. Depuis le début de l'année, les autorités de Varsovie ont supprimé tous les obstacles bureaucratiques à la sortie des Polonais vers l'étranger. Il n'a pas fallu longtemps pour que s'installe, chaque dimanche matin sur la Postdamer Platz, à deux pas du mur, dans le quartier de Kreuzberg un marché aux puces d'un genre bien particulier.

Partis avant l'aube des régions frontalières, tassés dans les minuscules Fiat Polski ou dans les trains, des Polonais de toutes conditions, paysans, enseignants viennent proposer au chaland bilingue de Berlin-Ouest des produits fort ordinaires : du beurre, du saucisson, des vêtements d'enfants et bien sûr de la vodka. A la fin du mois de janvier, ils étaient 3 000 à se livrer à ce marché noir dominical, aujourd'hui on en compte plus de 8 000 qui bravent toutes les réglementations en vigueur sur la commerce des produits comestibles pour venir grappiller là les quelques deutschemarks qui, convertis en zlotys, ou transformés sur place en objets introuvables en Pologne amélioreront l'ordinaire.

Ainsi, une bouteille de vodka achetée 1 dollar dans les magasins polonais où l'on paye en

devises est revendue le double sur la Postdamer Platz. La vente de 20 bouteilles suffit à assurer un bénéfice équivalent à un mois de salaire d'un enseignant. Les chômeurs de Berlin-Ouest, les Turcs trouvent dans ce marché du pauvre des aliments à moitié prix par rapport aux tarifs en vigueur.

Les autorités locales sont désemparées. Elles ne savent plus comment endiguer ce flux de marchandises occasionnelles, qui ne paient ni droit de place ni patente de marchand ambulancier, à la grande colère des brocanteurs traditionnels. La ministre ouest-allemande de l'intérieur envisage de réduire de manière drastique l'octroi de visas de tourisme aux ressortissants polonais, mais cette décision, sera bien difficile à appliquer : comment, en effet, distinguer *a priori* un « vrai » touriste d'un « vrai » marchand hebdomadaire du marché noir ?

Pour l'instant, les autorités de Berlin-Ouest se contentent de mesures obliques pour décourager ces derniers : enlèvement des véhicules mal garés, coupure en quatre des sautoirs par les douaniers pour les rendre inutilisables. Depuis la fin du mois de février, il est interdit de déposer des marchandises à terre pour les vendre. Les transactions continuent néanmoins dans les voitures. Le « dégel » à l'Est a ainsi rétabli les flux traditionnels interrompus depuis la guerre sans que les Berlinois, douilleusement installés sous l'aile occidentale ne s'y soient préparés.

LUC ROSENZWEIG.

## URSS : les élections au Congrès des députés du peuple

### Les Soviétiques ont fait, pendant la campagne, l'apprentissage du débat politique

(Suite de la première page.)

Il n'est donc pas besoin d'être bon pronostiqueur pour annoncer que le peuple aura, comme dirait la *Provéra*, « exprimé sa confiance unanime dans le parti ». Non seulement on ne saura pas, dimanche soir, qui a gagné les élections soviétiques, mais on ne le saura pas non plus dans dix jours quand auront été officiellement proclamés les résultats définitifs.

On pourra, bien sûr, dresser des listes de personnalités élues et battues et constater que tel porte-drapeau des conservateurs ou tel héros des réformistes a mordu la poussière. Les surprises ne sont pas exclues. Elles feront du bruit et que M. Eltsine, par exemple, gagne ou perde à Moscou, ce résultat-là sera immédiatement commenté aux quatre coins du pays.

Les critiques qui lui avaient été faites dès sa publication étaient totalement justifiées. On avait dit que, en ne rendant pas obligatoire la multiplicité des candidatures, elle allait permettre à l'appareil, dans les régions où il est le plus fort, d'imposer le maintien de la candidature unique. Cela a effectivement été le cas dans une circonscription sur quatre et les bureaucrates locaux se sont souvent si peu souciés de respecter les formes que les dix-sept premiers secrétaires régionaux du Kazakhstan ont ainsi tous pu s'épargner les fatigues d'un débat contradictoire.

#### Les bouches se sont ouvertes

Ils n'ont pas de concurrents, non pas parce qu'il n'y avait pas de candidats contre eux mais parce que tous ces candidats « alternatifs » ont été convaincus, après convocation,

appareils de ces organisations qui ont fait les élections de ces députés, élus par leurs pairs et non par le suffrage universel.

Tout cela s'est vérifié, mais, en moins de trois mois de campagne, l'URSS a néanmoins découvert ce que devraient être des élections libres. Dans les assemblées de base, les bouches se sont ouvertes, et cela jusque dans le Kazakhstan. On a fait sauter beaucoup de ces empêchements de tourner en rond, mais ils ont raconté leurs malheurs dans des journaux de Moscou, dont il a été impossible de bloquer la diffusion locale.

Persécutés, brimés, ces hommes sont devenus des personnalités dans leur ville ou dans leur république. Les partisans du changement s'organisent autour d'eux et, là même où la perestroïka n'avait encore, pour ainsi dire, rien changé, une opposition s'est constituée. Partout, rigoureusement partout, les choses ont brutalement évolué, et là où il y

avait à lui-même le principe de la multiplicité des candidatures, la conséquence inéluctable était la défaite des représentants les plus marqués des clans conservateur et réformateur, qui se seraient, les uns comme les autres, heurtés à des minorités de blocage.

On a donc choisi de ne présenter que cent candidats pour cent sièges et, ce faisant, on a déchaîné une vague de critiques sans précédent, tant parmi les militants du parti que dans la population. Il sera difficile de recourir à nouveau à de tels artifices, car, dès lors que l'unicité de candidature a été condamnée dans son principe même, la liberté de débat s'est ensuivie, et avec elle l'affrontement d'idées, dont le pluralisme d'opinion, dont la revendication du pluralisme organisationnel et celle, bien sûr, du multipartisme, qui ne cesse chaque jour maintenant de monter à travers tout le pays. Une dynamique joue, s'accélère sans cesse, et un homme, Boris Eltsine, s'est trouvé incarner et symboliser ce processus.

#### La dynamique Eltsine

Pur produit du système, appareil-chic modèle, à l'irréprochable carrière, il avait été précipité à la tête du parti de Moscou quand M. Gorbachev eut besoin d'hommes honnêtes et efficaces — ce qu'il était. On lui avait demandé de mettre de l'ordre, de traquer les corrompus et de tâcher d'améliorer la vie quotidienne des Moscovites. Il a pris le mandat tellement à cœur qu'il a heurté de plein fouet la puissante machine moscovite, menacé trop d'intérêts établis et mobilisé contre lui l'homme qui était alors le numéro deux du parti, Egor Ligatchev.

Feutrée, la bataille est bientôt devenue vive, si vive qu'au cours du plénum d'octobre 1987 M. Eltsine, lui-même membre du bureau politique, s'en est personnellement pris tout seul, bafouant tous les usages, à M. Ligatchev. Le limogeage n'a pas pris beaucoup de temps, mais M. Eltsine s'était ainsi forgé une réputation de courageux incorruptible défendant le petit peuple, au détriment de sa carrière. Instantanément, il était devenu l'un des hommes les plus populaires d'URSS, mais sans la démocratisation des élections il n'aurait rien. Au sein du parti, il était bloqué, et sans l'aval du parti il ne pouvait faire appel au suffrage populaire.

La loi électorale est libérale. Des centaines de milliers peuvent voter, nul ne le sait d'assemblées de base le désignent comme candidat. Il n'a plus qu'à choisir. Il décide, bien évidemment, de tenter sa chance à Moscou. Les conservateurs, M. Ligatchev en tête, s'affolent. Ils montent une cabale la semaine dernière, lors du dernier plénum du comité central et obtiennent la création d'une commission, chargée de juger de la conformité des déclarations de cet appareil-chic radical avec la ligne du parti.

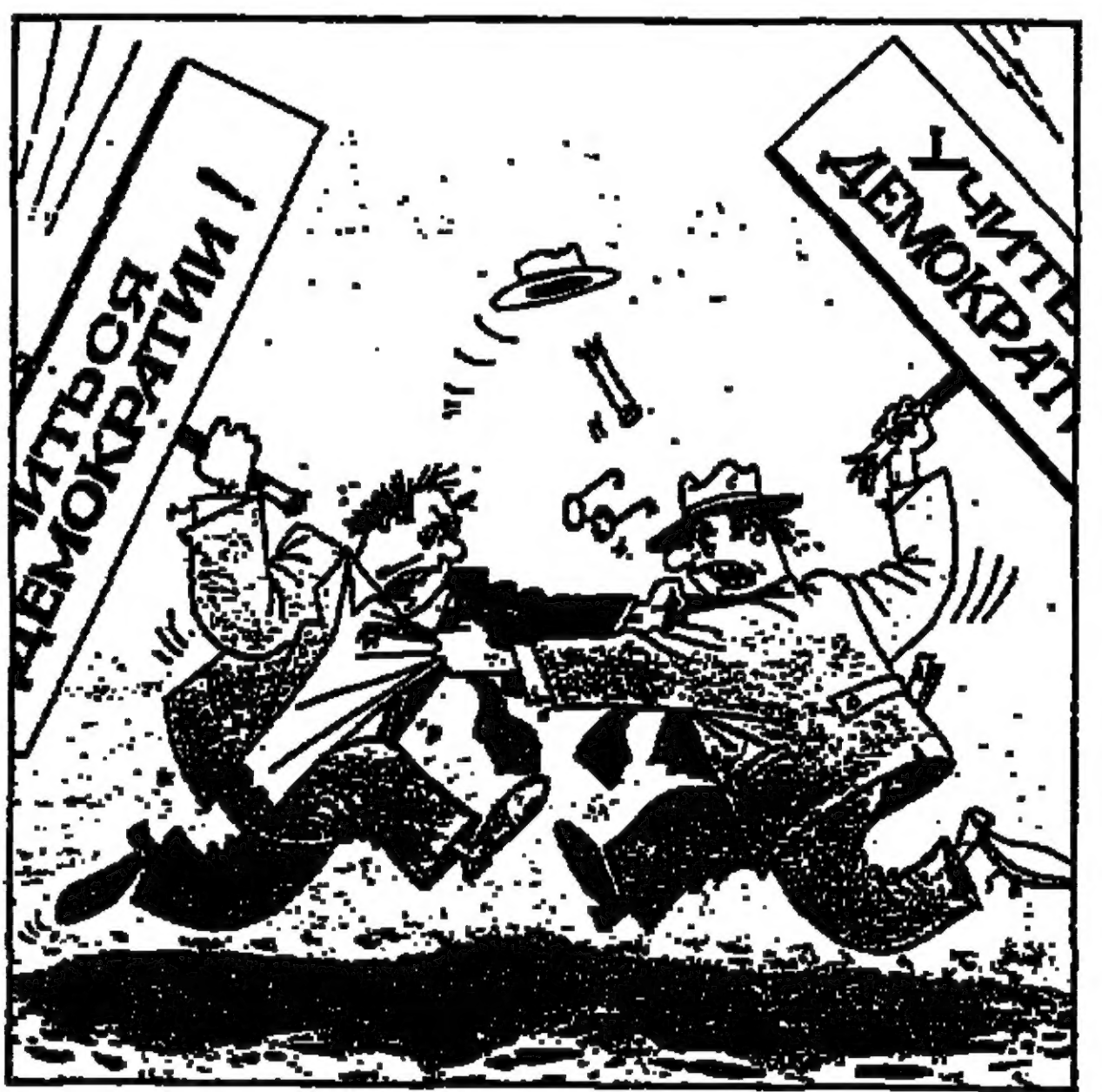
En vingt-quatre heures, le temps que se répande la nouvelle, M. Eltsine devient alors, de populaire, héros national. Chaque jour depuis samedi dernier, une manifestation ou un meeting public fait descendre en sa faveur des milliers de gens dans la rue. Tous les libéraux ont oublié les réserves qu'il leur inspire. Il est au-dessus de tout, il est le héros de l'Est, est, de facto, devenu le chef de l'opposition.

Si jamais il n'était pas élu, tout Moscou et toute l'URSS seraient persuadés — et sans doute pas à tort — qu'on a boursé les urnes, et les conséquences politiques pourraient en être redoutables. S'il est élu, il faudra compter avec lui, s'habituer à un Parlement dans lequel les forces conservatrices pourraient se regrouper autour d'un drapeau, agir de manière coordonnée — agir, et non pas seulement résister.

En ce sens, le second enseignement de cette campagne est que l'amour de la liberté est la chose la plus universellement naturelle, et qu'il n'est pas, contrairement aux légendes, de peuple pour lequel la servitude soit un état naturel et accepté. Les conservateurs ont raison : on entrouvre la porte à la liberté et elle s'engouffre bouillonnante et aussi irrésistible que l'évidence.

Quelles sont, ont demandé pendant la campagne les *Nouvelles de Moscou* à leurs lecteurs, les qualités que vous exigez d'un futur député ? Réponses : l'honnêteté (75 %), la capacité de défendre son propre point de vue (51 %) et, bon dernier (11 %), « la conviction idéologique et la fidélité aux idéaux du socialisme ».

BERNARD GUETTA.



Sur les pancartes : « Apprenons la démocratie ! » (Dessin paru dans l'hebdomadaire satirique *Krokodil*.)

de se retirer sans demander leur reste. Des menaces physiques les plus grossières aux allusions bien tournées à la difficulté de faire entrer ses enfants à l'université, les moyens de pression ne manquent en effet pas aux politiciens locaux. On avait dit que, en instaurant une procédure de sélection des candidats en deux temps, on allait faciliter l'élimination des gêneurs et c'est exactement ce qui s'est passé.

On avait dit encore que, faute d'assurer l'égalité matérielle entre les candidats, la loi allait de fait favoriser les hommes en place puisqu'un directeur d'usine ou un premier secrétaire dispose de moyens d'opération, de secrétaires, de bureaux et de salaires rebaptisés militants, tandis qu'un professeur, un ouvrier, un médecin n'a rien de tout cela. La réalité n'a pas démenti les appréhensions et, même en économie collectivisée, il y a des candidats riches et des candidats pauvres.

On avait dit enfin que, en réservant de droit un tiers des sièges du Congrès aux organisations dites « sociales », c'est-à-dire — de l'association des philatélistes au parti en passant par les syndicats — aux organisations officielles du régime, on limitait plus encore les risques de cette démocratisation. Et c'est effectivement ce qui s'est produit puisque, dans l'ensemble, ce sont les

quant aux « organisations sociales », pas une d'entre elles n'a échappé au même phénomène. Dans toutes, le débat politique a progressé en ampleur ; les enjeux se sont éclaircis et les hommes se sont découverts. Après avoir voulu éliminer M. Sakharov, le président de l'Académie des sciences a dû reculer et permettre de nouvelles élections. A l'Union des écrivains, les débats ont été, pour citer l'agence Tass, si « cruels » qu'ils ont précipité de fait une scission entre slavophiles et libéraux, désormais dotés de leurs organisations respectives. La Camaraderie des artistes russes et Avril. Des célébrités comme M. Korotich, le rédacteur en chef d'*Ogoniok*, l'hebdomadaire-phare de la glasnost, où M. Arbatov, le très influent et trop durable directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, sont tombés, car ils avaient — heurs et malheurs de la démocratie — mobilisé contre eux des groupes de pression décidés.

Le parti lui-même s'est trouvé devant un choix difficile. S'il s'appliquait à défendre la ligne du parti, il se retirait sans demander leur reste. Des menaces physiques les plus grossières aux allusions bien tournées à la difficulté de faire entrer ses enfants à l'université, les moyens de pression ne manquent en effet pas aux politiciens locaux. On avait dit que, en instaurant une procédure de sélection des candidats en deux temps, on allait faciliter l'élimination des gêneurs et c'est exactement ce qui s'est passé.

On avait dit enfin que, en réservant de droit un tiers des sièges du Congrès aux organisations dites « sociales », c'est-à-dire — de l'association des philatélistes au parti en passant par les syndicats — aux organisations officielles du régime, on limitait plus encore les risques de cette démocratisation. Et c'est effectivement ce qui s'est produit puisque, dans l'ensemble, ce sont les

### Trois catégories de députés

Dans le secret de l'isolement, les électeurs soviétiques auront, dimanche, à donner leurs suffrages à deux types de députés : les premiers (sept cent cinquante) représenteront la population soviétique dans son ensemble et seront élus dans des circonscriptions dites « territoriales » ; ils seront au Congrès des députés du peuple, ce que sont les représentants américains au Congrès.

Les seconds (sept cent cinquante aussi) représenteront, sur une base égale, les quinze Républiques de l'Union soviétique, tout comme les sénateurs américains sont élus à raison de deux par Etat, quelles qu'en soient la taille et la population. Les circonscriptions sont alors dites « nationales-territoriales ». Leur importance peut donc varier considérablement suivant les

Républiques, et c'est ainsi que toute la ville de Moscou ne constitue, en raison de l'énormité de la République de Russie, qu'une seule circonscription de ce type — celle dans laquelle se présente M. Eltsine.

A ces deux groupes de députés s'en ajoute un troisième (sept cent cinquante personnes toujours), qui représenteront directement les organisations légales existant en URSS. Ces députés ne sont pas élus au suffrage universel mais par les membres des organisations auxquelles ils appartiennent, ce qui explique que la plupart d'entre eux ont été élus cette semaine, avant même le scrutin de dimanche, et que certains d'entre eux (ceux de l'Académie des sciences en particulier) ne doivent être que dans les prochaines semaines.

## BIBLIOGRAPHIE

### Avoir vingt ans à l'Est

Comment vit-on aujourd'hui à vingt ans à l'Est ? Qui sont ces « jeunes » d'Europe de l'Est dont on entend de nouveau si souvent parler ? Dans un livre dense, vivant et rigoureux (1), Véronique Soulé, qui sillonne depuis plusieurs années « l'autre Europe » pour le journal *Libération*, apporte à ces questions des réponses tout à fait instructives pour qui cherche à comprendre l'évolution de cette partie du monde.

Derrière quelques portraits, l'auteur décrit concrètement les nouveaux combats que livrent, au-delà du rideau de fer, les jeunes des années 80 : écologie, pacifisme, rock, entreprise privée, émancipation morale ou sexuelle... D'autres, qui n'ont plus l'espoir d'une société meilleure, préfèrent la fuite dans la drogue ou l'émigration. D'autres encore font revivre la religion — qui n'avait jamais vraiment disparu de ces pays, mais que l'on ose aujourd'hui pratiquer.

Comment vit-on à vingt ans en Europe de l'Est ? En général, mal. Mais ce mal de vivre prend des formes différentes de Budapest à Berlin-Est, de Bucarest à Varsovie ou de Prague. Cela donne Maria, la sage catholique polonaise, qui fera de ses enfants « de bons Polonais », et Ewa, l'étudiante tchèque qui poursuit son ennui et son doute dans les rues sans joie de Prague. Cela donne Linda, la communiste modèle albanaise, et les « yupies socialistes », managers en herbe de Budapest. Cela donne les écolobabes est-allemands et le quotidien sordide de la jeunesse roumaine.

tenues. Les rockers des années 80 « n'ont pas la férocité de leurs aînés » des années 70, ils se sont « détournés des débats idéologiques », écrit Véronique Soulé. Comme en Occident, on chante moins aujourd'hui la haine du système que la grisaille quotidienne, l'absurdité d'un mode de vie.

Le rideau de fer n'a pas résisté à la pénétration des valeurs et modes occidentaux qui restent, qu'on le veuille ou non, la référence pour la plupart des jeunes de l'Est. Simple, ment, ceux-ci savent à présent qu'ils n'obtiendront pas un changement de système par la force. Reste l'accommodement, la débrouille, les magnétoscopes, les ordinateurs et les vêtements branchés que l'on se procure sur les circuits parallèles, les bouffées d'oxygène que constituent les voyages à l'Ouest et, pour une minorité, l'engagement politique dans des mouvements « alternatifs ». Cela fait un moment déjà que les organisations de jeunesse officielles ne font plus recette. Car lorsqu'on a vingt ans en Europe de l'Est aujourd'hui, le régime communiste lui, en a plus de quarante — largement le temps de faire ses preuves. Les jeunes qui reconstruisaient leur pays sur les ruines de la guerre ou du fascisme

pouvaient y croire ; ceux qui, à la fin des années 50, ont bien voulu voir dans le stalinisme une simple déformation imprévue pouvaient encore y croire. A la fin des années 80... Comment y croire ?

Moins proche de nous — le régime là-bas a plus de soixante-dix ans —, la jeunesse soviétique que elle aussi en proie au doute, aux crises, aux violences, soudain éclaircies de la lumière crue de la glasnost. Un autre bon livre, *Génération Gorbachev*, de Virginie Coulloudon (2), lui est consacré. Il fourmille de détails et d'anecdotes sur la vie quotidienne de ceux qui ont vingt ans en URSS, comme ces jeunes « agantys », de retour ces jours-ci d'une guerre pitoyable en Afghanistan. Ces jeunes Soviétiques qui, comme l'écrit l'historien Michel Heller (3) dans la préface, « découvrent soudain qu'on les a trompés, que l'héritage promis n'existe pas ».

Sylvie KAUFFMANN.

(1) *Avoir vingt ans à l'Est*, Seuil, 261 p., 99 F.  
(2) *Génération Gorbachev*, J.-C. Lattes, 295 p., 98 F.  
(3) A lire notamment, son dernier livre : *Soixante-dix ans qui ébranlent le monde*, Calmann-Lévy, 150 p., 72 F.

### Un outil de travail précieux

La chronologie détaillée des principaux événements de l'année 1988.

Le Monde • Ed. Jacques

EN VENTE EN LIBRAIRIE



**L'absence d'esprit de révolte**

Malgré ces disparités, avoir vingt ans à l'Est révèle un point commun aux jeunes de l'Europe socialiste : l'absence d'esprit de révolte. Leurs parents, sans doute, leur ont raconté leurs propres tentatives infruc-



## Europe

## YUGOSLAVIE

## La révision de la Constitution provoque de violents affrontements au Kosovo

BELGRADE

de notre correspondant

Le Parlement de la région autonome du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais, a approuvé par 167 voix contre 10 une révision de la Constitution serbe de 1974 qui reprend une bonne partie des prérogatives que s'étaient vu attribuer, sous Tito, les deux régions autonomes de la Serbie, le Kosovo et la Voïvodine.

La révision s'est déroulée dans une atmosphère tendue. Depuis le 27 février, quinze mille militaires et d'importantes forces de police quadrillent la région à la suite des « mesures d'urgence » qui y ont été imposées pour empêcher toute manifestation et tenter de mettre fin au mouvement de grève qui paralysait notamment les importantes mines de la région. Quarante-quatre dirigeants du Kosovo, dont l'ancien chef du Parti communiste local, M. Azem Vllasi, évincé de son poste, sont actuellement détenus pour répondre de « complicité » avec les « nationalistes » albanais. Les grévistes sont soutenus par les étudiants de l'université de Pristina qui boycottent les cours.

Le vote du Parlement a donné lieu à de violents affrontements. Plusieurs milliers de personnes, à Pristina et à Uroševac, se sont heurtées aux forces de l'ordre au cours de manifestations de protestation. Il y a eu un nombre indéterminé de blessés de part et d'autre.

Cette révision constitutionnelle faisait l'objet depuis plus d'un an d'un bras de fer entre le chef des communistes serbes, M. Slobodan Milosevic, et les dirigeants des deux régions autonomes. Le problème du

Kosovo, où la minorité serbe et monténégrine se plaint de mauvais traitements de la part des Albanais, a été posé avec violence par M. Milosevic, dès son arrivée au pouvoir. Mais sa première « victime » fut la direction « autonomiste » de Voïvodine, balayée en octobre dernier à l'issue d'un meeting monstre organisé à Novi-Sad. Cette première étape franchie avec succès, M. Milosevic s'est tourné vers le Kosovo. Des centaines d'« activistes » y furent envoyés pour expliquer à la population albanaise que la réforme de la Constitution ne porterait pas atteinte à leurs droits nationaux et culturels.

Les réactions albanaises furent des plus défavorables et devaient aboutir, en février, à une sorte de grève générale (le Monde daté 26-27 février). Les mineurs de Trepcas exigèrent le départ immédiat de trois des plus importants dirigeants albanais du Kosovo accusés de collusion avec la Serbie. Pour éviter l'aggravation de la situation, les trois personnes visées ont accédé à cette demande, mais la direction collégiale de l'Etat fédéral, estimant l'ordre constitutionnel et l'intégrité du territoire national menacés au Kosovo, instaura, le 27 février, « l'état d'exception ».

De nombreuses unités de l'armée ont pris position dans les environs de plusieurs villes. L'armée n'est cependant pas habilitée, pour le moment du moins, à édicter des lois ou des règlements concernant la population civile, qui demeurent de la seule compétence des autorités politiques et autogestionnaires locales.

PAUL YANKOVITCH.

## GRANDE-BRETAGNE

## Gavroche lavé de tout soupçon

Ouf ! L'honneur est sauf pour les représentants de la gastronomie française en Grande-Bretagne, mis à mal par un procès qui vient de faire quelque bruit. Accusé de multiples manquements aux règles d'hygiène, M. Albert Roux, le chef français le plus célèbre au Royaume-Uni, a vu lever, jeudi 23 mars, les quinze charges qui pesaient contre lui.

En juillet 1987, un inspecteur de la santé du conseil municipal de Westminster qualifiait de « dégoûtant » l'état sanitaire des cuisines du Gavroche, le restaurant de M. Roux, à Mayfair, le quartier chic du centre de Londres. L'inspecteur en chef dressait un pitoyable état des lieux : selon lui, les cuisines étaient infestées de mouches, leurs murs recouverts de graisse et de poussière, et les réfrigérateurs, sur

lesquels des mégots de cigarette avaient été abandonnés, étaient maculés de fiente de pigeon !

Estimant que les preuves de l'accusation étaient « insuffisantes », et que les chefs de nombreux autres témoignages, le juge Terence English a finalement renoncé, au terme de quatorze jours d'audience, à condamner le patron du Gavroche, l'un des deux seuls restaurants britanniques à s'enorgueillir de trois étoiles au guide Michelin, l'autre étant la propriété de... Michel Roux, frère d'Albert.

Installés depuis plus de vingt ans à Londres, Albert et Michel Roux sont les véritables ambassadeurs de la gastronomie française en Grande-Bretagne. Tous deux animent une série de show culinaires à la télévision et ils ont publié plusieurs livres de recettes à succès.

## Financier et ami de M. Bush

## M. Walter Curley est nommé ambassadeur des Etats-Unis à Paris

Le président George Bush a annoncé officiellement, jeudi 23 mars, la nomination de M. Walter Curley, l'un de ses amis et l'un des principaux animateurs de sa campagne électorale, au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en France.

M. Curley, soixante-six ans, dont la nomination — connue depuis plusieurs semaines par des indicateurs dans la presse américaine — doit encore être confirmée par le Sénat, remplacera, à Paris, M. Joe Rodgers. Ce ne sera pas sa première expérience diplomatique, car M. Curley a déjà occupé un poste d'ambassadeur, en Irlande, de 1975 à 1977, sous l'administration Ford.

[Né à Pittsburgh le 17 septembre 1922, Walter Curley a travaillé dans l'industrie pétrolière pour le compte de la compagnie California Texas Oil, entre 1948 et 1957, en Italie et en Inde. Puis il a rejoint la firme d'investissement new-yorkaise J.H. Whitney and Company (1958-1975), tout en étant également membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés américaines. C'est ainsi qu'il a été l'un des principaux collecteurs de fonds de la campagne électorale du président.

Ami de très longue date de la famille Bush, qu'il connaît depuis près de quarante ans, il était dans la même promotion que le frère du président Bush, Prescott Bush, à la Philadelphia Academy of Art (Massachusetts) et à l'université Yale.

Vétéran du corps des « marines », ancien combattant de la seconde guerre mondiale, M. Curley est père de quatre enfants et réside à Bedford Village, dans l'Etat de New-York. Interrogé récemment sur sa connaissance de la France, il avoue ne l'avoir traversée « qu'en touriste » et admet que si « son Italien est excellent, son français laisse à désirer ». — (AFP, Reuters.)]

## M. Pierre Blouin ambassadeur à Tripoli

M. Pierre Blouin a été nommé ambassadeur en Libye, en remplacement de M. Pierre Levêque, a annoncé, jeudi 23 mars, le ministère des Affaires étrangères.

[Né en 1927, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Pierre Blouin a été en poste à Ankara (1954-1958), à Khartoum (1958-1959), à Coudray (1959-1961), à Bruxelles (1961-1962), à Damas (1962-1967), au Caire (1967-1971) et à Addis-Abeba (1972-1975). Il a été ambassadeur à Sanaa (1975-1979), à Koweït (1979-1982), puis à l'administration centrale, direction Afrique du Nord-Proche-Orient (1982-1986). Il était ambassadeur à Khartoum depuis mars 1986.]

## A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

## M. Chevardnadze accuse le Pakistan de « saboter » l'accord de Genève

Dans une interview diffusée jeudi 23 mars dans le sillage par l'agence Tass, M. Edouard Chevardnadze a réitéré le soutien de Moscou au régime de Kaboul et accusé le Pakistan de « saboter » l'accord de Genève, sur l'Afghanistan. Le ministre soviétique des Affaires étrangères a notamment qualifié de « grossière violation » de cet accord la formation au Pakistan d'un gouvernement provisoire de la résistance.

Sur le terrain, la situation n'a guère évolué à Jalalabad. Kaboul a reconnu qu'un pont avait sauté sur la route reliant cette ville assiégée par la résistance et la capitale. Deux convois en provenance de Kaboul auraient cependant réussi à gagner Jalalabad en utilisant des ponts démontables. Un porte-parole de Kaboul a annoncé jeudi que la résistance avait, en l'espace de vingt-quatre heures, lancé environ deux mille roquettes et effectué des tirs d'artillerie lourde sur le périmètre de défense de Jalalabad.

L'un des principaux chefs des moudjahidins a déclaré vendredi que le siège de la troisième ville afghane, qui va entrer dans sa troisième semaine, allait se renforcer. — (AFP, Reuters.)

## Brésil

## Grève risquée aux aciéries Mannesmann de Belo-Horizonte

Prolongeant la grève générale qui a inégalement touché le Brésil les 14 et

15 mars, l'arrêt de travail se poursuit, jeudi 23 mars, à l'usine sidérurgique Mannesmann de Belo-Horizonte (à 500 kilomètres au nord de Rio). La police menace de faire évacuer par la force un millier des quelque cinq mille grévistes qui occupent les locaux industriels depuis une dizaine de jours. Les ouvriers ont annoncé leur intention d'endommager les deux hauts fourneaux, dans l'éventualité d'une telle intervention.

Les grévistes exigent une hausse de salaire de 83 % pour « compenser la perte du pouvoir d'achat » (l'inflation atteint près de 1 000 % l'an) ; la direction est prête à accorder 15 %. Les syndicalistes ont demandé l'aide de leurs homologues allemands, qui ont élécté, à Francfort, la direction allemande contre le risque d'un « nouveau bain de sang » au Brésil.

Dans une situation similaire, aux grandes aciéries de Volta-Redonda, fin 1988, l'évacuation de grévistes par la police avait entraîné la mort de trois ouvriers. — (AFP.)

## Chine

## Pékin admet que les émeutes au Tibet ont fait plus de six cents victimes depuis septembre 1987

Plus de six cents personnes ont été tuées ou blessées au cours des vingt et une émeutes qui se sont produites à Lhassa depuis septembre 1987, a reconnu jeudi 23 mars le général Zhang Shaocong, commissaire politique des forces armées chinoises au Tibet. « Ces émeutes, toutes organisées à l'avance, se sont intensifiées en ampleur, tant en ce qui concerne les vies humaines que les dommages matériels », a ajouté le général. Il s'agit du plus lourd bilan admis par Pékin. Auparavant, les chiffres officiels étaient d'une ving-

taine de morts et de plus de quatre cents blessés.

En outre, le drapeau se rendra à Strasbourg du 17 au 19 avril prochains pour participer à un colloque du Conseil de l'Europe sur « L'universalité des droits de l'homme dans un monde pluraliste ». Enfin, l'Institut de la presse internationale (IPI) a demandé de lever la sanction contre le correspondant de l'AFP qui s'est vu retirer son accréditation pour un mois à la suite de sa couverture des émeutes de Lhassa (le Monde du 24 mars). — (AFP, Reuters, AP.)

## Etats-Unis

## Expulsion d'un fonctionnaire soviétique

En réponse à l'expulsion « injustifiée » d'un de leurs attachés militaires à Moscou, les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 23 mars, leur décision d'expulser un fonctionnaire soviétique. M. Sergueï Malinine, employé depuis 1986 de l'organisation soviétique Amtorg, à New-York, devra avoir quitté le territoire américain avec sa famille d'ici la fin du mois. M. Redman, le porte-parole du département d'Etat, a souligné que cette mesure était une « riposte » à l'expulsion du lieutenant-colonel Daniel Van Gundy, attaché militaire américain à Moscou, annoncée le 15 mars dernier.

Cette mesure était elle-même la conséquence d'une autre expulsion, celle du lieutenant-colonel Yuri Pakhtousov, déclaré « persona non grata » par les Américains, le 9 mars, après avoir été surpris en train de se procurer des informations militaires confidentielles à Washington. Le gouvernement américain avait longuement pesé la réponse qu'il entendait donner au renvoi de son attaché militaire et a manifestement voulu faire baisser la tension en demandant le départ d'un fonctionnaire non diplomate. L'expulsion du lieutenant-

colonel Pakhtousov était la première depuis celle, en décembre 1987, du second secrétaire de la mission soviétique auprès de l'ONU, arrêté pour espionnage par la FBI peu avant un sommet Reagan-Gorbatchev. — (AFP.)

## Jordanie

## Amman suspend les discussions pour l'achat d'avions Tornado britanniques

Amman (AFP). — Amman a suspendu les tractations avec la Grande-Bretagne pour l'achat de douze avions de combat Tornado au prix de 880 millions de dollars, en raison de la situation financière en Jordanie, a annoncé jeudi 23 mars le premier ministre, M. Zeid Rifai. Cette suspension des discussions et des tractations a été « réformellement notifiée au gouvernement britannique » ainsi que « l'espoir » de les « relancer dès que les circonstances le permettront », a précisé M. Rifai, également ministre de la défense.

Il a ajouté que la Grande-Bretagne avait « fait preuve de compréhension » et « donné son accord » pour l'arrêt des discussions, provoqué par « la situation financière de la Jordanie ». La dette extérieure globale de la Jordanie est estimée à 6,5 milliards de dollars et le déficit de sa balance des paiements à atteint 200 millions de dollars en 1988.

Le premier ministre a cependant indiqué que l'achat de douze Mirage 2000 à la France, conclu en 1988, était maintenu et que la Jordanie avait obtenu de la France « d'excellentes conditions quant au financement, aux modalités de versement, à la période de grâce et aux années d'acquisition des prêts ».

## Diplomatie

## Les négociations de Vienne sur les armes conventionnelles

## La première session s'est achevée dans une atmosphère « constructive »

Vienne. — La première session des négociations de Vienne sur les forces conventionnelles en Europe et les mesures de confiance s'est achevée, vendredi 24 mars, dans une atmosphère jugée « constructive » par les délégations de l'Est et de l'Ouest. Les discussions reprendront le 5 mai.

Les divergences qui étaient apparues à propos du désarmement conventionnel début mars, lors de la cérémonie d'ouverture de ces négociations par les ministres des Affaires étrangères, se sont cependant calmées. Elles portent en particulier

sur les catégories d'armes à prendre en considération. Dans les propositions chiffrées qu'ils ont présentées, les pays membres de l'OTAN ne rejetaient que les équipements permettant de mener une attaque terrestre (chars, artillerie, transports blindés) et réservaient l'aviation pour une phase ultérieure de la négociation. Le pacte de Varsovie l'entendait différemment. Jeudi 23 mars, la délégation soviétique a présenté la liste des types d'avions d'attaque qui, selon elle, devaient faire l'objet des discussions ; elle en

rejetait treize du côté du pacte de Varsovie et vingt-quatre du côté de l'OTAN.

Cette intervention a immédiatement fait réagir le chef de la délégation américaine, M. Ledogar, qui l'a jugée « conforme à de vieilles méthodes décevantes ». « L'URSS exclut ainsi des milliers d'avions (du côté du pacte), par contre elle veut inclure tous les types d'avions de l'OTAN. C'est une approche bizarre », a-t-il dit. Cependant, M. Ledogar, tout en rappelant que les Occidentaux préconisaient « une approche pas à pas », a déclaré à propos des discussions qui reprendront début mai : « Il n'est pas dit que l'aviation en soit exclue ».

La liste présentée par les Soviétiques, pour contestée qu'elle soit dans son contenu, répondait à une demande des Britanniques qui avaient souhaité que l'URSS définisse « qu'elle entendait par « avions d'attaque ». M. Griepinski, le chef de la délégation soviétique, a d'autre part estimé jeudi que des « ponts » pouvaient être jetés entre les propositions occidentales pour la première phase des réductions et les positions soviétiques.

M. Ledogar a reproché au pacte de Varsovie de n'avoir encore formulé aucune proposition régionale chiffrée et de s'être borné à l'idée, que rejettent les Occidentaux, d'une zone d'armement réduit dans un couloir central.

L'idée, lancée par M. Genscher début mars, d'organiser un séminaire Est-Ouest, où l'on discuterait notamment des doctrines, a pris corps ; à l'initiative conjointe de la RFA et de la Pologne, quarante-cinq diplomates, militaires et scientifiques se réuniront du 21 au 24 juin à Ebenhausen, près de Munich. — (AFP.)

## En visite à Paris

## Le ministre australien des affaires étrangères s'inquiète du protectionnisme de la CEE

Le sénateur Gareth Evans, ministre australien des affaires étrangères et du commerce extérieur, a effectué une visite de travail à Paris les mercredi 22 et jeudi 23 mars. Il a été reçu par M. Michel Rocard, M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, et M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM.

Les différends sur la politique française dans le Pacifique ayant disparu et la Nouvelle-Calédonie ayant quitté la « une » de l'actualité, les relations bilatérales sont au beau fixe. En dépit du désaccord sur les essais nucléaires de Mururoa, les Australiens ne tarissent pas d'éloge sur la politique de M. Rocard, en premier lieu en Nouvelle-Calédonie.

Cependant, M. Evans a déclaré au Monde que son « message central » était de mettre en garde Paris

contre les inquiétudes de Canberra et du Groupe de Cairns (qui comprend quatorze pays exportateurs agricoles développés comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, et en voie de développement d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique) qu'elle présidé, face au protectionnisme européen et américain. Les négociations commerciales multilatérales (MTN) et l'Uruguay Round sont « au bord de la crise de l'éclatement ».

« La situation du commerce agricole doit être réformée. Ses effets sont aussi dévastateurs pour certains PVD et pour leur endettement ». Propos qui méritaient d'être entendus le jour où le président Mitterrand discutait de la dette avec dix-huit ministres latino-américains. « Nous ne vous demandons pas de vous sacrifier, mais il faut savoir faire preuve de courage politique face à une minorité vociférante d'agriculteurs ». « La RFA est au premier plan, suivie de près par la France » dans la politique de la CEE, dont M. Evans craint le protectionnisme. « L'Australie demeure sceptique sur les bénéfices de 1992 [pour les autres pays] jusqu'à ce qu'elle en voie les résultats. Nous avons été perdants à chaque pas de l'intégration européenne. La forteresse Europe existe, ses murailles sont dressées, ses ponts sont levés ». Un message que M. Evans a répété à Washington, à Bonn, à Bruxelles et à Paris. Il est reparti peu convaincu, même s'il a trouvé en M. Rocard « un défenseur très clair de la position européenne, non sans une certaine souplesse ». Ce thème sera certainement abordé à nouveau en juin lors de la visite à Paris du premier ministre australien, M. Hawke.

PATRICE DE BEER.

## Amériques

## PARAGUAY : six semaines après la chute du général Stroessner

## Un journal reparaît un écrivain revient

Un drôle de titre : ABC color. Un grand directeur de journal, Aldo Zuccolillo. Une équipe de rédacteurs de premier plan. C'est tout cela que le régime de Stroessner avait cru rayer d'un trait de plume, il y a cinq ans, en suspendant « pour un temps indéterminé » le plus important quotidien paraguayen. Six semaines après la chute du dictateur, voici de nouveau ABC color dans les kiosques. « Sans esprit de revanche », dit l'éditorial du numéro mis en vente le 22 mars. La veille, c'est également sans rancœur qu'une autre victime illustre de Stroessner, l'écrivain Augusto Roa Bastos, était rentré provisoirement au pays.

Lancé en 1967, ABC color avait réussi à se maintenir pendant dix-sept ans. D'abord favorable au régime, il ne tarda pas à en dénoncer les tares. Il le fit en pratiquant un journalisme d'investigation, en dévoilant les affaires de plus en plus touchées par la corruption, en permettant aux amis du général-président de s'enrichir. Stroessner s'étonna d'une telle position. Il pensait qu'un homme comme Zuccolillo, membre de l'établissement, devait lui faire comme les autres et profiter de la manne. « Si vous étiez avec moi, lui dit-il un jour, vous pourriez faire fortune ». Le directeur d'ABC color ne suivit pas ce conseil, et s'exposa aux représailles : plusieurs de ses rédacteurs furent arrêtés, lui-même le fut à deux reprises, avant l'interdiction finale, le 22 mars 1984.

Pourant, ABC color continua d'exister. Le journal n'était plus fabriqué, mais ses locaux et une partie de la rédaction restaient en état de marche. Tous les matins, pendant cinq ans, Zuccolillo alla à son bureau, comme si le quotidien devait reparaître le lendemain, et les documentalistes continuèrent de faire des dossiers, sur les sujets de plus en plus chauds de l'actualité. C'était une façon — la meilleure — de ne pas abdiquer. Faute de pouvoir publier des informations, les responsables d'ABC color aidaient ceux — en particulier les journalistes étrangers — qui étaient en mesure de le faire.

Cinq ans jour pour jour après sa fermeture, le quotidien reparaît en écrivant à propos du régime qui l'avait proscrit : « Nous ne nions pas le progrès matériel [que celui-ci] a obtenu. Mais nous estimons qu'un tel progrès ne suffit pas. C'est par le

développement du civisme et de la culture, fondés sur de solides bases morales, qu'un pays se fortifie ».

## Le « projet commun » de Roa Bastos

C'est le même langage qu'a tenu Roa Bastos à son arrivée à Asunción. Cet écrivain a écrit la plus grande partie de son œuvre — l'une des plus significatives de la littérature latino-américaine — en s'inspirant de l'histoire de son pays. Mais de ses soixante-douze années d'existence, il n'en a passé quarante-deux en exil, à Buenos-Aires d'abord et plus récemment en France : il a été longtemps professeur à l'université de Toulouse, ville où il continue d'habiter.

C'est de son exil toulousain qu'il avait adressé, en février 1986, une lettre à ses compatriotes, pour expliquer que la démocratisation du Paraguay passait, à ses yeux, par une « réconciliation nationale ». Il invitait même Stroessner à faire un geste « patriotique », et à désamorcer l'incendie national. L'incendie aussi demandait un dialogue national, mais c'était prêcher dans le désert. Roa Bastos dit qu'il n'est pas un homme politique, mais il fait une analyse éminemment politique des réalités de son pays. Les journalistes et les amis qui l'ont accueilli mardi se sont rendu compte : il leur a fait un cours magistral sur le « projet commun » que les Paraguayens doivent se donner, pour extirper les « maux anciens » et doter leur patrie de la démocratie qu'elle n'a jamais connue.

CHARLES VANHECKE.

« Un juge ordonne l'arrestation du fils aîné de Stroessner ». — Un magistrat paraguayen a ordonné, jeudi 23 mars, l'arrestation du colonel de l'armée de l'air Gustavo Stroessner Mora, fils du président déchu, sous les inculpations de corruption et d'enrichissement illégitime. L'inculpation, qui se trouve actuellement au Brésil en compagnie de son père, sera dégradée pour « défection » et s'expose à un procès militaire, affirme un porte-parole du gouvernement. Gustavo Stroessner est notamment accusé d'avoir accumulé de grosses sommes (750 000 dollars par mois) par un chantage exercé sur des maisons de jeux paraguayennes. — (AFP, Reuters.)

سكوا من الأصل



## La situation en Corse reste confuse

Les discussions continuaient, vendredi 24 mars en milieu de journée, entre les pouvoirs publics et les intersyndicaux des deux départements de Corse, afin de convaincre les représentants des fonctionnaires de se rendre à l'invitation lancée mercredi par M. Michel Rocard de négocier avec le directeur général de la fonction publique.

Vendredi en début de matinée, l'hôtel Matignon affirmait avoir reçu des assurances de la part de certaines centrales syndicales nationales sur la venue de leurs délégués, mais des difficultés et des réticences subsistaient sur place.

Par l'intermédiaire du préfet de Haute-Corse, le gouvernement a expliqué jeudi que la rencontre prévue à Paris devait « permettre d'ouvrir des négociations, notamment sur l'examen des mesures compensatoires aux handicaps de transport ». Matignon souligne que, par cette phrase, le gouvernement refuse toute formulation pouvant laisser entendre que la prime d'insularité et le classement de la Corse en zone zéro sont des points négociables.

Après la fragile détente qui avait suivi, mercredi 22 mars, les propositions de négociations du gouvernement et la nomination d'un médiateur, la tension est de nouveau montée en Corse jeudi... avant de retomber vendredi matin. Pour le week-end de Pâques, les quatre principaux ports et aéroports de Corse (ceux d'Ajaccio et de Bastia) étaient - en tout cas vendredi matin - libres de tout blocus.

La situation reste cependant très confuse. Sur l'île, les fonctionnaires ont reconstruit leur mouvement. A Bastia, une manifestation plus importante que celle de mercredi a été suivie par de légers incidents avec les forces de l'ordre. A l'Assemblée, le secrétaire général de FO, M. Marc Blondel, a affirmé qu'il aime « mieux la flamme des prix, en Corse, que la flamme dans la rue ». M. Blondel a jugé qu'il doit être possible de « traverser des obstacles » à la prime d'insularité pour répondre aux revendications des fonctionnaires de l'île, qui sont « fondées ».

De nombreuses catégories socioprofessionnelles corse, sans se désolidariser du mouve-

ment, commencent à pousser des cris d'alarme. A Bastia mercredi et à Ajaccio jeudi, des « socioprofessionnels » se sont réunis pour remettre un cahier de doléances aux autorités.

Au nom de la solidarité insulaire, de nombreux commerçants ont ouvert des crédits pour les habitants les plus démunis mais sont maintenant eux-mêmes en situation délicate avec leurs banquiers dont ils critiquent le rôle « déstabilisateur ».

Commerçants et chefs d'entreprise de l'île ont demandé à être associés aux tables rondes annoncées par le gouvernement mais jugent que l'instauration d'une prime d'insularité pour les fonctionnaires présenterait des risques inflationnistes en raison de ses « effets d'entraînement sur le secteur privé », selon un texte signé par plusieurs centaines d'entre eux.

Parmi les bateaux qui ont pu accoster en Corse, deux transportaient des marchandises qui ont été déchargées, ce qui a mis fin à la pénurie de certains produits.

La polémique a rebondi jeudi sur les causes réelles de la vie chère en Corse et l'usage fait

des 750 millions de francs alloués au maintien de la continuité territoriale. Le président de l'Office régional des transports, M. François Piazza Alessandrini, décidé semble-t-il à jouer la transparence, accuse les réseaux de distribution de s'entendre de façon illicite pour faire grimper les prix. « Tout le monde connaît l'origine du mal », a souligné jeudi M. Piazza Alessandrini. C'est une question de volonté politique. Selon lui, l'Etat est responsable de « situations abusives ». Le président de l'Office a jugé que la Corse aurait des coûts de transport beaucoup moins élevés si le transit passait par l'Italie et a critiqué les tarifs du port de Marseille : « Pourquoi, a-t-il dit, pratique-t-il des tarifs de 20 % plus chers pour les navires de la continuité territoriale que pour les pavillons de complaisance ? ».

De leur côté, les distributeurs mis en cause par M. Piazza Alessandrini ont affirmé que les sommes allouées à la continuité territoriale « servent à engraisser les compagnies maritimes et aériennes ainsi que les dockers des ports de Nice et de Marseille ».

## Négociations en cabine téléphonique

(Suite de la première page.)

Les syndicats compatisaient avec les journalistes égarés à la recherche d'une synthèse, comme le malheureux car-ferry *Napoléon* errant dans les eaux territoriales à la recherche d'un port. « Il se passe des choses plus ou moins confuses. »

Vue de Paris, l'épreuve de force qui s'est engagée entre le gouvernement et les syndicats de la fonction publique a pu être jugée comme la manifestation du 14 mars pour les comparer avec celles de la préfecture d'Ajaccio, qui sont plus solides. On n'en parlera plus, voilà tout. Cela ne se discute pas : « A Bastia, c'est comme ça, dès qu'ils voient les grilles, il y a quelque chose qui ne cadre pas. »

Vendredi, en fin de matinée, l'intersyndicale des fonctionnaires (CGT, FO, CFTC, CFC, CGC) était donc décidée à rejeter l'invitation à rencontrer le directeur général de la fonction publique, Dominique Le Vert. Les organisations n'avaient pas reçu de carton. Le gouvernement est passé au-dessus de leur tête pour faire savoir officiellement aux centrales parisiennes que la FEN serait reçue en premier et le STC nationaliste en dernier, mais samedi matin.

La télévision se préparait déjà à filmer leur arrivée à Paris, alors que les syndicalistes avaient encore des prévisions à demander sur l'ordre du jour et le lieu de la rencontre. Et puis le gouvernement devrait le savoir : rien d'important ne se fait un vendredi. Encore moins un vendredi saint, jour où à Sarajevo les pèlerins portent la croix cachée sous une capote en signe d'expiation.

Ce n'est qu'un début. Au nasque des revendications insulaires, le gouvernement a répondu par une armée d'intermédiaires. Vue de Paris, la tactique du pourrissement a du bon. Vue d'ici le point de vue est différent. Comme disait Noël Zichina, de la CGT, entre deux coups de téléphone et avant d'être blessé dans la soirée (voir encadré) : « Si le ministre veut nous voir pour jouer aux cartes, ce n'est pas la peine. Je suis sûr de la battre. »

Les syndicalistes iront à Paris, un autre jour peut-être, mais ils iront. Les délégués sont déjà composés. Il est déjà prévu de demander des représentants de chaque département par organisation si on ne leur en propose que deux pour toute la

région. Et le remboursement du billet d'avion puisque la préfecture a déjà annoncé que le voyage serait à leur charge. Certaines fédérations parisiennes s'affolent qui reçoivent des coups de fil de militants réclamant une prime de grille et de parapluie. Mais eux ne doutent de rien, à l'image de l'auteur d'un hold-up arrêté dimanche dernier à la sortie de son bureau de vote.

Pour répondre aux demandes de précisions des syndicalistes, il faut d'abord les trouver. Laisser des messages aux standardistes en espérant qu'elles répercuteront ceux-ci

jusqu'au port. Car les dirigeants sont sur le port avec quelques centaines de militants : radio, casse-croûte, jeux de cartes. Le conflit s'installe dans la durée.

Il y a du nouveau. L'intersyndicale est à refaire. Le journaliste de télévision qui vient d'interroger Pierre Cervetti, de la CFTC, se demande quelle va être la durée de vie de l'interview. Les pourparlers cessent de suite au règlement du conflit dans la fonction publique s'effectuent dans une cabine téléphonique sur le port. Jean-Claude Vesperini, porte-parole de l'intersyn-

du STC à ces premières consultations. N'étant pas du tout une organisation représentative au niveau national et pratiquement pas dans la fonction publique, le syndicat nationaliste n'a pas grand-chose à faire en théorie dans les discussions officielles avec les fonctionnaires. Il tient d'autant plus à aller à Paris avec les autres et il l'a fait savoir : l'occasion était trop belle. Pour les syndicats, « le préfet entretenait la confusion ». Les dirigeants se retiennent en réunion de bureau, les militants allument un feu plein d'étincelles.

L'affaire se conclut (temporairement) - dans la cabine téléphonique. Le fonctionnaire des Renseignements généraux détaché sur le port pour assurer la liaison avec les grévistes sans passer par les standardistes appelle son directeur qui a eu le cabinet du préfet, qui a téléphoné au ministre. Le policier note sur une demi-feuille une nouvelle phrase toute fraîche que sa femme conserve dans sa poche de pantalon : « Cette rencontre doit permettre d'ouvrir des négociations, notamment sur l'examen des mesures compensatoires au handicap de transport. »

Le « notamment » ouvrant de nouvelles perspectives, les syndicalistes se remettent à attendre des précisions. Il est 20 heures. On ne jurait pas que quelqu'un ne lâchasse pas. Mais comme personne n'oserait prendre l'avion tout seul - le préfet va nous accompagner, pense même un délégué - le front du refus est unanime.

Les syndicats cherchent à savoir ce qu'ils pourraient gagner avant de partir, car, à Paris, on ne sait jamais ce qui peut arriver. Le temps, pour l'instant, ne leur semble pas encore compté. La grève - dont les pouvoirs publics espèrent qu'elle va s'essouffier en fin de mois pour cause de non-paiement des salaires - vient de gagner la Banque de France, si elle a perdu ses pompiers en pourparlers avec leurs chambres

de commerce, et ses pêcheurs, engagés dans une négociation insulaire avec un haut fonctionnaire du ministère de la mer.

Après plusieurs semaines de conflit, une coordination vient seulement de voir le jour, à l'initiative de M. Edmond Siméoni : le Comité collectif corse de lutte. La première manifestation nord-sud pourrait avoir lieu mercredi prochain. M. Siméoni trouve que le gouvernement manque de « sérieux » et de « méthode » et on ne voit pas à ce jour qui sur l'île irait le contredire.

Bref, on ne voit pas le bout, les épidémies s'échauffent par soubresauts. Les syndicats prennent soin de ne pas trop s'aliéner l'opinion insulaire. Les commerçants manifes-

tent pour protester contre leur découvert bancaire, mais c'est vers le préfet qu'ils se tournent. Pour Pâques, le trafic aérien s'annonce normal. Il faut bien que les étudiants partent en vacances.

Le port d'Ajaccio a été bloqué jeudi, mais un bateau pétrolier a pu débarquer son chargement. Les éboueurs de Bastia ont ramassé les poubelles de la ville, sauf devant la préfecture. Même le *Napoléon*, banni d'Ajaccio et de Bastia, a fini par accoster à Propriano, après une ruse - il est vrai - des pouvoirs publics, qui ont annoncé son retour à Ajaccio. L'unique succès, ce jeudi, de la tactique gouvernementale.

CORINE LESNES.

### « On se moque de nous ! »

BASTIA  
de notre correspondant

« On se moque de nous, nous voulons des négociations directes », expliquait jeudi 23 mars, à Bastia, l'un des trois mille cinq cents manifestants qui avaient répondu à l'appel de la CGT, de FO et de la CFTC. La veille, jour de grève générale, ils étaient un millier. Entre-temps, le conseil des ministres confiait au directeur général de l'administration la mission de recevoir d'ici la fin de la semaine les organisations syndicales de fonctionnaires travaillant en Corse. Une décision accueillie favorablement, dans un premier temps, par le STC (nationaliste), qui, dès mercredi soir, estimait ne plus avoir de raison de poursuivre la grève « puisque nos revendications pourront être discutées avec le gouvernement avant la fin de la semaine ».

En revanche, les autres syndicats ne cachent pas leur déception de ne pas avoir été directement invités à une « négociation ». « Le gouvernement tente d'abuser les travailleurs et l'opinion, il ne fait aucune proposition formelle aux responsables des organisations syndicales », expliquait jeudi à midi un délégué de la CGT alors que les manifestants se groupaient devant la préfecture de Haute-Corse.

Durant l'après-midi, le préfet, M. Bernard Boucaut, recevait plusieurs délégués de syndicats, mais, en début de soirée, alors que les manifestants

n'étaient plus que quelques centaines, groupés devant le bâtiment officiel, des « éléments incontrôlés » jetèrent des pierres en direction de la préfecture, blessant légèrement deux gardes mobiles, puis parvenant à faire tomber une partie de la grille d'enceinte du bâtiment.

Les forces de l'ordre ripostèrent par des tirs de grenades lacrymogènes. Les manifestants, poursuivis dans les rues de Bastia, réagirent en mettant le feu à des pneus et à des poubelles d'ordures ménagères qui ne sont plus ramassées depuis jeudi dernier. Deux manifestants ont été interpellés. Vers 21 heures, le calme était revenu dans Bastia.

Pendant une grande partie de la nuit, les unions départementales de la CGT, de FO et de la CFTC se sont concertées pour décider de la réponse à donner à la proposition - transmise par le préfet de Haute-Corse dans l'après-midi - de « négociations » qui devraient se dérouler à Paris vendredi et samedi. Cette proposition semble, maintenant, embarrasser les syndicats. En fait, la CGT, FO et la CFTC s'interrogent sur le risque de démobilitation immédiate des grévistes en cas de participation à la négociation et se préoccupent de leur perte d'influence en cas de non-satisfaction de leurs revendications particulières. Le STC se dit disposé à engager les négociations immédiatement, à condition que les autres organisations syndicales y participent...

MICHEL CODACCIONI.

## Un syndicaliste CGT blessé sur le port d'Ajaccio

AJACCIO  
de notre envoyée spéciale

Manifestation d'exaspération devant le conflit social ? Il était près de 23 heures, jeudi, lorsqu'un chauffeur routier s'est rendu sur le port d'Ajaccio, occupé depuis le matin par les fonctionnaires en grève. L'homme, que les manifestants ne connaissent pas, venait, a-t-il dit, chercher sa femme qui devait arriver du continent. Mais le port était bloqué.

« Cela suffit, il faut libérer le port », le chauffeur a demandé à parler au responsable de l'union CGT de la Corse-du-Sud, M. Noël Zichina, et il a sorti une arme. Les militants ont essayé de le cerner et dans la bousculade un coup de feu est parti.

L'homme n'a dû qu'un service d'ordre de la CGT de ne pas être frappé par la centaine de militants qui étaient encore là. Enfermé dans une cabine téléphonique, dans l'attente de l'arrivée de la police, il a été arrêté. La police judiciaire a été chargée de l'enquête.

Atteint de coups de crosse à la tête, M. Zichina a été transporté à l'hôpital, où une minerve lui a été placée, et où le préfet de police, M. Jean Thiebaut, lui a rendu visite. Permanent de la CGT, M. Zichina figure depuis le début du mouvement aux avant-postes. L'arme n'a pas été retrouvée. Dans ses poches, l'agresseur, âgé d'une trentaine d'années, transportait des balles à blanc.

C. L.

**ATTENTION**  
**LUNDI DE PAQUES**  
**FERIE**

Si votre détaillant habituel est fermé,  
n'oubliez pas de faire  
valider vos bulletins mardi.

(aux heures habituelles.)

NATIONAL  
**LOTTO**

dicale, Raymond Lasbonygues, de FO, se partage l'écouteur. La préfecture, Bastia, Paris, le bras de fer se joue dans une cabine téléphonique. « Toutes les contradictions du mouvement sont sur ce port », commente le responsable de la CFTC.

Au communiqué initial de M. Rocard, la préfecture de région ajoute un contenu : « Examen des mesures compensatoires au handicap de transport. » Les militants qui attendent des chiffres, « des Pascals », ne voient jamais arriver que des mots sans image. « Il faudrait qu'ils matérialisent un petit peu. Qu'ils disent combien ils veulent donner », se désole M. Brudo, de la CGC. La CFTC s'élève : « Si tous les quarts d'heure Matignon lâche un mot nouveau, ça va être pire que les négociations entre la Corse du Nord et la Corse du Sud. »

Le front  
du refus

Mais Bastia n'a pas en droit à la même phrase. Le préfet M. Bernard Boucaut, lui, en a même délivré deux, soit une de plus. Il est question dans l'ajout de négociations en vue de la préparation de tables rondes.

L'ajout bastiais n'a l'air de rien, mais il ferait avaler la participation

*Les Vacances à Cannes*  
*Quel Festival !*

Cet été, pas de vague à l'âme.  
Cannes met le cap sur les vacances  
toniques.

La plage vous attire, la piscine  
vous tente, le soleil vous caresse,  
c'est Cannes, capitale des vacances.

Quelques sets de tennis, un  
parcours de golf, une régata  
en mer, c'est Cannes, le paradis  
des sportifs.

Un orchestre de chambre,  
un souper aux chandelles, un  
concert de jazz, un feu d'artifice,  
une soirée au casino,  
c'est Cannes,  
la reine de la nuit.

**CANNES**  
CÔTE D'AZUR

Direction Générale du Tourisme et des Congrès  
B.P. 262 - 06400 CANNES - Tél. 93.39.01.01

Cet été, jumping international du  
26 au 28 mai, Festival américain  
du 3 au 31 juillet, Nuits musicales  
du Suquet du 15 au 25 juillet et  
de nombreux événements de mai  
à septembre.

Sports nautiques, golfs, tennis,  
plages, randonnées. Exemple  
de prix : 1 semaine, hôtel \*\*\*,  
1383 F par personne, 7<sup>e</sup> nuit  
offerte.

LES VACANCES A CANNES,  
QUEL FESTIVAL !

Demande de documentation à adresser à :  
Direction Générale du Tourisme  
B.P. 262 - 06400 Cannes - Tél. 93.39.01.01

M. \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une documentation sur  
Cannes et les offres exceptionnelles de l'été



TOUS LES  
VENDREDIS  
20 FAU SECOURS!  
POLITIS  
REVIENT.Vous nous avez fait un succès d'estime,  
il faut nous faire maintenant un tabac !

BERNARD LANGLOIS

## ILS APPELLENT A SOUTENIR POLITIS

Lecteurs réguliers ou occasionnels de *Politis-le Citoyen*, nous avons appris avec tristesse que cet hebdomadaire d'opinion risquait de disparaître pour des raisons financières. Nous pensons que ce serait dommage et qu'il mérite de vivre, en toute indépendance. Nous avons décidé de l'aider en participant à la souscription qu'il vient de lancer et nous vous invitons à en faire autant.

Daniel Anglerand (syndicaliste) Jean-Marc Ayrault (député-maire de Nantes) Elisabeth Badinter (écrivain) Estienne Balibar (philosophe) Marie-Christine Barrault (comédienne) Pierre Belfond (éditeur) Jean-Michel Belorgey (député de l'Allier) Tahir Ben Jelloun (écrivain) Daniel Bensaid (ICR) Bérnieri Noirs (groupe rock) Paul Blanchard (dominicain) Marcel Blouet (cinéaste) Michel Breilman (écrivain) Breyten Brytland (écrivain) Andrée Buchmann (Vets) Michel Cantal-Dupart (architecte) Jean-Paul Chambaz (peintre) Jean Chesneau (écrivain) Daniel Cohn-Bendit (Grünen) Antoine Comte (avocat) Robin Cook (écrivain) Thierry de la Croix (éditeur) Arezki Dahmani (Franco-Pol) Félix Darnette (PCF reconstruc) Jean-Michel Damjan (écrivain, prod. radio) Régis Debray (écrivain) Christian Delorme (prêtre) Patrick Demerlin (écrivain) Eugène Descamps (ancien sec.nat. CFDT) Barloun Désir (SOS-Racisme) François Dosse (historien) Jean Druy (député de l'Essonne) Georgina Dufaux (ancien ministre) Maurice Dugowson (cinéaste) René Dumont (agronome) Jean Elieinstein (historien) Robert Escarpit (écrivain) Jean-Jacques de Felice (avocat) Solange Fernex (Vets) Jean-Louis Foulquier (animateur radio) Jean-François Fourel (pasteur) Dominique Frischer (psycho-sociologue) Maurice Frot (dir. art. Printemps de Bourges) Jacques Gallat (évêque d'Evreux) Max Gollo (écrivain) Susan George (écrivain) Romain Goupil (cinéaste) Félix Goutier (psychologue) Jean Guidoni (chanteur) Jean-Claude Gillebaud (éditeur) Julien Guyomar (comédien) Jacques Higelin (chanteur) Wassissi Iopue (FLNKS) Dominique Janot (écrivain) Louis Joinet (juriste, expert ONU) Marc Jolivet (comédien) Thierry Jonquet (écrivain) Yves Jouffé (avocat, président LDH) Pierre Juquin (Nouvelle Gauche) Joëlle Kaufmann (médecin) Anne-Brigitte Kern (écrivain) Alain Krivine (ICR) Abdellatif Loabi (poète) André Labarrière (maire de Pan) Georges Labica (philosophe) Jean Lacouture (écrivain) Gilbert Laffaille (chanteur) Ariette Legallier (LO) Henri Leclerc (avocat) Jean Le Garrec (ancien ministre) Jean-Claude Le Scornet (PSU) Thierry Lévy (avocat) Alain Lipietz (économiste) Claude Lohes (réserviste communiste) Colette Magny (chanteuse) Claude Marti (conseil en communication) Pierre Mauroy (maire de Lille) Jean-Luc Mélenchon (sénateur de l'Essonne) Philippe Messine (économiste) Jean-Pierre Mocky (cinéaste) Alain Moreau (éditeur) Jean-Marie Muller (écrivain) Maurice Nadeau (écrivain) Pierre Naville (écrivain) Bernard Noël (écrivain) Claude Olivenstein (médecin) Erik Orsenna (écrivain) Claude Piéplu (comédien) Edgard Pisani (ancien ministre) Bernard Poignant (maire de Goussier) Claude Poperey (PCF reconstruc) Rodol (groupe rock) Carle de Séjourné Pierre Radanne (expert en énergie) Bernard Ravenel (Nouvelle Gauche) Catherine Ribeiro (chanteuse) Paul Ricœur (philosophe) Marcel Rigout (ancien ministre) Dominique Rodetans (footballeur) Pierre Rosonvallon (économiste) David Rousselet (écrivain) Alain Ruellan (chercheur) Antoine Sanguinetti (amiral) Catherine Sauvage (chanteuse) Léon Schwartzberg (médecin) Jacques Seiler (comédien) Yasmiek Simbron (FEN) Siné (dessinateur) Catherine Sinet (productrice TV) Francesca Solleville (chanteuse) Stasha Stanojevic (cinéaste) François Sasse (économiste) Bertrand Tavernier (cinéaste) Haroun Tazieff (vulcanologue) Irène Terrel (avocate) Jacques Testard (biologiste) Jean-Marie Tiphon (FLNKS) Patrick Tort (philosophe) Catherine Trautmann (maire de Strasbourg) Frederick Tristan (écrivain) Michel Tubiana (avocat) Jean Viard (sociologue) Gustav Voss (maire d'Orly) Jean-Pierre Vigier (écrivain) Jean-François Vilar (écrivain) Claude Villers (animateur radio) Patrick Viveret (chercheur) Marina Vlady (comédienne) Antoine Wautier (Vets) Bernard Wollon (LDH) Henri Weber (écrivain) Willem (dessinateur) Yvonne Yvonne (FLNKS) Theodor Zeldin (historien) Jean Ziegler (écrivain)

Chèques libellés à l'ordre de la SENH  
Politis-le Citoyen, 76 rue Villiers de l'Isle-Adam. Paris 75020.

LA LISTE DES DONATEURS PARAITRA DANS POLITIS. SI VOUS DESIREZ GARDER L'ANONYMAT, SIGNALEZ-LE

## Politique

## La préparation

## L'UDF continue d'afficher ses dissensions

Au moment où M<sup>me</sup> Simone Veil, présidente du groupe libéral démocratique et réformateur de l'Assemblée des Communautés européennes se déclarait, sur TF 1, au cours de l'émission « Questions à domicile », favorable à deux listes de l'opposition aux prochaines élections européennes et prête pour sa part à conduire « une liste du centre la plus large possible », l'UDF continue d'afficher hésitations et dissensions sur la stratégie qu'il convient d'adopter.

La « Lettre du PR » diffusée le même jour au lendemain du bureau politique de l'UDF rappelle que la

député PR du Val-d'Oise et délégué de l'UDF dans ce département démissionne dans une lettre ouverte adressée à M. Giscard d'Estaing « les procédures déviantes » de ce parti « excluant toute participation de l'UDF réelle » dans la préparation de la décision. M. Delattre demande au président de l'UDF « de consulter sur cette question toutes les instances locales du mouvement », estimant que « seule une démarche démocratique crédibiliserait le choix fondamental qui doit être fait pour l'avenir de l'UDF ».

Pour justifier qu'elle revendique de conduire « une liste du centre » M<sup>me</sup> Veil avait, de son côté, souligné qu'à ses yeux il y a aujourd'hui « deux courants plus marqués »

part ou de la part d'autres dirigeants centristes, à « un coup de bluff » : « Nous avons autant de convictions que d'autres et nous n'avons pas du tout l'intention de nous laisser impressionner ».

De son côté, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui participait à l'émission, a souligné qu'il vaut mieux pour l'opposition présenter « deux approches différentes de l'Europe » car, à l'image d'une armée qui se « déploie » plutôt que de se « replier », « cette opposition se trouvera confortée, ses actions seront plus larges, et elle y gagnera ».

Quant à M. Alain Carignon, qui intervenait en duplex depuis son bureau de la mairie de Grenoble, il a

M<sup>me</sup> Simone Veil à « Questions à domicile »

## « Très heureuse » de conduire une « liste du centre »

Après M. Pierre Méhaignerie, lundi, à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, et M. François Létard, mercredi, au bureau politique de l'UDF, M<sup>me</sup> Simone Veil a confirmé à son tour, jeudi 23 mars, à « Questions à domicile » sur TF 1, qu'elle serait favorable à la présentation d'une liste UDF aux élections européennes. L'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés a souhaité, sans aucune hésitation, la constitution d'une « liste du centre, la plus large possible », et a révélé qu'elle serait, pour peu qu'on le lui demande, « très heureuse » de la conduire. Dure semaine pour M. Valéry Giscard d'Estaing, qui voit ainsi contrarier sérieusement son opération de rapprochement avec le RPR par trois poids lourds de son propre mouvement. Il est vrai que, depuis quelques jours, on n'est plus à une bizarrerie près. Par rapport à la campagne de 1984, où le RPR et l'UDF avaient fini par faire cause commune, MM. Méhaignerie et Létard font preuve d'une certaine cohérence. Tous deux s'inscrivent, à l'époque, opposés à cette stratégie d'union, chacun selon son tempérament. Le premier avait fini par abdiquer au nom de l'intérêt général. Le second, jugeant que l'UDF « s'engageait dans un processus de non-existence politique », avait spectaculairement boudé en démissionnant de son poste de vice-président de l'UDF. Il faut se souvenir encore que, à l'époque, M. Giscard d'Estaing avait, lui aussi, fait la tête ; il n'avait pas admis, alors, que l'UDF aille se fourvoyer avec le RPR, qui plus

est pour l'Europe, son terrain de prédilection.

Vérité en 1984. Erreur en 1989. M<sup>me</sup> Veil elle-même a changé sa position. Elle croyait aussi en ce temps-là « à la dynamique de l'union », prétendant que l'entente RPR-UDF sur les projets européens « n'était pas de façade », arguant encore « que c'était en étant unie que l'opposition ferait le mieux pour l'idée européenne ». Résultat : la liste commune qu'elle avait menée fit 42,72 %, moins que le total des suffrages recueillis en 1979 par sa propre liste UDF (27,39 %) et celle suscitée par le RPR (18,09 %). Le Front national put s'engouffrer dans la brèche.

M<sup>me</sup> Veil critique à l'époque, a-t-elle retenu la leçon ? Pour expliquer son changement de pied elle a prétendu souligner que le contexte politique a changé ou plutôt, a-t-on pu comprendre, que les socialistes ont changé, ce qui n'édifie plus, en face d'eux, une opposition marchant comme un seul homme, baïonnette au canon, « pour marquer des positions ». M<sup>me</sup> Veil a aussi estimé que, avec le RPR, « les divergences d'approche au niveau européen » étaient réelles, ce qui impliquerait donc que, par rapport à 1984, les chiraquiens ont, eux aussi, changé... en régressant.

Tout cela n'est peut-être, en réalité, qu'arguties dans la mesure où l'on perçoit de mieux en mieux que les contingences intérieures vont, une fois encore, prendre le pas sur le débat européen. M. Méhaignerie et M<sup>me</sup> Veil partagent l'ambition de délimiter une fois pour toutes le terrain du

centre en France. M. Létard songe, lui, à ses propres ambitions, qui passent également par une UDF forte et resserrée, capable de s'imposer face au RPR comme première force motrice de l'opposition.

Parviendront-ils à s'entendre pour repousser définitivement le projet giscardien, bâtir une liste et lui choisir une tête ? Vaste programme ! M<sup>me</sup> Veil, elle, est partante et la première à le dire. Elle reste incontestablement une grande dame de l'Europe. Comme elle le fait valoir, c'est, depuis dix ans « son travail à temps plein ». Mais elle l'admet aussi, se pose pour elle le problème de l'usage à un moment où il n'est plus question, que de rejoindre les acteurs de la scène politique et où les socialistes envisagent en face de faire confiance à M. Laurent Fabius. Depuis quinze ans sur le devant de cette scène, M<sup>me</sup> Veil peut-elle revenir une troisième fois ? Autre handicap pour elle, qui, lui n'est pas nouveau : l'hostilité difficilement contenue du PR à son endroit.

M. Méhaignerie voudrait sans doute bien prendre en main une telle liste. Mais, le peut-il ? Même ses propres amis finissent par douter maintenant de ses capacités à relever les défis médiatiques. M. Létard, lui, le pourrait, mais le veut-il ? Tiendra-t-il tête jusqu'au bout à M. Giscard d'Estaing ? Ses convictions européennes sont-elles suffisamment puissantes pour qu'il prenne le risque d'hypothéquer son avenir personnel pour la cause commune de l'UDF ? Autant de questions qui ne tarderont vraisemblablement pas à trouver des réponses.

DANIEL CARTON.

formation de M. François Létard « déplorera tous ses efforts pour que la cohésion de l'UDF soit maintenue, pour que le président Valéry Giscard d'Estaing accepte — dans tous les cas de figure — de diriger la liste que choisira le conseil national du 13 avril prochain ».

La « Lettre du PR » invite encore à « choisir l'esprit de l'union plutôt que la lettre. La démarche de l'opposition ne saurait être uniforme. Elle repose sur un contrat de confiance entre les familles politiques... ».

M. Paul Girod délégué général des adhérents directs, l'un des six composantes de l'UDF a de son côté pris position jeudi 23 mars estimant que « la meilleure solution pour sauvegarder l'unité de l'UDF » est « une liste UDF » sans le RPR, aux élections européennes de 18 juin. Un éclatement éventuel de l'UDF qui résulterait des divergences de ses responsables à propos de l'attitude à adopter serait un « drame » a affirmé M. Girod. Un nouvel élément de cacophonie, au sein de l'UDF, est venu le 23 mars s'ajouter aux précédents. M. Francis Delattre

« M. Baudis quitte le conseil général. — M. Dominique Baudis, député (app. UDC) dont la liste l'a emporté dès le premier tour à Toulouse a décidé d'abandonner son mandat de conseiller général du canton de Toulouse-IV qu'il détenait depuis 1985, et ce en raison de la loi limitant le cumul des mandats ».

Le Monde  
EN BANQUE  
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DERNIERS JOURS 1987  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL  
OU VOTRE MINITEL  
POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G. CAM.  
SERVEUR

Tél. 01 45 38 70 72

AIEIC

Institut Franco-Britannique de la Communication  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne

présente le

COLLOQUE EUROPEEN

Bayonne-Biarritz

MANAGER  
ET/OU  
COMMUNIQUER

Vendredi 21 et samedi 22 avril 1989

Allocution d'ouverture : Alain MINC

Au programme

- Les images de l'entreprise : l'externe et l'interne
- Les réseaux télématiques en entreprise
- Faut-il structurer la communication d'entreprise ?
- Existe-t-il un management européen ?

Renseignements :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne BP 115 -  
64102 Bayonne Cedex - Tél. : (06) 59-25-75-75 poste 447.

CNRS - IRESCO - Tél. : 40-25-11-90.

Avec la participation du journal *Le Monde*

مكتبة من الأصول



# Politique

## des élections européennes

### Unanimité au Parti socialiste sur la candidature de M. Fabius

Si l'accord général de l'ensemble des dirigeants du Parti socialiste, au sujet de la candidature de M. Laurent Fabius comme chef de file du PS aux élections européennes du 18 juin, ne fait pas de doute, les conditions dans lesquelles l'annonce en a été diffusée, jeudi 23 mars, n'ont pas fait l'unanimité de Solferino. Ainsi s'explique l'insistance apportée par la direction du PS à souligner, jeudi, que la candidature de M. Fabius n'était pas encore officiellement parvenue au parti.

Dans le même temps, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, se déclarait « favorable » à « l'initiative » du président de l'Assemblée nationale, s'engageant à la soutenir... et précisait que c'est M. Fabius qui, le 22 mars, lui avait « fait part de son souhait de se porter candidat ».

La clôture de toutes les candidatures à la candidature parmi lesquelles seront choisis les quatre

vingt candidats de « la liste des socialistes de la majorité présidentielle » a été fixée au 26 mars. Une centaine d'offres de candidatures étaient déjà parvenues, jeudi, au siège du PS.

Parmi les noms cités pour la deuxième place de la liste, est fréquemment évoqué celui de M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures et ancien commissaire européen, tandis que plusieurs responsables socialistes mettent en avant l'intérêt politique et le poids symbolique que constituerait la présence à cette deuxième place de M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, nouveau maire de Strasbourg.

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat (MRG) chargé des collectivités territoriales, a, de son côté, déclaré jeudi 23 mars, que les radicaux de gauche « ont leur place sur la liste conduite par Laurent

Fabius » pour les prochaines élections européennes. Ils ne se joindront donc pas à une éventuelle liste centriste : un tel choix « ne serait pas (...) opportun cette fois-ci car il faut que la majorité présidentielle se rassemble le plus largement possible », a estimé M. Baylet.

Selon un sondage « sortie des urnes » IFOP-KIT, réalisé lors du second tour des élections municipales, 30 % des électeurs des grandes villes seraient prêts à voter pour la liste socialiste le 18 juin. D'après ce sondage, réalisé auprès de deux mille trois cent seize personnes ayant pris part aux scrutins du dimanche 19 mars dans les villes de plus de trente mille habitants qui étaient en ballottage, 23 % des électeurs voteraient pour une liste RPR, 12 % pour celle des écologistes, 10 % pour celle de l'UDF. Le Front national recueille 8 % des intentions de vote et le Parti communiste 6 %.

## Le CNI voudrait figurer sur une liste RPR

Le Centre national des indépendants (CNI) se prépare à participer aux élections européennes sous une forme qui dépendra des décisions des autres partis de droite. Pour son secrétaire général, M. Yvon Briand, la présence de deux listes, l'une UDF, l'autre RPR, justifierait un accord en bonne et due forme de sa formation avec le RPR. M. Briand observe à cet égard que M. Charles Pasqua apparaît plus favorable au cas de figure d'une liste RPR-CNI que M. Alain Juppé, partisan d'une liste unique RPR-UDF. Envisageant l'entrée en lice des centristes de façon autonome aux côtés d'une liste d'une partie de l'UDF avec le RPR, M. Briand estime que le CNI pourrait alors faire aussi cause commune avec cette seconde liste.

En revanche, une liste unique UDF-RPR, que mènerait M. Valéry Giscard d'Estaing, aurait pour effet d'ouvrir un boulevard à M. Jean-Marie Le Pen. Le CNI, qui en 1979 avait présenté une liste autonome, comptait trois députés européens en 1984 (M. Philippe Malaud et M<sup>me</sup> Magdeleine Anglade élus sur la liste de M<sup>me</sup> Veil ; et M. Olivier d'Ormesson, élu sur la liste du FN).

Depuis lors, M. Malaud a été écarté du CNI, M<sup>me</sup> Anglade a rejoint la mouvance RPR et M. d'Ormesson a quitté le FN pour revenir au CNI.

La liste qui pourrait éventuellement présenter le CNI - la décision définitive sera prise par une convention nationale fixée au 23 avril, à Compiègne - est quasiment prête, assure M. Briand. Elle serait constituée notamment des élus ou des réélus des municipales.

### Bilan municipal

Le CNI, s'il n'a pas atteint tous ses objectifs pour ce récent scrutin, trace un bilan positif des résultats. Son premier souci était de maintenir son implantation en milieu rural. Un premier calcul évalue une augmentation de 2.500 à 2.750 le nombre des maires CNI de petites communes. Sa seconde priorité était de pénétrer le milieu urbain. En 1983, les indépendants comptaient 67 élus dans les villes de plus de 9 000 habitants. Le CNI chiffre à 343 le nombre de ses élus dans cette catégorie de communes.

Si MM. Claude Prouvoeur, Georges Durand, Georges Lapeyronie et Désiré Debevalière ont perdu leur fauteuil de maire respectivement de Dunkerque, Romans-sur-Isère, Villeneuve-sur-Lot et Campagne-lès-Hérisson, le CNI souligne ses progrès à Paris (7 conseillers municipaux et 12 conseillers d'arrondissements) Saint-Maur-des-Fossés (7 sièges), Bordeaux et Marly-en-Baraux (5) Amiens (5), Nice et Saint-Etienne (4) et il met l'accent sur la réélection de maires de grandes villes comme Maurice Serghebert à Hazebrouck, Henri Ginoux à Montreuil, Max Catrin à la Garenne-Colombes, Robert Pax à Sarreguemines, Henri Durand à Bourg-de-Péage et la succession de M. Guy Mogs au bénéfice de M. Claude Espied à La Teste (Gironde).

Le CNI se félicite d'autre part que la plupart de ses élus municipaux fassent partie intégrante des majorités municipales et que, « à ce titre, (ils aient) une fonction véritablement utile et constructive », à la différence des élus du FN.

A. C.H.

## Le débat au PCF

### Les « gros bras » de Gagny

Les relations ne s'arrangent pas entre les communistes de Gagny et les dirigeants de la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF. Les uns et les autres s'étaient déjà expliqués, au premier tour des élections municipales, en s'affrontant pacifiquement dans les urnes. Mercredi 22 mars, dans la soirée, les « fédéraux » ont changé de méthode. Selon les « locaux », une vingtaine de « gros bras », conduits par un membre du secrétariat de la fédération sont intervenus pour interdire une réunion du bureau de la section de Gagny. M. Dominique Lahaye, membre du secrétariat de la section, a déposé une plainte pour « violation de domicile » et « occupation illégale » des locaux, indiquant au commissaire de permanence sur le département que ces

hommes avaient « pénétré par effraction ».

Pour les municipales, la section de Gagny, ville perdue par le PCF en 1983, avait désigné M. Jean-Claude Pruski comme candidat. Ce dernier n'avait pas reçu l'aval de la fédération, qui avait décidé de lui opposer un sénateur, M. Jean Garcia. Les deux hommes avaient été les seuls élus de leurs listes, M. Garcia obtenant 965 voix (7,12 %) et M. Pruski en recueillant 706 (5,21 %). Le maire sortant, M. Jean Valenet (RPR), avait été réélu dès le premier tour en devançant le candidat du PS. « Des communistes interviennent à d'autres communistes de se réunir, de s'exprimer, c'est inadmissible, c'est le fascisme », a déclaré M. Pruski, estimant que l'action musclée de la

fédération était « un acte de paranoïa bureaucratique ». Permanent politique du PCF - il a été secrétaire général du groupe communiste de l'Assemblée à la fin des années 70, - il devait être convoqué, vendredi 24 mars au siège de la fédération du parti, pour un « entretien préalable » à son licenciement.

Interrogé par Libération, un responsable de cette fédération dirigée par M. Jean-Louis Mons, proche de M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central, a indiqué qu'il était urgent de reconstruire « la section sur des bases plus conformes au statut du parti ». C'est pourquoi les « fédéraux » ont repris les locaux dont ils sont propriétaires afin, selon ce dirigeant, de les mettre « à la disposition de tous les communistes ».

## Les communistes engagent la « bataille pour la vérité »

L'Humanité du vendredi 24 mars publie un article de M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du PCF, intitulé « Bataille pour la vérité ». Le doyen de cette instance annonce que l'organe central du Parti consacrera, le 30 mars, « un cahier spécial aux travaux du comité central » dont la prochaine session est prévue les 29 et 30 mars (le Monde des 22 et 24 mars). Les responsables du PCF, à tous les niveaux, sont appelés « à organiser une vente exceptionnelle de ce numéro » et sont invités « à porter une attention minutieuse à sa diffusion auprès des communistes », afin qu'ils « disposent le jour même de l'analyse de leur parti et de ses axes de travail ».

Cette initiative est prise car, selon M. Plissonnier, « les médias consacrent beaucoup de temps et de place à masquer la réalité des résultats des municipales. Ils s'acharnent, écrit-il, à transformer la confirmation de la remonte du Parti communiste en un

nouveau déclin de celui-ci. Ils célèbrent l'avènement d'un prétendu renouvellement de la politique pour tenter de recouvrir les méfaits toujours plus nocifs de l'austérité et de l'ouverture à droite ». M. Plissonnier dénonce « cette entreprise de manipulation de l'opinion publique et de falsification de la réalité ».

(Dans la dernière livraison de l'Humanité Dimanche, M. Roland

Leroy s'en prend violemment au Monde et à l'Humanité du 23 mars prétend que le Monde « a refusé de porter à la connaissance de ses lecteurs » une lettre de M. Jean-Claude Gaysot s'élevant contre « une série de contrevérités à propos de résultats du PCF aux municipales, de sa politique et de l'élection de Nolas-le-Grand ». Le Monde a, dans ses éditions du 24 mars, rendu compte de l'essentiel de l'analyse de M. Gaysot.)

## Toute l'année 88 en 240 pages

Les principaux événements, une chronique détaillée, deux index thématiques.

Le Monde - Ed. J. C. J. C.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

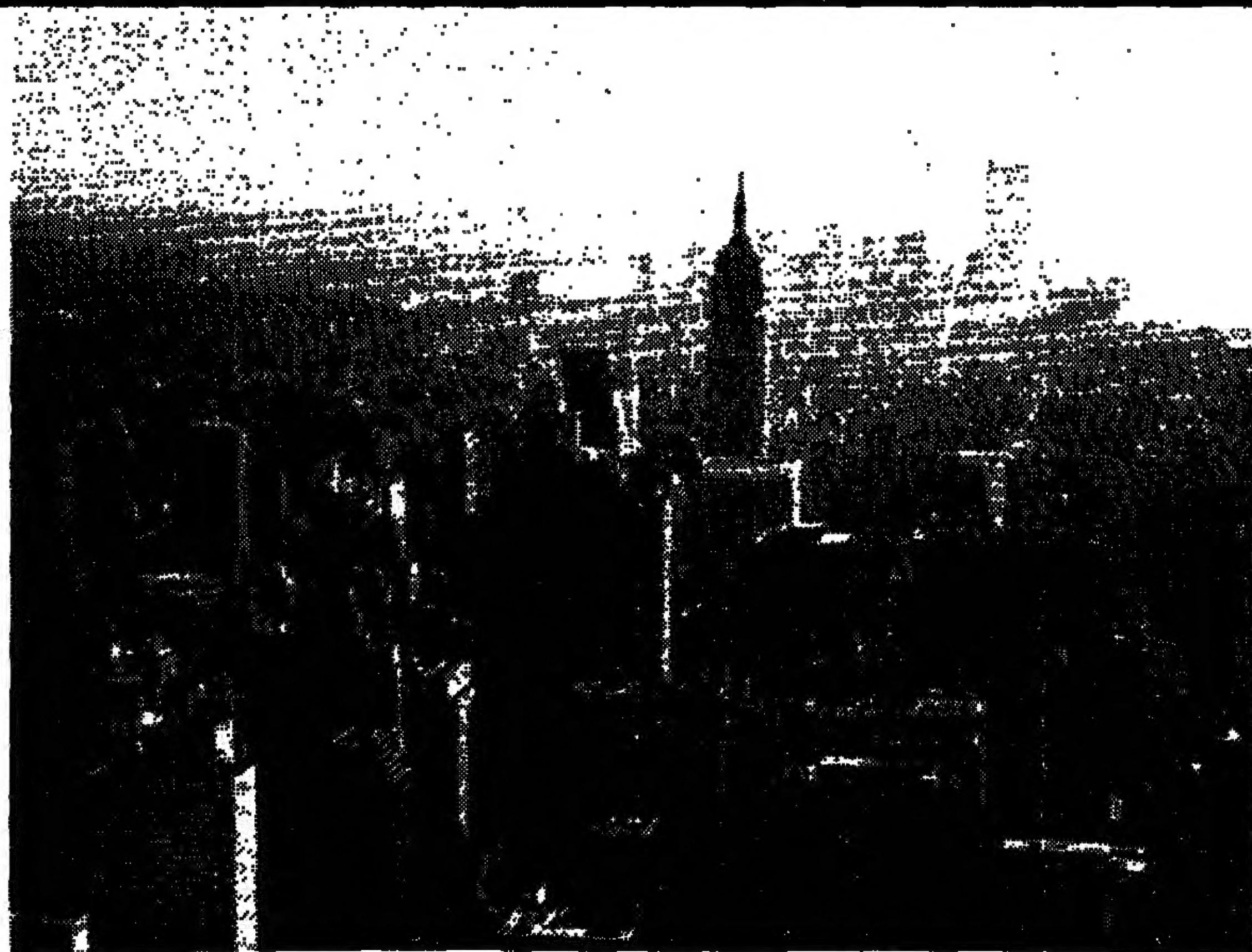


# Pan Am U.S. Super Price New York 2690 FF\*

## Ne laissez pas passer cette super chance

"Pan Am U.S. Super Price" est un véritable événement. Une nouvelle fois Pan Am vous propose d'excellentes occasions pour partir aux Etats-Unis. "Pan Am U.S. Super Price" est une offre spéciale qui s'étend jusqu'au 30 septembre 89, et qui vous permet de séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ces tarifs est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui. Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (7) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

PREX EN FF AU DÉPART DE PARIS VERS :	REVENIRS 24 MARS ET 25 30 AVRIL JUL 26 30 31	97 MARS JUL 9 AVRIL JUL 30 31	28 30
---	---	--	--



Prex aller/retour au départ de Paris en Classe Economique. Les billets doivent être réservés 7 jours avant le départ et payés dans les 48 heures suivant la réservation. Offre soumise à l'approbation gouvernementale. Supplément de prix les vendredis, samedis, dimanches, 100 % de pénalité en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (7) 42 66 45 45

N°1 sur l'Atlantique.

# PAN AM

PREX EN FF AU DÉPART DE PARIS VERS	RESTOURN 24 MARS 25 MARS 26 MARS 27 MARS 28 MARS 29 MARS 30 MARS 31 MARS 1er AVRIL 2er AVRIL 3er AVRIL 4er AVRIL 5er AVRIL 6er AVRIL 7er AVRIL 8er AVRIL 9er AVRIL 10er AVRIL 11er AVRIL 12er AVRIL 13er AVRIL 14er AVRIL 15er AVRIL 16er AVRIL 17er AVRIL 18er AVRIL 19er AVRIL 20er AVRIL 21er AVRIL 22er AVRIL 23er AVRIL 24er AVRIL 25er AVRIL 26er AVRIL 27er AVRIL 28er AVRIL 29er AVRIL 30er AVRIL 1er MAI 2er MAI 3er MAI 4er MAI 5er MAI 6er MAI 7er MAI 8er MAI 9er MAI 10er MAI 11er MAI 12er MAI 13er MAI 14er MAI 15er MAI 16er MAI 17er MAI 18er MAI 19er MAI 20er MAI 21er MAI 22er MAI 23er MAI 24er MAI 25er MAI 26er MAI 27er MAI 28er MAI 29er MAI 30er MAI 1er JUIN 2er JUIN 3er JUIN 4er JUIN 5er JUIN 6er JUIN 7er JUIN 8er JUIN 9er JUIN 10er JUIN 11er JUIN 12er JUIN 13er JUIN 14er JUIN 15er JUIN 16er JUIN 17er JUIN 18er JUIN 19er JUIN 20er JUIN 21er JUIN 22er JUIN 23er JUIN 24er JUIN 25er JUIN 26er JUIN 27er JUIN 28er JUIN 29er JUIN 30er JUIN 1er JUIL 2er JUIL 3er JUIL 4er JUIL 5er JUIL 6er JUIL 7er JUIL 8er JUIL 9er JUIL 10er JUIL 11er JUIL 12er JUIL 13er JUIL 14er JUIL 15er JUIL 16er JUIL 17er JUIL 18er JUIL 19er JUIL 20er JUIL 21er JUIL 22er JUIL 23er JUIL 24er JUIL 25er JUIL 26er JUIL 27er JUIL 28er JUIL 29er JUIL 30er JUIL 1er AOÛT 2er AOÛT 3er AOÛT 4er AOÛT 5er AOÛT 6er AOÛT 7er AOÛT 8er AOÛT 9er AOÛT 10er AOÛT 11er AOÛT 12er AOÛT 13er AOÛT 14er AOÛT 15er AOÛT 16er AOÛT 17er AOÛT 18er AOÛT 19er AOÛT 20er AOÛT 21er AOÛT 22er AOÛT 23er AOÛT 24er AOÛT 25er AOÛT 26er AOÛT 27er AOÛT 28er AOÛT 29er AOÛT 30er AOÛT 1er SEPT 2er SEPT 3er SEPT 4er SEPT 5er SEPT 6er SEPT 7er SEPT 8er SEPT 9er SEPT 10er SEPT 11er SEPT 12er SEPT 13er SEPT 14er SEPT 15er SEPT 16er SEPT 17er SEPT 18er SEPT 19er SEPT 20er SEPT 21er SEPT 22er SEPT 23er SEPT 24er SEPT 25er SEPT 26er SEPT 27er SEPT 28er SEPT 29er SEPT 30er SEPT 1er OCT 2er OCT 3er OCT 4er OCT 5er OCT 6er OCT 7er OCT 8er OCT 9er OCT 10er OCT 11er OCT 12er OCT 13er OCT 14er OCT 15er OCT 16er OCT 17er OCT 18er OCT 19er OCT 20er OCT 21er OCT 22er OCT 23er OCT 24er OCT 25er OCT 26er OCT 27er OCT 28er OCT 29er OCT 30er OCT 1er NOV 2er NOV 3er NOV 4er NOV 5er NOV 6er NOV 7er NOV 8er NOV 9er NOV 10er NOV 11er NOV 12er NOV 13er NOV 14er NOV 15er NOV 16er NOV 17er NOV 18er NOV 19er NOV 20er NOV 21er NOV 22er NOV 23er NOV 24er NOV 25er NOV 26er NOV 27er NOV 28er NOV 29er NOV 30er NOV 1er DEC 2er DEC 3er DEC 4er DEC 5er DEC 6er DEC 7er DEC 8er DEC 9er DEC 10er DEC 11er DEC 12er DEC 13er DEC 14er DEC 15er DEC 16er DEC 17er DEC 18er DEC 19er DEC 20er DEC 21er DEC 22er DEC 23er DEC 24er DEC 25er DEC 26er DEC 27er DEC 28er DEC 29er DEC 30er DEC 31er DEC	3420	3720	4320	4620
Raleigh/Durham	3420	3720	4320	4620	
Rochester	3420	3720	4320	4620	
Syracuse	3420	3720	4320	4620	
Nashville	3660	3960	4560	4860	
Chicago	3660	3960	4560	4860	
Indianapolis	3660	3960	4560	4860	
Honolulu	3660	3960	4560	4860	
Atlanta	3850	4150	4750	5050	
Jacksonville	3850	4150	4750	5050	
Miami	3850	4150	4750	5050	
Orlando	3850	4150	4750	5050	
Tampa	3850	4150	4750	5050	
Denver	3985	4285	4855	5155	
Kansas City	3985	4285	4855	5155	
Austin	3985	4285	4855	5155	
Dallas/Ft. Worth	3985	4285	4855	5155	
Houston	3985	4285	4855	5155	
Memphis/St. Paul	3985	4285	4855	5155	
New Orleans	3985	4285	4855	5155	
San Antonio	3985	4285	4855	5155	
Salt Lake City	3985	4285	4855	5155	
Los Angeles	4450	4750	5350	5650	
San Diego	4450	4750	5350	5650	
San Francisco	4450	4750	5350	5650	
Santa Ana	4450	4750	5350	5650	
Honolulu	5280	5580	6180	6480	

MANAGER ET OU COMMUNIQUER



## Politique

Après les élections municipales

## Une fédération nationale d'élus beurs va se mettre en place

Quelque cinq cents candidats d'origine maghrébine, parrainés par l'association France-Plus, auraient été élus les 12 et 19 mars dans des conseils municipaux. Agés de moins de quarante ans, ces beurs — selon l'expression consacrée — envisagent de se réunir en fédération nationale.

« Il ne s'agit nullement de créer un parti politique mais d'échanger des expériences », affirme Arezki Dahmani, président de France-Plus. Un parti de quelle couleur, au demeurant ? Ces élus se répartissent presque à égalité entre la gauche et la droite (avec une nette prédominance pour la gauche dans les grandes villes). France-Plus voit dans cette diversité la plus belle illustration de « l'intégration » dont elle a fait son maître-mot.

Arezki Dahmani a donc gagné son pari. Ce militant de trente-sept ans, d'origine kabyle, qui enseigne l'économie à l'université de Villeneuve, avait initié six cents candidats un peu partout en France, après d'intenses négociations. Cinq sur six auraient été élus, malgré le climat détestable engendré par l'affaire des Versets sataniques.

C'est surtout vrai des femmes : sur une cinquantaine de candidates, quarante-deux ont fait leur entrée dans des conseils municipaux, comme Farida Berhalil, étudiante de vingt-trois ans à Epinal, Linda Benyacoub, fonctionnaire de quarante ans à Marseille, ou Marjaba Cossou, chômeuse de vingt-neuf ans à Drancy.

Le président de France-Plus est catégorique : « Les Franco-Maghrébins ne sont plus un repoussoir. » A l'en croire, ces expatriés feraient même gagner des voix. Avoir un beur sur sa liste risque d'être, à l'avenir, non seulement du dernier chic, mais aussi de la plus grande utilité. France-Plus se vante, par exemple, d'avoir joué un rôle dans l'élection de Noël Mamère à Bagles (Gironde) et d'avoir contribué, au contraire, à faire battre le

maire communiste sortant de Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône), qui déplaçait, paraît-il, aux beurs locaux.

Les candidats franco-maghrébins ne faisaient pas de la figure sur les listes. Placés en bonne position, certains avaient en des postes d'adjoint au maire, comme Rabah Tounsi à Evry, ou Hocine Chabaga à Villeurbanne. Aucun d'eux ne sera en charge de l'immigration. Mais on fera appel à leurs compétences professionnelles. Ainsi, à Roubaix, Salem Kacot, cardiologue, nous adjoint à la santé ; à Epinal, Nadima Plantade, ethnologue, sera responsable de la culture, et, à Alès, Nouria Meziane, greffière, rendra des services à la justice.

## En piste pour l'Europe

Pour France-Plus, la prochaine étape est évidemment les élections européennes. « Aux municipales, souligne Arezki Dahmani, nous n'avions négocié qu'au niveau local, avec les têtes de liste. Là, il va falloir discuter avec les directions nationales de formations politiques. »

En un sens, ce sera moins facile car les partis ne disposeront que de quatre-vingt-cinq places sur chaque liste et auront beaucoup de candidats à caser. Mais, d'autre part, les municipales ont débarrassé le terrain.

« Il est démontré maintenant qu'on ne perd pas les élections avec un beur sur sa liste et que cela ne déclenche pas de fureurs politiques sur l'immigration. »

Des discussions vont s'engager avec le PS, le RPR et l'UDF. A défaut d'accord, France-Plus menacerait de constituer, avec d'autres groupes — asiatiques, par exemple — une liste indépendante. Mais ce serait à contre-cœur : ayant joué à fond la carte de l'intégration — une intégration qui « passe par l'exercice des droits civiques » — ce mouvement n'a pas vocation à faire cavalier seul.

ROBERT SOLÉ.

## Divergences sur le vote pied-noir

Les pieds-noirs ont-ils modifié leurs habitudes électorales ? « Oui, affirme le délégué du gouvernement chargé des rapatriés, M. Maurice Benassayag. D'une part, ils n'adhèrent plus aux consignes politiques car la nature de leurs associations a changé en devenant plus culturelle que revendicative. D'autre part, lorsqu'ils votent à droite, les rapatriés votent plutôt pour le Front national que pour le RPR. Récemment, tout aussi bien, maintenant, pour le Parti socialiste. »

Cette analyse vise, en fait, à faire pièce à l'influence dans l'électorat pied-noir du mouvement RECOURS, et M. Benassayag ne s'en cache pas. « Le RECOURS, qui tend à devenir le relais du RPR de M. Chirac, n'a pu empêcher l'échec de celui-ci à l'élection présidentielle, y compris dans les départements qui comptent une forte population de rapatriés, ajoute-t-il. Il en a été de même aux législatives et aux municipales, où ses listes d'ordre n'ont pas été suivies d'effets, par exemple à Avignon, où le RECOURS soutenait le maire RPR sortant à Aix-en-Provence, où il avait fait campagne pour le candidat du RPR, M. Bouvet, alors que plusieurs rapatriés ont été élus sur la liste du nouveau maire socialiste : de même qu'à Béziers, où le candidat socialiste a battu le maire RPR sortant. »

« Il faut aussi observer, indique M. Benassayag, que M. Benoufère, responsable du RECOURS, a été battu au Puy-de-Dôme, où il y a une forte communauté rapatriée, par un « divers droite ». M. Derouille, qui avait quatre rapatriés sur sa liste. »

Le délégué du gouvernement insiste, en revanche, sur certains scores réalisés par le Front national, notamment à Perpignan, avec l'appui des rapatriés, par M. Pierre Sergent, ancien chef de l'OAS (un métèque, et, a contrario, sur les succès remportés par les listes socialistes dans les communes à forte population pied-noire, par exemple dans l'Hérault (à Lunel et à Agde), dans les Bouches-du-Rhône (non seulement à Marseille et à Aix mais aussi à Salon-de-Provence) et même à Meyzieu, dans le Rhône, où Jean Popereau a été réélu dès le premier tour alors que la moitié du corps électoral appartient à la communauté rapatriée. »

M. Benassayag cherche ainsi à relativiser le poids politique du mouvement du RECOURS par rapport à l'organisation active ne saurait prétendre à la représentation majoritaire des pieds-noirs », notait M. Benassayag dans une déclaration publiée vendredi 24 mars par Libération.

La confédération du RECOURS n'a pas directement réagi, pour l'instant, à cette entreprise de déstabilisation. Elle s'est bornée à « enregistrer avec d'autant plus de satisfaction les résultats des municipales que plus des deux tiers des candidats qu'elle soutenait et auxquels elle avait décerné le label « Ami des rapatriés », en dehors de toute considération politique, ont été élus, de Georges Frêche (PS, Montpellier) à Jacques Médéric (RPR, Nice) en passant par Michel Mouillot (UDF, Cannes), Dominique Bousquet (UDF, Toulouse) et Jean Bousquet (UDF, Nîmes). »

« Le RECOURS », regrette de n'avoir pas réalisé une performance parfaite. « Mais force est de constater, souligne son porte-parole, M. Jacques Roseau, que le Front national développe une alternative de plus en plus diabolique en devenant l'allié objectif et incontournable de la majorité présidentielle. »

M. Roseau se réjouit surtout du grand chelem réalisé à Paris par M. Jacques Chirac, « qui fut, souligne-t-il, le premier ministre de la parole tenue envers les communautés pied-noire et harkis ». Le porte-parole du RECOURS avait personnellement mené campagne dans le vingtième arrondissement, où le cinquième de la population est d'origine rapatriée. Il avait ainsi contribué à la victoire de M. Didier Bariani sur le candidat socialiste, M. Michel Charzat, et à l'affaiblissement de M. Jean-Marie Le Pen, après avoir mis en œuvre, en faveur du RPR, des moyens aussi importants que ceux utilisés quelques jours auparavant à Montpellier... en faveur du PS !

A. R.

## La dame d'Izieu à l'Elysée

M. François Mitterrand a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, jeudi 23 mars au palais de l'Elysée, à M<sup>me</sup> Sabina Zlatin, qui, pendant la dernière guerre mondiale, s'est occupée d'enfants juifs sans parents. Le chef de l'Etat a décoré plusieurs autres personnalités, dont l'écrivain Pierre Paraf, quatre-vingt-seize ans, commandeur de la Légion d'honneur, et le journaliste argentin Bartolome Mitre, directeur de la Nation.

M<sup>me</sup> Sabina Zlatin passerait facilement inaperçue, même dans la salle des fêtes de l'Elysée. Elle est de petite taille. Elle a le teint pâle et les cheveux blancs, évidemment. Elle a quatre-vingt-deux ans. Pourtant, tous ceux qui se sont intéressés au procès de Klaus Barbie, au printemps 1987 à Lyon, ne risquent pas de l'oublier. M<sup>me</sup> Sabina Zlatin est cette dame d'Izieu, dans l'Ain, où, le 6 avril 1944, des soldats allemands en armes embarquèrent quarante-quatre enfants juifs de cinq à dix-sept ans vers Lyon, d'où ils furent transférés à Drancy puis à Auschwitz.

M<sup>me</sup> Zlatin, née à Varsovie en 1907, réfugiée en France, juive polonaise et pour cette raison une parmi tant d'autres « menacées, suspectes, poursuivies, persécutées », selon les mots de M. Mitterrand, avait créé la maison d'Izieu afin qu'échappent à la barbarie des enfants juifs sans parents.

Un seul des enfants qui se trouvaient à Izieu le 6 avril 1944 a échappé à la rafle. René Wucher avait alors huit ans. Ténacité au procès de Lyon, il avait raconté : « Les camions sont arrivés. Nous étions au premier étage. On nous a fait monter dans ces camions. Celui où j'étais est tombé en panne devant la pâtisserie du village. Des gens alors m'ont reconnu, ont crié qu'ils me connaissaient.

(Publicité)

## Qui a dit ?

« Respect de l'État de droit. »  
« Renouveau de la fonction publique. »  
« Priorité à la recherche. »

Nous ne doutons pas de sa sincérité, mais... il y a les faits.

Et les faits, au C.E.M.A.G.R.E.F. (1), font preuve d'une remarquable opiniâtreté, d'un insolent entêtement, à saper la crédibilité des plus louables déclarations d'intentions gouvernementales.

Jugez plutôt : les personnels scientifiques, techniques et administratifs de l'établissement attendent toujours que le gouvernement veuille bien finir d'appliquer au C.E.M.A.G.R.E.F. la réforme des organismes publics de recherche prévue par la loi... du 15 juillet 1982 (2) !

Pourtant, cette réforme, décidée conjointement par M. Rocard en tant que ministre de l'Agriculture et M. Curien, ministre de la recherche, en 1984, était destinée à améliorer l'efficacité du C.E.M.A.G.R.E.F. dans son rôle d'établissement public de recherche, d'appui technique et d'essai au service de l'agriculture et du développement rural : Insertion dans la communauté scientifique, programmation et évaluation des travaux, statut des personnels de la recherche, mobilité, etc...

Pourtant, l'immense majorité du personnel souhaitait — et souhaite toujours — l'aboutissement de cette réforme. Alors pourquoi s'arrêter en chemin ? La direction générale de l'établissement et les ministères de tutelle sont en train de casser la dynamique qui s'était créée. Difficile, en effet, pour le personnel, de répondre à l'invitation du premier ministre au dialogue social et au renouveau de la fonction publique si le gouvernement ne se soucie ni de respecter la loi, ni d'honorer ses engagements antérieurs, ni de mener à bien les réformes déjà entreprises avec le soutien actif des agents.

Pouvons-nous espérer de Monsieur le premier ministre qu'il joigne « l'agir vrai » au « parler vrai » ?

Les personnels du C.E.M.A.G.R.E.F. en lutte avec les syndicats C.F.D.T.-F.O.-F.G.A.F.  
Adresse : Intersyndicale du C.E.M.A.G.R.E.F. - c/o SYGMA-C.F.D.T., 3, quai Chauveau, 69336 Lyon cedex 09. Tél. : 78-83-49-48.

(1) C.E.M.A.G.R.E.F. : Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts ; Etablissement public à caractère scientifique et technologique (E.P.S.T.) sous tutelle recherche/agriculture, depuis le 27/12/1985.

(2) La « Loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France » du 15/7/82 a permis la création de huit E.P.S.T. : C.N.R.S., I.N.S.E.R.M., O.R.S.T.O.M., I.N.R.A., I.N.R.I.A., I.N.R.E.T.S., C.E.M.A.G.R.E.F., I.N.E.D. ; le C.E.M.A.G.R.E.F. est aujourd'hui le seul E.P.S.T. à ne pas disposer des statuts des personnels de la recherche prévus par la loi (loi du 15/7/82 et décret du 30/12/83).

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PITEUX qui, comme Ulysse, n'aurait pas fait un beau voyage, et s'en serait retourné, sans rime ni raison, dans son petit village, n'ayant vu ni le mont Palatin, ni le Tibre latin. (Profiteons-en, histoire de se venger sur le premier qui passe, pour dire ici du mal de Du Bellay, qui aurait pu s'économiser une lourde cheville en forme de pléonasme : où voit-on que le Tibre puisse être autre chose que latin ?)

N'ajoutons pas, il paraît que ce voyage raté, c'est la faute à Personne, du nom que se donnait Ulysse pour tromper un borgne. Mais exprimons, personnellement, l'impression de stupéfaction que subit tout voyageur qui ne voyage pas, parce qu'il s'est cassé les dents sur une correspondance. D'ailleurs, ce contretemps cadre trop bien avec le reste pour s'étonner qu'il se soit produit.

Il est vrai qu'il faut être le dernier des benêts pour se faire piéger par Francfort (sur le Main). Dans cet aéroport, il n'est constamment question que de départs différés et d'arrivées tardives des appareils. Il faut vraiment être nul pour ne pas le savoir. Le premier qui vient se plaindre des compagnies françaises est bon pour la strangulation.

Plutôt que le pays de légendes dont il était imprudemment question la semaine dernière, ce fut le retour au port-au-feu municipal, qui, décidément, colle aux doigts.

DANS les villes (définition ?), on se bat pour être maire. La démonstration n'est pas à faire. En campagne, celle-ci ne se distinguant probablement pas des autres, c'est l'inverse. C'est à qui n'ira pas. L'adjoint de gendarmerie énumère les localités où tous les possibles ont envie de se faire porter pâles. Nombre de sortants ne se représenteraient pas, invoquant leur âge, mais aussi la lassitude. Les successeurs ne se bousculent pas. L'adjoint — souhailons qu'il se trompe — préconise le temps où les maires, tant il leur faut maintenant de compétences, seront des fonctionnaires. Revenir au temps où ils étaient nommés, ce n'est pas si vieux, merci.

Les « trente-neuf heures », pour un maire rural, cela n'existe pas. Et il faut beaucoup d'habitants pour n'être plus « rural » et que l'administré consente à avoir un autre interlocuteur que le maire. M. Henri Nallet, à Tonnerre, l'a déjà compris.

Un « vrai » maire rural, dont l'Yonne républicaine (qui a présenté les résultats d'une manière particulièrement incomplète) (1), se fait l'écho, explique : « Dans les petites communes, le maire est un peu le farin du village. Et puis les gens ne souffrent plus rien, ils deviennent de plus en plus amérindians. »

C'est ainsi que, dans l'une de ces communes, il n'y a jamais de bulletins de vote. Cette fois-ci, sur 126 inscrits, il est sorti 68 noms au premier tour ! En 1959, raconte un habitant, il a fallu sobriété-six

tours pour élire le maire. Il est repassé avec trois voix, le pauvre. »

Mais ceux qui ne veulent pas s'y coller répugnent à ce qu'un autre, fût-ce pour être un simple conseiller municipal, occupe la place. Des noms d'oiseaux accompagnent parfois le bulletin rayé pour l'annuler. A l'aune du village, le consensus...

A U chef-lieu du canton, cela s'est passé plus simplement. L'équipe municipale a été reconduite à peu près à l'identique. De sorte que le maire, point encore réélu mais assuré de l'être, a pu, mardi, enraciner, sur la place du marché, cet arbre de la Liberté (ici, un tilleul argenté) dont, très théâtralement, un exemplaire devait être planté le même jour dans chacune des trente-six mille et quelques communes de France.

## Ulysse

Chacun y est allé de sa pellette : le maire, évidemment, le conseiller général, le receveur des postes, et même le curé, dont l'église, restaurée à grands frais, a reçu un coq neuf et une Pietà, paraît-il du XVI<sup>e</sup> siècle, remise à neuf. Le précédent coq datait du 16 novembre 1822. Il était rongé de rouille, mais aussi criblé de balles.

Les guerres ? Non. L'adjoint de gendarmerie sait, lui, que des rigoles ne tarderont pas à s'exercer au fusil sur cette cible neuve d'un genre particulier. L'habitude est ancienne.

Le sous-préfet honoraire la manifestation de sa présence. Avec ses pantalons trop courts, on pouvait admirer ses chaussettes vert foncé du meilleur effet. Les enfants des écoles, cocarde tricolore dans les cheveux, ont successivement chanté : une fader prénominale, pour les petits ; une Carmagnole pas trop fausse, pour les moyens ; et la Marseillaise, pour tout le monde. Le sous-préfet était au garde-à-vous, serrant les poings ; non pas d'émotion, mais parce que, comme tout un chacun, il pelait de froid.

Enfin, on a inauguré le nouvel ensemble immobilier postes-HLM-école dédié à Robert Desnos, « poète français, mort en déportation ». Le chef-lieu étant jumelé avec une localité allemande, dont un représentant s'était déplacé pour la circonstance, un mauvais esprit pouvait trouver cela bizarre. Mais le jumelage allemand n'a pas piqué. Après tout, Louis XIV dans le Palatinat et Napoléon en

Bavière n'ont, toutes proportions gardées, pas non plus été des anges.

A U marché, il y a une nouvelle marchande, la dame de la ferme du Colombier ; grande femme dont le visage trahit le travail incessant. Muette, immobile, elle propose des œufs et des pains d'épices, et puis elle parle.

Avec trois enfants en bas âge, dit-elle, c'est difficile de venir au marché. Elle doute de pouvoir continuer. Et puis, il y a la future autoroute (relancée durant cette cohabitation qui paraît effacée de l'histoire mais qui va se graver dans la terre d'ici) qui va leur prendre 10 hectares et couper en deux leur ferme, où ils sont quasiment les derniers à pratiquer l'élevage et à tenir une basse-cour dont ils essaient de vendre les produits. Devons-nous rester, se demande-t-elle, avec cette exploitation amputée, coupée en deux ? C'est plus que l'ordinaire plainte paysanne, mais le cri du laboureur sans écho.

SPECIAL-COPAINS. Comme le fut Yma Sumas, la chanteuse péruvienne des années 50, si injustement oubliée, Thierry Roth-Platen est un prodige vocal, dégringolant des sommets de la haute-contre aux abords de la basse ; faisant le grand écart sur quatre ou cinq octaves, quand le commun des mortels ne doit pas dépasser l'octave et demie. (Ce sont là des approximations d'amateur qui a eu peine à trouver réponse à ses questions sur ce point.)

Pour autant que la comparaison des timbres soit possible de mémoire, la voix de Thierry Roth-Platen l'emporte en richesse sur celle de son prédécesseur dans le genre, Klaus Nomi, disparu voilà quelques années et dont le renommée tenait surtout à ses aigus.

Thierry Roth-Platen sort aujourd'hui son premier disque, un modeste 45-tours, alors qu'il s'était jusqu'alors fait connaître par de trop rares récitals pour happy few.

Sur ce disque, sorti aux Editions Celukoid, 50 rue Stendhal, Paris-20<sup>e</sup>, figurent deux airs (plutôt que deux « chansons ») : « Glasnost et Zumbé ». Ce dernier morceau, que chante Lucienne Dhalje dans les années 40, donne à notre... pourquoi n'y a-t-il pas de mesquin à cantatrice ?) chanteur (faute de mieux) l'occasion de faire montre d'une époustouflante virtuosité ; d'autant plus remarquable que la voix est belle « au naturel ».

Thierry Roth-Platen, c'est un vrai talent. S'il n'y a pas de malice, il ferait une idée, comme ça) un fantastique meneur de revue. Car il y a aussi de l'acteur dans cette voix-là.

(1) Je n'ai jamais fourni l'équation politique des listes en présence, y compris dans des villes comme Avallon, Migennes ou Saint-Florentin, c'est pousser un peu loin l'objectivité... journalistique.



Pour lutter contre l'échec scolaire

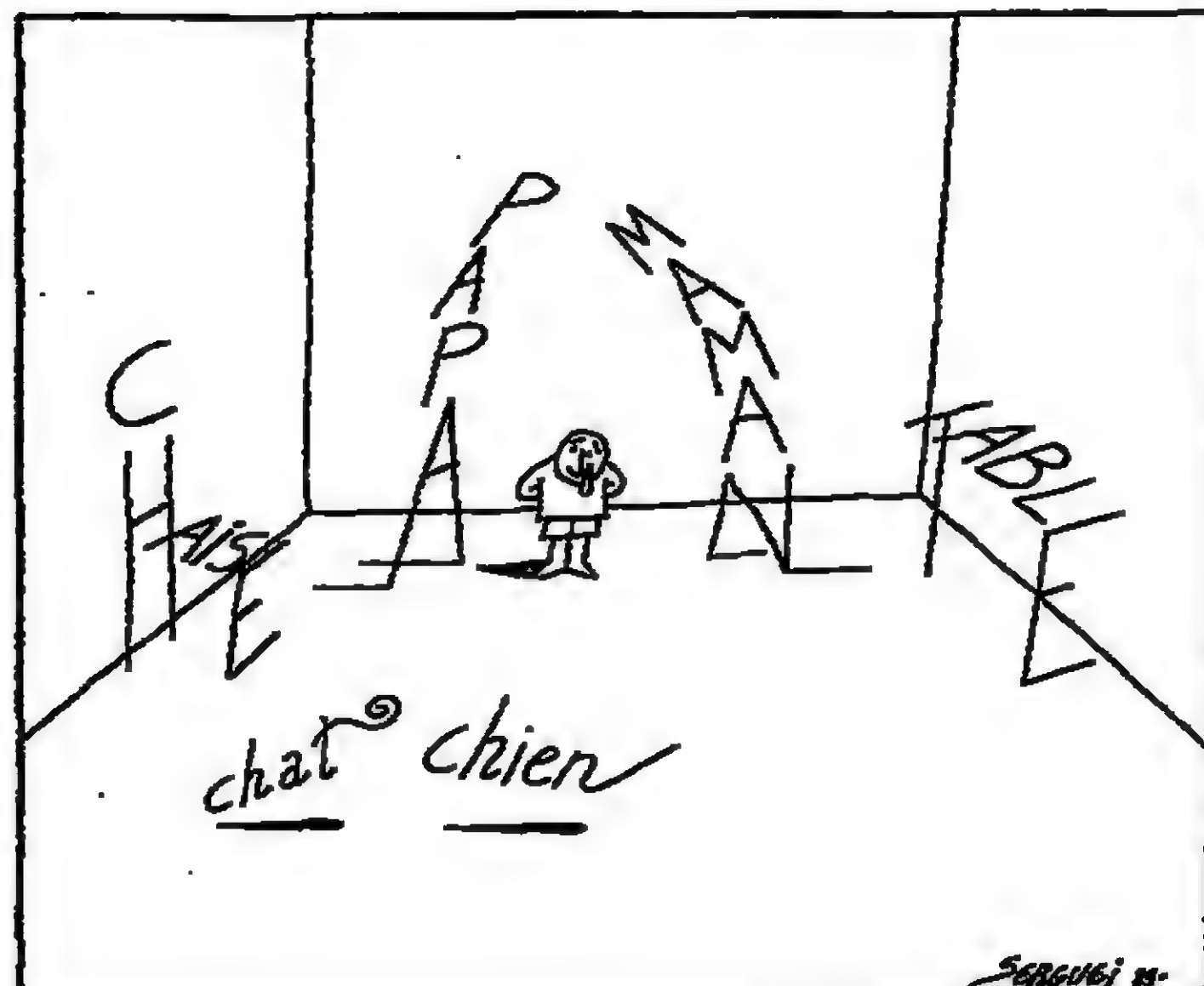
Le rapport Migeon propose un apprentissage continu de la lecture, de la maternelle au collège

M. Lionel Jospin a précisé, jeudi 23 mars à Arras, les suites qu'il comptait donner au rapport du recteur Michel Migeon sur l'apprentissage de la lecture, rendu public le même jour. Il a notamment indiqué que, dès la rentrée prochaine, il sera procédé à une évaluation des acquis des élèves de CE 2 et de sixième, en français et en mathématiques, afin que des actions de soutien et d'approfondissement puissent être menées, si nécessaire. Des modules de

formation continue seront mis au point pour les enseignants qui sont confrontés à des difficultés particulières d'apprentissage de la lecture. Des « missions lectures » permettront à des maîtres qualifiés d'apporter une aide à leurs collègues. Des missions mixtes d'inspection seront mises en place pour les écoles maternelles et élémentaires. Le rapport Migeon sera largement diffusé, pour que toutes les personnes concernées

puissent y apporter leur contribution, en vue d'un colloque national à la fin de l'année. M. Jospin a insisté sur la notion de décloisonnement, à la fois entre les classes, entre les disciplines, et entre l'école et son environnement, notamment avec les associations périscolaires qui prennent en charge les enfants les plus défavorisés. Il a également estimé que la scolarité dès l'âge de deux ans devait être généralisée dans les zones d'éducation prioritaires.

Un sur cinq...



« Lire, c'est comprendre », précisent les programmes et instructions pour l'école élémentaire. Or, plus d'un élève sur deux arrive au collège avec une maîtrise insuffisante de la lecture, et au moins 20 % ne savent absolument pas lire.

C'est sur ce constat navrant, établi en 1987 par la direction de l'évaluation et de la prospective, que s'appuie le rapport de M. Michel Migeon, ancien recteur, professeur à l'université Lille-I. Encore faut-il distinguer entre les enfants qui ne font que du « déchiffrement » et les « vrais lecteurs », c'est-à-dire ceux dont la vitesse de lecture est supérieure au débit de parole, soit environ 9 000 mots à l'heure. Ces derniers ne sont que 9 % à l'entrée en sixième et moins de 20 % en troisième. De telles statistiques autorisent M. Migeon à estimer que « le pronostic global de réussite est, à l'entrée au collège, de moins d'un élève sur deux ».

L'échec scolaire est précoce et le savoir-lire la condition grandement. C'est pourquoi les propositions que fait M. Migeon au ministre de l'Éducation nationale « pour modifier les pratiques » concernent à la fois la maternelle, le primaire et le cycle d'observation des collèges. Il rappelle, en effet, que la lecture n'est pas un savoir qui s'acquiert une fois pour toutes, et que « le moment fondamental de son acquisition s'étale de deux à douze ans ».

Les instructions officielles, qui, depuis 1972, recommandent l'alignement du temps d'apprentissage sur deux ans (CP et CE1), n'ont jamais été suivies d'effets. Pour les parents et de nombreux enseignants : « C'est au cours préparatoire qu'on apprend à lire ». Et gare au redoublement pour ceux qui l'ont ! Or, précise M. Migeon, « toutes les études montrent que le redoublement au CP équivaut à une véritable condamnation ».

À la place de ce copieret, Michel Migeon préconise un apprentissage continu en trois cycles de trois ans :

la petite enfance (deux à cinq ans), les apprentissages premiers (cinq à huit ans) et les approfondissements (huit à onze ans). Pour chaque cycle, les programmes actuels seraient traduits en objectifs prioritaires et complémentaires.

Une telle hiérarchisation éviterait d'abandonner en route les élèves les moins rapides, à condition qu'il y ait une continuité des contenus et des méthodes pédagogiques. Dans ce but, des liens doivent exister entre les maîtres de la grande section de maternelle, du CP et du CE1. L'idéal serait que le même enseignant suive les enfants au CP et au CE1. « Plus important encore est de peser sur la constitution d'équipes pédagogiques d'instituteurs expérimentés, pour mener à bien l'acquisition du premier niveau de lecture-écriture », écrit M. Migeon, regretant que ces classes soient trop souvent confiées à des débutants.

Il souhaite que les académies organisent chaque année l'évalua-

tion des acquis de tous les élèves à leur entrée en CE 2 ainsi qu'en sixième, et que les parents et les enseignants concernés soient destinataires des résultats. En corollaire « des actions de soutien ou de reprise d'apprentissage seront organisées en début des classes de CE 2 et de sixième ». L'homme-clé de cette rénovation sera l'inspecteur départemental. C'est lui qui aura en charge « la mise en œuvre d'une pédagogie de la réussite pour tous les enfants de toutes les écoles maternelles et élémentaires de sa circonscription ».

Des « animateurs-conseillers »

La mise en œuvre de cette réforme demande une embauche de la formation continue des maîtres, jugée dans son état actuel « insuffisante », car « effectuée trop loin du terrain, sur une base individuelle et coupée de l'exercice péd-

agogique ». Le recteur Migeon propose une formation en équipe, proche des lieux de travail pour la mise en pratique immédiate, avec l'aide d'« animateurs-conseillers », des connaissances acquises. Cette réflexion amène à constater le manque de formateurs : M. Migeon réclame « à titre exceptionnel, un module de formation à l'apprentissage de la lecture-écriture, défini et diffusé au plan national », pour qu'une « première vague de formateurs » soit mise à la disposition des équipes de terrain « dans les meilleurs délais ».

Ce serait aussi l'occasion de mettre en relation deux mondes qui s'ignorent : les praticiens et les chercheurs. Il propose « que la recherche universitaire en sciences de l'éducation soit structurée, développée et soutenue au plan des moyens » et « que les compétences de l'INRP soient reconnues et utilisées ». Outre l'organisation de « pôles académiques de recherche et d'innovation pédagogiques », le rapport demande pour les écoles normales une organisation de type « institut universitaire » permettant de « professionnaliser » la formation initiale des instituteurs.

L'environnement immédiat de l'enfant étant tout aussi important pour ses progrès en lecture que l'école elle-même, M. Migeon suggère « des actions d'accompagnement au bénéfice des parents défavorisés » et des expériences pédagogiques au niveau des CE2, CM1 et CM2 pour apprendre aux enfants à regarder la télévision autrement. Enfin, « puisque c'est dans les livres que l'on apprend à lire », il invite M. Jospin à lancer une grande opération consistant à doter chaque classe, prioritairement celle de grande section de maternelle, CP et CE1, d'une centaine de livres de jeunesse.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'instruction de l'affaire de la SORMAE

Encore des inculpations

Les inculpations des hommes politiques — élus municipaux ou régionaux mis en cause par certains dirigeants de la SORMAE, selon lesquels de l'argent leur aurait été versé afin d'obtenir d'eux en retour des attributions de marchés de construction, — se poursuivent au Palais de justice de Paris.

Dans la journée de jeudi 23 mars, M. Pierre Culié, président de la section de la chambre d'accusation de Paris chargée du dossier, a notifié à M. Jean-Louis Geiger, membre (UDF) du conseil de la région Provence-Côte d'Azur, une inculpation de corruption et de complicité d'abus de biens sociaux. Le magistrat a aussi inculpé MM. Jean-Pierre Roux, ancien maire RPR d'Avignon puisque battu le 19 mars, et Jean-Victor Cordonnier (PS) ancien premier adjoint à la mairie de Marseille, de corruption et recel d'abus de biens sociaux.

Ces personnalités régionales, comme celles inculpées la veille (le Monde du 24 mars) figuraient sur la liste de celles dont le parquet général de la cour d'appel de Paris avait requis l'inculpation dès le 15 février, à l'exception de M. Geiger, à propos duquel M. Jean-Claude Gaudin, président UDF du conseil de la région Provence-Côte d'Azur, a déclaré qu'il lui gardait « toute sa confiance ». « Je connais cet élu comme un honnête homme », a-t-il ajouté, j'apprécie son travail et sa rectitude. Je ne peux pas croire qu'il soit impliqué dans cette affaire ».

En dehors de ces inculpations de « politiques » qui devraient encore être complétées, M. Culié a notifié des inculpations de corruption et complicité d'abus de biens sociaux à deux responsables d'une société nicoise la Côte d'Azur Aménagement, réalisation développement (CAARD), MM. Pierre Michaux et Patrice Prud'homme.

Une autre affaire est venue se greffer sur celle proprement dite de la SORMAE. Elle concerne le chef de la section financière du SRP de Marseille, M. Yves Levasseur. À la suite de déclarations faites par certaines personnes entendues, il est apparu au procureur de la République de Marseille que ce policier était susceptible d'être inculpé de corruption : une société de travaux publics parisiens lui aurait proposé une remise d'argent pour ne pas apparaître dans le dossier.

En sa qualité d'officier de police judiciaire, M. Levasseur ne pouvait faire l'objet d'une information judiciaire au tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions.

Il appartenait à la chambre criminelle de la Cour de cassation, en application de l'article 687 du code de procédure pénale, de désigner une juridiction pour instruire le dossier visant ce fonctionnaire. C'est ce qu'elle a fait mercredi 22 mars, en choisissant le tribunal de Paris dont le président a confié le dossier à l'un des juges d'instruction de cette juridiction, M<sup>me</sup> Annie Grenier.

Amnistie et délits électoraux

Le pourvoi de la famille Brocard est rejeté

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 23 mars, le pourvoi formé par les parents de Philippe Brocard, ce sympathisant socialiste mortellement blessé de neuf coups de poignard, le 7 mars 1986, au cours d'une rixe avec des colporteurs d'affiches du Front national. Les parents du jeune homme demandaient que soit cassé un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles qui, en décembre 1988, avait jugé que la loi d'amnistie votée l'été précédent, devait s'appliquer et effacer — car ils sont en relation avec les élections, — tous les délits connexes au crime, comme la non-assistance à personne en danger, la détention d'armes et la dissimulation de traces. Ainsi, à l'exception de l'auteur principal, qui devrait être jugé par une cour d'assises, les trois autres membres du commando, qui ont été remis en liberté quelques mois après les faits,

échappent à toute sanction pénale (le Monde du 23 mars).

La chambre criminelle de la Cour de cassation, si elle a déclaré le pourvoi recevable, l'a rejeté sur le fond. En faisant valoir qu'elle n'a pas à interpréter la loi d'amnistie et qu'il n'existe aucun principe de droit pour justifier qu'un délit connexe à un crime, et commis à l'occasion d'élections, perde cette spécificité qui lui confère l'amnistie.

AG. L.

Rejugés à Paris après cassation

Deux membres du GAL sont condamnés à des peines de réclusion

Au terme d'une audience de deux jours, la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, a condamné, jeudi 23 mars, deux hommes recrutés par le Groupement antiterroriste de libération (GAL), qui avaient assassiné quatre réfugiés basques espagnols dans un bar de Bayonne, le 25 septembre 1985.

Lucien Martet, quarante-cinq ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité et, par décision spéciale de la Cour, la sanction est assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans, pendant laquelle le condamné ne peut bénéficier de dispositions concernant la suspension ou le fractionnement de la peine, le placement à l'extérieur, les permissions de sortir, la semi-liberté et la libération conditionnelle. Son complice, Pierre Frugoli, vingt-six ans, a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

Lors d'un premier procès, qui s'était déroulé devant la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques le 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre 1987, les deux hommes avaient été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, décision annulée par la Cour de cassation, qui avait désigné la cour d'assises de Paris pour statuer à nouveau.

● Xavier Curtet inculpé pour une quinzaine d'incendies à Belfort. — Auteur présumé de l'incendie d'un meublé, le 8 mars, au centre de Belfort (quinze morts, dix blessés), Xavier Curtet, vingt-trois ans, a été de nouveau inculpé, jeudi 23 mars, pour une quinzaine d'autres incendies volontaires qui ont eu lieu, sans faire de victimes, également à Belfort, au début de l'année dans deux quartiers populaires de la ville. Après son inculpation, le 11 mars, pour l'incendie meurtrier du meublé, Xavier Curtet avait été écroué dans une maison d'arrêt éloignée de Belfort. C'est pour cette raison, que les nouvelles inculpations lui ont été notifiées à Dijon.

Une décision de la cour de Paris

Les avocats peuvent faire connaître leur « activités dominantes »

La cour d'appel de Paris, statuant en assemblée composée des trois premières chambres, sous la présidence de M<sup>me</sup> Myriam Ezratty, a rejeté, mercredi 22 mars, un recours formé par deux membres du barreau d'Evry, qui s'opposent à ce que les « activités dominantes » des cabinets d'avocats figurent dans l'annuaire des barreaux d'Ile-de-France.

M<sup>me</sup> Martine Kainic et Roger Hudon estimaient que cette mention constituait une infraction aux textes réglementant la publicité de la profession mais, surtout, ils invoquaient une atteinte à l'égalité entre les avocats et reprochaient à cette mention d'introduire, dans l'esprit du public, une confusion entre les spécialistes authentiques et ceux qui, sur simple déclaration, s'inscrivent sur les listes d'« activités dominantes » sans aucun contrôle.

Le 29 février 1988, le Conseil de l'ordre du barreau d'Evry avait rejeté la réclamation présentée par les deux avocats. La cour d'appel de Paris se trouvait donc invitée à trancher. Mais la haute juridiction a d'abord recueilli l'avis d'« amis de la cour » (amicus curiae) et de personnalités choisies par les parties. Ainsi, le bâtonnier de l'Ordre des avocats à la cour d'appel de Paris, M<sup>re</sup> Philippe Lafarge, et le bâtonnier Roger Malinconi, président en exercice de la conférence des bâtonniers, se sont montrés favorables à la publication des « activités dominantes », telles qu'elles figurent d'ailleurs depuis 1984 dans l'annuaire des avocats à la cour de Paris. Ainsi, chaque membre de ce barreau peut demander à apparaître, sous sa propre responsabilité, dans cinq rubriques maximum,

parmi quarante-quatre activités : droit maritime, droit administratif, droit du travail, droit étranger, droit fiscal, de la construction, etc. M. André Damien, conseiller d'Etat, ancien bâtonnier du barreau de Versailles, avait, pour sa part, souligné que les barreaux reconnaissent à cette inscription tant qu'un système de contrôle des compétences n'aurait pas été institué. C'était aussi l'avis de M<sup>me</sup> Sylviane Mercier, présidente du Syndicat des avocats de France (SAF), qui a en outre jugé que la précision d'une activité dominante constituait « une publicité dépréciative » à l'égard des jeunes et de ceux qui exercent leur profession à titre individuel. Certains intervenants, comme le bâtonnier Malinconi, ont souhaité faire une distinction entre « l'activité dominante » et « la spécialité », qui ne fait l'objet actuellement d'aucun diplôme approprié. Aussi M<sup>re</sup> Mercier s'est-elle prononcée en faveur d'une réforme législative instituant des spécialités.

Information du public

Le ministère public, représenté par l'avocat général Gérard Lupi, tout en considérant que cette initiative répondait au besoin d'information du public, a estimé que les modalités d'inscription des activités dominantes retenues par le barreau d'Evry « ne comportaient aucune garantie de nature à assurer les justiciables de la réalité de l'exercice des activités dominantes mentionnées ».

La cour n'a pas retenu cette dernière argumentation. Elle déclare

dans son arrêt : « En l'état actuel des textes, il n'est pas dans le pouvoir des Ordres de subordonner l'exercice d'une activité spécialisée ou dominante à l'exigence de conditions spécifiques qu'il appartenait au seul législateur d'établir (...). Si cette situation de droit exclusif actuellement toute possibilité d'établissement de listes de spécialités, qui impliqueraient une reconnaissance des compétences, il n'en va pas de même en ce qui concerne l'exercice d'une activité dominante qui porte sur une situation de fait. Il appartient au Conseil de l'ordre (...) de veiller à l'observation des devoirs des avocats et d'exercer la surveillance que l'honneur et l'intérêt de ses membres rendent nécessaires ».

La cour observe en outre que l'inégalité de traitement entre les avocats, invoquée par les requérants, n'est pas fondée « dès lors que chacun d'eux demeure libre de décider de ses conditions et modes d'exercice, ainsi que de s'inscrire, ou au contraire de s'abstenir de figurer, dans la partie de l'annuaire consacrée à la mention des activités dominantes ».

Enfin, la cour précise : « Constitue une pure assertion l'argument selon lequel la publication d'un tel annuaire aurait pour effet de déprécier, auprès des justiciables, ceux des avocats qui entendraient exercer la profession en sa plénitude, en tant que généralistes. En effet, au sein des barreaux, qui ont déjà admis les activités dominantes, il n'apparaît aucun lien démontré entre la notoriété ou le niveau des revenus professionnels et l'étendue du champ d'activités revendiqué ».

MAURICE PEYROT.

Elections de présidents d'université

M. Michel Meslin à Paris-IV

M. Michel Meslin, professeur d'histoire comparée des religions et d'anthropologie religieuse, a été élu président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), par 69 voix sur 105 votants. Il succède à M. Jacques Bonaparte, qui avait démissionné de ses fonctions, l'administration provisoire de l'université ayant été confiée, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1988, à M. Charles-Pierre Guillebeau.

[Né le 29 septembre 1926 à Paris, M. Michel Meslin a effectué ses études à la faculté des lettres de Paris. Il est agrégé d'histoire et docteur ès lettres. Il a été professeur au lycée d'Amiens (1954-55), attaché de recherche au CNRS (1955-59), professeur à la faculté des lettres de Rennes (1965-69), à l'université de Nanterre (1969-70), puis à Paris-Sorbonne (depuis 1970). Il était premier vice-président de l'université de Paris-Sorbonne depuis 1982.]

M. Georges Cremer à Paris-V

M. Georges Cremer, professeur de médecine, a été élu président de l'université René-Descartes (Paris-V) au premier tour, par 82 voix sur 139, en remplacement du professeur Louis Auquier.

[Né le 15 avril 1927 à Paris, M. Cremer est doyen de l'UFVR Cochin-Port-Royal, chef de clinique en 1961, il est nommé professeur agrégé de médecine interne en 1971, et titulaire de la chaire de Cochin en 1983. Depuis 1986, il coordonne le département de médecine interne de Cochin avec le professeur Christophoros.]

M. Bernard Miège à Grenoble-III

M. Bernard Miège, professeur de sciences de la communication, a été élu, le 20 mars, président de l'université Stendhal (Grenoble-III), au deuxième tour, par 56 voix, 38 bulletins blancs et un nul. Un autre candidat, M. Serge Lancel, avait obtenu au premier tour 45 voix, contre 48 à M. Miège. Un premier vote sans résultat avait eu lieu le 13 mars. M. Miège succède à M. Hippolyte Rakotofringa, qui avait démissionné.

[Né le 5 novembre 1941, à Annecy (Haute-Savoie), M. Miège est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur d'Etat en sciences économiques et en lettres et sciences humaines. Il a été, de 1968 à 1973, adjoint au directeur du service de la recherche du ministère de la culture. Entré en 1973 comme assistant à l'université Stendhal et nommé professeur en 1980, il a enseigné à l'université de Rennes-II de 1980 à 1983, avant de revenir à Grenoble. Il est président de la Société française des sciences de l'information et de la communication, et l'auteur de plusieurs ouvrages sur les industries culturelles et les structures de la communication audiovisuelle.]

**PICARD**

**Parade**

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés au 42-33-44-25

MANAGER ET OU MUNIQUER



## Société

## Succès de la journée nationale d'action de la SNAPC

## Les policiers en civil contre le « mandarinat »

Grand et massif, cheveu et barbu, lunettes à fine monture : pour les amateurs de préjugés, M. Alain Brillet n'a pas l'apparence du « flo » de police judiciaire qu'il est, depuis plus de vingt ans, à Nantes (Loire-Atlantique), mais plutôt celle d'un écologiste endurci, voire d'un subvotant-instant adonné.

Du 68 libérateur, il a le franc parler, loin des convenances hiérarchiques et de la langue de bois : « J'ai toujours été syndiqué. Parce que je suis un éternel révolté, je ne supporte pas les atteintes au droit, je n'admets pas le mandarinat et son cortège de passe-droits et de privilèges régaliens. Mes capacités d'indignation et de révolte sont intactes face à la bêtise ou à l'incurie ».

Cette mobilisation, à laquelle son élection récente au secrétariat général du SNAPC ne fut pas étrangère, avait aussi le goût du spectaculaire et de l'innovation héritée de 1968 : écharpes tricolores distribuées aux passants, brassards « policiers en civil en colère », défilés de rue, banderoles déployées à la base des tours de Notre-Dame par les « alpinistes de la BRI », les « durs » de la brigade de recherche et d'intervention du Quai des Orfèvres, autrement dénommée brigade anti-terrorisme, cortège de véhicules en province, baptisés « opération escargot », etc.

Organisée par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire parmi les inspecteurs et enquêteurs, la journée nationale d'action du jeudi 23 mars (le Monde du 24 mars) a été un succès. Sur tout le territoire et y compris dans les DOM-TOM, quelque 6 000 policiers ont participé à des assemblées générales, à des défilés accompagnant des délégations dans les préfectures ou à des cortèges de véhicules. A Paris, 800 policiers en civil se sont rassemblés sur le parvis de Notre-Dame, face à la préfecture de police ; à Marseille, ils étaient 300, à Lyon près de 400, à Lille 200. Seuls incidents : quelques paroles vives, échangées avec le préfet de police des Bouches-du-Rhône ainsi qu'avec le préfet de Meuse (Lozère).

Des années 80 ces manifestations avaient cependant conservé la sagesse et la réserve, un côté responsable esquissant ces débordements quelque peu postmodernes que n'avait pas eus, dans le passé, le corps des policiers en civil. « Nous sommes des policiers, donc des légalistes », explique M. Brillet. Nous ne ferons donc jamais d'actions illégales. Ce jeudi, nous nous sommes interdits — mais appliqué le décret de 1982 sur les droits syndicaux dans la fonction publique qui autorise trois heures groupées d'information syndicale par trimestre ».

Cette sagesse est toutefois trompeuse : le SNAPC a su « tenir » ses troupes mais la colère des manifestants affleurait sans cesse, nourrie par une profonde lassitude due à leurs conditions de travail. « En cette année du

teurs et les enquêteurs ressentent un malaise qui les dépasse.

« La démotivation est insidieuse, commente M. Naigson. Les manifestants d'aujourd'hui ont en général au minimum sept à huit ans d'ancienneté. Les jeunes ne sont pas venus. Ils se disent : à quoi bon ? A quoi bon faire du zèle quand on ne peut prendre ses rétroviseurs, quand l'indemnité par heure supplémentaire n'est que de 4,40 francs, quand les frais de police ne dépassent pas 155 francs, quand l'avancement est bloqué puisque le rapport promotionnel-promu est tombé, en dix ans, de 90 % à 9 % ? ».

Une insatisfaction certes corporatiste mais significative d'un climat d'ensemble. Et qui se focalise notamment sur l'actuel directeur général de la police nationale, M. Ivan Barbot, soupçonné par le SNAPC de se pétocher plus de ses nouvelles fonctions internationales à la tête d'interpol que de la police française au quotidien.

E. P.

## Cote d'alerte

M. JOXE est un ministre heureux, mais le temps lui est désormais compté. Si les policiers en civil manifestent, c'est, assurent-ils, afin de l'aider, de l'inviter à accélérer le mouvement, de soutenir ses ambitions réformatrices. Un avertissement sans frais, qui sous-entend, néanmoins, qu'un retard a été pris.

Le SNAPC n'est pas seul à le penser et à le dire : par-delà de traditionnelles rivalités syndicales, il tient, aujourd'hui, le même discours que la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire parmi les policiers en tenue, qui annonce, elle aussi, une mobilisation pour mai prochain. « Aucune divergence fondamentale entre nous », résume le secrétaire général du SNAPC.

Le message syndical est clair : le changement ne passe pas, la hiérarchie bloque, la police n'est pas dirigée. Entre les dossiers basque et corse, les échéances électorales et les problèmes internes au PS, M. Joxe n'a-t-il pas quelque peu dégaré son front policier ? Bousculée par l'événement, la police réclame une thérapie permanente, comme le découvrir à ses dépens Gaston Defferre, abnubié par la décentralisation.

Réforme de l'encadrement, blocage des carrières, réorganisation des structures territoriales : autant de dossiers connus de la place Beauvau mais aujourd'hui au point mort. Le crédit du ministre de l'intérieur est encore intact, il le restera à condition qu'il se consacre rapidement aux dossiers.

EDWY PLENEL.

## RELIGIONS

## Des personnalités lancent un « appel au dialogue » dans l'Eglise catholique

« Nous ne pouvons plus nous taire... » : Ainsi commence le texte d'un « appel au dialogue dans l'Eglise catholique », signé par une trentaine de prêtres et de laïcs, publié dans l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* daté 20-26 mars. « Nous ne nous reconnaissons pas dans les attitudes frileuses des plus hauts responsables de l'Eglise et du Vatican », affirment les auteurs, qui dénoncent « le refus de voir un film, si contestable soit-il, les interdits moraux répétés, l'autoritarisme et le cléricalisme, les pressions du Vatican dans les

nominations épiscopales, dans les débats éthiques, autour des théologies de la libération, [qui] donnent de l'Eglise et de l'Evangile une image tronquée ».

Les premiers signataires de cet appel (9, rue Cadet, 75009 Paris) sont René et François Bedarida, historiens, Jean-Marie Bockel, député et nouveau maire socialiste de Mulhouse, Jean Delumeau, professeur au Collège de France, Pierre Pierrard, historien, Pierre Toulat, secrétaire de la commission Justice et Paix, et Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*.

On apprend ainsi qu'un visiteur récent du commissariat de la Folie-Méricourt qui, résistant, y avait été détenu et malmené en... 1943, avait constaté que les lieux n'avaient pas changé depuis quarante-cinq ans. En somme, les orientations réformatrices de M. Pierre Joxe ne se traduisaient pas, ou peu, à la base, entravées par les pesanteurs et conservatismes hiérarchiques. « Notre ministre actuel est certainement quelqu'un qui peut briser ce mur de la routine et de l'habitude », explique M. Brillet. Mais il est un peu seul... « Et on voudrait l'aider un peu », renchérit M. Christian Naigson, secrétaire général adjoint.

Car, c'est le paradoxe de cette mobilisation : loin de s'opposer au ministre de l'intérieur, elle voudrait l'inviter à aller plus vite et plus fort. Corps intermédiaire coincé entre la masse des gardiens de la paix et la hiérarchie des commissaires, les inspec-

## MÉDECINE

## Plus d'un millier de séropositifs, plusieurs dizaines de morts

## Sida : les hémophiles adressent un ultimatum au gouvernement

L'Association française des hémophiles adresse un ultimatum au gouvernement en lui demandant de fournir, avant la fin du mois d'avril, une réponse concrète aux problèmes de la contamination de ces malades par le virus du sida à partir de produits anticoagulants infectés. Il y a en France environ 3 000 cas d'hémophilie graves et parmi eux 1 200 séropositifs, et l'on compte près d'une centaine de décès. Contrairement à ce qui s'est passé dans plusieurs pays, les pouvoirs publics français n'ont pas encore trouvé de solution à ce très douloureux problème, comme pour-

tant depuis plus de quatre ans. L'Association française des hémophiles rompt ainsi pour la première fois avec la politique qu'elle menait jusqu'à présent, fondée sur la discrétion et sur la volonté de ne pas faire une « affaire » de cette tragédie. L'entretien accordé au Monde par M. Bruno de Langre, nouveau président de cette association, illustre pleinement cette évolution : il met notamment en cause, fait particulièrement grave, les pouvoirs publics et les responsables de la transfusion sanguine.

« Où en êtes-vous, aujourd'hui, dans vos rapports avec les pouvoirs publics ?

— C'est, dans vos colonnes, le 4 novembre dernier, que M. Claude Evlin, ministre de la santé et de la solidarité, avait annoncé, non sans satisfaction, que les indemnités nous seraient versées justes et rapides, et que les partenaires impliqués seraient réunis. Beaucoup ont cru alors que le problème était résolu.

Les médias, les députés et les sénateurs, mais aussi l'opinion publique, se sont désintéressés de notre situation. Pourtant, quel que soit le travail du ministre de la santé sur cette question, il n'y a aucun résultat concret pour le moment. Notre association n'est ni consultée ni informée comme le demanderait la gravité du dossier. La méthode d'indemnisation indiquée par le ministre est difficile, voire impossible à mettre en œuvre.

« Notre association ne recherche ni polémique ni « affaire », mais simplement des résultats concrets pour les hémophiles séropositifs et pour leurs familles.

« Faut-il rappeler qu'il est question d'enfants que leurs parents n'arrivent plus à faire soigner convenablement, faute de moyens nécessaires pour faire face au double problème de l'hémophilie et du virus du sida ? D'adolescents bloqués dans des situations qui paraissent sans issue ? De chargés de familles particulièrement anxieux et qui voudraient, au moins, voir les leurs à l'abri du besoin ? De familles sans ressources à cause de la perte de travail ou du décès du chef de famille ? Toutes ces personnes n'ont plus le temps d'attendre !

## Des retards et des fautes

— Quelles conclusions pratiques tirez-vous de cette situation ?

— L'Association française des hémophiles constate que le ministre de la santé a bien du mal à faire progresser son dossier. Chaque erreur, chaque retard ne peut que renforcer chez les hémophiles contaminés l'impression que l'ensemble du problème sida depuis le début n'a pas été convenablement traité.

« C'est au ministre qu'il revient de prouver sa compétence dans l'exercice de la tutelle sur l'organisation de la transfusion sanguine. Assez de temps s'est écoulé depuis les contaminations pour en faire apparaître clairement les conséquences et pour permettre au ministre de préparer une action que nous ne devrions pas avoir à demander. L'assemblée générale de notre association aura lieu les 29 et 30 avril. Les hémophiles contaminés

n'admettent pas que des résultats concrets ne soient pas obtenus d'ici là. Nous n'avons pas le temps d'attendre !

— Comment pouvez-vous affirmer que la méthode d'indemnisation indiquée par M. Claude Evlin est difficile ou impossible à mettre en œuvre ?

— Il faut bien voir dans quelle situation nous nous trouvons. A la différence des personnes qui ont reçu des transfusions de sang infecté, nous recevons des produits qui peuvent être fabriqués à Lille à partir de produits anticoagulants infectés. Il y a en France environ 3 000 cas d'hémophilie graves et parmi eux 1 200 séropositifs, et l'on compte près d'une centaine de décès. Contrairement à ce qui s'est passé dans plusieurs pays, les pouvoirs publics français n'ont pas encore trouvé de solution à ce très douloureux problème, comme pour-

Il est impossible, dans ces conditions, et compte tenu des circuits industriels fabriquant ces produits, d'identifier leur origine exacte. Il est donc difficile d'établir et de faire reconnaître la responsabilité d'un centre de transfusion donné. C'est pourquoi l'approche dont parle le ministre en invoquant l'existence depuis 1980 d'une assurance des centres de transfusion nous semble en réalité non pas fondée sur une analyse concrète du problème mais sur le désir, en définitive, de faire payer quelqu'un d'autre... C'est pourquoi nous souhaitons la mise en place en urgence d'un fonds de solidarité.

— Au-delà de cette analyse et de vos demandes, pensez-vous que des fautes puissent être à l'origine de la situation et des difficultés actuelles ?

— Des fautes, il y en a. Pour de multiples raisons la collecte du sang en France n'a pas pris en compte assez tôt le risque qu'il y avait à collecter le sang de certains donneurs. Il est invraisemblable, pour ne prendre que ce seul exemple, que des collectes aient pu être organisées à Beaubourg jusqu'en 1985 ! Nous avons vu des spécialistes très compétents dire énormément de bêtises et se tromper.

« Il y a eu encore de très nombreuses réunions où l'on a dit qu'il n'était pas nécessaire d'informer les malades hémophiles de leur séropositivité... On aurait pu, contrairement à ce que l'on raconte aujourd'hui, mettre en place dès le mois de janvier 1985 et même avant le dépistage des donneurs de sang contaminés.

« Nous estimons enfin que des mesures tout à fait incompréhensibles ont été prises, comme cette décision, durant l'été 1985, de ne plus rembourser à partir du mois d'octobre suivant les produits anticoagulants débarrassés de tout risque de contamination virale. Cette décision a eu pour conséquence d'inciter certains centres de transfusion à se débarrasser des produits potentiellement contaminés au lieu

de dire qu'ils étaient dangereux et de les détruire. Nous avons des documents internes à la Transfusion sanguine qui font état de tout cela.

— Estimez-vous sur le fond que votre situation doit être dissociée de celle des personnes polytransfusées qui ont également été contaminées accidentellement par le virus du sida ?

— Il n'y a pas d'échelle à la souffrance humaine. Personnellement, je pense qu'il est normal que le ministre de la santé prenne en compte ces autres victimes. Il ne serait pas acceptable en effet que, parce qu'ils sont moins bien organisés, les polytransfusés puissent être oubliés. Toutefois, je le répète, les circonstances matérielles sont différentes entre les polytransfusés et les hémophiles, et nous n'accepterions pas que l'on cherche à nous inclure de manière forcée dans l'ensemble des personnes ayant eu des problèmes d'urgence.

« Il ne serait pas acceptable non plus que les spécialistes se débarrassent du problème en essayant d'impliquer l'ensemble de la population médicale et en évoquant l'impossibilité d'indemniser le risque thérapeutique.

— Que comptez-vous faire si votre ultimatum n'est pas suivi d'effets ?

— Nous allons d'abord demander que les personnes concernées nous fassent parvenir des témoignages permettant d'appuyer nos demandes. Si nous ne sommes pas entendus, nous attaquerons l'Etat. Soit par le biais de l'association, soit de manière individuelle. Pendant cette année 1989 où tant d'argent va être dépensé pour célébrer la République et ses institutions, les hémophiles contaminés ne peuvent accepter que ces mêmes institutions restent indifférentes à un drame que leur juste fonctionnement aurait dû éviter.

JEAN-YVES NAU.

« Collision sur la Seine, à Paris : un mort. — Un homme a été tué et dix autres personnes légèrement blessées dans une collision qui s'est produite, jeudi soir 23 mars, entre un bateau-mouche et une barge, sur la Seine au niveau du Pont-au-Change à Paris. Cet accident entre le bateau-mouche et la barge chargée de sable s'est produit vers 23 heures, dans des circonstances encore indéterminées. Les sapeurs-pompiers immédiatement alertés ont fait rapidement évacuer les passagers du bateau de tourisme. L'un de ces passagers, dont l'identité n'a pas été communiquée, est mort dans la collision tandis que dix autres touristes victimes d'entorses ou de contusions étaient hospitalisées à l'Hôtel-Dieu, à l'Hôpital Saint-Antoine et à la Pitié-Salpêtrière.

ENSEIGNANTS  
LA REVALORISATION  
DE VOTRE SITUATION

TOUTE L'INFORMATION SUR MINITEL.

3613  
Code Edutel

Ministère de l'Education Nationale  
de la Jeunesse et des Sports

هكذا من الأصل











# Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 25 mars 1989 15



Rien ne les arrête : ils arrivent par milliers dans l'espoir d'exercer l'un des petits métiers qui donnent son caractère à la capitale de l'Indonésie Djakarta, métropole débordée par son succès, où l'on vient d'interdire la construction de nouveaux gratte-ciel pour cause de sous-sol fragile.

## Djakarta aux pieds d'argile

par Jean-Claude Pomonti

**L**a construction de gratte-ciel de plus de trente étages vient d'être interdite jusqu'à l'an 2005. A cette date, selon les experts, le Grand Djakarta - près de dix millions d'habitants aujourd'hui - pourrait compter jusqu'à dix-huit millions d'habitants, ce qui en ferait alors, après Mexico et Sao-Paulo, la troisième métropole mondiale. D'un côté, il y a les efforts, hélas souvent futiles, entrepris pour décongestionner la capitale : ainsi, le 25 février encore, une centaine de familles de vagabonds et de mendiants devaient dans le cadre du programme officiel de transmigration, émigrer au sud de Sumatra. De l'autre, la terrible pression démographique à Java : cent millions d'habitants, dont deux cent mille en moyenne, chaque année, rejoignent la « grande fumée », capitale grouillante et bruyante, qui vit un pied dans le tiers-monde et l'autre dans l'an 2000.

Des nuées de gamins, souvent pieds nus, sous la pluie comme lorsque le soleil est de plomb, se faufilent dans les embouteillages des grandes artères pour vendre journaux, grappes de cacahuètes grillées, bouteilles d'eau fraîche, cigarettes et bonbons. Sur les trottoirs, souvent défoncés, d'autres se glissent dans la colonne, leur attirail à cirage en bandoulière ou, dès qu'il pleut, un parapluie à la main, histoire de glaner 50 roupies en raccompagnant un client jusqu'à son véhicule. Beaucoup sont des écoliers. Ils se mêlent à la foule des vendeurs de billets de loterie, des marchands ambulants et des gardiens, en uniforme et sifflant au bec, qui aident un peu partout à garer les voitures.

Dans le quartier de Grogol, le long de Pintu Besar, une avenue sans fin, les fruits s'empilent çà et là sur des étalages improvisés.

Des montagnes de poires, de jacinthes, de raisins, de lychees et de pommes alternent avec les minuscules « restaurants » des marchands ambulants : une table, une banquette et deux toiles tendues qui baissent, le plus souvent, dans une odeur de friture de riz et de brochettes.

### Echapper quelques heures au bidonville

Dans une rue adjacente, à proximité de l'hôtel City, un marché-restaurant - association classique - attire une clientèle de Chinois que des baladins entretiennent, comme s'il n'y avait plus de jeunes sans guitare en Indonésie. Les trottoirs du Jalan Pecanongan, non loin du palais présidentiel, sont un autre royaume de la cuisine populaire, avec leurs crustacés et soupes chinoises.

Derrière tout ce fouillis émerge la culture des classes moyennes, omniprésente dans l'Asie du Sud-Est non communiste. Une culture de néon, de vitrines étincelantes, et parfois du plus mauvais goût. Sur le Pintu Besar, une vaste boulangerie hollandaise affiche un moulin rouge illuminé en guise de toit. Des restaurants à la mode proposent ice-cream and steak. Entre deux magasins ou entrepôts qui n'ont pas encore été happés par le changement et qui, de nuit, n'offrent que leurs grilles sales, apparaissent déjà les vitrines opaques des « centres de jeux » vidéo fréquentés par une jeunesse dorée. Dans les allées latérales, entre l'hôtel Jayakarta Tower et le Jalan Mangga Besar, l'enseigne dominante est celle du « massage traditionnel » ou même du « bar-massage ». La capitale de l'Indonésie, la moins javanaise des villes de Java, semble s'accommoder de tout.

Le sol s'enfonçait sous le poids d'immeubles trop lourds, a dit en février le gouverneur pour justifier l'interdiction des constructions trop élevées. Il s'oppose, en

outre, à la multiplication des habillages de verre : la climatisation des gratte-ciel miroirs absorbe trop d'électricité, et la réverbération surchauffe une ville qui baigne déjà dans une pesante et humide tiédeur tropicale. L'univers frais des palais, grandes banques et supermarchés devra donc freiner ses appétits, à moins que certains entrepreneurs aient le bras assez long pour que quelques exceptions soient tolérées.

Les efforts entrepris pour faire de Djakarta une grande métropole moderne sont omniprésents. Un métro aérien, le Jabotabek, est en construction. Il doit sillonner la ville et rejoindre Bogor, la fameuse station d'altitude, à 60 kilomètres de là, déjà reliée au centre par une autoroute. La deuxième tranche de travaux de l'aéroport international - « la porte de l'Indonésie », dit le président Suharto - est en cours. Sur deux grands boulevards dans le prolongement l'un de l'autre, les Jalan Thamrin et Sudirman, un quartier d'affaires et d'hôtels de grand luxe finit par émerger, encadrant la « vieille dame » de l'hôtellerie, l'hôtel Indonesia, inauguré il y a déjà près de trente ans.

Ali Sadikin, un entrepreneur gouverneur aujourd'hui en disgrâce, avait souhaité sauver des espaces verts. Il y a réussi avec la place Merdeka et plusieurs parcs d'amusement, dont celui d'Anchol, sur le bord de mer, vaste ensemble d'hôtels, de pelouses, de centres de jeux, envahi par les enfants le week-end et par les belles de nuit dès que tombe l'obscurité. Ce Disneyland à l'indonésienne, lieu privilégié de pique-nique, a été imaginé comme un bol d'oxygène pour une ville menacée d'étouffement par un homme d'affaires local, Aryanto, qui a investi pas moins de 15 millions de dollars dans l'opération. Le rêve d'évasion, en somme : celui d'échapper, ne serait-ce que

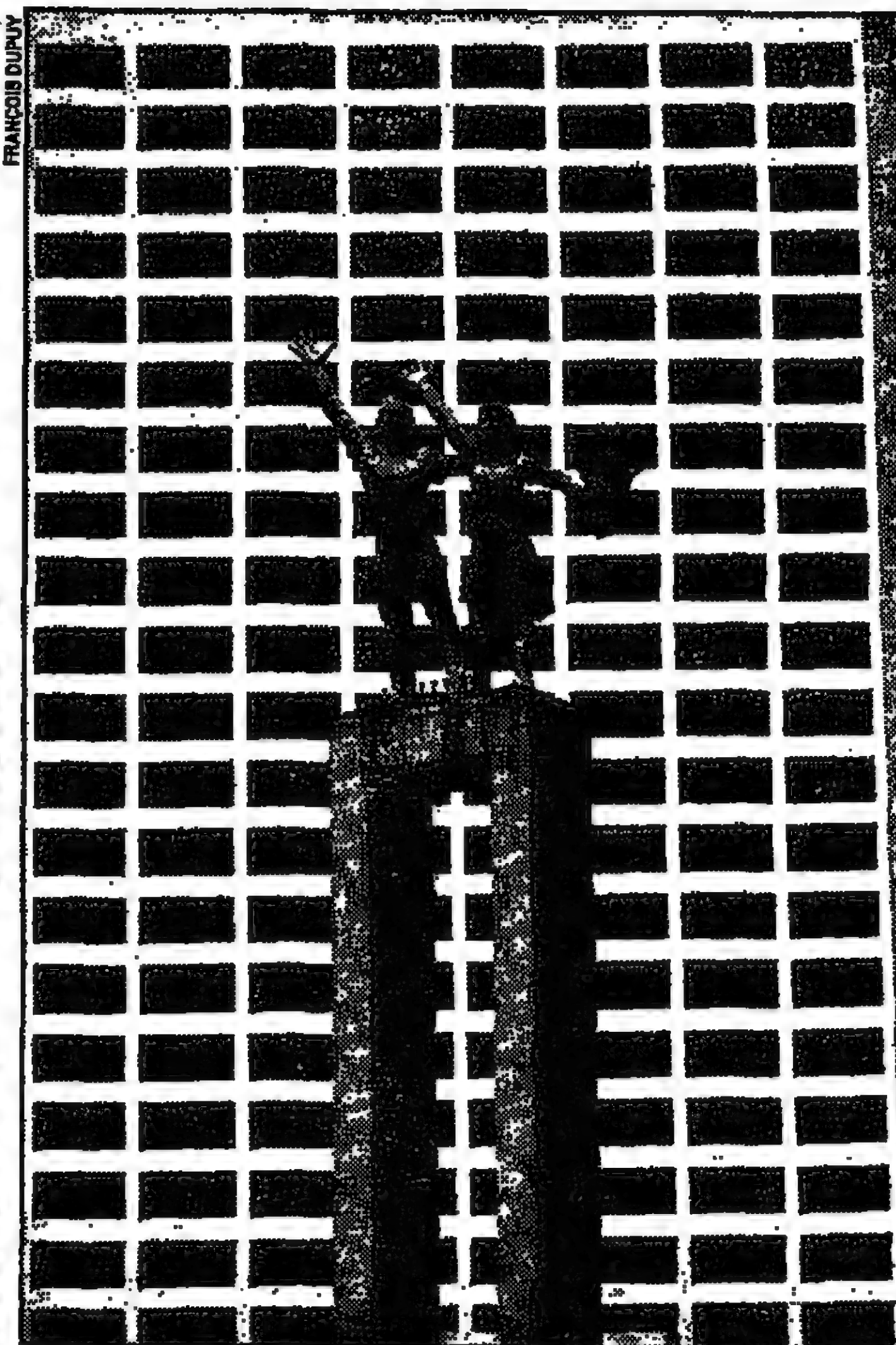
quelques heures, à la pauvreté, à l'environnement des bidonvilles.

Car la pression demeure. Les taudis se voient un peu partout, y compris le long de la voie ferrée qui longe Anchol. Les Hollandais avait conçu, il y a plus de quatre cent soixante ans, un port avec des canaux, comme à Amsterdam, et de confortables demeures coloniales blanchies à la chaux.

### Une ville privée de centre

Ce simple avant-poste colonial, l'ancienne Batavia, dont les Indonésiens s'efforcent de préserver quelques aspects, est presque englouti. Les canaux sont obstrués par les ordures. Sur chaque terrain vague s'érige un bidonville. Djakarta compte plus de mille cinq cents mosquées, près d'un million et demi de véhicules, deux mille fabriques - du textile à l'électronique - et autant de polets que d'habitants.

C'est une ville privée de centre, sorte d'addition de gros bourgs traversés par des voies express ; un ensemble difficile à discipliner, dont l'infrastructure s'effondre en plusieurs endroits. 60 % des habitations sont censées avoir l'eau courante, mais combien de gens n'ont pas de résidence légale, achètent l'eau à des vendeurs et sont privés d'électricité ? En février, des inondations ont balayé des centaines d'habitations précaires - carton et bois - dans plusieurs bidonvilles. Il n'y a pas eu d'épidémie, mais trois personnes ont été tuées et quatre cent cinquante autres soignées dans des centres médicaux. Progressivement, le ramassage des ordures - Djakarta en produit 21 000 mètres cubes par jour - va être confié à des sociétés privées, ce qui fera, une nouvelle fois, plus l'affaire des riches que celle des pauvres. Le service de la ville, doté de sept cents camions, ne peut en collecter que 5 000 mètres cubes chaque jour.



Il y a belle lurette que les taxis sont climatisés et marchent au compteur. Les autobus à impériale sillonnent aussi de larges avenues. Mais les betjaks, les fameux cyclo-pouses de Djakarta, interdits de circulation sur les grandes axes, mènent avec un certain succès une bataille d'arrière-garde. En 1987, vingt mille d'entre eux ont été jetés à la mer et vingt-cinq mille autres consignés dans des entrepôts. Cette année, une fondation a proposé de les remplacer par quatre mille petits véhicules à quatre roues pour faire des navettes entre les grandes artères. Les betjaks, en effet, doivent définitivement disparaître des rues de Djakarta en 1991. Mais, pour l'instant, ils sont encore bien présents dans toutes les allées parallèles. Moyen de transport rudimentaire mais peu onéreux, ils refont surface après chaque rafle, ne serait-ce que par ce qu'ils sont une source de revenus pour des dizaines de milliers de gens.

Djakarta est une ville bâtarde, dotée d'une sous-culture chinoise mi-arabe, avec son parler, son théâtre, ses danses, ses fêtes. Une histoire typiquement djakartanaise est celle d'un héros musulman du dix-neuvième siècle, très pratiquant, aux prises avec des brigands et des tueurs à gages payés par des forces occultes. Au début des années 80, comme dans les grandes villes d'Indonésie, de « mystérieux tueurs » y ont sévi, nettoyant la ville de ses gangs et réglant apparemment quelques comptes personnels au passage. On sait aujourd'hui qu'ils avaient l'aval de l'armée dans l'accomplissement d'une justice expéditive mais, en général, populaire. Djakarta est une ville où l'on peut se promener sans risque, de nuit comme de jour. Mais c'est également une cité bousculée par un afflux incontrôlable de population. Les villages de Java - une densité de sept cents habitants au kilomètre carré - se replient sur cette capitale qui n'en finit jamais de se façonner.



## JOEL LAUTIER EN FORME

## NOTES

ou 7. Fg4, 8. h5, Fxh5 ; 9. Fxh6, Fxh6 ; 10. g6 ou auser ? - Fd7 ; 8. Fd7, 9. Dd7 ; 9. Dd1, CF5 ; 10. h5 ; 0.01 : h6, h6, FR8 ; 12. Cg4, Cc4 ; 13. Cc5 ; F68 ; 14. c3 avec avantage aux Blancs ou encore ? - Ff5 ; 8. h5, Dd7, 9. Cb4 ? ; 8. h5, Fd7, 9. Dd6 ; Fxg4 ; 10. g6 ; 11. Ff5 ; 12. Cg4 ; 13. Dd6 ; 12. Txb4+ ; Fxh8 ; 13. Dh6, Fxg4 ; 14. bxc3 avec un jeu actif pour les Blancs. Le coup du texte 5...d6 permet aux Noirs d'attirer le roque des Blancs.

b) Cette variante est maintenant jugée défavorable aux Blancs. Elle est donc fortement contestation, valable le coup précédent.

7. h4 n'a maintenant plus de sens. Une idée existe consiste en c...Fd7 ; 7. c3, Dg8 ; 8. Td1, Ph3 ; 9. Fd1, h5 ; 10. Ff4, Fxg3 ; 11. bxc3, d5 ; 12. Fg2, h6 ; 13. Ff3 ; 14. c3 ; 15. Ff4 ; 16. Ff3 ; 17. f6 (Golombek-Portisch, Szeged, 1965) me étonnante conception stratégique des Noirs : échanger la Fg1 et placer tous les pions noirs sur cases noires !

c) On a : Fc3 ; 8. Fc3 ; 9. Fd2 ; 0.0 ; 9. a3 ; 10. a4 ; 11. Ff3 ; 12. Ff3 ; 13. Ff3 ; 14. Ff3 ; 15. Ff3 ; 16. Ff3 ; 17. Ff3 ; 18. Ff3 ; 19. Ff3 ; 20. Ff3 ; 21. Ff3 ; 22. Ff3 ; 23. Ff3 ; 24. Ff3 ; 25. Ff3 ; 26. Ff3 ; 27. Ff3 ; 28. Ff3 ; 29. Ff3 ; 30. Ff3 ; 31. Ff3 ; 32. Ff3 ; 33. Ff3 ; 34. Ff3 ; 35. Ff3 ; 36. Ff3 ; 37. Ff3 ; 38. Ff3 ; 39. Ff3 ; 40. Ff3 ; 41. Ff3 ; 42. Ff3 ; 43. Ff3 ; 44. Ff3 ; 45. Ff3 ; 46. Ff3 ; 47. Ff3 ; 48. Ff3 ; 49. Ff3 ; 50. Ff3 ; 51. Ff3 ; 52. Ff3 ; 53. Ff3 ; 54. Ff3 ; 55. Ff3 ; 56. Ff3 ; 57. Ff3 ; 58. Ff3 ; 59. Ff3 ; 60. Ff3 ; 61. Ff3 ; 62. Ff3 ; 63. Ff3 ; 64. Ff3 ; 65. Ff3 ; 66. Ff3 ; 67. Ff3 ; 68. Ff3 ; 69. Ff3 ; 70. Ff3 ; 71. Ff3 ; 72. Ff3 ; 73. Ff3 ; 74. Ff3 ; 75. Ff3 ; 76. Ff3 ; 77. Ff3 ; 78. Ff3 ; 79. Ff3 ; 80. Ff3 ; 81. Ff3 ; 82. Ff3 ; 83. Ff3 ; 84. Ff3 ; 85. Ff3 ; 86. Ff3 ; 87. Ff3 ; 88. Ff3 ; 89. Ff3 ; 90. Ff3 ; 91. Ff3 ; 92. Ff3 ; 93. Ff3 ; 94. Ff3 ; 95. Ff3 ; 96. Ff3 ; 97. Ff3 ; 98. Ff3 ; 99. Ff3 ; 100. Ff3 ; 101. Ff3 ; 102. Ff3 ; 103. Ff3 ; 104. Ff3 ; 105. Ff3 ; 106. Ff3 ; 107. Ff3 ; 108. Ff3 ; 109. Ff3 ; 110. Ff3 ; 111. Ff3 ; 112. Ff3 ; 113. Ff3 ; 114. Ff3 ; 115. Ff3 ; 116. Ff3 ; 117. Ff3 ; 118. Ff3 ; 119. Ff3 ; 120. Ff3 ; 121. Ff3 ; 122. Ff3 ; 123. Ff3 ; 124. Ff3 ; 125. Ff3 ; 126. Ff3 ; 127. Ff3 ; 128. Ff3 ; 129. Ff3 ; 130. Ff3 ; 131. Ff3 ; 132. Ff3 ; 133. Ff3 ; 134. Ff3 ; 135. Ff3 ; 136. Ff3 ; 137. Ff3 ; 138. Ff3 ; 139. Ff3 ; 140. Ff3 ; 141. Ff3 ; 142. Ff3 ; 143. Ff3 ; 144. Ff3 ; 145. Ff3 ; 146. Ff3 ; 147. Ff3 ; 148. Ff3 ; 149. Ff3 ; 150. Ff3 ; 151. Ff3 ; 152. Ff3 ; 153. Ff3 ; 154. Ff3 ; 155. Ff3 ; 156. Ff3 ; 157. Ff3 ; 158. Ff3 ; 159. Ff3 ; 160. Ff3 ; 161. Ff3 ; 162. Ff3 ; 163. Ff3 ; 164. Ff3 ; 165. Ff3 ; 166. Ff3 ; 167. Ff3 ; 168. Ff3 ; 169. Ff3 ; 170. Ff3 ; 171. Ff3 ; 172. Ff3 ; 173. Ff3 ; 174. Ff3 ; 175. Ff3 ; 176. Ff3 ; 177. Ff3 ; 178. Ff3 ; 179. Ff3 ; 180. Ff3 ; 181. Ff3 ; 182. Ff3 ; 183. Ff3 ; 184. Ff3 ; 185. Ff3 ; 186. Ff3 ; 187. Ff3 ; 188. Ff3 ; 189. Ff3 ; 190. Ff3 ; 191. Ff3 ; 192. Ff3 ; 193. Ff3 ; 194. Ff3 ; 195. Ff3 ; 196. Ff3 ; 197. Ff3 ; 198. Ff3 ; 199. Ff3 ; 200. Ff3 ; 201. Ff3 ; 202. Ff3 ; 203. Ff3 ; 204. Ff3 ; 205. Ff3 ; 206. Ff3 ; 207. Ff3 ; 208. Ff3 ; 209. Ff3 ; 210. Ff3 ; 211. Ff3 ; 212. Ff3 ; 213. Ff3 ; 214. Ff3 ; 215. Ff3 ; 216. Ff3 ; 217. Ff3 ; 218. Ff3 ; 219. Ff3 ; 220. Ff3 ; 221. Ff3 ; 222. Ff3 ; 223. Ff3 ; 224. Ff3 ; 225. Ff3 ; 226. Ff3 ; 227. Ff3 ; 228. Ff3 ; 229. Ff3 ; 230. Ff3 ; 231. Ff3 ; 232. Ff3 ; 233. Ff3 ; 234. Ff3 ; 235. Ff3 ; 236. Ff3 ; 237. Ff3 ; 238. Ff3 ; 239. Ff3 ; 240. Ff3 ; 241. Ff3 ; 242. Ff3 ; 243. Ff3 ; 244. Ff3 ; 245. Ff3 ; 246. Ff3 ; 247. Ff3 ; 248. Ff3 ; 249. Ff3 ; 250. Ff3 ; 251. Ff3 ; 252. Ff3 ; 253. Ff3 ; 254. Ff3 ; 255. Ff3 ; 256. Ff3 ; 257. Ff3 ; 258. Ff3 ; 259. Ff3 ; 260. Ff3 ; 261. Ff3 ; 262. Ff3 ; 263. Ff3 ; 264. Ff3 ; 265. Ff3 ; 266. Ff3 ; 267. Ff3 ; 268. Ff3 ; 269. Ff3 ; 270. Ff3 ; 271. Ff3 ; 272. Ff3 ; 273. Ff3 ; 274. Ff3 ; 275. Ff3 ; 276. Ff3 ; 277. Ff3 ; 278. Ff3 ; 279. Ff3 ; 280. Ff3 ; 281. Ff3 ; 282. Ff3 ; 283. Ff3 ; 284. Ff3 ; 285. Ff3 ; 286. Ff3 ; 287. Ff3 ; 288. Ff3 ; 289. Ff3 ; 290. Ff3 ; 291. Ff3 ; 292. Ff3 ; 293. Ff3 ; 294. Ff3 ; 295. Ff3 ; 296. Ff3 ; 297. Ff3 ; 298. Ff3 ; 299. Ff3 ; 300. Ff3 ; 301. Ff3 ; 302. Ff3 ; 303. Ff3 ; 304. Ff3 ; 305. Ff3 ; 306. Ff3 ; 307. Ff3 ; 308. Ff3 ; 309. Ff3 ; 310. Ff3 ; 311. Ff3 ; 312. Ff3 ; 313. Ff3 ; 314. Ff3 ; 315. Ff3 ; 316. Ff3 ; 317. Ff3 ; 318. Ff3 ; 319. Ff3 ; 320. Ff3 ; 321. Ff3 ; 322. Ff3 ; 323. Ff3 ; 324. Ff3 ; 325. Ff3 ; 326. Ff3 ; 327. Ff3 ; 328. Ff3 ; 329. Ff3 ; 330. Ff3 ; 331. Ff3 ; 332. Ff3 ; 333. Ff3 ; 334. Ff3 ; 335. Ff3 ; 336. Ff3 ; 337. Ff3 ; 338. Ff3 ; 339. Ff3 ; 340. Ff3 ; 341. Ff3 ; 342. Ff3 ; 343. Ff3 ; 344. Ff3 ; 345. Ff3 ; 346. Ff3 ; 347. Ff3 ; 348. Ff3 ; 349. Ff3 ; 350. Ff3 ; 351. Ff3 ; 352. Ff3 ; 353. Ff3 ; 354. Ff3 ; 355. Ff3 ; 356. Ff3 ; 357. Ff3 ; 358. Ff3 ; 359. Ff3 ; 360. Ff3 ; 361. Ff3 ; 362. Ff3 ; 363. Ff3 ; 364. Ff3 ; 365. Ff3 ; 366. Ff3 ; 367. Ff3 ; 368. Ff3 ; 369. Ff3 ; 370. Ff3 ; 371. Ff3 ; 372. Ff3 ; 373. Ff3 ; 374. Ff3 ; 375. Ff3 ; 376. Ff3 ; 377. Ff3 ; 378. Ff3 ; 379. Ff3 ; 380. Ff3 ; 381. Ff3 ; 382. Ff3 ; 383. Ff3 ; 384. Ff3 ; 385. Ff3 ; 386. Ff3 ; 387. Ff3 ; 388. Ff3 ; 389. Ff3 ; 390. Ff3 ; 391. Ff3 ; 392. Ff3 ; 393. Ff3 ; 394. Ff3 ; 395. Ff3 ; 396. Ff3 ; 397. Ff3 ; 398. Ff3 ; 399. Ff3 ; 400. Ff3 ; 401. Ff3 ; 402. Ff3 ; 403. Ff3 ; 404. Ff3 ; 405. Ff3 ; 406. Ff3 ; 407. Ff3 ; 408. Ff3 ; 409. Ff3 ; 410. Ff3 ; 411. Ff3 ; 412. Ff3 ; 413. Ff3 ; 414. Ff3 ; 415. Ff3 ; 416. Ff3 ; 41

12. Td1, Fb7, Fx3, 13. C22 les Blancs menacent de  $\text{c4}$ , b4, b6, 10, d3, Fxc3; 11. Fxb6, Fb7, 12. Dg1, Fb7, 13. b5, Cd4 et les blancs sont égales (Furth-Guifé, Moscow, 1961).

13. Les Noirs contraindront quatre fois en c4.

e) A ce stade de l'ouverture, la position est parfaitement équilibrée.

f) Menacé 12... Ca7! suivi de l'avance D7-d4.

g) Mais le plan ennemi tout en menaçant, à son tour, de 13. Cc2 suivi de l'avance D2-d4.

h) Dans ce passage au milieu de part, chaque camp essaie de prendre l'initiative.

i) Et nous 14. Fx5, Fg5 avec avantage aux Noirs.

j) Le C centre en jouant tout ensemble de chasser son colporteur par g4.

k) Mais ce qui se passe dans ce sens semble un peu précipité et devait, sans doute, être préparé prudemment. 15... n5, consolidant le C15, paraît nécessaire.

l) Le grand maître soviétique semble vouloir en terminer au plus vite avec son adversaire et acquiesce à une nouvelle menace de précaution (notamment b6-F7), cherchant à installer un C en g4. L'abandon de la case d4, cette case si surveillée par le Noir dans l'ouverture, sera lourd de conséquences.

m) Menacé calmement 19. Fxd6.

n) Ce petit coup de pion ruine toute la stratégie de l'ennemi. Il est intéressant de

consulter, à partir de ce moment, comment les Blancs vont renforcer progressivement leur position et rendre la vie impossible à leur adversaire.

a) Le D n'a rien de saut où se mettra. Si 20... Dd7 ; 21. Cc5.

p) Pourrait être les cases noires et attaquées.

q) Fancat, sinon le pion d tombe.

r) Menaçant f5.

s) Etoutant ; les Noirs sont presque enzugzwang.

t) Menaco 28. Fc5.

u) Chaque coup de Blancs assume les Noirs, verticalement et diagonalement.

v) La case d4 sert de relais aux Blancs.

w) Si 32... Dxb3 ; 33. Cx68, Dd4+ et 34. Rf2 et, après quelques échecs, le R Blanc s'échappe en g3.

x) Si 36... Dxg7 ; 37. Fx16+ avec gain.

y) Unécrouement.

**SOLUTION**  
**N° 1324**  
**V. TCHOUKHOV. 1956**

(Blancs : Rb3, Pa2, a6, p4, b4. Noirs : Rh3, Pf7, d7, g6, c5, Nulle.)

1. Rb4 ! c5 ; 2. Rf5, d5 ; 3. Rd5, d4 ; 4. Rd4, Rg7 ; 5. Rd3, Rg6 ; 6. R2, Rf3 ; 7. Rd1 ; 8. Rd3, Rg6 ; 9. Rd1 ; 10. Rf3, Rg6 ; 11. Rf3, Rg6 ; 12. Rf3, Rg6 ; 13. Rf3, Rg6 ; 14. Rf3, Rg6 ; 15. Rf3, Rg6 ; 16. Rf3, Rg6 ; 17. Rf3, Rg6 ; 18. Rf3, Rg6 ; 19. Rf3, Rg6 ; 20. Rf3, Rg6 ; 21. Rf3, Rg6 ; 22. Rf3, Rg6 ; 23. Rf3, Rg6 ; 24. Rf3, Rg6 ; 25. Rf3, Rg6 ; 26. Rf3, Rg6 ; 27. Rf3, Rg6 ; 28. Rf3, Rg6 ; 29. Rf3, Rg6 ; 30. Rf3, Rg6 ; 31. Rf3, Rg6 ; 32. Rf3, Rg6 ; 33. Rf3, Rg6 ; 34. Rf3, Rg6 ; 35. Rf3, Rg6 ; 36. Rf3, Rg6 ; 37. Rf3, Rg6 ; 38. Rf3, Rg6 ; 39. Rf3, Rg6 ; 40. Rf3, Rg6 ; 41. Rf3, Rg6 ; 42. Rf3, Rg6 ; 43. Rf3, Rg6 ; 44. Rf3, Rg6 ; 45. Rf3, Rg6 ; 46. Rf3, Rg6 ; 47. Rf3, Rg6 ; 48. Rf3, Rg6 ; 49. Rf3, Rg6 ; 50. Rf3, Rg6 ; 51. Rf3, Rg6 ; 52. Rf3, Rg6 ; 53. Rf3, Rg6 ; 54. Rf3, Rg6 ; 55. Rf3, Rg6 ; 56. Rf3, Rg6 ; 57. Rf3, Rg6 ; 58. Rf3, Rg6 ; 59. Rf3, Rg6 ; 60. Rf3, Rg6 ; 61. Rf3, Rg6 ; 62. Rf3, Rg6 ; 63. Rf3, Rg6 ; 64. Rf3, Rg6 ; 65. Rf3, Rg6 ; 66. Rf3, Rg6 ; 67. Rf3, Rg6 ; 68. Rf3, Rg6 ; 69. Rf3, Rg6 ; 70. Rf3, Rg6 ; 71. Rf3, Rg6 ; 72. Rf3, Rg6 ; 73. Rf3, Rg6 ; 74. Rf3, Rg6 ; 75. Rf3, Rg6 ; 76. Rf3, Rg6 ; 77. Rf3, Rg6 ; 78. Rf3, Rg6 ; 79. Rf3, Rg6 ; 80. Rf3, Rg6 ; 81. Rf3, Rg6 ; 82. Rf3, Rg6 ; 83. Rf3, Rg6 ; 84. Rf3, Rg6 ; 85. Rf3, Rg6 ; 86. Rf3, Rg6 ; 87. Rf3, Rg6 ; 88. Rf3, Rg6 ; 89. Rf3, Rg6 ; 90. Rf3, Rg6 ; 91. Rf3, Rg6 ; 92. Rf3, Rg6 ; 93. Rf3, Rg6 ; 94. Rf3, Rg6 ; 95. Rf3, Rg6 ; 96. Rf3, Rg6 ; 97. Rf3, Rg6 ; 98. Rf3, Rg6 ; 99. Rf3, Rg6 ; 100. Rf3, Rg6 ; 101. Rf3, Rg6 ; 102. Rf3, Rg6 ; 103. Rf3, Rg6 ; 104. Rf3, Rg6 ; 105. Rf3, Rg6 ; 106. Rf3, Rg6 ; 107. Rf3, Rg6 ; 108. Rf3, Rg6 ; 109. Rf3, Rg6 ; 110. Rf3, Rg6 ; 111. Rf3, Rg6 ; 112. Rf3, Rg6 ; 113. Rf3, Rg6 ; 114. Rf3, Rg6 ; 115. Rf3, Rg6 ; 116. Rf3, Rg6 ; 117. Rf3, Rg6 ; 118. Rf3, Rg6 ; 119. Rf3, Rg6 ; 120. Rf3, Rg6 ; 121. Rf3, Rg6 ; 122. Rf3, Rg6 ; 123. Rf3, Rg6 ; 124. Rf3, Rg6 ; 125. Rf3, Rg6 ; 126. Rf3, Rg6 ; 127. Rf3, Rg6 ; 128. Rf3, Rg6 ; 129. Rf3, Rg6 ; 130. Rf3, Rg6 ; 131. Rf3, Rg6 ; 132. Rf3, Rg6 ; 133. Rf3, Rg6 ; 134. Rf3, Rg6 ; 135. Rf3, Rg6 ; 136. Rf3, Rg6 ; 137. Rf3, Rg6 ; 138. Rf3, Rg6 ; 139. Rf3, Rg6 ; 140. Rf3, Rg6 ; 141. Rf3, Rg6 ; 142. Rf3, Rg6 ; 143. Rf3, Rg6 ; 144. Rf3, Rg6 ; 145. Rf3, Rg6 ; 146. Rf3, Rg6 ; 147. Rf3, Rg6 ; 148. Rf3, Rg6 ; 149. Rf3, Rg6 ; 150. Rf3, Rg6 ; 151. Rf3, Rg6 ; 152. Rf3, Rg6 ; 153. Rf3, Rg6 ; 154. Rf3, Rg6 ; 155. Rf3, Rg6 ; 156. Rf3, Rg6 ; 157. Rf3, Rg6 ; 158. Rf3, Rg6 ; 159. Rf3, Rg6 ; 160. Rf3, Rg6 ; 161. Rf3, Rg6 ; 162. Rf3, Rg6 ; 163. Rf3, Rg6 ; 164. Rf3, Rg6 ; 165. Rf3, Rg6 ; 166. Rf3, Rg6 ; 167. Rf3, Rg6 ; 168. Rf3, Rg6 ; 169. Rf3, Rg6 ; 170. Rf3, Rg6 ; 171. Rf3, Rg6 ; 172. Rf3, Rg6 ; 173. Rf3, Rg6 ; 174. Rf3, Rg6 ; 175. Rf3, Rg6 ; 176. Rf3, Rg6 ; 177. Rf3, Rg6 ; 178. Rf3, Rg6 ; 179. Rf3, Rg6 ; 180. Rf3, Rg6 ; 181. Rf3, Rg6 ; 182. Rf3, Rg6 ; 183. Rf3, Rg6 ; 184. Rf3, Rg6 ; 185. Rf3, Rg6 ; 186. Rf3, Rg6 ; 187. Rf3, Rg6 ; 188. Rf3, Rg6 ; 189. Rf3, Rg6 ; 190. Rf3, Rg6 ; 191. Rf3, Rg6 ; 192. Rf3, Rg6 ; 193. Rf3, Rg6 ; 194. Rf3, Rg6 ; 195. Rf3, Rg6 ; 196. Rf3, Rg6 ; 197. Rf3, Rg6 ; 198. Rf3, Rg6 ; 199. Rf3, Rg6 ; 200. Rf3, Rg6 ; 201. Rf3, Rg6 ; 202. Rf3, Rg6 ; 203. Rf3, Rg6 ; 204. Rf3, Rg6 ; 205. Rf3, Rg6 ; 206. Rf3, Rg6 ; 207. Rf3, Rg6 ; 208. Rf3, Rg6 ; 209. Rf3, Rg6 ; 210. Rf3, Rg6 ; 211. Rf3, Rg6 ; 212. Rf3, Rg6 ; 213. Rf3, Rg6 ; 214. Rf3, Rg6 ; 215. Rf3, Rg6 ; 216. Rf3, Rg6 ; 217. Rf3, Rg6 ; 218. Rf3, Rg6 ; 219. Rf3, Rg6 ; 220. Rf3, Rg6 ; 221. Rf3, Rg6 ; 222. Rf3, Rg6 ; 223. Rf3, Rg6 ; 224. Rf3, Rg6 ; 225. Rf3, Rg6 ; 226. Rf3, Rg6 ; 227. Rf3, Rg6 ; 228. Rf3, Rg6 ; 229. Rf3, Rg6 ; 230. Rf3, Rg6 ; 231. Rf3, Rg6 ; 232. Rf3, Rg6 ; 233. Rf3, Rg6 ; 234. Rf3, Rg6 ; 235. Rf3, Rg6 ; 236. Rf3, Rg6 ; 237. Rf3, Rg6 ; 238. Rf3, Rg6 ; 239. Rf3, Rg6 ; 240. Rf3, Rg6 ; 241. Rf3, Rg6 ; 242. Rf3, Rg6 ; 243. Rf3, Rg6 ; 244. Rf3, Rg6 ; 245. Rf3, Rg6 ; 246. Rf3, Rg6 ; 247. Rf3, Rg6 ; 248. Rf3, Rg6 ; 249. Rf3, Rg6 ; 250. Rf3, Rg6 ; 251. Rf3, Rg6 ; 252. Rf3, Rg6 ; 253. Rf3, Rg6 ; 254. Rf3, Rg6 ; 255. Rf3, Rg6 ; 256. Rf3, Rg6 ; 257. Rf3, Rg6 ; 258. Rf3, Rg6 ; 259. Rf3, Rg6 ; 260. Rf3, Rg6 ; 261. Rf3, Rg6 ; 262. Rf3, Rg6 ; 263. Rf3, Rg6 ; 264. Rf3, Rg6 ; 265. Rf3, Rg6 ; 266. Rf3, Rg6 ; 267. Rf3, Rg6 ; 268. Rf3, Rg6 ; 269. Rf3, Rg6 ; 270. Rf3, Rg6 ; 271. Rf3, Rg6 ; 272. Rf3, Rg6 ; 273. Rf3, Rg6 ; 274. Rf3, Rg6 ; 275. Rf3, Rg6 ; 276. Rf3, Rg6 ; 277. Rf3, Rg6 ; 278. Rf3, Rg6 ; 279. Rf3, Rg6 ; 280. Rf3, Rg6 ; 281. Rf3, Rg6 ; 282. Rf3, Rg6 ; 283. Rf3, Rg6 ; 284. Rf3, Rg6 ; 285. Rf3, Rg6 ; 286. Rf3, Rg6 ; 287. Rf3, Rg6 ; 288. Rf3, Rg6 ; 289. Rf3, Rg6 ; 290. Rf3, Rg6 ; 291. Rf3, Rg6 ; 292. Rf3, Rg6 ; 293. Rf3, Rg6 ; 294. Rf3, Rg6 ; 295. Rf3, Rg6 ;

R7; 10. Rc2, Rb7; 11. Rb2, Rb6;  
12. Rb3, Rxc3; 13. Ra4! suivi de  
14. Ra5 et du 15. a4 et les Blancs sont  
gâtés!

ÉTAUPE LEMOINE.  
CLASSE N° 1325  
**L. KUBBEL**  
(1935)

a b c d e f g h  
BLANCS (4) : Rd4, Tg8,  
Pc2, b4  
NOIRS (4) : Rb2, Tc5, Ff4,  
Fg7.  
*Les Blancs jouent et font nulle.*

## DE FIL EN AIGUILLE

♣ A

♠A  
 ♥AD1054  
 ♦V  
 ♣A108753

♠865  
 ♥7  
 ♦R973  
 ♣RV42

N	E
S	

♠DV43  
 ♥R83  
 ♦A1082  
 ♣D6

♠R972  
 ♥V962  
 ♦D54  
 ♣9

Ann. : E. donn. E.-O. vnln.

Ouest	Nord	Est	Sud
-		passé	passé
passé	1 ♠	passé	1 ♥
passé	6 ♥!	contre	passé...

Ouest entame le 2 de Trèfle avec la convention légèr. Est capait Trèfle conformément à la convention Lightner. Comment

**Betty Kaplan, en Sud, a-t-elle gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?**

**Réponse**

Il fallait se débarrasser le plus vite possible du singleton à Carreau de Nord, et la déclarante, après avoir pris avec l'As de Trèfle, tira l'As de Pique et vint dans sa main en coupant de Trèfle. Elle joua ensuite le Roi de Pique pour se débarrasser du Valet. Carreau puis elle remonta au mort (en coupant un Pique) pour couper une seconde fois Trèfle. Mais Est n'ayant plus fourni, il n'était pas possible de battre tout et d'effranchir les Trèfles, mais il restait heureusement un autre planche de salut quand le contre de 6 Cœurs avait « téléphoné » que le Roi d'autout était forcément en Est.

Observez le motif du coup qui se termine par un étonnant placement de main : la déclarante a coupé le 6 de Carreau avec le 3 de Coup, puis

rejoint le 7 de Trèfle coupé par le 9 d'asout sur lequel est tombé le Roi de Trèfle ; ensuite, elle a continué Carreau (le 5 coupé) par le 10 de Carreau. La situation était :

♥ A D 10 8      ♠ R 3 Q A  
 ♣ 9 ♥ V D 6

Betty Kaplan a joué le 10 de Trèfle. (Est déclaré l'As de Carreau) qu'elle a coupé avec le Valet de Carreau. Enfin, elle a joué la Dame d'Ouest et a défaits le 10 de Trèfle. Est, qui n'avait plus que des atouts, dut couper et se jeter dans la fourchette à Cœur du mort...

**Aventures au jeu de la carte**

*Aventures au jeu de la carte* est le titre d'un livre du Hongrois Geza Ottlik et de Hingh Kelsey écrit en anglais en 1979, puis traduit récemment en français par Calisto et Tarnay aux Éditions Belin dans une collection dirigée par le champion français J.-M. Roudinesco. Il s'agit

un ouvrage qui avait 285 pages (édition anglaise) et qui a pris de l'embouppoint dans l'édition française avec 360 pages. Deux cents données scientifiques sont analysées de façon exhaustive pour montrer aux experts toutes les extraordinaires ressources du jeu de la carte. Voici un des coups les moins difficiles traités du chapitre IV sur « les Morts inversés immatériels » (On material reversed moves) qui sont en fait des Morts inversés particuliers car le dernier atout du mort y joue un rôle inhabituel.

♠ D86  
♥ D6  
♦ D86532  
♣ AD

♠ A73  
♥ R972  
♦ AR9  
♣ V93

N
O E
S

♠ 52  
♥ AV83  
♦ V1074  
♣ 1054

♠ RV1094  
♥ 1054  
♦ R8762

Ann. : O. donn. E.-O. vain.

Ouest	Nord	Est	Sud
1 SA	passé	passé	2 ♣
passé	4 ♣	passé	passé...

Ouest ayant attaqué l'As de Pique et le 3 de Pique, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

**Note sur les enchères.**

Le révéil à 2 Piques « non vulnérable » est congrueux. Peut-être aurait-il été plus raisonnable de dire d'abord « 2 Trèfles » (pour se replier à « 2 Piques » si on est contré). Nord aurait alors déclaré « 2 Carreaux » et Sud « 2 Piques ». Mais il n'est pas sûr que la manche aurait été atteinte.

**PHILIPPE BRUGNON.**

---

(1) *Aventures au jeu de la carte* (édit. Belfond). Prix : 140 F.

## INDISPENSABLE PERVERSITÉ

2.35-28	19-23	21.31-27	17-21
2.28-19	14-23	22.35-31	17-21
3.37-32(a)	10-14	23.47-42	17-23
4.45-37	5-10(b)	24.35-28(1)	15-23
5.37-32	23-34	25.41-34	13-18
6.39-30	14-19	26.41-36	9-14
7.44-39	10-14	27.41-36	9-14
8.37-32	23-34	28.41-36	9-14
9.31-26	11-16	29.41-36	26-37
10.22-28	18-22(c)	30.42-31	2-8(a)
11.45-48	28-35	31.48-42	14-20
12.45-48	28-35	32.48-42	14-20
13.37-31	7-17	33.41-36	4-10
14.37-37	13-18	34.74-72(b)	18-24
15.45-48	28-35	35.41-36	28-37
16.37-31	7-17	36.41-36	4-10
17.26-37(f)	22-31	37.40-18	13-22
17.26-37(f)	22-31	38.26-28	13-22
18.36-31	2-26	39.26-28	13-22
19.36-31	2-26	40.31-22(g)	6-11
20.33-13	8-19(d)	41.31-22(g)	6-11
		41.36-31	

etc. Une entrée en matière sans cesse télévisée mais de très haut niveau dans cette partie MININKA-POEPIES lors du championnat du monde, féminin, 1987, à Minsk

a) Les deux adversaires s'entraînent, mais sans un entraînement sérieux : 4. 6-4-39 (16-21) ; 5. 39-33 (13-19) ; 6. 44-39 (18-22) ; 7. 38-32 (11-13) ; 8. 31-27 (22-31) ; 9. 36-42 (7-11) ; 10. 41-37 (10-16) ; 11. 40-38 (16-11) ; 12. 35-39 (18-19) ; 13. 50-44 (8-14) ; 14. 35-30 [proposant l'embellissement] (20-24) [accepté] ; 15. 40-35 (18-23) ; 16. 44-40 (21-26) ; 17. 41-36 (12-18) ; 18. 40-38 (14-22) ; 19. 39-30 (14-22) ; 20. 25-14 (9-10) [le Normand des temps et le début prend un tout autre tour après cette rupture dans la partie LINSEN-OM-MOL du championnat du monde, 1987, à Moscou]

b) On les continuations dynamiques et à hauts risques : 4. ... (14-19, b, j) ; 5. 46-41 (5-10) ; 6. 32-28 (22-32) ; 7. 37-28 (9-14) ; 8. 42-37 (16-21) ; 9. 31-26 (18-22) ; 10. 24-30 (20-25) ; 11. 30-24 (18-22) ; 12. 30-24 (18-22) ; 13. 30-24 (19-30) ; 14. 35-24 (14-19) [chasse le pion tactique] ; 15. 24-13 (8-19) ; voir l'analyse de J. TSJISZJOW-ADER, *Journal international de Kislovodsk*, 1987, n° 2, p. 121

b) 1) a. (17-21); 5. 34-29 (23-34); 6. 39-30 (offre du champ) (11-17); 7. 44-39 (7-11); 8. 50-44 (1-7); 9. 30-25 (13-19); 10. 50-44 (8-12); 11. 30-25 (13-19); 12. 50-44 (8-12); 13. 30-24 (20-29); 14. 33-24 (19-30); 15. 25-34 (Les Blancs s'éloignent des eaux tourmentées en perdant ainsi des temps) etc. etc.  
c) 1. 30-24 (17-21); 2. 30-24 (17-21); 3. 30-24 (17-21); 4. 30-24 (17-21); 5. 30-24 (17-21); 6. 30-24 (17-21); 7. 30-24 (17-21); 8. 30-24 (17-21); 9. 30-24 (17-21); 10. 30-24 (17-21); 11. 30-24 (17-21); 12. 30-24 (17-21); 13. 30-24 (17-21); 14. 30-24 (17-21); 15. 30-24 (17-21); 16. 30-24 (17-21); 17. 30-24 (17-21); 18. 30-24 (17-21); 19. 30-24 (17-21); 20. 30-24 (17-21); 21. 30-24 (17-21); 22. 30-24 (17-21); 23. 30-24 (17-21); 24. 30-24 (17-21); 25. 30-24 (17-21); 26. 30-24 (17-21); 27. 30-24 (17-21); 28. 30-24 (17-21); 29. 30-24 (17-21); 30. 30-24 (17-21); 31. 30-24 (17-21); 32. 30-24 (17-21); 33. 30-24 (17-21); 34. 30-24 (17-21); 35. 30-24 (17-21); 36. 30-24 (17-21); 37. 30-24 (17-21); 38. 30-24 (17-21); 39. 30-24 (17-21); 40. 30-24 (17-21); 41. 30-24 (17-21); 42. 30-24 (17-21); 43. 30-24 (17-21); 44. 30-24 (17-21); 45. 30-24 (17-21); 46. 30-24 (17-21); 47. 30-24 (17-21); 48. 30-24 (17-21); 49. 30-24 (17-21); 50. 30-24 (17-21); 51. 30-24 (17-21); 52. 30-24 (17-21); 53. 30-24 (17-21); 54. 30-24 (17-21); 55. 30-24 (17-21); 56. 30-24 (17-21); 57. 30-24 (17-21); 58. 30-24 (17-21); 59. 30-24 (17-21); 60. 30-24 (17-21); 61. 30-24 (17-21); 62. 30-24 (17-21); 63. 30-24 (17-21); 64. 30-24 (17-21); 65. 30-24 (17-21); 66. 30-24 (17-21); 67. 30-24 (17-21); 68. 30-24 (17-21); 69. 30-24 (17-21); 70. 30-24 (17-21); 71. 30-24 (17-21); 72. 30-24 (17-21); 73. 30-24 (17-21); 74. 30-24 (17-21); 75. 30-24 (17-21); 76. 30-24 (17-21); 77. 30-24 (17-21); 78. 30-24 (17-21); 79. 30-24 (17-21); 80. 30-24 (17-21); 81. 30-24 (17-21); 82. 30-24 (17-21); 83. 30-24 (17-21); 84. 30-24 (17-21); 85. 30-24 (17-21); 86. 30-24 (17-21); 87. 30-24 (17-21); 88. 30-24 (17-21); 89. 30-24 (17-21); 90. 30-24 (17-21); 91. 30-24 (17-21); 92. 30-24 (17-21); 93. 30-24 (17-21); 94. 30-24 (17-21); 95. 30-24 (17-21); 96. 30-24 (17-21); 97. 30-24 (17-21); 98. 30-24 (17-21); 99. 30-24 (17-21); 100. 30-24 (17-21); 101. 30-24 (17-21); 102. 30-24 (17-21); 103. 30-24 (17-21); 104. 30-24 (17-21); 105. 30-24 (17-21); 106. 30-24 (17-21); 107. 30-24 (17-21); 108. 30-24 (17-21); 109. 30-24 (17-21); 110. 30-24 (17-21); 111. 30-24 (17-21); 112. 30-24 (17-21); 113. 30-24 (17-21); 114. 30-24 (17-21); 115. 30-24 (17-21); 116. 30-24 (17-21); 117. 30-24 (17-21); 118. 30-24 (17-21); 119. 30-24 (17-21); 120. 30-24 (17-21); 121. 30-24 (17-21); 122. 30-24 (17-21); 123. 30-24 (17-21); 124. 30-24 (17-21); 125. 30-24 (17-21); 126. 30-24 (17-21); 127. 30-24 (17-21); 128. 30-24 (17-21); 129. 30-24 (17-21); 130. 30-24 (17-21); 131. 30-24 (17-21); 132. 30-24 (17-21); 133. 30-24 (17-21); 134. 30-24 (17-21); 135. 30-24 (17-21); 136. 30-24 (17-21); 137. 30-24 (17-21); 138. 30-24 (17-21); 139. 30-24 (17-21); 140. 30-24 (17-21); 141. 30-24 (17-21); 142. 30-24 (17-21); 143. 30-24 (17-21); 144. 30-24 (17-21); 145. 30-24 (17-21); 146. 30-24 (17-21); 147. 30-24 (17-21); 148. 30-24 (17-21); 149. 30-24 (17-21); 150. 30-24 (17-21); 151. 30-24 (17-21); 152. 30-24 (17-21); 153. 30-24 (17-21); 154. 30-24 (17-21); 155. 30-24 (17-21); 156. 30-24 (17-21); 157. 30-24 (17-21); 158. 30-24 (17-21); 159. 30-24 (17-21); 160. 30-24 (17-21); 161. 30-24 (17-21); 162. 30-24 (17-21); 163. 30-24 (17-21); 164. 30-24 (17-21); 165. 30-24 (17-21); 166. 30-24 (17-21); 167. 30-24 (17-21); 168. 30-24 (17-21); 169. 30-24 (17-21); 170. 30-24 (17-21); 171. 30-24 (17-21); 172. 30-24 (17-21); 173. 30-24 (17-21); 174. 30-24 (17-21); 175. 30-24 (17-21); 176. 30-24 (17-21); 177. 30-24 (17-21); 178. 30-24 (17-21); 179. 30-24 (17-21); 180. 30-24 (17-21); 181. 30-24 (17-21); 182. 30-24 (17-21); 183. 30-24 (17-21); 184. 30-24 (17-21); 185. 30-24 (17-21); 186. 30-24 (17-21); 187. 30-24 (17-21); 188. 30-24 (17-21); 189. 30-24 (17-21); 190. 30-24 (17-21); 191. 30-24 (17-21); 192. 30-24 (17-21); 193. 30-24 (17-21); 194. 30-24 (17-21); 195. 30-24 (17-21); 196. 30-24 (17-21); 197. 30-24 (17-21); 198. 30-24 (17-21); 199. 30-24 (17-21); 200. 30-24 (17-21); 201. 30-24 (17-21); 202. 30-24 (17-21); 203. 30-24 (17-21); 204. 30-24 (17-21); 205. 30-24 (17-21); 206. 30-24 (17-21); 207. 30-24 (17-21); 208. 30-24 (17-21); 209. 30-24 (17-21); 210. 30-24 (17-21); 211. 30-24 (17-21); 212. 30-24 (17-21); 213. 30-24 (17-21); 214. 30-24 (17-21); 215. 30-24 (17-21); 216. 30-24 (17-21); 217. 30-24 (17-21); 218. 30-24 (17-21); 219. 30-24 (17-21); 220. 30-24 (17-21); 221. 30-24 (17-21); 222. 30

- g) ... et perdue des temps.
- h) Prise en tenaille de l'aile droite des Blancs qui peuvent se trouver à terme confrontés à d'épineux problèmes.
  - 1) Les Blancs jouent sans doute le coup le plus fort pour tenter de se dégager.
- i) Forcé.
- j) Toujours présente la tenaille.
- k) Ce coup interdit (9-14), (9-13) et (4-10), ainsi, sur 24, ... (4-10), les Blancs jouent sans doute le coup le plus fort.
  - 26. 38-33 (27x47) ; 27. 49-44 (47x29) ; 28. 34x51 (25x34) ; 29. 40x20 (15x24), etc., B+.
- ml) Les Blancs paraissent se faire plaisir à jouer une robuste structure centrale. Ce plaisir ne se limite cependant pas à une satisfaction visuelle, projeté qu'il est la conception constante, qui est gain.
- n) Autre chercheurs : décaler les conséquences d'une l'opération impetiveuse 30 ... (21-26) ...
- o) Indispensable perversité illustrée par la conception d'une combinaison de gain. Ce n'est pas l'idée de tirer profit de la soumission de l'aile droite à l'emprise de la tenaille en place depuis le dix-septième temps !
- p) Gain de pion et + dans cette position.

**PROBLÈME  
BEAUREGARD  
1920**

Les Blancs jouent et gagnent en quatre temps.

Élégante et déconcertante pour les nouveaux amateurs, cette application de la priorité à la prise majorette.

• Solution : ♔5-♖1! (37×39)  
44×33! (24×44) 33×13 (18×9)  
49×36! +.

**JEAN CHAZE.**

**№ 552**

**Horizontalement**

I. Ancien président de la République. — II. Sa province fut longtemps disputée. Fut surintendant. — III. Il peignit à la fresque. Bavardât tranquillement. — IV. Ile. Rendit plus fort. A bout de verbe. — V. Immobilisés. Tient le harnais. — VI. Tapa des pieds. Vieille famille. — VII. Pour ça ils se seront étripés. Demande un choix. — VIII. Pour l'exercice. On peut y suivre le fil. — IX. Dans

7	8	9	10	11	12	13

certaines états, un rien suffit à la faire monter. Pour lui chaque mot compte. — X. Fout le épaté.

**Verticalement**

1. On y va avec une certaine gaieté. — 2. Particulièrement indigestes. — 3. Méritaient le paquet. — 4. Embellie. A sa place. — 5. Petit trait. Ville du Nord. — 6. Elle est souvent à la une. Ferrailles de bas en haut. — 7. Érudite. — 8. Si parfois ce sont les bous qui restent, les autres sont parfois des victimes. — 9. Se mènent en bateau. Fleuve. — 10. A pu relever de la justice. Bien tranquille. — 11. Ont leur été. Jouée à Saint-Cyr. — 12. Bramah pour sa femme. de bas en haut. Utile, elle ne ralentit pas la course. — 13. Inter-

## № 554

**Horizontalement**

1. ADEPFR - 2. ALOPPS - 3. ERIIIST - 4. AAINOTT - 5. ACEPPEPR (+1) - 6. AIMNOTTU - 7. EEEINRNZ (+4) - 8. CEEELIT (+1) - 9. BEITMRU - 10. EENRN - 11. EEEIINRNZ (+1) - 12. CEEEOVRS - 13. CEEENO - 14. ABEELMS (+2) - 15. AILMNTT (+1) - 16. ABEEGINS - 17. BECRRS (+1) - 18. DEEILR - 19. EEEIINRNZ (+2) - 20. AEELOTT - 21. ABEIISU

**Verticalement**

22. ACDEEUS - 23. ACEGLOS - 24. EENNORT - 25. EEEHIMOR - 26. EEEINPR (+1) - 27. ACINRNVR - 28. AEEILTY (+1) - 29. ABEIINT (+1) - 30. EEEIINRNZ (+1) - 31. CEELOOST - 32. ELORST (+1) - 33. BEIFNU - 34. ABEDELU - 35. ABCLORLU - 36. ACCEEHS - 37. EIIINOORU (+1) - 38. CEEIPSSU - 39. ABEIISU - 40. ABEENSS - 41. ABEENSSN (+1).

**SOLUTION DU N° 553**

1. DOIVENT - 2. RACORNTI - 3. DUPERIE (REFUDIE) - 4. SALO-

Les anacrostiches sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impraticables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie de l'Annuaire Larousse Révisé de l'Académie. (Les noms propres ne sont pas inclus.)

	22	23	24	25	26	27	28
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							

PIAU. - 5. OREILLE. - 6. AFFOUREY, petit bijou. - 7. LISSIER (LISIERES). - 8. AGITAL. - 9. RACLENT (CENTRAL). - 10. MENAIS (AMINES ANIMES MANIES NIAMES). - 11. ASTASIE (ASIATES). - 12. PANADE (PADANE). - 13. INPETS (PETS IN). - 14. CLOJNE (CONGELA). - 15. UNJANE FLORE (FLUORINE). - 16. AIRELLE (RAILLEE ARILLEE ERAILLE RALLIEE). - 17. ESRERINES (SERINNES INSERINES RESINNES SEERINES). - 18. REBENTENT. - 19. REGREESSE. - 20. DESERESSE. - 21. DESOLERA. - 22. PLEUMEUR. - 23. OCARINES. - 24. AINESSE (ANESSE). - 25. CTES.

[illegible]

هكذا من الأصل



# LA TABLE

## SEMAINE GOURMANDE

### Le Fleury

Restaurant « de quartier » (rien de péjoratif) et sans prétention, mais qui mérite d'être signalé pour les efforts de Denis (en cuisine) et Josiane Chenier à présenter une honnête cuisine en une carte intelligente et à des prix raisonnables. Ne serait-ce qu'avec le menu (95 F) proposant un choix entre huit entrées, autant de plats, le plateau des fromages et un dessert. Ce qui m'a permis le repas suivant : rillettes de saumon sur toasts, filets de porc crème d'oignons, tandis que mon voisin appréciait une terrine de canard confite d'oignons suivie d'une risotto au roquefort.

Bon plateau de fromages proposé avec beurre, noix et grains de raisin. Des vins de 55 F (côtes-de-bourg) à 63 F (sylvaner). A la carte, il vous faudra compter 200-250 F, mais mon addition, café et vin compris, ne dépassa point 150 F pour ce repas fort honnête.

© LE FLEURY, 139, avenue Farnetier, 75010 Paris. Tél. : 42-38-36-97. Fermé mardi soir et mercredi. CB - DC.

### Le Cottage Marcadet

Cottage est peut-être beaucoup dire, mais, en ce quartier mal avenant, c'est une bien agréable petite maison que s'est « arrangée » M. Jean Robin, lequel, avec son chef Spyros Varkas et sa jeune et avenante serveuse Marie, doit réussir vite à drainer les gourmets du coin. Ne serait-ce qu'avec son menu à 150 F vin compris, dans lequel vous pourrez choisir entre une nage de moules au curry et le gîte de foies de volaille, par exemple, puis entre une goujonnette de colin à la nage et le tendron de veau braisé à l'ancienne, un fromage, un dessert (bonne crème brûlée à la cassonade), le tout arrosé d'une demi-bouteille (touraine blanc ou rouge Commanderie de la Bergemone).

A la carte (compter 250 F), la salade de langoustines est au vinaigre de framboise, le filet de bœuf béarnaise, le magret à la crème de céleri. Tout cela bon, bravement servi. Et, avec le café, des truffes au chocolat exceptionnelles !

© LE COTTAGE MARCADET, 160, rue Marcadet, 75018 Paris. Tél. : 42-57-71-22. Fermé dimanche. CB.

### Le Mot de passe

C'est l'ancienne Via Veneto du cher Jacques Simon trop tôt disparu. Rajoutée, la petite salle paraît avenante, avec Philippe Chiere venu de Biarritz pour patron et Franck Remot, Breton, pour cuisinier. Le saumon norvégien est fumé « maison » (52 F.), les saint-jacques en chaudière (80 F.), le carpaccio de canard aux épinards (44 F.). On trouve une choucroute de poissons (75 F.), des filets de sole aux

pâtes fraîches (90 F.), un tartare au couteau (65 F.), etc. J'ai testé le bar au safran (un peu trop cuit) et les noisettes d'agneau à l'ail.

Carte surtout de bordeaux, avec l'un de ceux-ci au verre. Un menu déjeuner à 130 F intéressant si l'on y ajoute le fromage. C'est honnêtement bon, et les quarante-deux couverts seront vite trouvés aux déjeuners, dans le quartier. A découvrir pour des soirées sages.

© LE MOT DE PASSE, 13, rue Quentin-Bauchard, 75008 Paris. Tél. : 47-23-05-65. Fermé samedi midi et dimanche. CB - AE.

### Le Croquant

Cela doit faire deux ans que Jean-Yves Bigot a repris cette petite maison sympathique. Le voici bien dans ses meubles, fricassant les champignons à sa façon, servant le poulet de Bresse mariné en salade, un verre de jurançon « vendanges tardives » avec le foie gras. Notez encore la matelote de carpe royale au bourguignon et le foie de veau au muscat de Miraval, la côte de bœuf au chirolois, etc.

A la carte, il vous faudra compter 250-300 F, mais, sauf week-ends, le menu à 180 F (choix de deux plats, fromage et dessert, café et mignardises) est intelligent et gourmand. Bons desserts, de la tatin au miel à l'assiette chocolat, de la mousse aux agrumes confites à la glace à la vanille Bourbon.

© LE CROQUANT, 28, rue Jean-Marcel, 75015 Paris. Tél. : 45-58-50-83. Fermé dimanche et lundi midi. AE - DC - CB.

### Le Clos de l'Alma

C'est la « petite boîte » type comme les aime Curnonsky. Simple, de bon accueil, de prix honnête pour une cuisine elle aussi honnête et simple. La carte l'indique : « Cuisine traditionnelle au beurre, produits frais, vins de propriété ». Claude Chazalon vous proposera donc entrées et hors-d'œuvre (de 14 F l'œuf mayonnaise à 64 F le foie gras de canard en passant par une bonne quiche lorraine (32 F), les poireaux ou les lentilles en salade (30 F) et la morteau pommes à l'huile (34 F). Avant d'excellentes grillades (la viande vient des Boucheries Nivernaises), un chou farci robotisé (58 F), etc. L'andouillette est diplômée de l'AAAAA, les fromages sont honorables, le pavé chocolat onctueux (34 F).

Une douzaine de vins entre 56 et 80 F, dont le coteau d'Aix la Barmegonne 1988 à 68 F. C'est bien. Et des couteaux coupants !

© LE CLOS DE L'ALMA, 17, rue Malard, 75007 Paris. Tél. : 445-55-78-77. Fermé samedi et dimanche. CB, AE. Chiens acceptés.

L. R.

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

**GRANDS VINS DE BOURGOGNE**  
Direct. du product. GIVRY rouge et bl.  
FARIZÉ Gérard, viticult. 71640 GIVRY

**GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE**  
Direct. du product. ou consommateur.  
Qualité et millésime en sec et moelleux.  
J. LABAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON.  
Tarif sur demande.

## Avec Simenon à La Rochelle



ON vient de fêter le quatre-vingt-sixième anniversaire de Simenon, et son nom vient d'être donné à une artère de La Rochelle. Cortes, l'illustre cité avait déjà des titres littéraires, qui vit naître Tallemant des Réaux, Eugène Fromentin et quelques autres, et elle est devenue personnage de roman avec Alexandre Dumas. Mais le nom de Georges Simenon en est inséparable depuis qu'il vint habiter à Marailly (1932-1933), où il écrivit en deux ans quelque quatorze romans. C'est La Rochelle qui est le personnage principal du *Voyageur du Toussaint*, des *Fantômes du chapelier* et du *Testament Donadieu*.

La Rochelle mérite plus qu'une visite : un séjour. C'est la ville aux douze musées, aux tours portuaires, aux aristocratiques hôtels Renaissance... Ville aussi de la bonne table. Vous pourrez descendre aux Bries, belle maison aux chambres face au grand large (chemin de la Digue-Richelieu ; tél. : 46-43-39-37), sans restaurant. Au cœur de la ville, le grand hôtel est la *France et Angleterre* (22-24, rue Gauguillon ; tél. : 46-41-34-66). Simenon y séjourna en 1938 (il écrivit *Coup de vague*, qui se passe au pays voisin des boucheleurs). Le restaurant de l'hôtel, *Le Richelieu* (tél. : 46-41-34-66) est un des grands classiques du coin, avec en cuisine Bernard Frigère, gendre de la

patronne. Menus 115 à et à 155 F, et carte.

La Rochelle, pour les « anciens », c'est le souvenir de Guy Epailard, en son *Vieux Port* (4, place de la Chaîne ; tél. : 46-41-06-08). Vous y trouverez encore un beau plateau de fruits de mer. C'est aussi, un peu moins lointain, celui du *Yachman* (23, quai Valin ; tél. : 46-41-62-31) qu'anima Le Divellec, maintenant devenu parisien. Mais c'est un de ses anciens poulains

qui est à la barre, et lui-même garde un œil sur la carte où la moullade du pays d'Aunis le dispute au tartare de thon. Menus et carte (compter 300 F).

En dehors de ces classiques, vous irez bien évidemment chez le grand homme du coin : Richard Coutanceau. Certains reprochent à ce *Relais gourmand* la monotonie de la carte, d'autres s'en félicitent, d'autres enfin adorent la salade de pigeon à la crème de noisettes et les crêpes à l'eau-de-vie d'abricot, tandis que

d'autres s'interrogent : qu'aurait dit le vieux Donadieu de tant de subtilité sur fond pastel ? Menus à 170 et à 340 F, et carte.

Les classiques préféreront sans doute *La Marmite* (14, rue Saint-Jean-du-Pérot ; tél. : 46-41-17-03), où Louis Marzin propose la moullade (les moules à la façon délicate et rustique du pays) et la morue purée de pommes de terre. Menus de 150 F à 330 F, et carte. Marzin, de reste, vient d'ouvrir, voisin de sa *Marmite*, un petit bistrot, *L'Assiette Saint-Jean* (18, rue Saint-Jean-du-Pérot ; tél. : 45-41-75-75), où le commissaire Maigret eût aimé s'installer pour se régaler de moules marinières et de tête de veau ravigote, pour guère plus d'une centaine de francs.

Du temps de Simenon, il y avait, à L'Houmeau, à quelques kilomètres, un cabaret-auberge tenu par la Guiguite, ancienne marchande de poisson, au menu en sept services à des prix « oubliés ». Les alentours de La Rochelle, aujourd'hui, sont moins personnalisés. Notez cependant *La Maison des mouettes* (à Aytré, 5 kilomètres, S.E. ; tél. : 46-44-29-12), renommée.

Et relisez Simenon, histoire de retrouver, à travers le La Rochelle d'aujourd'hui, dans les mêmes rues qu'autrefois, un La Rochelle de toujours.

LA REYNÈRE.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Belle Western\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 92-47-42-55 - Tél. 478-418.  
Télécopie 93-16-17-29.

**HOTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-38-39-60  
Plais centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Pays rép. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus l'ère com. d'Europe, 2040 m.  
**LE VILLARD, tél. 92-45-82-08**  
GRILL et CHAMBRES-STUDIO  
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.  
**BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62**  
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.  
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

#### Paris

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

#### Provence

**83240 CAVALAIRE**  
**HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE\*\*\***  
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.  
Tél. 94-64-04-27.  
Tél. 480-293 F CALANQUE  
Spécialités : POISSONS.

#### LANGUEDOC

Vallée de la CÈZE  
M. Maurice COSTE (3<sup>e</sup> génération)  
et PHOTEL DU COMMERCE\*\*  
30530 GOURDAGUES  
vous proposent deux séjours au soleil et leurs prix de pension (vins compris).  
10/3 au 31/5. De 155 à 180 F (seul ch. ind.)  
1<sup>er</sup> juin au 5 juillet 1989.  
25/8 au 29/10. De 165 à 190 F (seul ch. ind.)  
6/7 au 24/8. De 185 à 215 F (seul ch. ind.)  
Réductions de 5 % pour 15 jours pleins.  
(Sauf du 6 juillet au 24 août).  
Excursions en car dans toute la région, randonnées pédestres, piscine, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canot-kayak, tennis, soleil, calme, repos, régimes assurés.  
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

**26110 NYONS**  
4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, piscine, etc. Cuisine à votre goût. On ne fume pas à table.  
Bibliothèque, club, conf. TV, Tél. Dir. Mireille COLOMBE.  
**AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES.**  
Tél. 75-26-12-89.

#### Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES\*\*\***  
Saint Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Tél. : 41150 FENICE I.  
**VÉRONE**  
**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Della Corte, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

#### Grande-Bretagne

**68 - QUEENSGATE**  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-570-6111. Tél. 916228.  
Télécopie 19-44-1-570-6578.  
Hôtel moderne et accueillant  
Près de Knightsbridge, Harrods  
Hyde Park, musées.

## MIETTES

● **Pauvre Jules !** — Publicité, que de crimes en ton nom ! Le restaurant *Lapérouse*, pour se consoler sans doute de n'avoir que trois petites fourchettes au Michelin fait une publicité parlant de « voyage gourmand » et illustre d'un voilier. C'est vouloir faire croire que ce vieux restaurant autrefois illustre porte le nom de l'explorateur La Pérouse (un deux mots), alors qu'il n'honore que celui de Jules Lapérouse, nouveau du fondateur du café-restaurant Lauvergnat, ancêtre de la maison.

● **Menus.** — Les menus-cartes d'un excellent rapport qualité-prix sont assez rares. Patrick Lenôtre

(28, rue Duret, Paris-16<sup>e</sup> ; tél. : 45-00-20-45) lance un « menu de printemps » (et du soir) : choix de deux plats, fromages et dessert (260 F). A signaler aussi le menu du soir du *Bourdonnais* (113, avenue de La Bourdonnais, Paris-7<sup>e</sup> ; tél. : 47-05-47-98) à 250 F vin compris en cette excellente maison ouverte, qui mieux est, le dimanche. Enfin, notons une nouveauté aux *Cafés brisés* (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle, Paris-15<sup>e</sup> ; tél. : 45-75-62-62), le « menu du jour », choix de cinq entrées, d'un poisson et d'une viande tous les jours différents, fromages et chariot des desserts (220 F).

L. R.

## Le Monde SERGUEI



PLUS DE 150 DESSINS PARUS DANS LE MONDE ET DE NOMBREUX INÉDITS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE - 148 p. - 47 F

FRANCE (hors de port local) Nbre ex. : X 62 F = Europe (hors de port local) Nbre ex. : X 67 F = Commande et règlement à retourner à : <b>Le Monde</b> Service vente au numéro 7, rue des Beaux-Arts, 75003 Paris France	<b>BON DE COMMANDE SERGUEI</b> NOM : _____ PRÉNOM : _____ ADRESSE : _____ LOCALITÉ : _____ CODE POSTAL : _____ PAYS : _____
--	---



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

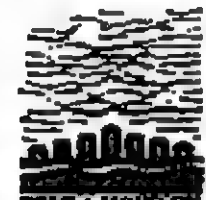
123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77





## Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :



**DIRECTEUR DE LA FORMATION** Réf. VM 39/3051 A

**Prendre en charge l'Administration et la Gestion de notre Direction Régionale**  
Réf. VM 50/387 J



**CHIEF DE PROJET** Réf. VM 52/1418 AT  
Informatique - Banque



**DEVELOPPER** Réf. VM 50/2626 B  
UN CENTRE DE PROFIT



**INGENIEURS CHIMISTES** Réf. VM 25/767 T  
Lorient-Paris

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

**EGOR**

## Le Groupe Flammarion

recherche son  
**REPRESENTANT EXCLUSIF (H/F)**

Statut VRP Paris - Rive Gauche

- Le candidat de formation supérieure justifiera d'une expérience commerciale réussie dans le domaine de l'édition et de la librairie.
- Il sera motivé et disponible, il assurera la relation clientèle auprès des libraires du 1<sup>er</sup> niveau.
- Il aura la responsabilité du développement du C.A. de l'un des secteurs les plus importants de la Société.
- Les dossiers de candidature (Curriculum-Vitae, photo et lettre manuscrite) seront à adresser au Service du Personnel, Librairie E. FLAMMARION 26, rue Racine, 75006 PARIS.

**RICHE BAUCHE**, Pour renforcer notre équipe face à de nombreux recrutements, nous recherchons un(e)

## CHARGÉ DE RECRUTEMENT

capable d'être immédiatement opérationnel  
Ses spécialités de cette fonction (expérience cabinet ou entreprise) - Soit commercial ou ingénieur ayant cependant une pratique confirmée du recrutement. Nous vous proposons une mission de 6 mois (contrat à durée déterminée) avec démissionnement immédiat.  
Nous sommes leader du marché de la sécurité et investissons pour votre avenir. Envoyez nous très vite votre CV, photo, et lettre manuscrite à : GROUPE RICHE BAUCHE - DRH - 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 Velizy, en indiquant un N° de téléphone où vous joindre.

**FICHET**

## SOTAIR

recherche son  
**RESPONSABLE DE L'ACCOMPAGNEMENT**

- Rattaché directement au Directeur Technique.
- Animation d'une équipe de 150 personnes chargée d'accueillir les clients, tant aux aéroports que pendant les séjours et les circuits à l'étranger.
- Négociation avec nos prestataires.
- Etudes économiques et juridiques.

**Profil du candidat :**

- Âgé de 30/35 ans, de formation supérieure, il parle couramment l'anglais et pratique l'espagnol.
- Il a une expérience dans 1 poste en relation avec les milieux du tourisme à l'étranger.
- Souhait du contact humain, aptitude à l'animation d'une équipe, sans de la communication vers l'extérieur.
- Bonnes notions de droit et d'économie.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé accompagnés, de façon indispensable, d'une photo et des présentations salariales en précisant la réf. 45064 M à BLEU Publi-17, rue Label, 94307 Vincennes CEDEX

CABINET D'INGENIEURS  
CONSEILS EN BREVETS  
D'INVENTION A PARIS  
aux activités internationales  
recherche

**UN INGENIEUR  
DIPLOME  
GRANDE ECOLE  
OU DOCTEUR**

Avec au moins quelques  
années de pratique professionnelle. Connaître les  
propriétés industrielles ou  
motivés par activités de  
CONSEIL EN BREVETS

- Spécialité : physique ou  
électronique ou électro-  
technique, informatique  
électronique.

- Très bonne culture tech-  
nique.

- Préférence pour un poste  
de conseil juridique.

- Références capables d'as-  
surer et de rédiger.

- Excellent anglais, alle-  
mand la préférence.

- Expert ouvert à l'innovation et  
à sa protection juridique.

Accompagné par un avocat  
de confiance pour un candidat de  
valeur professionnelle. Salaires  
satisfaisants. Statut initial  
selon expérience et qualifications.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et  
réf. VM 45/424 BLB, 17,  
rue Label, 94307 Vincennes  
Cedex, qui transmettra.

**secrétaires**

**GALERIE ARTS  
PRIMITIFS**

recherche

**SECRÉTAIRE  
VENDEUSE**

Anglais exigé.

Adm. Inter. 1001 + C.V.

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

MÉCANIQUE  
DES FLUIDES  
COMBUSTION  
PLASTIQUE

**INGENIEURS :**

- grande école.

- pour développement de  
logiciels.

- et pour études méca-  
niques.

- Barreau Sud.

45-87-14-88.

**DEMANDES  
D'EMPLOIS**

Homme 42 ans, DESS sys-  
tèmes, enseignement et déve-  
loppement corrigé par une  
licence de Sciences économi-  
ques et un CEA d'architecture  
aérienne. Indiqué par toutes  
propositions dans un secteur  
dynamique et motivé.

Tél. : 42-25-19-27 apr. 19 h.

**automobiles**

**ventes**

**de 5 à 7 C.V.**

**A VENDRE**

DATSON BLUEBIRD Diesel

2 litres, bon état, 60 000 km.

Atch. 100 000 F.

Prix : 22 000 F.

Tél. : 43-44-42-41.

**de 12 à 16 C.V.**

Vd BMW 323i 88,

47 000 km, 100 000 F.

4 800 km, PAC 1, 100 000 F.

100 000 F.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

## Le Monde IMMOBILIER

appartements  
ventes

**16<sup>e</sup> arrdt**

**PRÈS MAISON  
DE LA RADIO**

3 p. 12 confort, 1-10 ch.

REF. IMMOBILIER

**IMMO MARCADET**

(1) 42-52-01-82.

**17<sup>e</sup> arrdt**

Marché des Notaires, 2 p. 36,

50 m<sup>2</sup> + terrasse 82, 80 m<sup>2</sup>.

22-23/3, 3-6-10/4, 14-17 h.

Notaire, 42-86-43-07.

**appartements  
achats**

**fermettes**

**locaux commerciaux**

**ventes**

**de 5 à 7 C.V.**

**A VENDRE**

DATSON BLUEBIRD Diesel

2 litres, bon état, 60 000 km.

Atch. 100 000 F.

Prix : 22 000 F.

Tél. : 43-44-42-41.

**de 12 à 16 C.V.**

Vd BMW 323i 88,

47 000 km, 100 000 F.

4 800 km, PAC 1, 100 000 F.

100 000 F.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

maisons  
de campagne

**16<sup>e</sup> arrdt**

**PRÈS MAISON  
DE LA RADIO**

3 p. 12 confort, 1-10 ch.

REF. IMMOBILIER

**IMMO MARCADET**

(1) 42-52-01-82.

**17<sup>e</sup> arrdt**

Marché des Notaires, 2 p. 36,

50 m<sup>2</sup> + terrasse 82, 80 m<sup>2</sup>.

22-23/3, 3-6-10/4, 14-17 h.

Notaire, 42-86-43-07.

**appartements  
achats**

**fermettes**

**locaux commerciaux**

**ventes**

**de 5 à 7 C.V.**

**A VENDRE**

DATSON BLUEBIRD Diesel

2 litres, bon état, 60 000 km.

Atch. 100 000 F.

Prix : 22 000 F.

Tél. : 43-44-42-41.

**de 12 à 16 C.V.**

Vd BMW 323i 88,

47 000 km, 100 000 F.

4 800 km, PAC 1, 100 000 F.

100 000 F.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83-47, scs.

48-88-83



EXPOSITIONS

« L'Europe et la Révolution » au Grand Palais

Le destin d'un continent

La Révolution, l'Europe, il fallait beaucoup d'habileté pour échapper aux lieux communs. Les organisateurs de l'exposition qui se tient au Grand Palais ont déjoué le piège par la profusion des œuvres.

En 1775, Voltaire a pleuré. Les nouvelles du terrible tremblement de terre de Lisbonne l'ont ému, comme elles ont touché une bonne partie de l'Europe. Les larmes de Voltaire sont le signe d'une solidarité européenne bien établie. Les nouvelles circulent, les hommes émeuvent, diffusent informations, savoir, lumières et émotions. En 1812, Napoléon est aux portes de Moscou. Il a imprimé par la force la marque militaire sur le réseau des solidarités européennes tissé par les intelligences du siècle. Auparavant les élites désiraient parler français, d'ordinaire les peuples refusaient de l'entendre.

C'est entre ces deux conceptions du destin d'un continent que la gigantesque exposition du Grand Palais — « L'Europe et la Révolution » — situe ses ambitions. L'Europe, la Révolution, deux majuscules pour deux mots aujourd'hui chargés d'un lyrisme un peu convenu. Il fallait beaucoup d'habileté pour échapper à ces lieux communs. Les organisateurs ont, en quelque sorte, déjoué ce piège par la profusion. Il est sûr que dans cette exposition — près de mille cinq cents œuvres — il y a trop à voir. Mais il y a également beaucoup à glaner de-ci, de-là. On peut même y découvrir quelques tableaux d'une Révolution que l'on pensait trop connue. Malgré la rigueur d'un découpage strict en trois parties — l'Europe à la veille de la Révolution, l'événement révolutionnaire, la Révolution créatrice, — malgré la sévérité de la présentation,

c'est à un parcours « impressionniste » que l'on nous convie. De cette massive tranche de vie de l'Europe à la fin du dix-huitième siècle, chacun retient ce qui lui plaît, un portrait royal par Goya, un buste de Kant, un aigle, une caricature de l'Anglais James Gillray ou un podomètre en forme de montre. Plus tôt qu'un parcours fléché et imposé dans l'art de la Révolution européenne, c'est un peu de l'esprit du temps qui flotte au Grand Palais à l'occasion d'une exposition pourtant lourde de sens.

Un mouvement structure cependant l'ensemble. Comment est-on passé de l'Europe des monarchies à celle des nationalités, de l'Europe à sa négation ? La Révolution française est au centre de ce mouvement, regardant vers le cosmopolitisme des esprits, suscitant également, en réaction contre ses appétits territoriaux, la naissance des nationalismes du dix-neuvième siècle. L'univers artistique reflète cette ambiguïté, et c'est le grand apport de cette exposition. Les artistes européens, à l'horizon 1800, recueillent aussi bien les étincelles qui, de France, ont jailli sur les autres pays que les traditions nationales revigorées par la résistance à l'influence française.

Tout commence dans la galerie des portraits en majesté. Ces figures royales, souvent déguisées (les portraits espagnols ou portugais), parfois brillantes (Gustave III de Suède), incarnent la tradition. En des poses héritées du Grand Siècle classique, parés des symboles de l'absolutisme, ils supportent pourtant les formes adoucies de la philosophie. Ces monarques sont despotiques mais aussi éclairés ; ils sont la base de la société et de l'art européens de l'époque.

Malgré tout, le « républicanisme » menace l'idéologie monarchiste. Le grand art, dès les années 1770, accueille en ses sujets antiques, Diogène, les Horaces, diffuse, à travers

l'Europe le modèle d'un nouvel homme : le héros qui sacrifie sa vie à la politique et fait naître un nouveau régime. David, Flaxell, Filger, Peyron, Houdon portent ces figures néo-classiques à leur apogée avant la Révolution. Même les penseurs s'habillent à l'antique. Quelques impressions salées de bustes permettent de découvrir ainsi Rousseau, Raynal, Quesnay déguisés en Solon ou en Cicéron.

Contre-propagande

Cette mode a-t-elle préparé la Révolution ? Les historiens en discutent. Même si peindre des héros romains est compatible avec une position très modérée, il n'est pas sans conséquence d'exalter Lucius Brutus, contempteur des rois, ou Marcus Brutus, assassin d'un tyran, pas plus que de donner en exemple Guillaume Tell ou Socrate. Quoi qu'il en soit les artistes européens, comme les écrivains, étaient prêts à accueillir la Révolution. Les images de la prise de la Bastille le prouvent. C'est là une belle profusion de genres et de styles. De l'imagerie à la toile de maître, des graveurs hollandais aux peintres allemands, partout l'on rêve à la chute du « monstre despotique ». Les poètes ne sont pas en reste qui, d'Alfieri à William Blake, versifient sur l'aurore d'une Europe éclairée par la révolte des Français.

Très vite, le point de vue de l'Europe sur la Révolution va changer. Les salles suivantes, illustrant l'événement révolutionnaire, le montrent clairement. Les artistes européens, tout comme les gouvernements, n'ont admis ni la guerre ni l'exécution du roi. On se souvient de la première salle, ces portraits de majestés tranquilles qui figuraient en harmonie le bonhomme Louis XVI. Il était l'un des leurs. Les rois européens tentent alors de laver l'affront. La contre-propagande par l'art, en est un des moyens les plus efficaces. Les images du martyre de Louis se

répandent rapidement, tout comme la vision du révolutionnaire français déformé par le dessin génial de Gillray. La caricature anglaise fut une arme de première valeur, traduite et réinterprétée dans la plupart des pays européens en guerre contre la République. Tout aussi virulentes sont les gravures qui, à chaud, répondent à la présence française sur les différents sols européens. La fierté nationale s'éveille de ce difficile contact, les œuvres d'art, déchaînées contre ces soldats qui « veulent manger le monde », le soulignent assez.

Après tout cela que reste-t-il de l'art révolutionnaire ? Quelques toiles tragiques qui n'ont pas toujours échappé au vandalisme contre-révolutionnaire, le *Triomphe du peuple français*, de Hennequin, que l'on découvre ici en partie restauré, les *Morts* (Marat, Bara), de David, la *Liberté ou la Mort*, de Regnault, sans doute l'une des plus belles toiles du moment, mais surtout la prolifération de l'imagerie de propagande, longtemps méprisée, sûrement méprisable par certains de ses aspects, mais très significative. La Révolution, jouant sur la rapidité de son propre tempo, n'a pas laissé aux artistes la possibilité de musarder en chemin ; engagés dans un combat ou rejoints, ils ont suivi le rythme effréné des commandes d'Etat.

Finalement, c'est la rencontre de deux arts officiels qui fait l'intérêt de l'exposition du Grand Palais. Là où le tableau de cour croise la propagande révolutionnaire, l'Europe du dix-huitième siècle jette ses derniers feux, comme si l'homme européen bégayait entre le « bon » monarque et le héros républicain, entre la nostalgie de la douceur de vivre et l'appel des temps nouveaux.

ANTOINETTE DE BAECQUE.

★ « L'Europe et la Révolution ». Du 19 mars au 26 juin 1989. Galerie nationale du Grand Palais. Exposition organisée par le Conseil de l'Europe et la réunion des Musées nationaux.

Munich 1937 au Goethe Institut

« L'art allemand » et « L'art dégénéré »

(Suite de la première page.)

L'exposition de l'art allemand, qui réunissait environ neuf cents œuvres d'artistes allemands ariens, avait lieu dans un vrai temple de l'art, dont c'était l'inauguration. Les œuvres y étaient accrochées avec soin, dans un climat forçant le respect. Beaucoup d'entre elles relevaient d'une peinture de genre, traditionnelle, héritée du dix-neuvième siècle, d'une production banale, insipide et conforme à un goût petit-bourgeois, sans qu'on puisse vraiment leur trouver, prises séparément, quelque chose de spécifiquement allemand. Par contre, d'autres ne pourraient être analysées autrement qu'en termes d'idéologie national-socialiste.

Des esprits malades

On peut prendre l'exemple de la façon de couler l'image de la jeunesse allemande dans de beaux corps respirant la santé, comme le fait un Ivo Saliger dans son *Jugement de Paris*, Paris étant un jeune militant du parti en culottes courtes. C'est un des quelques tableaux montrés au Goethe Institut, prudemment derrière un rideau noir, comme échantillon des sujets privilégiés par les nazis. On y trouve aussi un *Semeur glorifié* sur fond d'arc-en-ciel (Oskar Martin Amorbach), une sculpture, allégorie parfaite de la femme en mère sage (Arthur Von Huls) et des *Rameurs* tout droit inspirés des performances des JO (Albert Janssch).

Autant la présentation de l'exposition de la nouvelle Mai-

son de l'art allemand, était faite pour valoriser les œuvres et les donner comme participant d'une même grande idée de l'art, autant celle de l'art dégénéré était faite pour détruire toute idée d'œuvre d'art. Elle avait lieu dans un vieux bâtiment, un atelier de moulage du Hofgarten. Les quelques cinq cents œuvres de cent vingt-trois artistes, dont les plus visées étaient les expressionnistes et les représentants du Bauhaus (l'exposition comptait 49 Schmidt-Rottluff, 35 Nolde, 31 Kirchner, 24 Otto Mueller, 22 Rohlf, 20 Grosz, 19 Otto Dix, 17 Kokoschka, 16 Klee, 14 Kandinsky, 11 Beckmann et, entre autres, 4 Schwitters, 4 Chagall, 2 Mondrian, 2 Ernst et une lithographie de Picasso), y étaient volontairement accrochées de travers, entassées les unes sur les autres, entourées de commentaires les bafouant, les dénaturant et regroupées dans des salles mal éclairées ayant chacune une thématique dominante, du genre « la femme allemande tournée en dérision », « la vision yiddish du paysage allemand », « l'invasion du bolchevisme en art », « la nature revue par des esprits malades », « la folie érigée en système ».

Contre le beau, le bien, les valeurs éternelles, l'ordre, la clarté et la santé, on présentait là le laid, le mal, la mode, le désordre, la confusion mentale. On faisait la preuve définitive de la dégénérescence de l'art moderne et de la nécessité de l'enlever des musées. Après cette démonstration les artistes de la modernité n'eurent plus qu'à se taire ou s'exiler. Et avec eux, ceux qui les défendaient encore. En huit mois quelques dix-huit mille œuvres furent saisies, vendues au profit du Reich, récupérées par exemple par Goebbels, ou entreposées dans des hangars, où certaines ont finies par être brûlées.

Comment de théories en thèmes et de thèmes en discours, le national-socialisme a posé la qualité raciale comme condition de la qualité d'un peuple, de sa culture et de son art ; comment de glissements en glissements, de Darwin à Marx Nordau en passant par Cesar Lombroso, il a fini par assimiler tout l'art moderne à une production dégénérée, c'est ce que tente de montrer honnêtement l'exposition du Goethe Institut, en s'appuyant sur cette vaste machinerie de propagande qu'ont été les deux manifestations de Munich. Pour, nous disent les commissaires, « essayer de comprendre l'incompréhensible ».

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Munich 1937. Art acclamé, l'art diffamé. Exposition conçue et réalisée par Ullrich Amberlin et Amick Lantenois. Goethe Institut, 17, avenue d'Éna, jusqu'au 17 mai.

★ Jeudi 13 avril, autour de l'exposition, colloque : « Les répercussions du nazisme en France ». Réflexions sur la politique artistique national-socialiste. Doit-on aujourd'hui accrocher l'art officiel nazi dans les musées ?

**LIEU-DIT**  
atelier floral

Sur un coup de cœur  
Sur un coup de fil  
Nos bouquets de fleurs  
des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande :  
21, avenue du Maine  
75015 Paris  
Tél. : 42 22 25 94

JAZZ

Dizzy Gillespie et Max Roach à Banlieues bleues

Le fou de Philadelphie

Final de luxe à Banlieues bleues : deux des fondateurs historiques de la révolution bebop jouent en duo, Max Roach et Dizzy Gillespie. En prime, un film relate le voyage de Dizzy à Cuba : *Night in Havana*. Il y prophétise l'avenir du jazz et des musiques populaires du continent américain. On l'écoute.

« Oui, raconte Dizzy Gillespie, il va y avoir une unification de toutes les musiques. Jazz, Brésil, afro-cubain, les musiques de toutes les Amériques vont se joindre. C'est leur destin. Ça prendra quelques années, quinze ou vingt, peut-être davantage. Mais je veux être là pour le voir. Je serai là. Ce sera une espèce de, comment diriez-vous ? de *hou-lla-baïssé* et ce sera très fort ».

Vous savez, la musique n'a pas d'influence sur le monde politique et sur l'histoire des hommes. C'est regrettable, mais c'est ainsi. Elle n'a pas assez de force, mais elle place son empreinte. Le jazz a été déterminant pour les Noirs américains. Mais il n'a pas suffi. Vous ne pouvez pas créer un ordre social, vous ne pouvez pas en changer juste par la musique. Tout ce que vous pouvez espérer, c'est que les politiques vous voient et vous écoutent quand vous approchez.

Un flux d'énergie constant

« Les choses se sont arrangées aux Etats-Unis, mais si timidement, si *len-te-ment*. Quoi que vous fassiez, vous ne pouvez jamais éviter ce fait que vous avez regardé... la peau noire. Ça revient tout le temps, tout le temps, tout le temps... »

Avec Max Roach, nous sommes fin prêts pour ce concert en duo. Comment ? Je ne vous le dirai pas. Je me prépare depuis soixante-douze ans pour ce concert et lui, depuis il peine quelques années de moins. Il me connaît et je le connais. Quelque

chose circule entre nous, de l'ordre de l'intellect.

« Voyez notre concert fameux à Toronto, en 1953, avec Bird, Bud Powell, Max Roach et Mingus. Quel fou ce Mingus ! On a failli se tuer. Si vous écoutez bien le disque, tout le monde se plante. On n'a pas arrêté de se planter. L'un en était à la deuxième mesure quand l'autre attaquait le pont. Un moment, Bird avait deux fois huit mesures à jouer, puis le pont. A la place, il s'est mis à rejouer imperturbablement huit autres mesures puis huit nouvelles. On n'en sortait plus. La musique, elle, sortait toute seule. Le fait est là. Nous nous trouvons dans un flux d'énergie constant. C'est la marque principale du bebop. Ça a duré. Après quoi ça roule, ça évolue. Dans le jeu de Bird, par exemple, vous avez des traits qui vont durer très longtemps. Parce qu'il y a une intelligence sensible, visible ».

« Rien de miraculeux à cela. C'est simplement la musique et elle vient à son heure. On aura toujours besoin des musiciens. Un synthétiseur ne pense pas. Les machines ne pensent pas : elles n'ont aucune envie. Vous pouvez toujours vous en servir, les utiliser, mais si vous leur demandez de jouer, elles ne montent pas ».

« Ce qu'il faut c'est jouer et assurer le spectacle. Mon côté showman est lié à ma formation. J'ai travaillé avec Frank Fairfax, Cab Calloway, Lucky Millinder, Earl Hines, d'autres encore : tous étaient de remarquables showmen. C'est le jeu. Mon nom l'indique. Dizzy ça veut dire le fou, le dingue, le barje. C'est Philadelphie qui m'a surnommé Dizzy. Beaucoup de musiciens se sont vantés d'avoir inventé ce nom. Mais c'est Philadelphie. Avant d'arriver à Philadelphie en 1935, je m'appelais John, comme tout le monde, John Birks Gillespie. Et en sortant de Philadelphie, deux ans plus tard, tout le monde m'appelait Dizzy. C'est ainsi qu'à Paris, pendant l'été 1937, quand je suis venu pour la première fois avec la revue du Cotton Club au Moulin Rouge, je m'appelais déjà Dizzy... »

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE.

★ Dizzy Gillespie et Max Roach à Bobigny, le 25, à 20 h 30. Tél. : 45-85-66-00.

MUSIQUE

Semaine sainte en Arles

Autour d'un tombeau

Le lyrisme théâtral de l'Italie et l'austère dépouillement de l'Espagne, deux expressions religieuses de la Semaine sainte en Arles.

Le Printemps des instruments anciens se déploie pendant cette période pesante en un arc de cercle d'Aix-les-Bains à Lourdes, en passant par la Provence et le Vaucluse, où vingt-sept concerts décentralisés se dérouleront d'ici au 16 avril. En Arles, depuis trois ans, on célèbre la Semaine sainte, qui a inspiré tant de prodigieuses musiques, en l'église Saint-Martin-de-Méjean.

Cet édifice roman avait été aménagé après la Révolution par la Coopérative du syndicat des éleveurs de mérinos en deux étages séparés par une galerie de bois à panache, une acoustique parfaite pour les concerts. Il y régnait mardi un fervent profond pour ce programme d'oratorios que les Arts florissants présentent actuellement à travers la France (Saint-Médard, Tourcoing, Caen, Versailles, Colmar), tant le public est captivé par la présence toute proche de ces chanteurs et instrumentistes dont William Christie tire la quintessence.

Ce programme très original était composé d'œuvres italiennes rarement jouées, bien que *Jésus au sépulcre* (1685), de Giacomo Antonio Perci, ait été révisé en France ces dernières années par Alain Pacquier et la Capella de Bologne, dirigée par Sergio Barolo, qui le donne justement ce vendredi saint à la basilique du Rosaire à Lourdes. C'est un oratorio très caractéristique du baroque italien de la fin du dix-septième siècle, tant par la musique que par le texte, très personnels et d'un mani-

risme échoué. Autour du Christ mort sont assemblés la Vierge Marie, saint Jean, Marie-Madeleine, le centurion et Joseph d'Arimatee, qui se lamentent et se frappent la poitrine.

Mais l'horreur du drame et l'amer-tume du remords disparaissent peu à peu sous la tendresse des phrases, la douceur des mélodies, l'accumulation des images poétiques, la sensibilité des mots et des gestes qui se dissimule à peine dans les souvenirs de Marie-Madeleine ou de Jean, le disciple bien-aimé.

A ces brisées de fleurs jetées sur le tombeau du Christ s'opposent cependant un admirable madrigal déplorant sans fin « qu'une mère languissante accroisse, d'un océan de larmes, un océan de sang », les vénéments reproches aux juifs de Joseph d'Arimatee, et surtout l'air turturé de la Vierge Marie, qui défaille dans sa douleur, avec des modulations brutales d'un expressionnisme saisissant.

L'Oratorio pour la Semaine sainte, que l'on attribue à Luigi Rossi, quarante ans plus tôt, environ, est d'un baroque tout aussi extravagant, mais d'une autre ligne. C'est d'abord le tableau fort pittoresque de la foule juive qui harcèle Pilate, le persécute pour qu'il libère Barabbas, et les récitatifs, les airs pathétiques du procureur romain, qui s'interroge et se lamente avant de se laver les mains.

Ensuite, grande fête chez les démons, sûrs de leur victoire, qui dansent autour de la Sainte Vierge et tournent sa foi en dérision. A ces hurlements, clameurs, sifflements et éclats de rire de l'enfer, Marie oppose des lamentations dignes du Monteverdi de l'*Orfeo* ; et l'admirable Agnès Mellon s'élève au sublime dans cette longue progression rhéto-

Grève à l'Opéra de Paris

Pour la troisième fois en huit jours et la deuxième soirée consécutive, l'Opéra de Paris a annulé *in extremis* la représentation en soirée, le jeudi 23 mars, de la *Belle au bois dormant*, à la suite du mouvement de grève des danseurs de son ballet.

En dépit d'une nouvelle rencontre jeudi après-midi avec le directeur national de la musique et de la danse, M. Michel Schneider, la situation est inchangée à l'Opéra de

Paris dans le conflit qui oppose le ministère de la culture aux danseurs de l'Opéra de Paris et d'autres compagnies des opéras de province.

Les délégués CGT des danseurs campent sur leurs positions. Ils demandent l'exemption du diplôme prévu par la future loi visant à réglementer l'enseignement de la danse, principalement dans le secteur privé.

GALERIE KATIA GRANOFF

JEAN COUTY - LES CATHÉDRALES

15 MARS - 15 AVRIL 1989

92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. 42 65 24 41



## Culture



« Goal » de Martin Munkacsi

Parution d'un album sur les « visions du sport »

## Plus dure sera la chute

Image brouillée du mouvement, étude de geste, capture spontanée d'un saut brisé dans son élan, cette photo fut prise vers 1923 par Martin Munkacsi, vraisemblablement pour le quotidien sportif de Budapest AZ Est, auquel il collaborait après avoir abandonné son métier de peintre en bâtiment.

Personne avant lui n'avait montré des sportifs en action. Par son réalisme, la vue de ce gardien de but mordant la poussière possédait une violence égale à celle du militant espagnol, foudroyé, saisi au vol par Capa. Photographie le mieux payée du monde dans les années 30, Munkacsi fit progresser la photo d'un bond en appliquant à la mode ce qu'il avait appris sur le terrain comme reporter sportif. Il mourut en

1963 d'une crise cardiaque en regardant un match à la télévision où jouait une équipe hongroise.

Cet instantané mémorable figure en bonne place dans l'album des éditions Admira qui brosse en deux cents photographies un panorama dynamique et novateur de cent années de photographies sportives.

PATRICK ROEGERS.

★ Jean-Claude Gauthier, *Visions du sport*, photographies 1860-1960, préface de Pierre Borhan, éditions Admira, 253 pages, 340 F. Exposition au Palais de Tokyo, présentée par la Mission du patrimoine photographique, jusqu'au 17 avril.

## DANSE

« Changeling », de Charles Cré-Ange

## Funambules d'autoroute

*Changeling*, nous dit-on, est un mot anglais qui désigne un enfant faisant l'objet d'un échange. Dans les légendes anglo-saxonnes, les divinités ont des enfants mal formés, monstrueux; alors elles descendent sur terre et enlèvent un nouveau-né bien roulé qu'elles remplacent par le leur.

Dans *Changeling*, de Charles Cré-Ange, on ne voit ni dieux, ni enfants, ni échange; cela n'a aucune importance, on oublie vite ce titre, car le spectacle est très attachant, plein de drôlerie et de poésie.

Un homme est prostré contre une barrière d'autoroute, ligne infinie que coupe un poteau électrique. Débardeur noir découvrant une poitrine velue, pantalon et bottes noirs. Une fille blonde, en petite robe noire, jambes nues dans des godasses bruyantes, passe et repasse en traînant les pieds. Drôle d'endroit pour une rencontre. On ne sait pas si ces deux-là se sont trouvés, là, ou s'ils se connaissent depuis longtemps. Elle chantonne, parle toute seule,

sourit aux anges, elle a l'air un peu simple d'esprit. Il s'étire, ne la regarde pas. Elle joue à être une automobile, un cheval.

Soudain, il la juche sur son épaule. « Tu la connais, celle-là ? » demande-t-elle en fredonnant une chansonnette. « Tu descends de là, l'artichaut ? », dit-il. Il se met à faire divers exercices de culturiste, elle admire : « Faut pas avoir du nougat dans les mollets, hein ? » Ce n'était qu'un prétexte à un numéro de faire qu'ils vont nous faire tous les deux, messieurs et mesdames vous allez voir, en nous demandant de leur jeter des sons. Le comique naît, bien sûr, de la disproportion entre la pompe du boniment et la pauvreté des tours qu'ils exécutent. « Le double Mermoz ! Le grand écart de la mort ! » Fellini n'est plus loin, la musique d'ailleurs y fait penser.

Du ciel descend lentement, le long du poteau électrique, un jeune homme blond. Il appelle la fille

« Zouzou », lui envoie des baisers. Il rit comme un fou, la tête en arrière. Zouzou va danser tantôt avec lui, tantôt avec l'artichaut, la chorégraphie est toujours inattendue, insolite. Le jeune homme blond repartira comme il est venu, le long du poteau. Ange exterminateur ? Il descendra, mais cette fois inerte, pendant au bout d'un fil. Et c'est aussi un corps sans vie que l'artichaut, reprenant son numéro, manipuler. « Un phénomène de la nature ! Quatre-vingt centimètres seulement ! »

Les trois interprètes ont une présence captivante. Christie Lehoucq, en Gelsomina vaillante, pathétique, Gérard Weingand, en faux macho, à la fois las et obstiné, tendre et violent, replié sur quelque obscur secret. Et Jean Gaudin en ange du bizarre, aux fous rires un peu inquiétants, lunaire et hanté par le funambule des autoroutes.

SYLVIE DE MUSSAC.

★ Théâtre d'Ivry, jusqu'au 26 mars. Tél. : 46-70-21-55.

## VARIÉTÉS

Jean Guidoni à l'Espace européen

## Le voyou magnifique

Jean Guidoni est à l'Espace européen, où il a fait ses débuts de chanteur glorieux. Il a depuis acquis de l'assurance, l'audace de l'humour. Et n'a rien perdu de sa violence.

Après son triomphe au Bataclan, l'an dernier, Jean Guidoni revient à l'Européen, qui s'appelait Théâtre en Rond quand il y est apparu pour la première fois, ayant abandonné ses gentilles de chanteur mi-charme mi-fantaisie. C'était il y a huit ans et il avait fait fort, avec un maquillage-masque expressionniste, des chansons belles, sauvages, uniformément glorieuses.

Aujourd'hui, l'Européen n'est plus en rond. Sur scène, deux pianos parfaitement symétriques (sur lesquels jouent deux Japonais presque jumeaux, Ukarakabe et Hayashi) et un bouquet baroque de fleurs d'or composent un décor de clinquant et de mystère.

Dans une salle moins grande que le Bataclan, Jean Guidoni montre un aplomb de bête de cabaret dans la violence comme dans l'insolence. Il empoigne le public, lui flasque une version adaptée par Pierre Philippe de *Mandalay* (musique de Kurt Weill), module à cappella avec une irrésistible fausse naïveté la *Chanson dans le sang* de Kosma et Prévert, qu'il retrouve dans une terrifiante et supparthétique *Vie de*

*famille*, musique de Hans Eisler. On devrait toujours chanter Prévert de cette façon, loin de toute mièvrerie nostalgique, en redonnant la brutalité de son humour.

## Utilisation du charme rétro

Naturellement, il y a dans ce spectacle, mis en scène avec un raffinement dépourvu, les histoires désespérées qui font vibrer les fans de Guidoni, *Je pourrais commander* et *Je marche dans les villes*. Et cette « étude » sur les homos culturistes *Viril*, et ce magnifique rêve d'amour, *Djemila*... Et Guidoni ne cède pas à la facilité, il n'y a pas le tube de son dernier show, *Tramway Terminus Nord*.

Dansant, chaloupant, cognant, se marrant, Guidoni s'installe bien à l'aise dans son personnage de voyou intemporel, plus canaille que louche. En comédien, il lui fait traverser toutes sortes d'aventures. Une vraie saga picaresque. La force de Guidoni, son originalité, tiennent à sa façon d'utiliser le charme rétro, tout en prenant la distance du temps. C'est-à-dire qu'il aime l'ambiance mi-Gabin mi-Berlin, mais qu'il n'est pas dupe. Le monde d'aujourd'hui lui colle trop à la peau.

De quoi est-il dupe, Guidoni ? Pas de la chanson, qui ne va pas changer le monde, et pourtant elle lui est aussi indispensable que l'amour. Il est possédé par cette angosse de l'éphémère, du contact aussi intense que bref avec le public, avec ces

inconnus qui, l'espace d'une représentation, attendent tout de lui. C'est ce qui donne à son spectacle sa vitalité inquiète, son charme fétide.

C'est peut-être aussi ce qui donne à Guidoni l'audace de faire venir à côté de lui une gigantesque chanteuse de blues, Marcia Ann Bartley. Ensemble, ils interprètent la *Femme tatouée*, puis, en rappel, il apparaît en collant noir sous son veston, et ils parodient Broadway avec *Get Happy*. Après quoi, toujours en collant noir, Guidoni joue une chanson très belle et dure qu'il a écrite avec Michel Cwyte, *L'Harlope*.

COLETTE GODDARD.

★ Espace européen, 20 h 30, jusqu'au 15 avril. Tél. : 42-93-69-48. La librairie Seguir publie un livre sur Jean Guidoni, avec des textes de lui et des photos de Bruno de Monca. 80 pages, 150 F.

## URBANISME

## Banlieue 89 lance un mouvement pour la civilisation urbaine

Après plusieurs années d'existence, Banlieue 89 a besoin de trouver un nouveau souffle. D'abord parce que la ville est aujourd'hui un sujet à la mode, un cheval de bataille enfoncé par tout le monde (l'action de Roland Castro, l'un des promoteurs de Banlieue 89 y est certainement pour quelque chose). Ensuite parce que d'autres associations concurrentes, sinon rivales, sont nées - 75021, par exemple. Et Roland Castro entend bien marquer sa différence. Aussi vient-il d'annoncer la naissance d'un mouvement d'une revue, au titre commun : *Civilisation urbaine*. On retrouve au comité de rédaction de cette dernière, autour de Castro, des écrivains, des sociologues, des philosophes, et bien sûr des architectes. Jean-Paul Dollé, Yveline Bleskine, Jean-Pierre Le Dantec, ou Antoine Grunbach, tous de la même génération soixante-huitarde.

## « Un socle théorique solide »

Cette revue, qui paraîtra deux fois par an, a pour principe que « la ville n'est pas seulement une question sociale, mais plus fondamentalement une question de politique, d'esthétique et d'éthique ». Son objectif est d'être un lieu de débat : « Il s'agit, dit Roland Castro, d'élaborer un socle théorique solide qui devra irriguer la réflexion comme les revues *Éléments* ou le *Débat* l'ont fait, chacune de son côté ».

Mais Banlieue 89 entend également poursuivre son action sur le terrain, avec des moyens accrus, autour de 200 millions de francs si le ministère des finances exauce ses demandes. Castro appelle à lutter contre la ville à deux vitesses : « Les villes où l'on habite doivent être parallèlement belles, que l'on soit puissant ou misérable. C'est à l'État de garantir ce droit ».

Il donne cinq objectifs prioritaires à son association. Multiplier les projets architecturaux dans les villes de banlieue, cent par an pendant six ans. Lancer une campagne pour désenclaver les quartiers les plus excentrés et lutter par la même occasion « contre le lobby autoroutier ». Réhabiliter en profondeur les grands ensembles, « et ne pas se contenter de badigeonner quelques barres particulièrement vétustes » (une Ecole centrale de réhabilitation doit être créée par Banlieue 89). Lancer, en liaison avec le ministère de la culture, des grands projets culturels dans les quartiers qui vont mal : « Au Haut de Lièvre, à Nancy, le ciné-club et le club de jazz font venir en banlieue les gens de la ville, qui n'auraient jamais eu l'idée d'y mettre les pieds ».

## Une carte des points noirs

Enfin, Banlieue 89 dressera une carte de cette France « à deux vitesses » pour faire ressortir les points noirs mais aussi les actions potentielles positives. Reste le problème du Grand Paris que Castro a retourné dans tous les sens sans résultat. Il préconise maintenant l'entente de certaines municipalités sur des dossiers limités, précis (les communes riveraines de la Seine pour régler l'aménagement des berges du fleuve, les communes voisines de la Défense pour résoudre les problèmes du logement dans cet univers de bureau, etc.). Une approche plus réaliste que la des chances d'aboutir avec un coup de pouce de l'État, c'est-à-dire le déblocage de quelques subsides. De toutes les manières, le délégué à la rénovation des banlieues est résolu : optimiste : « Nous allons vivre l'âge d'or de l'architecture et de l'urbanisme ».

EMMANUEL DE ROUX.

## Communication

Statu quo pour la presse écrite

## Réforme de l'audiovisuel aux Pays-Bas

AMSTERDAM de notre correspondant

Par une remarquable coïncidence, les deux dossiers qui tenaient en haleine depuis plusieurs mois les milieux néerlandais de la communication ont pris, ces jours derniers, un tour nouveau et... opposé. Le projet de fusion entre les deux principales sociétés éditrices de quotidiens nationaux a reçu le coup de grâce, tandis que la télévision commerciale a obtenu le feu vert de la part du gouvernement.

La fusion qu'avaient annoncée, en novembre 1988, les dirigeants des groupes de presse NDU (Nieuws de Elsevier) et Perscombinatie n'aura pas lieu. Après les rédactions des cinq quotidiens nationaux concernés, les actionnaires de Perscombinatie s'y sont à leur tour, mardi 21 mars, déclarés opposés. Là où les journalistes avaient dénoncé les risques d'une perte d'identité rédactionnelle et d'une atteinte au pluralisme, les propriétaires des titres ont vu « une opération insupportable ».

Celle-ci aurait eu pour effet de faire tomber dans une seule escarcelle cinq des six quotidiens nationaux néerlandais, créant ainsi un nouveau géant de l'édition qui aurait contrôlé près du tiers du marché de la presse quotidienne. Le projet, toutefois, n'est pas complètement abandonné. Un haut responsable d'Elsevier a laissé entendre, mercredi 22 mars, que son groupe renoncerait « avec déception » à tout prolongement de discussion.

Si la partie est terminée en ce qui concerne la presse écrite, elle est entrée dans une phase cruciale s'agissant de la télévision commerciale. Après des années de tergiversations, le gouvernement de La Haye s'est finalement fait une religion : c'est oui. Mais à des conditions telles que l'on peut résumer la réforme audiovisuelle présentée le vendredi 17 mars par une formule lapidaire : la redevance pour les uns, la publicité pour tous !

Sans trop perdre de sa spécificité (le *Monde* du 1<sup>er</sup> février), le futur paysage audiovisuel néerlandais fera cohabiter sur le petit écran la chaîne purement commerciale et deux chaînes semi-commerciales. La première vivra à 100 % de la publicité, les messages pouvant occuper

un maximum de 15 % du temps de diffusion. Les seconds bénéficieraient de la totalité de la redevance et porteraient progressivement la durée de leurs émissions publicitaires à 7,5 % du temps d'antenne. Leur volume de publicité ne pourrait jamais excéder la moitié de celui de la chaîne commerciale.

## Un compromis politique

Par ailleurs, les chaînes pourraient, à l'avenir, collaborer sous la forme de coproductions ou de lancement de produits dérivés avec les éditeurs de presse écrite. C'est la deuxième originalité de la réforme, qui ferait ainsi disparaître la frontière, actuellement parfaitement étanche, entre les médias audiovisuels et les médias écrits.

Troisième et dernier point fort de la réforme : l'assouplissement des règles régissant les messages publicitaires. Leur diffusion resterait interdite le dimanche, mais elle n'aurait plus lieu sous la forme de blocs compacts encadrant les journaux télévisés. Les spots auront droit de cité sur toute la grille des programmes, et leurs tarifs seront calculés en fonction de l'audience des émissions.

Cette réforme est un compromis politique, au sein du gouvernement, entre les libéraux et les chrétiens-démocrates. Les premiers souhaitent la création d'une chaîne commerciale ; ils ont en gain de cause. Les seconds craignent que le lancement d'une telle chaîne ne tue les autres ; ils ont donc obtenu pour elles une plus grande liberté économique. De plus les deux partis partagent en commun une analyse : les discussions en cours au niveau européen sur la « télévision transfrontalière » auront tôt ou tard pour conséquence d'ouvrir le marché publicitaire des Pays-Bas aux chaînes étrangères, qui pénètrent dans 90 % des foyers grâce aux réseaux câblés. D'où la nécessité de permettre aux chaînes nationales de diffuser plus de publicité sous peine de voir des ressources importantes leur échapper.

Reste à savoir si cette commercialisation accrue du paysage audiovisuel sera du goût du Parlement, qui en discutera le mois prochain.

CHRISTIAN CHARTIER.

## EN BREF

● TF 1, A 2 et FR 3 proposent des compensations financières aux artistes-interprètes. — TF 1, Antenne 2 et FR 3 tentent d'éviter la grève des artistes-interprètes prévue pour le 29 mars qui risque de paralyser la production. Dans un communiqué commun, les trois chaînes indiquent qu'elles ont entamé des négociations avec les syndicats et que, dans un souci de « conciliation », elles proposent une compensation financière de 2,5 millions de francs.

Les organisations d'artistes-interprètes protestent contre le ralentissement des activités de production et leurs conséquences sur l'emploi (le *Monde* du 9 mars). Selon elles, les accords signés en novembre 1987 avec TF 1, A 2 et FR 3, qui prévoyaient quarante-quatre mille journées de travail en 1988, n'ont pas été respectés par les chaînes. Celles-ci dressent de l'année écoulée un bilan très différent : « Les heures de production d'œuvres de fiction originales françaises ont progressé de 15,3 %, le nombre de jours de travail des artistes français de 9,2 % ».

et la masse salariale distribuée aux artistes français de 43,2 % ».

● Démonstration de la TV haute définition européenne à Moscou. — Les industriels européens de la télévision, réunis dans le programme Eurka 95, ont procédé pendant trois jours à des démonstrations de leurs matériels de télévision haute définition, qui doivent dans l'avenir remplacer les téléviseurs actuels. Ces démonstrations, auxquelles ont assisté plusieurs responsables soviétiques, dont le premier ministre M. Mikhaïl Rykov, avaient pour but de convaincre l'URSS de soutenir la norme européenne HD Mac. En effet, la CCIR (organisme mondial de normalisation) doit arbitrer en 1990 entre plusieurs propositions, japonaises, américaines et européennes. Le soutien des pays de l'Est serait un atout important pour la position européenne. Par ailleurs, étant donnée la taille de son territoire, l'URSS pourrait s'intéresser à la diffusion de programmes en haute définition, par satellites, vers un réseau de salles.

L'argentine des MARGA, 88 ans, une pèche terrible, une vraie folie. Alfredo ARIAS nous fait voyager loin...  
Un enchantement.  
Il faut savoir rire et pleurer aux aventures de cette famille, de ces acteurs.  
A Aubervilliers, on croit aux miracles, et c'est bien !

## FAMILLE D'ARTISTES

Une comédie avec chansons de Kado KOSTZER et Alfredo ARIAS au rythme de la musique argentine d'Astor PIAZZOLA

Mise en scène Alfredo ARIAS

PROLONGATION

THEATRE DE LA COMMUNE  
2, rue Edouard Belin 93500 AUBERVILLIERS  
Location 48 34 67 67 et FNAC

NOUVELLE FORMULE

**Le Monde**

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI  
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

سكزا من الأصل







## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche-matin. Signification des symboles : R : Signal dans le Monde radio-télévision ; F : Film à émettre ; O : On peut voir ; N : Ne pas manquer ; M : Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 24 mars

## TF 1

20.40 Variétés : *Avant de partir*. Emission présentée par Patrick Sabatier. Invité : Michel Galabru. Variétés :



Stone et Chardon, Tracy Spencer, les Rita Mitsouko and Sparks, Graziella de Michel, Tom Jones, des vidéos de Michel Jonasz et de Madonna. 22.45 Magazine : *Destinées*. De Patrick Joudy. Romy Schneider, avec des textes de Jean Duriens les par Lambert Wilson. 23.45 Journal et Météo. 0.05 Série : *Arènes* Lapin. Le bouchon de cristal avec Georges Deschamps. 1.00 Série : *Des agents très spéciaux*. Une bonne discothèque.

## A 2

20.35 Série : *Hôtel de police*. L'occasion, avec Cécile Magnat, Olivier Granier. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : « Peut-on les condamner ? », sont invités : le cardinal Albert Decourtray (Un évêque et Dieu), Alain Finkielkraut (La Mémoire vaine), Frédéric Pottecher (Le Procès de la défilé), Simon Wiesenthal (Justice n'est pas vengeance). 22.55 Journal et Météo. 23.15 Cinéma : *Le Plaisir* avec Film français de Max Ophüls (1951). Avec Claude Dauphin, Jean Gailly, Gaby Morlay. 0.55 Magazine : *Du côté de chez Fred* (rediff.).

## FR 3

20.35 Feuilleton : *Moukhattam*, le dernier vice-roi. De Tom Clegg, avec Nicol Williamson, Janet Suzman, Ian

Richardson (2<sup>e</sup> épisode). 21.30 Magazine : *Thalassa*. De Georges Pernaud. Le mariage de la mer. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Têlémag : *Le chemin de Damas*. De Ludovic Segarra, avec Alexandre Arbat, Vladimir Tolsty, Omar Amizzy. 2.20 Têlémag : *Magique*. Misère, d'Allegri, par le Chœur de Champagne-Ardenne, direction Françoise Lasserre.

## CANAL PLUS

20.30 Têlémag : *Cri d'amour*. De Paul Wendkos, avec Susan Blakely, Powers Boothe. 22.05 Documentaire : *Le monde inconnu des serpents*. 22.25 Magazine : *Exploits*. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : *Crocodile Dundee* n° 1. Film australien de Peter Faiman (1986). Avec Paul Hogan, Linda Kozlowski, John Meillon. 0.30 Cinéma : *L'Artiste sous la mer* n° 1. Film français de Philippe Muyl (1984). Avec Christophe Malavoy, Elmi Dragouni, Julien Guiochon. 2.00 Cinéma : *Adieu mon soleil* n° 1. Film américain de Peter Yates (1973). Avec Robert Mitchum, Peter Boyle, Richard Jordan (v.o.). 3.40 Cinéma : *Pour X raisons*. Film français classé X de Philippe Byrnes (1982). Avec Françoise Verrier, Pierre Navarre. 5.00 Cinéma : *Les Caprices de Mariva* n° 1. Film français de Philippe de Broca (1969). Avec Philippe Noiret, Marthe Keller, Jean-Pierre Marielle. 6.30 Série : *Stalag 13*.

## LA 5

20.30 Têlémag : *Implosion* trois. De Robert Lewis, avec Heather Locklear, Terence Knox, Karyn, 22.20 Première légende. Soudain Casanova-Victor. Extraits des Noces de Figue, de Mozart ; de *Roméo et Juliette*, de Gounod ; de *Martha*, de Georges ; de *Sonnet* des matines, de Huc ; Colibri op. 2 n° 7, de Chausson. 23.07 Club 45 la musique ancienne. 0.30 Poissons d'or. Œuvres de Weinmann, Camela, Harrison ; à 1.30. Les poissons d'or du passé ; Gian Francesco Malipiero.

## Samedi 25 mars

## TF 1

13.15 Magazine : *Reportages*. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. Broadcast sur Seine. 13.50 La Une est à vous. 13.55 Feuilleton : *Salut les humains*. 14.35 La Une est à vous (suite). 15.45 Têlémag à Saint-Cloud. 15.55 La Une est à vous (suite). 16.10 Trente millions d'années. Emission de Jean-Pierre Hérin. Sommaire : Les anges gardiens de l'atmosphère ; La troupe de Jean-Luc Moreau ; Outils, plumes et l'épave. 18.40 Série : *Les professionnels*. 19.30 Série : *Marc et Sophie*. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Tapis vert et tirage du Loto. 20.45 Jeux : *Luttes*. Emission présentée par Guy Laroche. 21.00 Série : *La patrouille canadienne*. Les aventures de Stelkie, Bjorn et Ylaur. Traversée du Saint-Laurent. 22.25 Feuilleton : *Mont-Royal* (12<sup>e</sup> épisode). 0.20 Journal et Météo. 0.40 Série : *Drôles d'histoires*. 1.05 Série : *Mamzelle*. Une mémoire défilante.

## A 2

13.20 Magazine : *L'essentielle* anglaise. Présenté par Bernard Rapp. 14.10 Magazine : *Samedi passion*. Audience passion : Sur les ailes du vent ; *Frei Wie der Wind* ; *Cyclisme* ; *Critérium international de la route* ; *Spécial automobile* formule 1. 18.05 Magazine : *Les chevaux du week-end*. Présenté par Pierre Bès. 18.15 Série : *Le mythe*. 19.00 INC. 19.05 Série : *L'homme qui tombe à pic*. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.45 Variétés : *Champs-Élysées*. Spécial Paris latin. Avec Sergio (le meneur de la revue), Michèle Torr, Patrick Préjean, Bernard Haller, Jacques Balutin, Michou, Daniel Prévost, Jean Lefebvre, Serge Lama, Claude Giraud, Régina Moreno, Colette Renard, Carlos, Laurence Badie, Marie-Paule Belle, Joseph et Sampson Bouglione. 22.25 Série : *Mémoires de nuit*. Temps mort, avec Catherine Allégret. *Où il est question de sauver une basket-ball américaine poursuivie par des tueurs*. 23.25 Journal et Météo. 23.40 Magazine : *Les lettres noires* pour mots blancs. Interviews : Anthony Burgess, Camille de Casabianca, Angela Davis, Niels Arestrup, Jean-Yves Lafesse.

## FR 3

14.00 Jeu : *Génies en herbe*. 14.30 Magazine : *Festoches*. 3. 2. 1.

© Paris Première attaquée par les professionnels du cinéma — La Fédération nationale des cinémas français (les exploitants de la FNCF) et l'Union des producteurs de films (UPF), assignent en justice Paris Première, programme local du réseau Paris-Câble. Exploitants et producteurs reprochent à la chaîne d'avoir diffusé 609 films l'an dernier au lieu des 192 autorisés. « Il ne s'agit pas pour nous d'entraver le développement du câble, explique-t-on à la FNCF, mais d'empêcher, à partir d'un

cas exemplaire, que l'essor de ce nouveau moyen de communication ne se fasse au prix d'une dégradation mortelle pour le cinéma français. » L'AFCAE, qui représente le mouvement art et essai en France, apporte son soutien total à cette action. TF 1, FR 3 et la 5 ont déjà fait l'objet de procédures similaires, mais c'est la première fois qu'un programme local du câble — dont le nombre de téléspectateurs est encore restreint — est assigné devant les tribunaux.

5.20 Tendresse et passion (rediff.). 5.45 Boulevard et compagnie (rediff.). 6.00 Musique : *Arts de rêve*.

## M 6

20.35 Têlémag : *Les derniers jours d'un caïd*. De Francis Markey, avec Kenneth Welsh, Wayne Robson. 22.20 Série : *L'homme de fer*. 23.10 Sexy clip. 23.40 Six minutes d'informations. 23.50 Magazine : *Boulevard des clips*. Spécial Madonna. 2.00 Magazine : *Adventure* (rediff.). 2.25 Magazine : *Le glorieux et le baladeur* (rediff.). 2.50 Magazine : *M6 aime le cinéma* (rediff.). 3.40 Documentaire : *SWI te plaît, montre-moi nos histoires*. 4.05 Magazine : *Ondes de choc* (rediff.). 5.00 Magazine : *Le glorieux et le baladeur* (rediff.). 5.30 Magazine : *Adventure* (rediff.). 6.00 Musique : *Boulevard des clips*.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. 21.30 Musique : *Black and blue*. The complete Duke 47-52. 22.40 Nuits musicales. Les cinéastes. 4. Sous le regard exactement. 0.05 De jour au lendemain. 0.50 Musique : *Cosy*. Verres brisés, voix cassées.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (donné le 15 mars à la basilique Sainte-Croix) : Passion selon saint Jean BWV 245 de Bach par l'Orchestre baroque d'Amsterdam et le Neerlandisch Kammerchor, dir. Ton Koopman ; sol. : Barbara Schlick, soprano. M. Cabré, alto, Jan Hooyman, ténor, Peter Kooij, basse. 22.20 Première légende. Soudain Casanova-Victor. Extraits des Noces de Figue, de Mozart ; de *Roméo et Juliette*, de Gounod ; de *Martha*, de Georges ; de *Sonnet* des matines, de Huc ; Colibri op. 2 n° 7, de Chausson. 23.07 Club 45 la musique ancienne. 0.30 Poissons d'or. Œuvres de Weinmann, Camela, Harrison ; à 1.30. Les poissons d'or du passé ; Gian Francesco Malipiero.

## LA 5

13.30 Série : *L'homme qui valet* 3 milliards. 14.30 Série : *E 2000*. 15.30 Série : *Shérif*, fais-moi peur. De 16.25 à 18.30 Dessins animés. 16.25 Les Schtroumpfs. 16.50 *Emu* magique. 17.15 *Barbie*, l'aventure de la poupée. 17.40 Les défilés de la Terre. 18.05 *Jeune et Serge*. 18.30 *Bouvard et compagnie*. 18.50 Journal images. 19.00 Série : *Doux fils à Miami*. 20.00 Journal. 20.30 *Le monde de la Terre*. De Richard T. Heffron, avec Peter Strauss, Richard Widmark. Sur l'île de Terre-Neuve, la lutte d'un homme étranger au village pour sauver une baleine. 23.00 Magazine : *Têlémag*. 23.10 Série : *Le héros et le héros*. 0.00 Journal de nuit. 0.05 La belle et la bête (suite). 0.30 Série : *Amicale* ment votre. 1.30 *Bouvard et compagnie* (rediff.). 1.50 *Tendresse et passion* (rediff.). 3.10 Magazine : *Clés Cinq* (rediff.). 3.20 Journal de la nuit. 3.25 Série : *Une vie*. 4.10 *Voies*, voix (rediff.). 6.10 *Bouvard et compagnie* (rediff.). 6.25 Clip musical.

## M 6

13.30 Série : *Incroyable Hulk*. 14.20 Série : *Section IV*. 15.10 Variétés : *Hexagone 60-80*. 16.20 Hit, hit, hit, hurra ! 17.30 Magazine : *Adventure*. Sommaire : Windsurf extrême ; Trilogie en surf ; Le bateau ; Paris-Dakar 89. 18.00 Informations : *M6 express*. 18.15 Série : *Brigade de nuit*. 19.05 Série : *Les cavahisseurs*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Cosby* show. Sacré soirée. 20.35 Têlémag : *L'opération de la dentelle*. De Fielder Cook, avec Glynnis O'Connor, Armand Assante. Des scènes de violence. 22.20 Têlémag : *Terror sur la plage* (rediff.). *Des loubards persécutés une famille en week-end*. 23.35 Six minutes d'informations. 23.45 Magazine : *Boulevard des clips*. 2.00 Magazine : *Adventure* (rediff.). 2.25 Magazine : *M6 aime le cinéma* (rediff.). 3.20 Magazine : *Le glorieux et le baladeur* (rediff.). 3.45 Documentaire : *SWI te plaît, montre-moi nos histoires*. 4.10 Magazine : *Ondes de choc* (rediff.). 5.05 Documentaire : *SWI te plaît, montre-moi nos histoires*. 5.30 Magazine : *Adventure* (rediff.). 6.00 La lecture d'Amélie.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jean-Louis Coste, patron du café Beaubourg. 20.45 Dramatiques : *Les environs de Heilbronn*, de Jacques-Pierre Amat ; à 21.50. *Traité*, de Louis Châferre. 22.35 Musique : *Opus*. Jean-Claude Casadesu, chef d'orchestre. 0.05 *Clair de nuit*.

## FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra Fervat, de l'Indy, par le Chœur et l'Orchestre radio lyrique, dir. Pierre Michel le Comte ; sol. : Micheline Granicher, Jean Mollien, Pierre Germain. 23.05 Musique de chambre. 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune.

## Dimanche 26 mars

## TF 1

6.28 Météo. 6.30 Série : *Drôles d'histoires*. 7.00 *Bonjour la France*, bonjour l'Europe. Présenté par Jean Offredo. 7.45 Magazine : *Bonjour monde* le maître. 7.55 *Jardinez* avec Nicolas. 8.15 Club Drôles d'histoires. 8.25 Club Drôles d'histoires (suite). 9.25 Fes de nuit pour les croqueurs. 9.50 Série : *Les chevaliers du ciel*. 10.25 Magazine : *Les animaux du monde*. De Marlyse de La Grange. Voyage au centre de l'œuf. 10.45 Série : *Les chevaliers du ciel*. 11.25 Magazine : *Têlémag*. 12.30 Jeu : *Le juste prix*. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.25 Série : *Toujours de feu*. 14.15 *Mondo Diago*. 14.45 Série : *Les chevaliers du ciel*. 15.45 Série : *Pour l'amour du risque*. 16.35 Dessins animés : *Disney parade*. Présenté par Jean-Pierre Foucault. 18.00 Spécial d'été. *Harrison* : premier grand raid international de moto-neige au Canada. 18.25 Série : *Virement*. 18.55 Magazine : *7 sur 7*. Emission d'Anne Sinclair. Invité : Monseigneur Lathière. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : *Le Zézane* n° 1. Film français de Claude Zidi (1978). Avec Louis de Funès, Annie Girardot, Julien Guimar. 22.20 Magazine : *Spot dimanche* soir. 23.40 Journal et Météo. 0.00 Documentaire : *Le Berry-Jumeau*. De Taron Goto et Katsuj Ueno. 1. Avec les Tibétains de la Haute Vallée. 0.55 Musique : *Jazz à Antilles*. John Mac Laughlin et Christian Escudé. L'œuvre et ses musiciens. René Urtoguer et ses musiciens. George Adams, Don Pullen.

## A 2

9.30 Magazine : *Cinéma-mag*. Présenté par Marie Talon et Bibou. La Fimpa ; Bogus ; Mimi Cracra ; Alex ; Quick et Flupke ; Les fabules d'Esopo. 0.00 *Cosby* show. 0.15 *Emu* magique. 0.30 *Le monde de la Terre*. 10.30 *Le jour du Seigneur*. 11.00 *Messe de Pléiades*, en Eurovision depuis l'église Saint-Pierre de Basc. 12.00 *Résistance* papale. 12.30 Documentaire : *Chasseurs de miel*. De Diane Sumner. Alain Majani et Eric Vail. Au Népal (rediff.). 13.00 Journal et Météo. 13.20 *Dinastie* Martin. Le monde est à vous, avec Annie Cordy. 15.00 Série : *Magnum*. 15.50 *L'école des fous*. Invité : Enrico Macias. 16.35 *Magnum* : *Alpagas*. 16.50 *Magnum* : *Alpagas*. 17.00 *Magnum* : *Alpagas*. 17.10 *Magnum* : *Alpagas*. 17.20 *Magnum* : *Alpagas*. 17.30 *Magnum* : *Alpagas*. 17.40 *Magnum* : *Alpagas*. 17.50 *Magnum* : *Alpagas*. 18.00 *Magnum* : *Alpagas*. 18.10 *Magnum* : *Alpagas*. 18.20 *Magnum* : *Alpagas*. 18.30 *Magnum* : *Alpagas*. 18.40 *Magnum* : *Alpagas*. 18.50 *Magnum* : *Alpagas*. 19.00 *Magnum* : *Alpagas*. 19.10 *Magnum* : *Alpagas*. 19.20 *Magnum* : *Alpagas*. 19.30 *Magnum* : *Alpagas*. 19.40 *Magnum* : *Alpagas*. 19.50 *Magnum* : *Alpagas*. 20.00 *Magnum* : *Alpagas*. 20.10 *Magnum* : *Alpagas*. 20.20 *Magnum* : *Alpagas*. 20.30 *Magnum* : *Alpagas*. 20.40 *Magnum* : *Alpagas*. 20.50 *Magnum* : *Alpagas*. 21.00 *Magnum* : *Alpagas*. 21.10 *Magnum* : *Alpagas*. 21.20 *Magnum* : *Alpagas*. 21.30 *Magnum* : *Alpagas*. 21.40 *Magnum* : *Alpagas*. 21.50 *Magnum* : *Alpagas*. 22.00 *Magnum* : *Alpagas*. 22.10 *Magnum* : *Alpagas*. 22.20 *Magnum* : *Alpagas*. 22.30 *Magnum* : *Alpagas*. 22.40 *Magnum* : *Alpagas*. 22.50 *Magnum* : *Alpagas*. 23.00 *Magnum* : *Alpagas*. 23.10 *Magnum* : *Alpagas*. 23.20 *Magnum* : *Alpagas*. 23.30 *Magnum* : *Alpagas*. 23.40 *Magnum* : *Alpagas*. 23.50 *Magnum* : *Alpagas*. 0.00 *Magnum* : *Alpagas*. 0.10 *Magnum* : *Alpagas*. 0.20 *Magnum* : *Alpagas*. 0.30 *Magnum* : *Alpagas*. 0.40 *Magnum* : *Alpagas*. 0.50 *Magnum* : *Alpagas*. 1.00 *Magnum* : *Alpagas*. 1.10 *Magnum* : *Alpagas*. 1.20 *Magnum* : *Alpagas*. 1.30 *Magnum* : *Alpagas*. 1.40 *Magnum* : *Alpagas*. 1.50 *Magnum* : *Alpagas*. 2.00 *Magnum* : *Alpagas*. 2.10 *Magnum* : *Alpagas*. 2.20 *Magnum* : *Alpagas*. 2.30 *Magnum* : *Alpagas*. 2.40 *Magnum* : *Alpagas*. 2.50 *Magnum* : *Alpagas*. 3.00 *Magnum* : *Alpagas*. 3.10 *Magnum* : *Alpagas*. 3.20 *Magnum* : *Alpagas*. 3.30 *Magnum* : *Alpagas*. 3.40 *Magnum* : *Alpagas*. 3.50 *Magnum* : *Alpagas*. 4.00 *Magnum* : *Alpagas*. 4.10 *Magnum* : *Alpagas*. 4.20 *Magnum* : *Alpagas*. 4.30 *Magnum* : *Alpagas*. 4.40 *Magnum* : *Alpagas*. 4.50 *Magnum* : *Alpagas*. 5.00 *Magnum* : *Alpagas*. 5.10 *Magnum* : *Alpagas*. 5.20 *Magnum* : *Alpagas*. 5.30 *Magnum* : *Alpagas*. 5.40 *Magnum* : *Alpagas*. 5.50 *Magnum* : *Alpagas*. 6.00 *Magnum* : *Alpagas*. 6.10 *Magnum* : *Alpagas*. 6.20 *Magnum* : *Alpagas*. 6.30 *Magnum* : *Alpagas*. 6.40 *Magnum* : *Alpagas*. 6.50 *Magnum* : *Alpagas*. 7.00 *Magnum* : *Alpagas*. 7.10 *Magnum* : *Alpagas*. 7.20 *Magnum* : *Alpagas*. 7.30 *Magnum* : *Alpagas*. 7.40 *Magnum* : *Alpagas*. 7.50 *Magnum* : *Alpagas*. 8.00 *Magnum* : *Alpagas*. 8.10 *Magnum* : *Alpagas*. 8.20 *Magnum* : *Alpagas*. 8.30 *Magnum* : *Alpagas*. 8.40 *Magnum* : *Alpagas*. 8.50 *Magnum* : *Alpagas*. 9.00 *Magnum* : *Alpagas*. 9.10 *Magnum* : *Alpagas*. 9.20 *Magnum* : *Alpagas*. 9.30 *Magnum* : *Alpagas*. 9.40 *Magnum* : *Alpagas*. 9.50 *Magnum* : *Alpagas*. 10.00 *Magnum* : *Alpagas*. 10.10 *Magnum* : *Alpagas*. 10.20 *Magnum* : *Alpagas*. 10.30 *Magnum* : *Alpagas*. 10.40 *Magnum* : *Alpagas*. 10.50 *Magnum* : *Alpagas*. 11.00 *Magnum* : *Alpagas*. 11.10 *Magnum* : *Alpagas*. 11.20 *Magnum* : *Alpagas*. 11.30 *Magnum* : *Alpagas*. 11.40 *Magnum* : *Alpagas*. 11.50 *Magnum* : *Alpagas*. 12.00 *Magnum* : *Alpagas*. 12.10 *Magnum* : *Alpagas*. 12.20 *Magnum* : *Alpagas*. 12.30 *Magnum* : *Alpagas*. 12.40 *Magnum* : *Alpagas*. 12.50 *Magnum* : *Alpagas*. 13.00 *Magnum* : *Alpagas*. 13.10 *Magnum* : *Alpagas*. 13.20 *Magnum* : *Alpagas*. 13.30 *Magnum* : *Alpagas*. 13.40 *Magnum* : *Alpagas*. 13.50 *Magnum* : *Alpagas*. 14.00 *Magnum* : *Alpagas*. 14.10 *Magnum* : *Alpagas*. 14.20 *Magnum* : *Alpagas*. 14.30 *Magnum* : *Alpagas*. 14.40 *Magnum* : *Alpagas*. 14.50 *Magnum* : *Alpagas*. 15.00 *Magnum* : *Alpagas*. 15.10 *Magnum* : *Alpagas*. 15.20 *Magnum* : *Alpagas*. 15.30 *Magnum* : *Alpagas*. 15.40 *Magnum* : *Alpagas*. 15.50 *Magnum* : *Alpagas*. 16.00 *Magnum* : *Alpagas*. 16.10 *Magnum* : *Alpagas*. 16.20 *Magnum* : *Alpagas*. 16.30 *Magnum* : *Alpagas*. 16.40 *Magnum* : *Alpagas*. 16.50 *Magnum* : *Alpagas*. 17.00 *Magnum* : *Alpagas*. 17.10 *Magnum* : *Alpagas*. 17.20 *Magnum* : *Alpagas*. 17.30 *Magnum* : *Alpagas*. 17.40 *Magnum* : *Alpagas*. 17.50 *Magnum* : *Alpagas*. 18.00 *Magnum* : *Alpagas*. 18.10 *Magnum* : *Alpagas*. 18.20 *Magnum* : *Alpagas*. 18.30 *Magnum* : *Alpagas*. 18.40 *Magnum* : *Alpagas*. 18.50 *Magnum* : *Alpagas*. 19.00 *Magnum* : *Alpagas*. 19.10 *Magnum* : *Alpagas*. 19.20 *Magnum* : *Alpagas*. 19.30 *Magnum* : *Alpagas*. 19.40 *Magnum* : *Alpagas*. 19.50 *Magnum* : *Alpagas*. 20.00 *Magnum* : *Alpagas*. 20.10 *Magnum* : *Alpagas*. 20.20 *Magnum* : *Alpagas*. 20.30 *Magnum* : *Alpagas*. 20.40 *Magnum* : *Alpagas*. 20.50 *Magnum* : *Alpagas*. 21.00 *Magnum* : *Alpagas*. 21.10 *Magnum* : *Alpagas*. 21.20 *Magnum* : *Alpagas*. 21.30 *Magnum* : *Alpagas*. 21.40 *Magnum* : *Alpagas*. 21.50 *Magnum* : *Alpagas*. 22.00 *Magnum* : *Alpagas*. 22.10 *Magnum* : *Alpagas*. 22.20 *Magnum* : *Alpagas*. 22.30 *Magnum* : *Alpagas*. 22.40 *Magnum* : *Alpagas*. 22.50 *Magnum* : *Alpagas*. 23.00 *Magnum* : *Alpagas*. 23.10 *Magnum* : *Alpagas*. 23.20 *Magnum* : *Alpagas*. 23.30 *Magnum* : *Alpagas*. 23.40 *Magnum* : *Alpagas*. 23.50 *Magnum* : *Alpagas*. 0.00 *Magnum* : *Alpagas*. 0.10 *Magnum* : *Alpagas*. 0.20 *Magnum* : *Alpagas*. 0.30 *Magnum* : *Alpagas*. 0.40 *Magnum* : *Alpagas*. 0.50 *Magnum* : *Alpagas*. 1.00 *Magnum* : *Alpagas*. 1.10 *Magnum* : *Alpagas*. 1.20 *Magnum* : *Alpagas*. 1.30 *Magnum* : *Alpagas*. 1.40 *Magnum* : *Alpagas*. 1.50 *Magnum* : *Alpagas*. 2.00 *Magnum* : *Alpagas*. 2.10 *Magnum* : *Alpagas*. 2.20 *Magnum* : *Alpagas*. 2.30 *Magnum* : *Alpagas*. 2.40 *Magnum* : *Alpagas*. 2.50 *Magnum* : *Alpagas*. 3.00 *Magnum* : *Alpagas*. 3.10 *Magnum* : *Alpagas*. 3.20 *Magnum* : *Alpagas*. 3.30 *Magnum* : *Alpagas*. 3.40 *Magnum* : *Alpagas*. 3.50 *Magnum* : *Alpagas*. 4.00 *Magnum* : *Alpagas*. 4.10 *Magnum* : *Alpagas*. 4.20 *Magnum* : *Alpagas*. 4.30 *Magnum* : *Alpagas*. 4.40 *Magnum* : *Alpagas*. 4.50 *Magnum* : *Alpagas*. 5.00 *Magnum* : *Alpagas*. 5.10 *Magnum* : *Alpagas*. 5.20 *Magnum* : *Alpagas*. 5.30 *Magnum* : *Alpagas*. 5.40 *Magnum* : *Alpagas*. 5.50 *Magnum* : *Alpagas*. 6.00 *Magnum* : *Alpagas*. 6.10 *Magnum* : *Alpagas*. 6.20 *Magnum* : *Alpagas*. 6.30 *Magnum* : *Alpagas*. 6.40 *Magnum* : *Alpagas*. 6.50 *Magnum* : *Alpagas*. 7.00 *Magnum* : *Alpagas*. 7.10 *Magnum* : *Alpagas*. 7.20 *Magnum* : *Alpagas*. 7.30 *Magnum* : *Alpagas*. 7.40 *Magnum* : *Alpagas*. 7.50 *Magnum* : *Alpagas*. 8.00 *Magnum* : *Alpagas*. 8.10 *Magnum* : *Alpagas*. 8.20 *Magnum* : *Alpagas*. 8.30 *Magnum* : *Alpagas*. 8.40 *Magnum* : *Alpagas*. 8.50 *Magnum* : *Alpagas*. 9.00 *Magnum* : *Alpagas*. 9.10 *Magnum* : *Alpagas*. 9.20 *Magnum</*



**AUTOMOBILISME : un entretien avec le directeur technique de Renault-Sport**

## La F1 sur mesure

**L'**ABANDON du turbo et le retour au moteur atmosphérique constituent-ils une régression au plan technique ?

Le turbo était un moteur difficile mais riche d'enseignements. Nous avons beaucoup appris, grâce à la gestion électronique, sur la combustion, l'injection, l'avance à l'allumage, la forme des chambres de combustion, les transferts thermiques, le rendement énergétique, et il nous restait beaucoup à apprendre. Personnellement, je regrette son abandon, mais le moteur atmosphérique nous oblige à travailler dans d'autres voies tout aussi passionnantes pour un technicien.

À l'époque des turbos, le principal objectif des motoristes résidait, semble-t-il, dans le gain de puissance. Quelle est la nature des challenges avec les nouveaux moteurs atmosphériques ?

C'est toujours la puissance, mais il faut que cette puissance soit la plus domestiquée possible pour que la voiture soit plus facile à conduire, plus efficace et donc plus performante. Pour les motoristes, les problèmes découlent désormais des régimes très élevés, du rendement et de la résistance des matériaux et du remplissage dans les conditions de la pression atmosphérique.

Qu'est-ce qui différencie les moteurs atmosphériques de l'ancienne et de la nouvelle génération ?

La nouveauté, c'est l'intégration des connaissances acquises avec les turbos. Notamment une gestion électronique très sophistiquée et, à terme, l'introduction de matériaux nouveaux. Ainsi, chez Renault, nous utilisons la céramique qui réduit les effets thermiques, mais à très petite dose, car on ne la maîtrise pas encore totalement.

L'électronique jouera-t-elle un rôle moins important avec les moteurs atmosphériques ?

Champion incontesté des « années turbo » dans la formule 1 automobile avec trente-cinq victoires, Alain Prost avait parié en beauté cette année par une victoire le 13 novembre 1988, à Adalé. À partir du Grand Prix du Brésil, dimanche 26 mars à Rio-de-Janeiro, toutes les monoplace devront être équipées d'un moteur atmosphérique de 3,5 litres.

Plusieurs écuries ou motoristes ont profité de ce changement de réglementation pour débiter en formule 1. Après deux ans d'absence, c'est le cas de la règle Renault : elle avait introduit le turbo en formule 1 en 1977, elle revient avec un nouveau moteur atmosphérique qui équipera les Williams du Belge Thierry Boutsen et de l'Italien Riccardo Patrese. Bernard Dudot, directeur technique de Renault-Sport, nous a entretenu de ces moteurs atmosphériques de la « nouvelle génération » également présentée cette saison par Honda, Ferrari, Ford-Cosworth, Lamborghini, Yamaha, Saab et Life.

Malgré l'abandon de toute limitation, nous devons continuer à assurer la meilleure gestion du carburant pour en emmagasiner le moins possible. Nous avons des programmes qui nous permettent de simuler les performances d'une voiture avec un moteur doté d'une puissance donnée, en faisant varier les appuis aérodynamiques, le poids de la voiture, etc. Nous connaissons, circuit par circuit, ce que coûte un excédent de poids. À Rio, 20 kg se traduisent par 7/10 de seconde de plus par tour. À Jerez, c'est entre 9/10 et 1 seconde au tour. Le poids est un élément fondamental de la performance.

Autrefois, les ingénieurs chassés devaient s'adapter aux caractéristiques du Ford-Cosworth qui équipait toutes les voitures, à l'exception des Ferrari. Désormais, il semblerait que les motoristes travaillent très étroitement avec les aérodynamiciens et les concepteurs de châssis.

C'est une autre grande nouveauté. L'époque où on construisait un moteur sans souci de son exploitation est révolue. Désormais, nous devons le dessiner en fonction de son intégration dans le châssis. Il influe directement sur les dimensions de la voiture, sur son aérodynamisme, sur sa rigidité, car il est porteur et joue

un rôle dans la répartition des masses.

Lors des essais d'avant-saison, les plus rapides des voitures atmosphériques ont déjà battu sur un tour, comme sur la distance d'un grand prix, les records établis avec des moteurs turbos. Êtes-vous surpris par la rapidité de cette progression ?

C'est assez surprenant mais cela s'explique aussi par l'extraordinaire évolution des châssis et des pneumatiques. Les moteurs atmosphériques n'ont pas encore le même niveau de puissance que les turbos, mais c'est surtout leur utilisation qui est différente. Ils permettent de mieux tirer le maximum de la voiture dans les parties lentes, les reprises et tous les secteurs qui nécessitent un pilotage un peu fin. Cette capacité d'accélérer sans modifier l'équilibre de la voiture permet d'être plus rapide sur l'ensemble d'un tour.

Malgré le nouveau départ que constitue le retour aux moteurs atmosphériques cette saison, la mise en veille du programme formule 1 de Renault en 1987 vous a-t-elle pénalisé ?

Ces deux années nous ont permis de nous concentrer sur les évolutions d'une version atmosphérique avec un effectif réduit d'une quinzaine de personnes. C'est vrai que nous n'avons pas travaillé à vitesse

normale et avec tout le potentiel de Renault-Sport. L'une des conséquences tangibles, c'est que Honda a commencé ses essais sur châssis en octobre 1987 et nous exactement un an plus tard. C'est considérable pour la connaissance du moteur et on ne pourra pas combler ce handicap du jour au lendemain.

Pour leurs nouveaux moteurs atmosphériques, Ford-Cosworth et Yamaha ont choisi des huit cylindres, Ferrari, Lamborghini et Subaru des douze cylindres. Pourquoi avez-vous opté, comme Honda, pour un dix cylindres ?

Avant de concevoir notre moteur, nous avons consulté un certain nombre d'ingénieurs châssis. Nous avions fait des silhouettes de V8, de V10, de V12 avec des angles différents. Nous leur avons confié nos estimations pour la puissance, la consommation et le poids de chacun de ces moteurs. Nous leur avons demandé lequel ils retiendraient. Toutes les réponses ont convergé vers un V10 à angle assez fermé pour limiter l'encombrement vers le haut et favoriser l'aérodynamisme. Le V10 est un compromis entre le V8 (sobriété et faible encombrement) et le V12 (hauts régimes et puissance). Il restait à nos ingénieurs à résoudre les problèmes posés notamment par le nombre impair de cylindres par banc.

Compte tenu des énormes moyens mis en œuvre par Honda aussi bien au niveau des investissements que des hommes et du matériel, le handicap des autres motoristes est-il surmontable à court terme ?

Nous le pensons car nous ne nous battons pas pour être derrière. Renault revient pour gagner à moyen terme. Il va nous falloir travailler en conséquence pour réduire ce retard.

Propos recueillis par  
GÉRARD ALBOUY.

**TENNIS : Tournoi de Key-Biscayne**

## Noah qualifié pour le troisième tour



Il a fallu plus de trois heures et demie et cinq sets (4-6, 7-5, 3-6, 6-1, 6-3) à Yannick Noah pour venir à bout, jeudi 23 mars, de l'Américain Bill Scanlon qu'il affrontait au deuxième tour du Tournoi de Key-Biscayne (Floride), doté de 2,1 millions de dollars. Après cette victoire sur le deux cent seizième joueur mondial, le Français affrontera au troisième tour le Soviétique Alexander Volkov, classé trente-septième. Après les éliminations de Thierry Tulasne par l'Américain Grabb (6-1, 6-3, 6-7, 6-4) et de Jean Klier par l'Autrichien Kratzmann (4-6, 7-6, 6-4, 7-6), Noah est le dernier Français en compétition au troisième tour.

**SKI ALPIN : championnats de France**

## Derniers flocons

Les championnats de France de ski alpin, qui ont lieu jusqu'au samedi 25 mars à La Foux-d'Allos (Alpes-de-Haute-Provence) sont la dernière occasion pour les titulaires de l'équipe de France de glaner des médailles. Face aux espoirs des comités régionaux, les anciens, comme Catherine Quittet en slalom géant ou Jean-Luc Crétier en Super-G, ont montré leur supériorité. Les novices du circuit se sont manifestés avec Nathalie Bouvier en descente et Béatrice Fillion en slalom.

LA FOUX-D'ALLOS (Alpes-de-Haute-Provence) de notre envoyé spécial

La brune et la blonde s'embrassent. Nathalie Bouvier est heureuse du succès de Béatrice Fillion dans le slalom. Au pied de la piste enneigée, les deux jeunes femmes voient leur rêve se réaliser. Nathalie, championne de France de descente, peut lancer à sa compagne elle aussi couronnée : « On a gagné le cootier ! »

Tout a commencé lors d'un long trajet en avion, qui les conduisait en France après les dernières épreuves de la Coupe du monde dans les montagnes japonaises.

On s'est dit, avec Béa, raconte Nathalie, qu'avec la prime de 1 600 F promise aux vainqueurs, on s'offrirait un séjour sur une île ensoleillée.

Pourtant, rien ne prédisposait la petite Nathalie Bouvier à faire carrière dans le cirque blanc. Ses parents, lunetiers à Morez (Jura), ne l'ont pas poussée dans cette direction. Certes, à vingt-sept mois, elle prend déjà plaisir à glisser sur les pistes des Rousses, mais elle ne s'inscrit que tardivement dans le club de la station. C'est au collège, par l'intermédiaire de l'UNSS (Union nationale du sport scolaire), que les professeurs de sport m'ont incitée à pratiquer la compétition, précise la jeune fille.

Ses parents acceptent facilement que leur unique enfant se lance dans un sport qui la passionne. Élève du lycée d'Albertville, elle poursuit entraînement et études, sans fausse note. A dix-sept ans, un titre de vice-championne de France de slalom géant, derrière Carole Merle, la

propulse dans les rangs des réserves de l'équipe de France. Sagement, elle attend toutefois de réussir son baccalauréat (série A) pour suivre la trace des idoles.

Mais sa première saison sur le circuit de la Coupe du monde n'est pas une réussite. Qu'importe ! Nathalie connaît ses défauts, ses insuffisances au niveau de la préparation physique et même accepte facilement de rétrograder, en Coupe d'Europe, dans le circuit des novices.

Le passage dans l'élite est toujours délicat, reconnaît l'entraîneur François Sedan. Nathalie a bien compris que l'an dernier elle devait parfaire son apprentissage sur une tournée de compétitions moins prestigieuses. Un titre de championne de France de combiné confirme la polyvalence de la jeune skieuse, à l'aise dans les descentes comme entre les piquets. La Jurassienne retrouve sa place dans l'équipe cette saison. Elle peut enfin courir avec les « grandes » qu'elle admire, comme Carole Merle ou Chrystelle Guignard.

Embarquée pour les grands voyages, en cette année de championnats du monde, elle se frotte

aux vedettes en obtenant la seizième place du Super-G de Schladming (Autriche) en début de saison. Puis viendront les championnats du monde : « Vail, pour moi, ce fut une expérience formidable. J'ai découvert la pression et l'enjeu d'une épreuve unique », reconnaît la brune. Sa septième place dans la descente du combiné ne l'a pas comblée, mais elle lui a appris « énormément de choses ». Le bilan de Nathalie, en fin de saison, est satisfaisant, assure son entraîneur, les filles comme elle, qui pratiquent les trois disciplines, doivent s'agripper au contact des autres ; elles apprennent ainsi à devenir des athlètes.

Nathalie est prête à suivre ses conseils. Elle va se consacrer à son entraînement physique. « J'ai envie de faire carrière dans ce sport car je pratique ce que j'aime par-dessus tout : le ski », affirme la jeune fille. Avant les Jeux olympiques d'Albertville, un objectif selon elle encore lointain, Nathalie Bouvier souhaite monter sur un podium de Coupe du monde : « Avec Béatrice, pour montrer aux filles plus âgées que je suis leur exemple. »

SERGE BOLLOCH.

## LES HEURES DU STADE

### Automobilisme

Championnat du monde de formule 1. — Grand Prix du Brésil à Rio-de-Janeiro. Dimanche 26 mars. En direct sur Canal Plus à partir de 17 h 55.

Championnat du monde des rallyes. — Safari rallye au Kenya jusqu'au jeudi 30 mars.

### Badminton

Internationaux de France. — A Paris jusqu'au dimanche 26 mars.

### Cyclisme

Paris-Camembert. — Mardi 28 mars.

### Equitation

Coupe du monde de sauts d'obstacles. — Finale à Gothenburg (Suède), à partir du jeudi 30 mars.

### Football

Championnat de France. — Trente et unième journée du championnat de première division, samedi 25 mars. En différé

Saint-Etienne-Paris-SG sur Canal Plus à partir de 22 h 50. Coupe de France. — Seizième de finale retour mercredi 29 mars.

### Golf

Open AGF de La Grande-Motte. — Jusqu'au lundi 27 mars. En différé dimanche 2 avril sur FR 3 entre 16 et 17 heures.

Open de Biarritz. — A partir du jeudi 30 mars.

### Hockey sur glace

Championnat du monde B. — Avec l'équipe de France à partir du jeudi 30 mars en Norvège.

### Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. — Grand prix du Japon à Suzuka, dimanche 27 mars.

### Tennis de table

Championnats du monde. — A Dortmund (RFA) à partir de mercredi 29 mars.

**CYCLISME : le nouveau président de la FFC**

## Le développement communication

Conformément à un programme établi de longue date, Germain Simon a renoncé à la présidence de la Fédération française de cyclisme (FFC), qu'il exerçait depuis dix ans. C'est l'un de ses poulains qui lui succède, François Alaphilippe, élu au cours de l'assemblée générale du 19 mars par vingt voix contre dix-sept à Gérard Bail.

La transmission des pouvoirs annonce-t-elle un changement dans la continuité à la Fédération française de cyclisme ? Bien qu'il parle le même langage que son prédécesseur, enseignant comme lui, le nouveau président échappe aux schémas habituels. Sa jeunesse, ainsi que son passé sportif, représentent des privilèges rares, et cela suffit à imaginer qu'il fournira l'oxygène à l'une des fédérations les plus traditionalistes qui soit.

Cet organisme, qui s'appelait autrefois l'Union vélocipédique de France (UVF) et qu'on surnomma « la Vieille Bique », ne fut, pour des générations de coureurs, qu'une machine à distribuer des licences et... des amendes, en faisant respecter les règlements sans la moindre concession. Depuis quelques lustres, sous l'influence d'Olivier Dussaux d'abord, de Germain Simon ensuite, la FFC s'est humanisée et elle a choisi la transparence. Les conférences de presse suivies de déjeuners-débats, où l'on déguste le foie gras arrosé de sauternes, n'auraient pu se concevoir il y a peu de temps encore. Elles témoignaient d'une évidente volonté d'ouverture de la part du plus haut dirigeant fédéral, auquel on reprochait pourtant de n'être pas suffisamment médiatique. Homme discret, qui préfère les actes aux paroles, Germain Simon accepta la critique, en affirmant qu'il valait mieux voir à la télévision un peloton en action que le visage du président.

C'est également l'avis de François Alaphilippe. Mais ce Limousin de quarante-sept ans s'attache en priorité à développer la communication. Professeur de droit à la faculté de Limoges, directeur du Centre de droit et d'économie du sport, il possède le sens du contact, auquel il ajoute

une solide culture, ainsi qu'une formation technique pointue. Et, surtout, il n'ignore pas les préoccupations du pratiquant ; il connaît la valeur de l'effort à bicyclette puisqu'il fut coureur de première catégorie, contrairement à la plupart de ceux qui ont occupé ce fauteuil.

Nous avons roulé côte à côte sur les routes du plateau de Millevaches, raconte Raymond Poulidor. François Alaphilippe était un excellent routier, un réel espoir du cyclisme régional. Il a renoncé à la compétition pour se consacrer à ses études et, si le peloton a perdu un bon élément, la fédération a gagné, je crois, un futur grand président.

Dans quel état ce jeune cadre dynamique trouve-t-il les affaires de la FFC ? Je ne laisse aucun testament », a dit Germain Simon en tirant sa révérence. Une déclaration aussi laconique ne dissimule pas un constat d'échec. Des progrès ont été réalisés au cours de la dernière décennie, en particulier sur le plan sportif. Le cyclisme français est aujourd'hui présent dans toutes les disciplines, alors qu'il comptait naguère de profondes lacunes.

Toutefois, l'effectif a subi un phénomène d'érosion, dont les causes ne sont pas évidentes et dont les remèdes demeurent incertains. Le nombre de licenciés dépasse légèrement 80 000. C'est nettement inférieur à l'objectif fixé naguère par le président Dussaux, qui voulait faire de la FFC la fédération des 100 000 adhérents. Il y a moins de 100 coureurs professionnels en France (94 contre 97 en 1986 et... plus de 400 en 1939). Le secteur amateur est, pour sa part, en légère régression. La seule catégorie véritablement prospère est celle des féminines (1 505 en 1986, 1 857 l'an dernier), indépendamment du vélo tout terrain, qui fait de nouveaux adeptes chaque année.

Grâce à cette forme d'activité, qui est à la bicyclette ce que le 4 x 4 est à l'automobile, François Alaphilippe espère que le seuil des 100 000 licenciés sera atteint à moyen terme. Parallèlement à la compétition, il veut développer le cyclisme des loisirs ou, pour reprendre l'expression de Jean Bobet, le cyclisme de plaisance.

JACQUES AUGENDRE.

**DOPAGE : les révélations du magazine des Jeunesses communistes**

## Un laboratoire secret à Séoul

LES affaires de dopage n'épergnent plus l'URSS. Le magazine *Zmena* (« Changement ») du Comité central des Jeunesses communistes révèle, dans son édition datée du mercredi 22 mars, qu'un laboratoire ultramoderne installé sur un bateau ancré au large de Séoul (Corée du Sud) aurait servi, lors des derniers Jeux olympiques d'été, à tester les athlètes soviétiques dans le plus grand secret. Ils y auraient subi des tests analogues à ceux pratiqués sous le contrôle du Comité international olympique à l'issue des finales. Une manière efficace de dépiéger ceux qui ne résisteraient pas à un contrôle officiel et d'éviter ainsi un scandale en les priant de s'écarter discrètement des compétitions.

L'article paru dans *Zmena* confirme donc ces accusations. On y apprend également qu'un tel procédé est fréquemment utilisé. Lors des phases éliminatoires des grandes compétitions internationales, les Soviétiques subissent, selon la revue, ces tests organisés par leurs dirigeants. Une fois les résultats des analyses connus, certains déclarent mystérieusement forfait malgré de bonnes performances. « Les entraîneurs, les docteurs et les sportifs ne disent rien car ils ont peur d'être évincés de l'équipe nationale », précise l'article, selon lequel un rapport confidentiel a évalué à 29 % la proportion des athlètes soviétiques (tous niveaux confondus) ayant été au moins une fois déclarés positifs.



# Économie

## SOMMAIRE

■ **Présenté, vendredi 24 mars, au conseil d'administration, le contrat d'objectifs 1989-1992 d'EDF prévoit un désendettement de l'entreprise et une nouvelle réduction des tarifs (lire ci-**

**contre).** ■ **Lorsqu'elle prendra, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, la présidence du conseil de la CEE, la France agira en faveur d'une charte communautaire des droits sociaux (lire**

**page 25).** ■ **Malgré la croissance soutenue, l'élaboration du budget 1990 s'annonce difficile compte tenu des engagements pris pour la défense nationale, l'éducation, et l'Europe (lire ci-dessous).**

## Défense, éducation et Europe

### Les engagements pris rendent impossible la réduction du déficit budgétaire en 1990

Dès cette année, le gouvernement pourrait supprimer, outre les 10 milliards déjà gelés, une dizaine de milliards de dépenses publiques supplémentaires.

Après deux années de facilité économique et financière, le gouvernement va devoir durcir le ton. Non que la France soit menacée d'un ralentissement brusque et prononcé de la croissance qui obligerait l'Etat à faute de ressources suffisantes à renouer avec une austerité abandonnée en 1985. De ce point de vue, les Français — comme chefs d'entreprise ou comme consommateurs — peuvent rester confiants : l'année 1989 sera très probablement, comme la précédente, celle d'une forte activité.

Ce qui va forcer Michel Rocard à durcir le ton est d'une autre nature. Comme la prise de conscience que le pays, malgré — ou à cause — d'une prospérité en partie retrouvée, s'est peut-être engagé dans des entreprises à la fois trop nombreuses et trop ambitieuses. Commencent en effet à apparaître les difficultés considérables que va rencontrer l'Etat pour assumer — financièrement — les décisions politiques et stratégiques prises ces dernières années : modernisation d'une armée que l'on dote d'équipements aussi performants que ceux dont disposent les Etats-Unis et l'URSS ; rénovation en profondeur du système d'éducation nationale en même temps que revalorisation importante de la condition d'enseignant ; entrée rapide de la France dans une Europe plus intégrée qui impose la réduction — au nom de l'harmonisation — d'un certain nombre d'impôts et, d'abord, des plus productifs, comme la TVA ; enfin, amélioration de la solidarité nationale par la mise en place d'un revenu minimum d'insertion à coût rapidement croissant. La recherche simultanée, en quelque sorte, de plus de puissance, de plus de justice et d'une prospérité accrue.

A y regarder de plus près, on voit mal à laquelle de ces ambitions la France pourrait renoncer d'un cœur léger. La modernisation du système de défense fondé sur des avions, des porte-avions, des sous-marins nucléaires et des chars de combat s'avère de plus en plus coûteuse, mais est

devenue objet de consensus national. Quant au marché unique européen et à la libre circulation des personnes, des produits et des capitaux, il commence à effrayer, mais qui déciderait d'y renoncer ?

S'il a critiqué l'avion Rafale, s'il s'est inquiété de la paupérisation que risquait d'entraîner pour l'Etat la baisse d'une TVA nationale à haut rendement, s'il s'est montré très sélectif quant à la revalorisation de la condition d'enseignant, le premier ministre n'a pas la possibilité d'abandonner telle ou telle de ces ambitions nationales sous prétexte qu'elle coûterait trop cher et dépasserait les facultés d'épargne ou le rendement des impôts.

## Lourdes menaces

Et pourtant... Le budget de 1989, voté il y a à peine trois mois par l'Assemblée nationale, a déjà été amputé d'une dizaine de milliards de francs par une décision commune de MM. Rocard et Bérégovoy, maintenant complètement d'accord sur le danger d'une montée trop rapide des dépenses publiques.

La question ne se pose déjà plus de savoir si ces crédits seront définitivement annulés d'ici la fin de l'année — ils le seront, — mais bien plutôt combien d'autres milliards devront être retirés aux différents ministères — une dizaine encore ? Cela pour respecter à peu près l'objectif d'un déficit budgétaire ramené à 100 milliards de francs en 1989.

C'est toutefois pour l'année prochaine que pèsent les plus lourdes menaces. Les dépenses risquent bel et bien de dépasser, tandis que la progression des recettes pourrait se ralentir. Evolutions qui rendraient totalement impossible la poursuite de la réduction du déficit budgétaire à quelque 90 milliards de francs comme il a été envisagé, gage, pourtant, du sérieux de la France aux yeux des milieux financiers internationaux.

Ce n'est même pas pêcher par pessimisme que de juger difficilement évitable un alourdissement en 1990 du déficit budgétaire, alourdis-

sement qui, s'il se produisait, mettrait fin au mouvement de réduction engagé depuis 1986. En dehors même des dépenses entraînées par différentes promesses (rapatriés, DOM-TOM, voies navigables...) ou par différentes contraintes (brusque montée des intérêts de la dette publique, dotation en capital aux entreprises publiques...), les choix politiques précédemment évoqués en faveur de la défense nationale, de l'éducation nationale et de l'Europe vont brusquement peser très lourd.

Si elle était strictement respectée, la loi de programmation militaire 1987-1991, qui, pourtant, ne concerne que les dépenses d'équipement à l'exclusion des charges de fonctionnement (98 milliards sur un total de 222 milliards), entraînerait à elle seule une augmentation d'une douzaine de milliards de francs des dépenses publiques. L'évolution de ces dépenses militaires d'équipement est en soi un mouvement programmatique en volume (+ 6 % l'an) mais également indexé sur les prix du produit national (+ 3 %). Soit quelque 10 % d'augmentation en 1990. Si le gouvernement a pu réduire de 3 à 4 milliards de francs cette année les conséquences de cette programmation-indexation, s'il s'apprête à en faire autant pour 1990, la modernisation de notre armée entraînera chaque année des dépenses nouvelles très lourdes. Car les 8 à 10 milliards de francs nouveaux qui surgissent en 1990 puis, encore en 1991 de la loi de programmation militaire s'ajoutent aux mesures acquises les années précédentes. L'exact effet boule de neige.

Il en va de même pour l'éducation nationale : 6 milliards de francs de mesures nouvelles en 1989 (dont 1,8 milliard ajouté en cours d'année), puis 6 milliards de francs en 1990 et encore 4 milliards de francs pour chacune des années 1991, 1992 et 1993. Soit 24 milliards de francs sur cinq années, dont 11 milliards consacrés à la seule revalorisation des traitements des enseignants, le reste allant à la rénovation (recrutement, bâtiments, matériel pédagogique, bourses, etc.).

La réalisation du grand marché européen, de son côté, si elle n'a pas pour effet de gonfler les dépenses de

l'Etat, amputera régulièrement ses recettes : une dizaine de milliards de francs l'année prochaine au titre de la fiscalité de l'épargne.

L'accroissement des dépenses nouvelles risque donc d'être, l'année prochaine, plus rapide que celui des recettes supplémentaires tirées de la croissance, recommandant à creuser le déficit budgétaire et contredisant donc une stratégie amorcée en 1986, confirmée par M. Rocard l'année dernière.

Renversement inquiétant mais sans véritable surprise dans la mesure où le rythme d'accroissement des dépenses avait été — en partie du moins — artificiellement freiné depuis quelques années par la manne tirée des privatisations des entreprises publiques, mais aussi par une évidente sous-estimation des besoins de la nation dans un domaine aussi fondamental que celui de l'éducation nationale. Les déboires actuels correspondent pour l'essentiel à la correction de retards surprenants pour un pays moderne. Trouverait-on encore des professeurs dans quelques années si l'Etat continuait à mal les payer et à leur donner l'impression d'être peu considérés ?

Ce sont ces contradictions, pour l'instant sans solution, que traitera la lettre de « cadrage budgétaire » qu'enverra le premier ministre à chaque des membres de son gouvernement vers le 10 avril. Et pour préparer chacun aux choix douloureux qu'il faudra bien faire un jour ou l'autre, M. Rocard réunira l'ensemble de ses ministres pour deux journées de réflexion, les 13 et 14 avril. Parmi les thèmes abordés : comment moderniser l'Etat sans relancer à tout-va la dépense publique, sans remettre en cause des équilibres monétaires et financiers sur lesquels la France est jugée à l'étranger ? Réponse possible : en améliorant la productivité de l'Etat.

M. Rocard préfère parler d'efficacité. Mais l'idée est bien la même que celle exprimée récemment par M. Bérégovoy : des rémunérations supérieures, sans doute, mais pour un rendement supérieur.

ALAIN VERHOLLES.

## Le contrat d'objectifs 1989-1992

### EDF va se désendetter et réduire ses tarifs

Les tarifs de l'électricité devraient diminuer de 1,5 % par an en francs constants d'ici à 1992, ce qui signifie que les hausses de prix d'EDF (Electricité de France) resteront inférieures de 1,5 point au rythme général d'inflation. Tel est l'engagement pris par l'établissement dans le cadre du contrat d'objectifs qui doit être signé prochainement avec les pouvoirs publics pour quatre ans (de janvier 1989 à décembre 1992). Ce contrat, qui devait être approuvé vendredi 24 mars par le conseil d'administration d'EDF, fixe en effet trois objectifs principaux à l'entreprise.

● **Désendettement** : EDF s'engage à réduire son endettement — au niveau record de 230 milliards de francs fin 1988 — de 20 milliards de francs au total, pendant la période, étant précisé que ses résultats doivent être au minimum équilibrés chaque année.

● **Baisse des tarifs** : le prix moyen de l'électricité devra diminuer de 1,5 % par an en monnaie constante. Contrairement au « contrat de plan » précédent, conclu pour cinq ans de 1984 à fin 1988, aucune date précise n'est fixée pour les mouvements tarifaires, EDF étant libre de moduler les hausses, après accord du ministère des finances.

● **Amélioration de la qualité** : EDF se propose de porter la qualité du service — mesurée au nombre des coupures, à la continuité du courant, etc. — au niveau moyen européen (à densité de population égale). Pour ce faire, le contrat prévoit qu'au total, pendant ces quatre années, 21,5 milliards de francs seront investis dans les réseaux.

En contrepartie de ces engagements de résultats, l'établissement obtient le feu vert des pouvoirs publics pour développer ses ventes à l'étranger, conclure des accords de partenariat avec des groupes industriels (français ou étrangers) et s'ouvrir à de nouveaux champs d'activité.

Ce contrat — le cinquième (1) à être conclu entre le gouvernement et des entreprises publiques — a fait l'objet de nombreuses et houleuses tractations entre les deux parties depuis l'automne. La direction de l'établissement souhaitait, en contrepartie d'engagements chiffrés, obtenir une liberté de gestion accrue, par la suppression notamment de nombreux contrôles a priori qui entravaient considérablement sa marge de manœuvre. Jusqu'ici, en effet, ni les tarifs, ni les investissements, ni la politique commerciale, ni

même la gestion financière n'échappaient aux contrôles stricts des différentes administrations, ce qui constitue un handicap grave à l'heure où EDF doit s'adapter à une nouvelle donne énergétique et européenne.

Ayant pratiquement terminé son programme d'équipement nucléaire, EDF bénéficie d'un atout majeur vis-à-vis de ses concurrents européens. Elle peut, comme l'a montré l'accord récemment conclu avec Pechiney à Dunkerque et celui en négociation avec Exxon en Normandie (2), tenter d'attirer ou de retenir sur le sol national des industries grosses consommatrices d'énergie. Mais elle doit dans le même temps faire face à une concurrence accrue du pétrole et du gaz (dopés par la baisse des prix), utiliser au maximum des capacités de production largement excédentaires et réorienter ses activités afin de compenser l'arrêt de la construction des centrales, qui libère des effectifs importants alors que son statut lui interdit tout licenciement.

Un défi qui ne peut être tenu que par une hausse de son chiffre d'affaires. Tel est bien le sens du contrat d'objectifs qui devrait être signé officiellement dans quelques jours avec les pouvoirs publics. La seule manière, pour EDF, de parvenir à se désendetter, tout en équilibrant ses comptes et sans accroître excessivement ses tarifs, est de vendre plus, mieux et différemment, bref de « faire du chiffre ». Contrairement au contrat précédent qui enfermait l'établissement dans des contraintes étroites et qui n'a d'ailleurs été appliqué que très partiellement — l'Etat, en obligeant EDF à baisser ses tarifs deux fois plus vite que prévu initialement, l'a empêché de se désendetter et l'a conduit en 1988, après deux ans de grâce, à retomber dans le rouge, — la nouvelle charte passée avec les pouvoirs publics devrait amorcer une règle du jeu différente.

VERONIQUE MAURUS.

(1) Ont été « finalisés », c'est-à-dire approuvés par leurs conseils d'administration, les contrats d'EDF-Aquitaine, Rhône-Poulenc, et Bull, celui de Thomson devant être conclu vendredi 24 mars.

(2) EDF a négocié avec Exxon, qui doit implanter à Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime) la plus grosse usine de plastiques d'Europe (le Monde du 18 mars), un contrat original, qui, sans aller aussi loin que celui conclu avec Pechiney, témoigne, selon le groupe pétrolier, d'une « politique commerciale intelligente et active » qui lui a permis de plaider son dossier auprès de la direction américaine.

## L'urgence d'une réduction de la dette latino-américaine

### La France plaide pour une attitude innovatrice et pragmatique

La réunion ministérielle informelle qui s'est tenue jeudi 23 mars à Paris, en présence de dix-huit ministres latino-américains et de gouverneurs des banques centrales de la région, a permis à la France de relancer les idées contenues dans le « plan Mitterrand » de réduction de dette. L'espoir d'une solution multilatérale, dès le sommet des pays industriels de juillet prochain à Paris, a poussé les dirigeants français à faire preuve d'« innovation » et de réalisme.

Tout au long de la journée consacrée, jeudi 23 mars, aux problèmes de l'Amérique latine, et surtout à la réduction de la dette, à l'origine d'un « formidable gâchis économique », comme l'a souligné le président François Mitterrand, la France a souligné sa volonté de pragmatisme. Le chef de l'Etat français comme le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Bérégovoy l'ont, chacun de leur côté, souligné. L'essentiel de leur démarche est de parvenir à un accord sur le principe même d'un allègement de la dette des pays latino-américains comme sur celui d'une garantie multilatérale permettant de vaincre les réticences des banques créancières.

Face à une « situation d'urgence », Paris a certes souligné la cohérence du « plan Mitterrand ». Fondé sur une allocation de droits de tirages spéciaux dont la part, revenant aux pays industriels, serait consacrée à l'insinuation d'un fonds de garantie des remboursements des banques créancières, ce plan évite soigneusement le piège inflationniste de la création monétaire, selon ses auteurs. A titre indicatif, une allocation de 15 milliards de DTS permettrait de consacrer

9,6 milliards à un tel fonds de garantie et de « traiter » environ 110 milliards de DTS, soit 40 % de l'encours de la dette des pays à revenu intermédiaire — essentiellement latino-américains. Mais, face au plan américain du secrétaire au Trésor Nicholas Brady, ou à celui proposé par les Japonais, les Français se veulent ouverts à toute solution facilitant un consensus. Pour éviter les frictions entre ceux qui préféreraient voir la Banque mondiale chauffer un fonds de garantie ou ceux qui, comme la France, « ne verraient que des avantages » à ce que le Fonds monétaire international assure la surveillance, Paris étudie une formule permettant un contrôle multilatéral moins marqué. Une instance parallèle au Fonds mais bénéficiant de son expertise pourrait permettre de rapprocher les points de vue.

## Sortir d'un cercle vicieux

Mais il est un autre aspect de la réduction de la dette dont les responsables latino-américains et leurs hôtes ont souligné l'importance. Un allègement n'a de sens que s'il aboutit à une reprise des flux de capitaux et d'investissements productifs vers l'Amérique latine. Il ne s'agit que d'une première étape permettant de sortir d'un cercle vicieux. En ce sens, envisager de créer un fonds de garantie en tirant sur des ressources de la Banque mondiale notamment qui auraient pu être consacrées à d'autres types de projets serait une attitude réductrice. Une nouvelle forme de soutien devra s'ajouter et non se substituer aux opérations financées traditionnellement par les organismes multilatéraux. Une mise en garde discrètement adressée aux Etats-Unis.

F. Gr.

## Sur fond d'après discussions au sein de la CEE sur l'agriculture

### Le directeur général du Gatt relance les négociations commerciales multilatérales

Alors que les discussions sont vives entre la Commission européenne et les ministres des Douze sur la dose de rigueur à injecter cette année dans la politique agricole commune, le directeur général du GATT a relancé, mercredi 22 mars à Genève, la grande négociation commerciale multilatérale bloquée en décembre dernier à Montréal sur les désaccords agricoles entre les Etats-Unis et la CEE.

## BRUXELLES Communautés européennes de notre correspondant

L'épreuve de force qui oppose la quasi-totalité des ministres de l'agriculture des Douze à la Commission européenne depuis que s'est engagé le débat sur les prix et les mesures d'accompagnement à appliquer en 1989-1990, devrait trouver son terme au cours de la prochaine session ministérielle qui débutera à Luxembourg le 17 avril.

Les réductions de prix qui seront alors décidées seront probablement limitées, autrement dit, d'une moindre ampleur que ce que propose la Commission. Au cours de la réunion, qui s'est tenue en début de semaine à Bruxelles, les ministres ont souligné leur volonté de ne pas prendre de retard par rapport au calendrier officiel. Or c'est en principe le 1<sup>er</sup> avril que commence la campagne applicable aux produits laitiers et à la viande bovine.

Le dossier le plus sensible cette année concerne le soutien à apporter aux céréales, aux oléagineux (colza, tournesol) et aux protéagineux

(soja). En 1988, la production communautaire a dépassé les « quantités maximales garanties » ou QMG fixées par les Douze. Conformément aux mécanismes de régulation du marché, approuvés par le conseil européen de février 1988 pour faire face à ce type de situation, il convient de faire jouer les « stabilisateurs », c'est-à-dire de baisser les prix.

Dans le cas des céréales, la diminution qui en résultera sera de l'ordre de 3 %.

La Commission a estimé que ce n'était pas assez, qu'il fallait davantage de rigueur afin de rétablir durablement l'équilibre entre l'offre et la demande. Elle a donc préconisé pour les produits en cause une limitation de la période durant laquelle les agriculteurs peuvent vendre leur production, faute de preneurs sur le marché, aux organismes d'intervention, et une réduction de 25 % des « majorations mensuelles », c'est-à-dire des indemnités qui sont versées aux producteurs pour les inciter à stocker leur marchandise plutôt qu'à l'écouler à l'intervention.

## Consolider les réformes décidées en 1988

S'agissant des céréales, de telles mesures, combinées à la mise en œuvre des stabilisateurs, signifieraient des baisses de prix de l'ordre de 7 %.

Les ministres ont expliqué à la Commission que ses propositions n'étaient pas acceptables. « Depuis cinq ans, on a imposé à notre agriculture un effort considérable. Cette année, ce qui est en jeu, c'est la mise en œuvre des stabilisateurs. Il s'agit de consolider les réformes décidées

en 1988. Mais il ne faut pas en rajouter, sinon on risque de provoquer le reflux de l'ensemble », a expliqué M. Nallet, ministre français. Phénomène inhabituel. M. Braks, son collègue néerlandais, dont les agriculteurs sont réputés être les meilleurs élèves de l'Europe verte, est monté au créneau dans le même sens, évoquant les récentes manifestations paysannes aux Pays-Bas et réclamaient, lui aussi, une pause. Même les Britanniques, les seuls au sein du conseil à éprouver quelque sympathie pour les propositions de rigueur de la Commission, se sont montrés discrets.

M. Ray MacSharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, a fait part de son inquiétude à propos des négociations agricoles internationales en cours. Après l'échec de la session ministérielle de l'Uruguay Round, à Montréal en décembre 1988, un rendez-vous de rattrapage avait été inscrit dans les agendas, du 5 au 7 avril à Genève. Cette rencontre se présente mal. Les derniers contacts bilatéraux avec les Américains, qui restent « inflexibles », ont été « décevants », selon M. MacSharry.

Les propositions de compromis présentées le 22 mars, à Genève par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT (l'organisation qui surveille le commerce international) ne vont pas faciliter la tâche aux négociateurs de la CEE.

En matière agricole, elles vont en effet très au-delà de la « position commune » définie avant Montréal et au-delà même des concessions supplémentaires qu'on laissait, il y a peu, entrevoir comme possibles à Paris et à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Accord de rééchelonnement de la dette nigérienne

Le processus de rééchelonnement de la dette nigérienne lancé par l'octroi d'un crédit stand-by du Fonds monétaire international de 475 millions de dollars de tirage spécial a pris fin, mercredi 22 mars, par un accord signé entre les représentants de Lagos et le comité de coordination des banques créancières dirigé par la Barclays britannique, la BNP française et la Citibank américaine.

Aux termes de cet accord, 5,5 milliards de dollars de dettes seront rééchelonnées, la moitié sur quinze ans à un taux supérieur de 0,8125 % au Libor (taux interbancaire de Londres) et l'autre moitié sur vingt ans avec un taux de risque de 0,875 %. Les créanciers publics du Nigeria avaient, le 3 mars dans le cadre du club de Paris, accepté d'étaler dans le temps 5,7 milliards de dollars d'échéances.

**INÉDIT**  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
Tome 1  
**LES MOISSONS DE LA FRANCIE**  
Suite de la France 3<sup>e</sup> superpuissance  
Ressources économiques des 40 pays d'expression française  
Don de la mer, les zones maritimes sont bien des prolongements territoriaux des Etats  
Les Français ont dominé l'économie mondiale. Situation des Etats d'expression française métropolitaine et d'outre-mer  
L'OMI, la zone franc, conférence francophone (40 nations), l'ACTI (40 nations), la possibilité OUEP (Union des Etats de langue française) (40 nations), les 230 p. 28 p.  
France chez l'étranger  
**MARTINOT DE PREUILH**  
49560 NUEL-SUR-LAYON  
Tél. 03 47 41 41 41



# Économie

## L'Europe sociale en construction

### La France demande une nouvelle réglementation du transfert des prestations dans la CEE

La France reprend l'initiative sur l'Europe sociale. M. Soisson, ministre du travail, a annoncé les orientations de la présidence française, à compter du 1<sup>er</sup> juillet. M. Evin, ministre de la solidarité et de la santé, entame des négociations pour une refonte du règlement communautaire sur les prestations familiales.

#### M. Soisson joue le pragmatisme

MARCY-L'ETOILE  
de notre envoyé spécial

Pour construire l'Europe sociale, il faut « adopter une position pragmatique qui ne soit pas celle du tout ou rien ». Telle est la philosophie qu'a exposée M. Jean-Pierre Soisson, le jeudi 23 mars à Marcy-l'Etoile (Rhône), lors d'un colloque organisé par l'Association des auditeurs de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (AAINTEFP). S'exprimant devant un parterre de responsables syndicaux et patronaux de France et d'Europe, le ministre du travail n'a pas caché ses inquiétudes : « Si nous n'y prenons garde, nous risquons de voir se développer des forces de rejet de la construction européenne liées à des appréhensions de certaines couches de la population. Nous avons à expliquer, à rassurer, à convaincre et à entraîner ».

Alors que la France va assurer la présidence de la Communauté à partir du 1<sup>er</sup> juillet, après les élections européennes, M. Soisson a affirmé une volonté d'avancer vers l'Europe sociale mais... prudemment. De nouveau, il a refusé toute « uniformisation », jugeant par ailleurs préférable de ne pas utiliser les instruments juridiques de la CEE, comme la directive et le règlement, que de manière très limitée. L'idée est de recourir davantage à la persuasion qu'à la contrainte afin que « les prescriptions nouvelles soient réellement prises en compte par les Etats membres ».

Première illustration de ce pragmatisme : la France a l'intention de parvenir à l'élaboration d'une charte des droits sociaux fondamentaux

avant la fin de l'année 1989. A la suite de l'adoption par le Comité économique et social européen d'un avis qui, le 23 février, avait établi une liste de droits sociaux fondamentaux, les ministres du travail de la CEE, réunis le 7 mars à Séville en Espagne, avaient pris la décision de préparer un document dans le même sens, mais sans que son statut juridique soit déterminé. M. Soisson a confirmé que la charte ne serait pas une directive mais plutôt, « dans un premier temps », « une recommandation ou déclaration solennelle des gouvernements », à charge pour eux d'en intégrer quelques éléments dans leurs législations.

Cette prudence semblait bien accueillie par M. Tyskiewicz, secrétaire général du patronat européen (UNICE), mais suscitait de fortes réserves chez M. Hinterscheidt, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES). M. Soisson a également évoqué les autres orientations de la prochaine présidence française sur le plan social : débat « politique » sur l'emploi pouvant conduire à la création d'un observatoire communautaire ; élaboration de « règles communes » dans le cadre d'un dialogue social — à développer — sur la formation professionnelle ; adoption de nouvelles directives sur la santé et la sécurité des travailleurs. Pour la France, M. Soisson s'est engagé à consulter les partenaires sociaux avant chaque décision importante, sans toutefois évoquer la création avec eux d'un « comité doté d'un secrétariat permanent », mentionnée dans le texte écrit du discours mais non annoncée.

MICHEL NOBLECOURT.

Le gouvernement français entend réagir très vite à l'arrêt de la Cour de justice européenne décidant que les citoyens des pays de la Communauté travaillant en France doivent bénéficier des allocations familiales françaises, que leurs enfants y résident ou non : il va se mettre en règle mais il va en même temps tenter de convaincre les autres gouvernements de la CEE d'élaborer une nouvelle réglementation communautaire sur le transfert des prestations sociales — tout en préparant par précaution certaines modifications de la réglementation nationale.

La Cour de justice européenne de Luxembourg, confirmant un premier arrêt du 15 janvier 1986 en faveur d'un Italien établi en France, M. Pietro Pinna, a annulé l'exception accordée en faveur de la France par un règlement communautaire de 1971 sur le « paiement des prestations sociales aux travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté ». Le gouvernement français va se conformer à l'arrêt et payer les allocations au taux français à compter du 15 janvier 1986, et même avant pour les personnes qui avaient déjà une réclamation avant l'arrêt de la Cour de Luxembourg.

Mais en même temps le gouvernement français va engager une action diplomatique pour obtenir la rédaction d'un nouveau règlement communautaire car l'arrêt de la Cour de justice européenne s'applique seulement tant que le conseil des ministres de la Communauté « n'a pas établi de nouvelles règles ».

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la solidarité, a rencontré lundi 20 mars M. Papandréou, membre de la Commission européenne chargée des affaires sociales et jeudi 23 M. Jacques Delors, président de la Commission, et prendre ensuite contact avec les ministres des autres Etats européens. Il s'agit

de limiter aux allocations familiales stricto sensu les prestations exportables.

#### Un risque de dérive

Au ministère de la solidarité, on redoute en effet une dérive. La revendication ne va-t-elle pas s'étendre à d'autres prestations dont le montant peut dépasser celui des allocations familiales, comme l'allocation parentale d'éducation (APE), celle de parent isolé (API), voire celle d'adoption handicapée ? Le coût, limité pour l'instant à une centaine de millions de francs par an, augmenterait beaucoup. Surtout cela pourrait provoquer un déséquilibre dans certains pays de la Communauté européenne : le montant de l'APE par exemple n'est-il pas largement supérieur au salaire minimum portugais ?

Pour des prestations accordées sous conditions de ressources comme le complément familial, on imagine aussi la difficulté de vérifier les revenus des ménages dans des pays où la fraude fiscale est aussi répandue qu'en Italie.

D'autre part, même si l'arrêt de la Cour de Luxembourg ne vaut que pour les citoyens des pays de la Communauté, on craint à plus long terme une pression diplomatique de la part d'Etats associés à la CEE comme la Turquie, ou liés à la France par les accords bilatéraux comme ceux du Maghreb. Le coût atteindrait alors quatre ou cinq milliards de francs par an rien que pour les prestations familiales. L'affaire est donc prise très au sérieux dans l'entourage de M. Evin. « Si l'on devait consacrer ces sommes à la coopération, il faudrait mieux les utiliser autrement », disent certains.

Indépendamment même de ce risque, ne faut-il pas donner des bases plus claires aux règles communautaires en matière de prestations sociales ? Fondée sur des accords économiques (traité de Rome, Acte unique) la jurisprudence commu-

nautaire y répond mal, voire de façon contradictoire. Ainsi la Cour du Luxembourg a-t-elle, le 15 septembre 1988, jugé conforme au traité de Rome le refus d'une caisse d'allocations familiales de verser l'allocation de rentrée scolaire à un retraité français installé en Grande-Bretagne.

Mais la négociation d'un nouveau règlement risque d'être difficile bien que l'actuel ait été adopté à l'unanimité en 1971. Si la France a des chances de bénéficier du soutien de l'Allemagne ou des Pays-Bas, l'attitude française en matière de prestations familiales est très critiquée dans d'autres pays, notamment l'Italie ou la Grèce. Ces critiques ont été aggravées par l'absence de réaction française au premier arrêt de la Cour européenne sur l'affaire Pinna en janvier 1986 — une attitude dictée par le désir d'éviter, face aux campagnes de l'extrême droite, de soulever le problème du versement de prestations familiales à des familles étrangères ne résidant pas sur le territoire.

Aussi envisage-t-on parallèlement de revoir les modalités de certaines prestations, pour éviter qu'elles ne soient exportables. Ne faut-il pas

transformer l'allocation de parent isolé, par exemple en variante du revenu minimum d'insertion ? Ses bénéficiaires ont déjà droit aux mêmes mesures d'insertion.

Mais une telle réorganisation ne risque-t-elle pas d'entraîner une réduction de certains avantages consentis aux familles ? Plus largement, le marché unique européen peut-il remettre en cause le principe sur lequel est fondée depuis 1978 la politique familiale française : celui du droit de l'enfant — lié donc à sa présence sur le territoire national — sans référence à une activité professionnelle des parents ? La législation française doit-elle revenir en arrière et rétablir comme dans certains pays un critère d'activité ? M. Claude Evin y a fait allusion vendredi 17 mars en installant le groupe de travail sur la protection sociale et le marché européen : il a évoqué le risque de « désattribution » de certaines politiques sociales. Selon lui « la coordination [européenne] doit respecter la spécificité des législations nationales et des principes qui les gouvernent ».

GUY HERZLICH.

#### Aménagement du temps de travail

### La CFTC refuse l'accord

A l'issue de la réunion de son conseil confédéral, le 23 mars, la CFTC a annoncé qu'elle ne signerait pas l'accord sur l'aménagement du temps de travail. Le 21 mars, à la fin de la négociation avec le CNPF et les autres organisations syndicales, la CFTC avait paru annoncer une approbation, tout en faisant part de ses réserves au sujet du travail continu.

Dans un communiqué, la centrale chrétienne précise que c'est bien ce point qui a emporté sa décision finale. « Le travail de nuit ou le dimanche ne saurait (...) être moralement imposé aux salariés au nom de stratégies économiques, mais seulement pour des motifs techniquement incontournables », écrit-elle en rappelant que, dès le début des discussions, elle avait déclaré qu'« il ne lui serait pas possible de donner un aval contractuel à cer-

taines dispositions de la loi Ségurin de 1987 qu'elle considérait comme injustement sur ces thèmes ».

A propos de la même négociation, la position de la CFDT devrait être connue dans l'après-midi du 24 mars, après la réunion du bureau national en session extraordinaire. Réunies le 23 mars, les fédérations CFDT du secteur privé se seraient en majorité prononcées en faveur de l'accord. M. Jean Kaspar, secrétaire général, a déclaré que « la CFDT ne se déterminera pas en fonction des positions de l'une ou l'autre des organisations syndicales » mais « seulement en fonction du contenu de l'accord ».

Dès la fin des discussions, la CGT et FO avaient fait connaître leur opposition et la CGC s'était seule engagée à signer.

#### EN BREF

● Reprise du travail à Renault-Le Mans. — Les grévistes de la chaîne de montage des tracteurs à l'usine Renault du Mans ont repris le travail, jeudi 23 mars dans l'après-midi, après un accord avec la direction.

● Manifestation du Livre CGT. — Environ quatre cents adhérents du Livre CGT ont manifesté jeudi 23 mars dans la matinée devant le siège du Syndicat général des imprimeries de Paris et de la région. Ces manifestants, dont la plupart appartenaient à des imprimeries de la région Ile-de-France (qui fabriquent les périodiques mais aussi les prospectus, cartes de visite, etc.), protestent contre les négociations qui ont actuellement lieu avec les imprimeurs à propos de la convention collective de 1953. Les militants du Livre CGT estiment qu'il s'agit là de « simulation » de négociations. Plusieurs adhérents de la branche presse du Livre CGT participent aussi à ce mouvement.

Les grévistes, soutenus par la CGT et la CFDT, réclamaient un reclassement et une prime d'astreinte de 250 F par mois.

● Manifestation du Livre CGT. — Environ quatre cents adhérents du Livre CGT ont manifesté jeudi 23 mars dans la matinée devant le siège du Syndicat général des imprimeries de Paris et de la région. Ces manifestants, dont la plupart appartenaient à des imprimeries de la région Ile-de-France (qui fabriquent les périodiques mais aussi les prospectus, cartes de visite, etc.), protestent contre les négociations qui ont actuellement lieu avec les imprimeurs à propos de la convention collective de 1953. Les militants du Livre CGT estiment qu'il s'agit là de « simulation » de négociations. Plusieurs adhérents de la branche presse du Livre CGT participent aussi à ce mouvement.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## AKBANK, LE PROGRES DYNAMIQUE

“La Société la plus rentable de Turquie”

Au cours des années, Akbank s'est engagée dans une saine croissance et dans l'entretien d'un haut niveau bancaire international. Notre politique continue a été de créer une solide base en capital afin de soutenir la croissance progressive et prudente de notre bilan.

Récemment, un autre événement marquant a été l'augmentation de notre capital qui est passé de 250 milliards TRL (137,9 millions USD) à 500 milliards TRL (275,8 millions USD).

Aujourd'hui, Akbank se classe parmi les trois premières banques mondiales quant à la rémunération du capital et des actifs.

L'esprit pionnier d'Akbank se manifeste dans ses nouvelles entreprises, comme la création de la BNP-AK-DRESDNER BANK, en coopération avec la Banque Nationale de Paris et la Dresdner Bank.

Notre vaste réseau d'agences en Turquie et nos représentants dans différents centres financiers internationaux constituent une chaîne ininterrompue et sans rivales du “Service Akbank”.

L'habitude du succès fait d'Akbank un choix de premier ordre.

ACTIF	Bilan au 31.12.1988 USD
Caisse et banques	1.049.499.917
Réserves obligatoires	325.421.001
Bons du Trésor	330.206.361
Prêts	705.910.716
Participations	56.353.771
Immobilisations, équipements	94.290.168
Autres actifs	196.763.408
<b>Total actif</b>	<b>2.758.445.342</b>
PASSIF	
Dépôts	2.030.594.554
Emprunts	21.447.545
Autres dettes	251.566.054
<b>Total passif</b>	<b>2.303.608.153</b>

FONDS PROPRES	
Capital*	137.891.474
Réserves	148.113.400
Bénéfices (après impôts)	168.892.315
<b>Total fonds propres</b>	<b>454.897.189</b>
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>2.758.445.342</b>

(Taux de conversion : TRL 1.813,02 = 1 USD)

\* Le capital a été porté à 275,8 millions USD en mars 1989

## AKBANK

#### Ak International Bank Limited

● Ak International Bank Ltd., dans laquelle Akbank possède une participation majoritaire, termine sa sixième année d'activité comme institution autorisée.

● En 1988, la banque a enregistré un bénéfice avant impôt de £ 2,1 millions et possède des fonds propres s'élevant à £ 16,4 millions.

● En janvier 1989, le capital libéré a été porté

de 10 à 20 millions de £, portant les ressources en capital à plus de £ 26 millions.

● Ak International Bank Ltd est à votre service pour toutes vos opérations bancaires.

John Harding, Directeur Général

10 Finsbury Square, Londres EC2A 1HE

Téléphone : (1) 628 3844

Télex : 8955636 AKIL G Télécopie : (1) 638 2037

#### Thomson : des bénéfices et des projets

M. Alain Gomez, dont le mandat de président de Thomson prend fin dans quelques semaines, continue de creuser son sillon : il consolide ses comptes et poursuit sa quête d'alliances européennes.

Les comptes de Thomson-CSF sont l'exact reflet de la situation dans laquelle se trouve l'entreprise : à la fois engagée dans un processus de renforcement interne et engagée par la régression structurelle de son activité principale (l'électronique de défense, pour 92 % de son chiffre d'affaires). En effet, le chiffre d'affaires, à périmètre constant, stagne (33,52 milliards de francs), tandis que le bénéfice net consolidé s'inscrit en hausse de 14 % à 2,96 milliards. Il représente désormais 8,9 % du chiffre d'affaires du groupe, ce qui le place en deuxième position en Europe (derrière Plessey, cible d'une OPA) et devant tous les groupes américains opérant dans le secteur. Un beau rétablissement quand on sait que ce ratio était de 0,9 % en 1984. La structure même de ce chiffre donne la mesure de la consolidation du groupe et ses limites : son résultat d'exploitation ressort à 1,44 milliard, en hausse de 13,4 % sur l'année précédente, soit 4,3 % du chiffre d'affaires.

Sur le seul terrain industriel de l'électronique de défense, ce chiffre est également en hausse de 14,3 % et s'affiche à 1,621 milliard de francs. Cette amélioration reflète la compression des frais généraux, commerciaux et de recherche-développement. Par ailleurs, Batif (la banque du groupe) et ses filiales affichaient l'an passé un résultat après impôt de 800 millions contre 420 en 1987.

Mais M. Alain Gomez, qui a recentré son groupe sur la défense (le Monde Affaires du 1<sup>er</sup> octobre 1988), est confronté comme tous ses concurrents européens à la régression du marché dans ce secteur. Et il entend bien être de la partie dans le numéro de « chaînes musicales » auquel on assiste sur le Vieux Continent depuis quelques mois. N'ayant pas les moyens, de son propre aveu, de procéder à une grosse acquisition externe, il privilégie la constitution d'unités intégrées (recherche-développement, production, commercialisation) métier par métier plutôt que des participations financières croisées, schéma ayant la préférence de M. A. L'intérieur de ce cadre, des alliances moitié-moitié, déjà expérimentées dans les composants avec l'italien SGS, auraient sa faveur.

F. V.



Ile de France

## LE CREDIT D'IMPOT FORMATION

2 SESSIONS DE TRAVAIL

matin : 9h30 et après-midi : 12h30

SEANCE DE TRAVAIL PAR ATELIER  
APPLICATION INFORMATIQUE D'AIDE  
AU CALCUL DU CREDIT D'IMPOT

UNE CONFERENCE DEBAT A 11H15  
avec Monsieur LAIGNEL Secrétaire d'Etat  
à la Formation Professionnelle

LE 30 MARS A LA MAISON DE LA CHIMIE  
28 rue Saint Dominique 75007 PARIS

réservation par téléphone ou télécopie :

AGEFOS PME ILE DE FRANCE  
11 RUE HELENE 75017 PARIS  
TEL 42 94 95 95 - TELECOPIE : 42 94 28 78



## Économie

## REPÈRES

## Croissance

Augmentation  
du PNB américain de 2,4 %  
au quatrième trimestre

La croissance du produit national brut des États-Unis au quatrième trimestre a été révisée à 2,4 % en rythme annuel, contre une estimation précédente de 2 %. Ce résultat porte donc la croissance américaine en 1988, à 3,9 %, contre 3,8 % précédemment annoncée. Le défateur du PNB, l'une des mesures de l'inflation, a été confirmé à 5,3 % en 1988.

## Inflation

+ 0,7 %  
en Grande-Bretagne  
en février

Les prix de détail ont augmenté en Grande-Bretagne de 0,7 % en février par rapport à janvier, et de 7,8 % en rythme annuel. En janvier, la hausse en rythme annuel avait atteint 7,9 %, contre 6,8 % en décembre. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, a annoncé il y a quelques jours, lors de la présentation du budget britannique, que l'inflation devrait atteindre un sommet à 8 % en cours d'année.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

## LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de  
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

## BOURSE

36.15 LEMONDE

## POINT DE VUE

## Le Plan au futur

Le projet de loi approuvant le 10<sup>e</sup> Plan (1989-1992) a été présenté mercredi 22 mars au conseil des ministres par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État chargé du Plan. Au cours du conseil, M. François Mitterrand, a cependant émis quelques réserves, soulignant que le Plan ne doit pas être un exercice rhétorique qui consisterait à enregistrer ce qui se passerait dans le cadre d'une économie libérale.

M. Pierre-Yves Cossé, commissaire au Plan, donne ici son opinion sur l'esprit et les objectifs du 10<sup>e</sup> Plan.

Le projet de 10<sup>e</sup> Plan, axé sur le grand marché européen, l'emploi et la cohésion sociale, est marqué par la nostalgie. Nostalgie liée à un attachement à la « planification française » conçue comme un dispositif rigide et négligeant les évolutions profondes qu'elle n'a cessé de connaître.

Ainsi que le relève fréquemment Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé du Plan, le Plan de Pierre Massé n'a

guère de rapport avec celui de Jean Monnet, et le Plan de 1993, qui se situera après l'expiration de l'Acte européen, n'aura guère de rapport avec le Plan 1989-1992.

Le premier ministre s'était interrogé sur d'éventuelles modifications du terme de Plan. Quoi qu'on dise, il continue d'être lié à l'économie centralisée et au Gosplan, que chacun refuse aujourd'hui en commençant par M. Gorbatchev. La désignation de commissariat général du Plan fait plus penser à l'économie de guerre (avec le commissariat au ravitaillement) qu'à une structure moderne axée sur la prospective et la pluridisciplinarité. Pourquoi ne pas parler par exemple de délégation à la stratégie ? Mais, à l'heure où Jean Monnet était accueilli au Panthéon, il eût été maladroit de modifier des formulations qui font partie de notre héritage.

Le respect légitime de l'histoire ne saurait justifier le conservatisme. Le Plan présenté par le gouvernement est différent des Plans antérieurs. Une telle mutation est nécessaire et opportune. Certes, une part de changement a été imposée par les circonstances. Le gouvernement de Jacques Chirac avait gelé le dispositif de planification : ni la concertation ni les indispensables travaux techniques n'avaient été amorcés. Le retard était de dix-huit mois, sans qu'aucune procédure de substitution ait été retenue. Le gouvernement de Michel Rocard s'est refusé de décaler d'autant le calendrier du Plan, considérant qu'un vide serait dangereux ; le choix des priorités économiques et sociales conduisant au grand marché de 1993 était urgent. De plus, il ne fallait pas laisser se créer durablement un fossé entre planification régionale et planification nationale, comme le risque en était apparu avec la préparation des contrats de plan État-région.

Aussi le nouveau document de Plan est-il plus léger mais aussi plus instable. Aussi la procédure de concertation n'est-elle plus concentrée — moins de dix commissions au lieu d'une trentaine pour le 9<sup>e</sup> Plan — et plus ouverte. Aussi le champ couvert par le Plan est-il plus sélectif mais plus engageant. Cette inversion de la tendance par rapport aux plans précédents n'a pas que des inconvénients : la procédure était devenue trop lourde et trop longue, le Plan trop exhaustif, ainsi que le reconnaissent la plupart des acteurs de la planification.

La méthode  
des entreprises

Une autre part du changement est débattue. L'expérience des Plans précédents a montré que les prévisions purement quantitatives étaient un exercice vain, dans la mesure où notre croissance était largement dépendante d'un environnement international de plus en plus instable. Il faut rappeler que, dès le 8<sup>e</sup> Plan, un objectif chiffré de croissance avait été abandonné. Pour le 9<sup>e</sup> Plan, c'est le Parlement qui, par amendement, avait posé l'objectif d'une croissance supérieure d'un point à celui de nos partenaires, objectif, hélas ! non atteint. Pour assurer la pertinence de la planification nationale, il faut s'inspirer — avec les transpositions indispensables — de la planification stratégique mise en œuvre par les grandes entreprises, qui déterminent dans un univers incertain des priorités et des choix en termes qualitatifs. C'est ce que cherche à faire le Plan 1989-1992.

En fonction d'une double priorité — l'emploi et l'Europe — il fixe une stratégie de croissance fondée sur une offre compétitive résultant d'un

effort massif d'investissement et d'exportation, un partage social privilégiant la création d'emplois et un enrichissement du contenu en emplois de la croissance, au moyen de la réorganisation-réduction du temps de travail ainsi que d'initiatives dans le secteur des services et du développement local. Il précise les conditions pour que notre croissance soit au moins aussi forte que celle de nos partenaires, contrairement à la période des dernières années. Enfin, il va au-delà des adaptations qu'impose le respect des échéances européennes en donnant à notre ambition européenne des prolongements nouveaux dans les domaines social, monétaire, culturel et politique.

Les derniers plans étaient principalement l'œuvre d'experts et de commissions, l'approbation du gouvernement n'intervenant qu'à la fin du parcours. Pour le Plan 1989-1992, les ministres et le premier d'entre eux ont été impliqués très tôt puisqu'une esquisse de Plan était adoptée en comité interministériel en septembre et que des relations étroites se sont nouées entre les commissions de concertation et les ministères concernés. Acte politique et social, un Plan n'a de valeur que celle qui lui attachent le gouvernement et les partenaires socioprofessionnels. Le gouvernement est décidé à mettre en œuvre les engagements pris au titre de l'Acte unique, comme les allègements fiscaux ou la libéralisation complète des services financiers, et au titre de la priorité donnée à l'emploi dans la ligne du plan-emploi de l'automne dernier.

Ce Plan s'appuie sur une forte volonté politique et sur un assainissement en profondeur de l'économie française — qu'illustrent les performances de l'année 1988 — à de fortes chances d'être réalisé, beaucoup plus que tous les Plans issus de la crise et marqués d'un volontarisme excessif. L'économie française a de bonnes chances de poursuivre sa désinflation, d'équilibrer sa balance des paiements, d'accroître fortement ses capacités de production et d'être durablement créatrice d'emplois. Et, sur les grands chantiers ouverts par le Plan, des progrès substantiels auront été accomplis vers un système d'éducation et de formation répondant à des besoins massifs sous des formes plus diversifiées, un effort de recherche amplifié et plus tourné vers la technologie et l'indus-

trie, l'aménagement du territoire cohérent en tenant compte de la transformation du territoire rural et des effets du grand marché.

Les circonstances de son élaboration font du Plan soumis au Parlement un document ouvert et perfectible. On ne pouvait en si peu de temps présenter à une formule originale et achevée : la planification à la française des enrichissements. Ceux-ci viendront d'abord des travaux des commissions de concertation qui se poursuivront jusqu'en juillet 1989 ; elles compléteront le diagnostic et les orientations, préciseront leurs conditions de mise en œuvre.

Faire  
le tri

De toute manière, la réflexion et la concertation sur le moyen terme ne s'arrêtent pas le jour de l'approbation définitive du Plan 1989-1992. Il s'agit aujourd'hui d'une dimension permanente de toute action collective. Si le Commissariat général du Plan ne prétend, dans ce domaine comme dans aucun autre, à un monopole, sa vocation est de proposer, de stimuler et de coordonner en faisant lui-même ou en faisant faire. De larges champs restent à défricher : analyses prospectives à long terme — notamment sectorielles — pour lesquelles notre pays connaît un retard certain, évaluation des politiques publiques, définition des politiques européennes à moyen terme, adaptation des régions aux exigences du grand marché, enrichissement du contenu en emplois de la croissance, création de pôles urbains de développement à dimension européenne, amélioration des méthodes de gestion publique.

Dans les prochaines semaines, le Commissariat général du Plan fera un tri pour ne retenir que la priorité et la réalisable, précisera ses méthodes de travail et recherchera l'aval de tous les partenaires et autorités concernés. Un tel travail éclairera la mise en œuvre du Plan adopté par le Parlement et la précisera. Le Plan 1989-1992 n'est pas un texte intangible dont l'interprétation serait rigide, ce qui lui ferait rapidement perdre tout intérêt pour le gouvernement comme pour les partenaires économiques et sociaux. Les conditions de sa mise en œuvre évolueront comme tout phénomène économique et social. Si l'on veut être fidèle à l'essentiel, il faut être capable d'innovation et d'invention.



BANQUE TRANSATLANTIQUE

CROFECIC

Dans sa séance du 21 mars 1989, le Conseil d'Administration de la BANQUE TRANSATLANTIQUE, réuni sous la présidence de M. François de SIEYES, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui font ressortir un bénéfice net de F. 25.572.593,50 (dont F. 1.722.126,07 de plus-values nettes à long terme) contre F. 22.042.650,84 en 1987.

Il a été décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 16 mai prochain de distribuer un dividende de F. 11 par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5,50) contre F. 13 par action ancienne et F. 3,25 par action nouvelle en 1987. La distribution globale s'élèvera ainsi à F. 11.240.240 contre F. 9.003.592.

Il est rappelé que le capital a été élevé en 1987 de F. 58.322.900 à F. 102.064.900 par souscription en numéraire à raison d'une action pour six et par attribution gratuite d'une action pour deux.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MIDLAND BANK S.A.

Le Conseil de Surveillance de la MIDLAND BANK SA s'est réuni le 23 mars 1989 sous la présidence de Monsieur George LOUDON pour examiner, avant approbation par l'Assemblée Générale, les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1988, arrêtés par le Directoire présidé par Monsieur Léon BRESSLER.

Le bénéfice net consolidé du groupe est de FF 85,1 millions, en hausse de 20,9 % par rapport à 1987, la part du groupe étant de FF 84,2 millions.

La contribution du secteur immobilier, en forte progression, et les bons résultats obtenus dans les activités de marché et de gestion d'actifs pour compte de tiers ont plus que compensé la dégradation de la marge observée dans le secteur du crédit aux acquéreurs de logement, conséquence tout à la fois des remboursements anticipés qui ont encore affecté le début de l'exercice et des renégociations de taux effectuées dans ce contexte au profit de la clientèle.

Le Conseil de Surveillance proposera la distribution d'un dividende par action de FF 10, assorti d'un avoir fiscal de FF 5, portant la rémunération globale à FF 15.



TRENET

EUROPE 1  
C'est la pêche.

PALAIS DES CONGRÈS DU 17 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE  
LOCATION: (1) 46.40.28.20

PALAIS DES CONGRÈS, FNAC, AGENCES, MINTEL 36.15 EUROPE 1 ET PAR CORRESPONDANCE:  
SPECTACLE CHARLES TRENET - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - BP 7 - 75017 PARIS  
HERBERT PRODUCTIONS EN ACCORD AVEC GILBERT ROZON

هكذا من الأصل



futur

Tableau de données financières et statistiques, incluant des colonnes de chiffres et des titres partiellement lisibles.

Tableau de données financières et statistiques, incluant des colonnes de chiffres et des titres partiellement lisibles.

Tableau de données financières et statistiques, incluant des colonnes de chiffres et des titres partiellement lisibles.

Evolution du ratio résultat net sur chiffre d'affaires

Année	Ratio résultat net sur chiffre d'affaires
1984	0,25
1985	0,30
1986	0,35
1987	0,40
1988	0,45
1989	0,465

**BIENVENUE  
DANS UN MONDE  
DE REUSSITE,  
DE DEVELOPPEMENT,  
D'AVENIR.**

**RP RHÔNE-POULENC**

Progression de 16,3% du chiffre d'affaires (65,3 milliards de francs); progression de 46,5% du résultat net (3,5 milliards de francs). Rhône-Poulenc réalise une progression supérieure à celle de ses principaux concurrents européens et passe, en 4 ans, du 14ème au 9ème rang mondial. Ces résultats sont le fruit d'une stratégie mondiale dynamique, d'une gestion rigoureuse, de la compétence et de l'engagement de ses 80.000 collaborateurs. Grâce à ses performances et à son solide auto-financement, Rhône-Poulenc accentue son effort de formation, de recherche, d'investissements et d'acquisitions pour accélérer son développement et construire son avenir.







# Marchés financiers

## BOURSE DU 23 MARS

Réglement mensuel																													
Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%						
3666	C.N.E. 3% s	3940	3950	3908	- 0.78																								
1001	B.N.F. T.P.	1065	1066	1066	+ 0.08	Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Comp. action	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%						
1002	C.R.T. T.P.	1208	1208	1208																									
1126	C.R.T. T.P.	1128	1127	1127	+ 0.08																								
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		870	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570	567	574	+ 0.70	1330	Labon *	1281	1321	1320	+ 3.04	895	Salvager	700	710	710	+ 1.43	103	Echo Bay Mines	102.90	102	102.20	+ 0.19
1292	Franklin T.P.	1675	1676	1675		426	C.R.E. *	570																					

Comptant (sélection)										SICAV (sélection)										23/3		
VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prélevé	VALEURS	Emission	Prélevé	VALEURS	Emission	Prélevé
Obligations																						
Esp. 5,00 % 77			126 25	7 329	C.L.C. (France) de	181	Loire	1470	1470	Virginie	1200	1114 51	1114 51	Paris Investiss.	722 98	899 60						
9,50 % 76/83			100 96	8 820	C.L. Méditerranée	686	Michelin Ind.	114 40	114 40	Vins	1400	108 05	108 05	Franch-Accord	108 05	108 05						
10,50 % 79/94			105 57	5 012	Osam (B)	1720	1651	Magnolia Unifac	138	Wormen S.A.	800	28 72	28 72	Placeaux et-Ime	7428 08	7428 08						
11,25 % 80/89			104 48	5 016	Chaux		810	Magnolia Unifac	82	Woolser	1473	28 73	28 73	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
12,50 % 82/89			105 50	5 012	Colmar (L)	1118	1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
15 % Jan 82			107 55	12 281	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
14,80 % Jan 83			106 46	12 001	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
12,50 % Jan 84			106 97	3 378	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
11 % Jan 86			111 36	8 084	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
10,25 % Jan 88			105 82	5 012	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
OAT 12,75 % 83			2015		Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
OAT 10 % 1987			106 55	8 212	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
OAT 9,50 % 1987			106 35	2 716	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
OAT 9,50 % 1988			103 88	1 386	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
Ch. France 3 %			101 82	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						
CMB (France) Jan. 82			102 76	1 989	Colmar (L)		1118	Magnolia Unifac	42	Brest, de Marine	1473	33 16	33 16	Placeaux et-Ime	5769 44	5769 44						

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHE OFFICIEL	COURS prix	COURS 23/3	COURS DES BILLETS Achats Ventes	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 23/3	
Euro-Union (E U)	6 351	6 315	6 100	Or fin (pâle au barre)	80500	80500	
USA	7 055	7 049		Or fin (jaune)	80450	80500	
Allemagne (100 DM)	338 690	336 610	328 600	Pièce française (20 fr)	461	462	
Belgique (100 F)	16 171	18 189	16 620	Pièce française (10 fr)	389	388	
Payes Bas (100 f)	300 235	300 220	280 570	Pièce italienne (20 li)	474	478	
Danemark (100 kr)	66 500	66 500	62 500	Monnaie	433	435	
Hongrie (100 F)	83 390	83	86 500	Pièce italienne (20 li)	583	585	
Grande-Bretagne (E U)	10 919	10 900	10 570	Pièce de 20 dollars	2760	2760	
Grèce (100 drachmes)	4 028	4 018	3 700	Pièce de 10 dollars	1380	1380	
Inde (100 Rs)	4 615	4 604	4 450	Pièce de 5 dollars	680	670	
Suisse (100 F)	388 800	380 480	367 500	Pièce de 100 francs	490	490	
Suède (100 kr)	99 410	99 170	95 250	Pièce de 10 Francs	464	476	
Autriche (100 sch)	48 140	48 140	46 700	Or Londres			
Espagne (100 pes)	6 440	6 430	6 200	Or Zurich			
Portugal (100 esc)	4 112	4 106	3 950	Or Hongkong			
Canada (5 can 1)	5 340	5 317	5 125	Argent Londres			
Japan (100 yens)	4 829	4 831	4 680				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

hauts lieux musicaux d'Europe



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Corée du Sud : la police est dotée d'armes automatiques pour faire face aux manifestants.	7 La situation en Corse reste confuse.	11 Le rapport sur l'échec scolaire.	19 L'Europe et la Révolution au Grand Palais.	24 La préparation du budget de 1990.	Abonnements ..... 2	● Réservez vos séjours à la montagne ..... SEJOUR
4 Tunisie : le mouvement islamiste participera aux élections du 2 avril.	8 La préparation des élections européennes.	12 La manifestation des policiers en civil.	— Autour d'un tonneau : semaine sainte en Arles.	— EDF va se désendetter et réduire ses tarifs.	Loto ..... 18	● Elections municipales : les résultats complets, les élections, les commentaires de la rédaction du Monde ..... ELEC
6 Les négociations sur les armes conventionnelles.	9 Le débat au sein du PCF.	— Homophilie et sida.	— Jazz : Dizzy Gillespie et Max Roach à Bâle/Suisse.	25 L'Europe sociale en construction.	Carnet ..... 14	● Chaque matin le mail-journal de la rédaction ..... JOUR
	10 Une fédération nationale d'élus beurs va se mettre en place.	13 La nouvelle procédure de fusion nucléaire.	20 Jean Guideron à l'Espace européen.	27-29 Marchés financiers.	Météorologie ..... 16	● L'actualité 24 heures sur 24 ..... AFP
	— « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	23 SPORTS : entraînement avec le directeur technique de Renault Sport.	— Danse : Changeling, de Charles Cré-Ange.		Mots croisés ..... 14	3615 tapes LM
					Philatélie ..... 22	
					Radio-télévision ..... 21	
					Spectacles ..... 21	

## ÉTATS-UNIS

## Washington a mis en garde compagnies et aéroports contre un possible détournement d'avion

La Maison Blanche a confirmé jeudi 23 mars l'existence d'une note de l'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA) mettant en garde contre un possible détournement d'avion en Europe de l'Ouest. Le porte-parole de la présidence américaine, M. Martin Fitzwater, s'est refusé à donner des précisions sur son contenu, se bornant à indiquer qu'elle avait été transmise le 16 mars dernier aux compagnies et aéroports concernés.

« Les passagers des compagnies aériennes américaines peuvent être assurés que toutes les précautions raisonnables ont été prises pour garantir le plus haut niveau de sécurité », a souligné M. Fitzwater, qui s'est efforcé de dédramatiser la teneur de cette note. Il a notamment démenti qu'elle mentionne précisément la période de Pâques, comme l'affirmait le quotidien britannique *Daily Express*, qui en avait révélé l'existence. Selon ce journal, le document donnait également le nom des trois Palestiniens utilisant des passeports pakistais, nord-yéménites et de l'émirat de Bahreïn.

Le porte-parole de la Maison Blanche a souligné que ce genre

d'avertissement n'était pas destiné à être rendu public, les informations de la FAA pouvant se révéler inexactes et paniquer à tort l'opinion. Sa divulgation à Londres n'est sans doute pas étrangère à la polémique qui fait actuellement rage en Grande-Bretagne, où le gouvernement est accusé de ne pas avoir pris suffisamment au sérieux les avertissements qu'il avait reçus avant l'attentat de Lockerbie, du nom du village écossais au-dessus duquel un Boeing de la Pan Am avait été détruit en plein vol, en décembre dernier, par une bombe placée à bord.

Les mesures de sécurité dans les aéroports britanniques ont été renforcées jeudi après la diffusion de la note américaine. À Heathrow et Gatwick, où plusieurs centaines de milliers de passagers sont attendus pour le long week-end de Pâques, de nombreux départs ont été retardés de trois quarts d'heure à une heure. Les passagers attendant la fouille font la queue sur des centaines de mètres. Des policiers en armes patrouillent dans les terminaux. — (AFP.)

## L'interdiction du port du voile dans les universités turques

## Ankara prie l'Iran de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures

La Turquie a prié l'Iran, jeudi 23 mars, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures, après que Téhéran eut critiqué l'interdiction du port du voile dans les universités turques (le Monde du 24 mars). « Il est impossible d'accepter les efforts déployés par une puissance étrangère pour devenir partie prenante des affaires de la Turquie, qui ne concernent que le peuple et l'Etat », souligne un communiqué du ministère des affaires étrangères.

L'imam Khomeiny avait critiqué mercredi l'attitude d'Ankara concernant le port du voile, alors que, parallèlement, l'ambassadeur de Turquie à Téhéran était convoqué au ministère des affaires étrangères, qui lui faisait connaître la « préoccupation » iranienne sur cette affaire.

« Jusqu'ici, la Turquie a été suffisamment responsable pour ne pas se livrer à des commentaires ni prendre position sur le régime et les événements intérieurs iraniens », a tenu à faire savoir le ministère turc des affaires étrangères.

De son côté, le ministre iranien de l'Intérieur, M. Ali Akbar Mohtachemi, a réaffirmé jeudi que

l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie, serait bel et bien tué. Reçu par l'imam Khomeiny, M. Mohtachemi, a assuré le « Guide de la révolution » que cette tâche serait exécutée par « les enfants de l'Islam ». Le ministre de l'Intérieur a également commenté dans les mêmes termes que l'imam le prochain retour à Téhéran des ambassadeurs européens : ceux-ci, a-t-il dit, reviendront « humilisés, déshonorés et misérables ». A la suite des déclarations, mercredi, de l'imam Khomeiny (le Monde du 24 mars), le Quai d'Orsay avait simplement indiqué que « le gouvernement français n'a pas l'habitude de commenter les propos des autorités religieuses, même lorsqu'ils ont un caractère excessif ».

Lors de l'émission « Questions à domicile », jeudi soir, M. Simone Veil s'est pour sa part déclarée très choquée par la décision de la CEE d'autoriser ses pays membres à renvoyer leur ambassadeur en Iran un mois seulement après qu'ils ont été rappelés en consultation. — (AFP, Reuters.)

## M. Chirac réélu maire de Paris

Le Conseil de Paris, réuni vendredi 24 mars, a réélu sans surprise, à bulletin secret, M. Jacques Chirac maire de la capitale pour son troisième mandat consécutif, au cours d'une séance présidée par le doyen, M. Edouard Frédéric-Dupont (quatre-vingt-sept ans). Les socialistes, dont le groupe a réélu à sa présidence M. Georges Sarre, avaient décidé de ne pas présenter de candidat contre le maire sortant. Les communistes, qui n'ont plus que trois élus, voulaient, par principe, présenter l'un d'eux, M. Gilles Moreau. Les cent soixante-trois conseillers de Paris devaient ensuite procéder à l'élection des adjoints « sectoriels » qui ne peuvent dépasser le nombre de vingt-neuf.

M. Chirac avait l'intention de changer environ la moitié des titulaires de ces postes, afin de rejuvenir et de renouveler la municipalité. Toutefois, les adjoints les plus proches du maire devaient conserver leurs fonctions, comme MM. Jean Tiberi, premier adjoint, Alain Juppé, chargé des finances, Jacques Dominati, circulation, et Roger Romani, questeur.

Les groupes politiques du Conseil se sont constitués. M. Dominique Pado, conseiller UDF-CDS, précise que son groupe compte quinze membres et qu'en font partie M. Philippe Chait, élu du onzième arrondissement, et M. Jeanne Porcher, du vingtième. M. Magdeleine

## M. Antoine Waechter invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Antoine Waechter, leader des Verts « confédération écologiste », qui vient d'être élu conseiller municipal de Mulhouse sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », la dimanche 26 mars de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Waechter, qui fut candidat à la dernière élection présidentielle et qui conduira une liste écologiste aux élections européennes du 16 juin, répondra aux questions d'André Frossard et d'Olivier Biffand, du Monde, et de Paul-Jacques Trauffen et de Pierre Kohler, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le numéro du « Monde » daté 24 mars 1989 a été tiré à 547 028 exemplaires

## Remaniement à la tête du Centre français du commerce extérieur

M. Claude Dollé sera officiellement nommé dans les prochains jours président du conseil d'administration du Centre français du commerce extérieur (CFCE), en remplacement de M. Jacques Maisonrouge. Celui-ci, ancien président d'IBM World Trade, se voit proposer la direction du Comité de l'Image France, un organe consultatif en cours de création dans le cadre du « plan export » annoncé en janvier dernier. Dans un deuxième temps, M. Dollé, ancien dirigeant du groupe Unison-Sacilor, occupera le poste de directeur général, contre essentiel du pouvoir, où se trouve actuellement M. Claude Blot, qui pourrait quitter le CFCE.

Ces remaniements, qui s'inscrivent dans le cadre de la réforme du CFCE, appelé à jouer un rôle élargi dans la promotion des exportations, permettent de concentrer l'autorité à la tête du centre, en créant de fait un poste de président-directeur général pour M. Dollé.

## Signature d'un accord de financement des sociétés mixtes franco-soviétiques

Le consortium bancaire dirigé par le Crédit lyonnais et la banque soviétique des relations économiques extérieures devaient signer, vendredi 24 mars, un accord permettant de définir un plan de financement mais aussi une méthodologie pour les sociétés mixtes créées en URSS. Cet accord constitue un premier avenant au protocole d'intention signé le 25 novembre 1988 lors de la visite à Moscou de M. François Mitterrand et ouvrant une enveloppe de crédits à l'URSS dont le montant n'avait pas été précisé mais qui, pour le consortium bancaire, pourrait aller jusqu'à 12 milliards de francs.

Tirant les leçons de la volonté soviétique de promouvoir des sociétés mixtes pour bénéficier de l'expertise en gestion et de la technologie occidentale, mais aussi des réticences des entreprises françaises à s'engager sur cette voie encore

ambiguë, les signataires de l'accord ont soigneusement abordé deux volets complémentaires mais indissociables : la méthodologie et le financement.

Sur le premier point, un véritable « vademecum » a été établi, le premier du genre, pour codifier les modalités d'évaluation de la rentabilité d'une société mixte. Sur le deuxième point, un cadre de financement a été élaboré, couvrant les crédits garantis par le gouvernement français, le refinancement des comptes et surtout les dépenses locales et les apports en devises. Deux autres avenants sont en cours de négociation dont chacun espère qu'ils pourront aboutir avant ou lors de la visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev en juillet prochain.

F. Cr.

## La grève des personnels hospitaliers a été peu suivie

La grève et les manifestations des personnels hospitaliers organisées le 23 mars par plusieurs coordinations et les syndicats CGT, CFE-CGC et le SNCH (Syndicat national des cadres hospitaliers) ont eu un succès extrêmement limité.

Selon le ministère de la santé, la grève des infirmières, surveillantes, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, sages-femmes, personnels auxiliaires et psychologues n'a été suivie qu'à 6 % à Paris et à 5 % en Province. En fait, on a noté une très grande disparité entre les établissements allant d'une absence de grévistes dans des villes comme Nancy ou Nîmes, à 48 % du personnel soignant en grève à Marseille (12 % des non-soignants). Même phénomène pour les manifestations, il y avait à peine 1 500 personnes, jeudi devant le ministère de la santé, 150 à Lorient mais à Marseille 150 infirmières ont bloqué la circulation pendant près de deux heures.

Dans la soirée de jeudi 23 mars le bureau de la coordination s'est réuni pour faire un bilan et étudier l'opportunité d'autres actions avant les Etats généraux des infirmières prévus à la mi-avril. D'un côté, le bureau reconnaît que si un certain nombre d'infirmières ne sont plus mobilisées pour participer à un mouvement comme celui de l'automne dernier, l'insatisfaction continue néanmoins de régner dans les hôpitaux notamment à propos des conditions de travail.

Vendredi, les chefs de clinique et les maîtres de conférence, prenaient le relais du mouvement contestataire de quatre jours de grève prévus pour réclamer « une amélioration des débrouillements de carrière, de rémunérations, de la couverture sociale ».

● Condamnation du médecin de la prison de Colmar. — Pour non-assistance à personne en danger, le tribunal correctionnel de Colmar (Haut-Rhin) a condamné, jeudi 23 mars, à treize mois de prison avec sursis le docteur Sylvain Barnhard, médecin de la maison d'arrêt de la ville. Le 17 juillet 1987, M. Barnhard avait été appelé à donner des soins à un jeune détenu toxicomane qui se plaignait de « douleurs à la poitrine » et auquel le médecin avait prescrit un traitement pour des lombalgies. « Je n'avais eu effet rien entendu d'anormal à l'examen au stéthoscope », avait déclaré le médecin à l'audience. Le détenu malade devait décider quelques heures après cette consultation. L'autopsie révéla qu'il avait succombé à une « bronchopneumonie bactérienne massive ».

## EN BREF

● HONGRIE : M. Groez à Moscou. — Le numéro un hongrois, M. Karoly Groez, est arrivé, jeudi 23 mars, à Moscou pour une « visite de travail » de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il doit notamment s'entretenir avec le secrétaire général du PCUS, M. Mikhaïl Gorbatchev. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : reprise des contacts avec le Vatican. — Les négociations du gouvernement tchécoslovaque et du Saint-Siège sur la nomination d'évêques à la tête des dix diocèses vusants reprendront le 10 avril à Prague, a annoncé l'agence CTK. — (Reuters, AP.)

● Le conteneur au Indonésie reste introuvable. — Le poisson autoproduit (PAP) immergé le 23 mars au large des îles Anglo-Normandes dans la fosse des Casquets, à partir du chasseur de mines *Orion* de la Marine nationale, n'a cessé qu'un bloc de béton là où le sonar avait repéré ce qui pouvait être le conteneur chargé de Indonésie, perdu dans la nuit du 15 au 16 mars, après le naufrage du cargo panaméen *Peritika*. Les recherches vont donc continuer, malgré le gros temps qui sévit dans la Manche. Pour sa part, la Royal Navy a envoyé un sous-marin miniature programmable pour examiner l'épave du cargo, dont le chergement contient d'autres produits chimiques toxiques.

Ph. B.

**ODOUL** AGENT DE la demeco

**Garde-meubles**

42 08 10 30

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

## La revalorisation de la fonction enseignante

## Le SNES maintient la pression

DUJON  
de notre envoyé spécial

Signera, signera pas... les propositions Jospin sur les salaires des enseignants ? La direction du SNES est bien décidée à faire durer le suspense au maximum, c'est-à-dire au-delà des deux tables rondes du 28 et du 30 mars, consacrées, la première à la revalorisation, la seconde à la loi d'orientation.

En clôture, vendredi 24 mars au matin, le congrès de son organisation, M. Monique Vuillat s'est employée à tempérer l'appréhension positive qu'elle avait portée, lundi, sur les nouvelles propositions de M. Jospin, se faisant

ainsi l'écho du malaise qui s'est emparé des cinq cents délégués (le Monde des 21 et 22 mars).

## « Un chantage permanent »

Elle a dénoncé le « chantage permanent » pratiqué par le ministère pour obtenir la signature d'un relevé de conclusions officiel par le SNES. Selon le syndicat, le cabinet de M. Jospin accorderait quelques concessions complémentaires (paiement des jours de grève, mise en place d'un groupe de travail sur les maîtres auxiliaires, accélération de la revalorisation pour les conseillers d'orientation et d'éducation) en échange du précieux paraphe.

Le SNES craint aussi qu'une signature accordée sur la question des salaires ne soit interprétée, à son corps défendant, comme un chèque en blanc pour le projet de loi d'orientation que M. Jospin doit présenter jeudi matin et que le syndicat critique vivement.

## SUPER-PROMOTION

LE COSTUME PURE LAINE 895 F  
LE BLAZER PURE LAINE 595 F

ET LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS A DES

PRIX E-TON-NANTS !

RAYONS : GRANDS ET FORTS  
OUVERT DE 12 H A 19 H 30

**STEPHANE MEN'S**

DISCOUNT DE LUXE

5, r. WASHINGTON - GEORGES-V

130, bd St-GERMAIN - ODEON

**LA DANSE EN REVOLUTION AU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ELYSEES DU 2 MAI AU 29 JUILLET 1989**

**BELART BALLET LAUSANNE DU 2 MAI AU 17 JUIN**

**BALLET DE L'OPERA DE PARIS DU 21 JUIN AU 14 JUILLET**

**ECOLE DE DANSE DE L'OPERA DE PARIS ET PROLE VAGANOVA DE LENINGRAD DU 4 AU 7 JUILLET**

**BALLET ANTONIO CADES 11-12-13-15 JUILLET**

**AMERICAN DANCE THEATER ALVIN AILEY DU 17 AU 22 JUILLET**

**BALLET MOISEEV DU 24 AU 29 JUILLET**

**SPECTACLES ALAP / SPECTACLES LUMBEROSO SPES / INDI DE GRIMAUVALLOIN SOCIETE PATRONAGE DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATON**

**RTL**

**LES 4, 5, 6, 8 MAI EN CREATION MONDIALE "1789... ET NOUS" PRIX EXCEPTIONNELS POUR LES 1000 PREMIERS LECTEURS DU MONDE RESERVATION : 48.78.75.00**

سكوا من الأصل